

COMMISSION EUROPEENNE

EUROBAROMETRE

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Rapport Numéro 56

Parution : Avril 2002

Terrain : Oct. – Nov. 2001

Direction générale Presse et communication
Rue de la Loi 200 (BREY 7/150)
B - 1049 Bruxelles

Téléphone : (32.2) 266.24.63
Fax : (32.2) 296.17.49
E-mail : eurobarometer@cec.eu.int

Internet : http://europa.eu.int/comm/public_opinion

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, sous réserve d'indication de la source

Présentation de l'Eurobaromètre

Les sondages Eurobaromètre ("sondages Eurobaromètre Standard") sont effectués chaque printemps et chaque automne depuis l'automne 1973 pour le compte de la Direction générale Presse et Communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique. Ils incluent la Grèce depuis l'automne 1980 (Eurobaromètre 14), le Portugal et l'Espagne depuis l'automne 1985 (Eurobaromètre 24), l'ex-République Démocratique d'Allemagne depuis l'automne 1990 (Eurobaromètre 34), l'Autriche, la Finlande et la Suède depuis le printemps 1995 (Eurobaromètre 43).

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque Etat membre. L'échantillon des sondages Eurobaromètre standard est de 1000 personnes par pays, sauf au Luxembourg (600) et au Royaume-Uni (1000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du Nord). Afin d'évaluer l'impact de l'intégration des cinq nouveaux Länder au sein de l'Allemagne unifiée et de l'Union européenne, 2000 personnes sont interrogées en Allemagne depuis l'Eurobaromètre 34 : 1000 sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est et 1000 sur celui de l'ex-Allemagne de l'Ouest.

Dans chacun des quinze Etats membres, les sondages sont effectués par les instituts nationaux associés au bureau de coordination européen, the European Opinion Research Group, un consortium d'agences d'étude de marché et d'opinion publique, comprenant INRA (EUROPE) et GfK Worldwide. Ce réseau d'instituts a été sélectionné par appel d'offres. Ils sont tous membres de la "European Society for Opinion and Marketing Research" (ESOMAR) et se conforment à ses normes.

Les chiffres repris dans ce rapport pour chacun des Etats membres sont pondérés par sexe, âge, région et taille de la localité. Les chiffres relatifs à l'Union européenne dans son ensemble sont pondérés en fonction de la population adulte de chaque pays. Dans certains cas, le total des pourcentages d'un tableau n'atteint pas exactement 100% mais un nombre très proche (par exemple 99% ou 101%), les chiffres ayant été arrondis. Ce total peut également dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses. Les pourcentages figurant dans les graphiques peuvent accuser une différence de 1% par rapport aux tableaux en raison de l'addition de pourcentages préalablement arrondis.

Le présent rapport, établi par la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne, Secteur Opinion publique (chef de Secteur : Thomas Christensen), est un document de travail interne à la Commission européenne.

Types de sondages Eurobaromètre

La Commission européenne (Direction générale Presse et Communication) organise des sondages de l'opinion publique, auprès de groupes cibles spécifiques aussi bien que le public en général. Elle organise aussi des études qualitatives (discussions de groupe, interviews en profondeur) dans l'ensemble des Etats membres et, parfois, dans des pays tiers. Il existe quatre types de sondages :

- Eurobaromètre standard traditionnel avec rapports publiés deux fois par an et l'Eurobaromètre Spécial (voir la liste de l'Annexe D), qui utilisent la même méthodologie que l'Eurobaromètre standard
- Eurobaromètre Pays Candidats basé sur la même méthodologie que l'Eurobaromètre, avec des rapports publiés une fois par an
- Flash téléphonique EB qui sont également utilisés pour des groupes cibles spécifiques (décideurs de haut niveau, par exemple)
- Etudes qualitatives ("focus groups", entretiens en profondeur)

Le site Web de l'Eurobaromètre se trouve à l'adresse :

http://europa.eu.int/comm/public_opinion

A LA UNE

Ce 56^{ème} Rapport Eurobaromètre présente une analyse de l'opinion publique vis-à-vis de l'Union européenne à l'automne 2001. Le sondage a été mené un mois après les attaques du 11 septembre aux Etats-Unis et une semaine après le début de la guerre en Afghanistan. Il apparaît que ces événements ont affecté de manière significative les opinions des répondants à bien des égards. Les principales constatations sont les suivantes :

Amélioration marquée des indicateurs clés relatifs à l'Union européenne

- 54% des citoyens de l'UE considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une bonne chose. Ce chiffre est nettement plus élevé qu'au printemps 2001 (+6 points).
- 52% des personnes interrogées ont le sentiment que leur pays a tiré profit de son appartenance à l'Union européenne, soit une augmentation de sept points par rapport au printemps 2001.

Confiance accrue envers l'Union européenne et ses institutions

- En moyenne, 53% des citoyens de l'UE font confiance à l'Union européenne, contre 41% au printemps 2001, tandis que seulement 32% d'entre eux ne lui font pas confiance (contre 40% au printemps 2001).
- 58% des citoyens de l'UE font à présent confiance au Parlement européen, contre 52% au printemps 2001.
- L'image qu'a le public de la Commission continue de s'améliorer : le taux de confiance a augmenté de 5 points pour atteindre 50%, le meilleur résultat depuis la nomination des actuels membres de la Commission.
- La Banque Centrale européenne jouit également de la confiance de la moitié de la population de l'UE de 15 ans et plus.

Anxiétés accrues

- Suite aux événements du 11 septembre, 86% des Européens déclarent craindre personnellement le terrorisme (12 points de plus qu'un an auparavant) ; 79% craignent la prolifération des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction massive (+17 points) et 64% craignent une guerre mondiale (+19 points).
- Seulement 16% des personnes interrogées s'attendent à une amélioration de la situation économique dans leur pays en 2002 par rapport à 2001 (8 points de moins qu'un an auparavant), 36% s'attendent à une situation similaire (-8 points) et 39% s'attendent à une situation moins favorable (+15 points).
- En outre, 42% des répondants craignent une détérioration du marché du travail dans leur pays, soit une augmentation de 19 points par rapport aux résultats obtenus un an auparavant, 32% des répondants pensent que le marché va se stabiliser et seulement 17% d'entre eux comptent sur une amélioration, le chiffre le plus bas depuis cinq ans.

Attitudes vis-à-vis de la monnaie unique, l'euro

- 61% des personnes interrogées déclarent soutenir l'euro, contre 30% déclarant y être opposées. 68% des répondants vivant dans les pays de la zone euro soutiennent la monnaie unique, soit une augmentation de 2 points par rapport à l'année précédente. Dans les 3 pays "pré-in", le soutien à l'euro a augmenté de manière significative, passant de 27% à 32%.
- Au moment du sondage (quelques mois avant l'introduction des billets et pièces en euro) 47% des répondants des pays "EURO 12" se sentaient à l'aise pour ce qui est de l'utilisation des nouveaux billets et nouvelles pièces.
- Au moins huit citoyens de l'UE sur dix pensent que l'euro rendra la vie plus facile aux personnes qui se déplacent dans les pays d'Europe (87%), qu'il facilitera les achats en Europe car tous les prix seront comparables (83%) et qu'il éliminera les frais de change d'une monnaie à une autre (80%).

Attitudes vis-à-vis de l'élargissement

- 51% des répondants se prononcent en faveur de l'élargissement de l'Union européenne afin qu'elle comprenne de nouveaux pays et 30% des répondants y sont opposés. Une question plus détaillée révèle que 39% des citoyens de l'UE pensent que l'Union européenne devrait être élargie à seulement certains pays qui souhaitent la rejoindre et 24% supplémentaires font preuve d'un soutien illimité à l'élargissement. Seuls 20% des répondants pensent que l'UE ne devrait pas être élargie à d'autres pays.
- Environ deux citoyens de l'UE sur trois pensent que l'Union deviendra plus importante dans le monde si elle comprend plus de pays et qu'elle en sera plus riche culturellement. Toutefois, une part similaire de citoyens de l'UE a le sentiment qu'un nombre plus élevé de pays dans l'Union rendra la prise de décision à l'échelle européenne plus compliquée.
- Très peu de personnes (22%) se sentent bien informées vis-à-vis de l'élargissement bien que les résultats soient un peu plus positifs qu'au printemps 2001 (+4 points)

Soutien d'une politique de défense de l'Union européenne

- 42% des citoyens de l'UE pensent que les décisions concernant la politique de défense européenne devraient être prises par l'Union européenne, 24% pensent qu'elles devraient être prises par les gouvernements nationaux et 20% pensent que l'OTAN devrait prendre ces décisions.

Soutien d'une constitution de l'Union européenne

- 67% des citoyens de l'UE pensent que l'Union européenne devrait avoir une constitution, contre 62% au printemps 2001.

Auto-évaluation des connaissances concernant l'Union européenne

- 35% des citoyens de l'UE en savent "plutôt beaucoup" à "beaucoup" concernant l'Union européenne (c'est-à-dire les personnes ayant choisi les chiffres 6 à 10 sur une échelle allant de 1 à 10), contre seulement 21% au printemps 2001.

Table des Matières

	Page
Introduction	
1. La vie des citoyens de l'UE après le 11 septembre.....	1
1.1. Satisfaction par rapport à la vie et attentes pour l'année à venir.....	1
1.2. Confiance dans les institutions	8
1.3. Craintes des citoyens de l'UE dans le contexte du 11 septembre.....	12
2. Identité, fierté et démocratie.....	14
2.1. Identité européenne et nationale.....	14
2.2. Fierté nationale.....	15
2.3. Fierté d'être Européen et satisfaction quant à la démocratie européenne	16
3. Principaux indices de soutien de l'Union européenne	19
3.1. Soutien à l'appartenance à l'Union européenne.....	19
3.2. Bénéfice tiré de l'appartenance à l'Union européenne	21
3.3. Vitesse de l'intégration européenne	38
3.4. Rôle des institutions et organes de l'Union	40
3.5. Confiance dans l'Union européenne et ses institutions et organes	41
3.6. Soutien à une constitution de l'Union européenne.....	46
3.7. Rôle escompté et souhaité de l'UE dans les cinq années à venir	48
4. Prise de décision au sein de l'UE, priorités et politique clés.....	50
4.1. Soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE	50
4.2. Priorités de l'Union.....	53
4.3. Soutien aux thèmes clés	55
5. L'euro.....	59
5.1. Soutien à la monnaie unique	59
5.2. Attitudes vis-à-vis de l'euro.....	62
5.3. Informations concernant l'euro.....	67
6. L'élargissement de l'Union européenne	71
6.1. Soutien à l'élargissement	71
6.2. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement.....	75
6.3. Critères auxquels devraient répondre les pays candidats	77
6.4. Quels pays devraient rejoindre l'UE ?.....	78
6.5. Prise de décision dans une Union élargie	80
6.6. Sentiment d'être informé concernant l'élargissement.....	82
6.7. Informations concernant l'élargissement.....	83
7. Connaissance de l'Union européenne.....	86
7.1. Sources d'information concernant l'Union européenne	86
7.2. Les médias et leur couverture des affaires européennes	87
7.3. Auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne.....	92
7.4. Connaissances de la manière dont le budget de l'Union européenne est dépensé.....	94
7.5. Notoriété des institutions et organes de l'Union européenne.....	96
7.6. Notoriété et importance de la Présidence du Conseil	99

Table des Matières - Annexes

	Page
A. Listes	
A.1. Liste des graphiques	A.1
A.2. Liste des tableaux	A.5
A.3. Texte en allemand des questions et catégories de réponses utilisées dans les tableaux	A.9
A.4. Note explicative des intitulés des tableaux	A.23
B. Tableaux.....	B.1
C. Spécifications techniques	
C.1. Instituts et responsables de recherche.....	C.1
C.2. Unités administratives régionales	C.2
C.3. Caractéristiques de l'échantillon	C.3
C.4. Définition et répartition des variables sociodémographiques utilisées dans les croisements.....	C.6
D. Sondages spécifiques de l'Eurobaromètre sur les attitudes des Européens.....	D.1

RAPPORT

Introduction

Ce rapport présente les résultats du sondage Eurobaromètre n° 56, mené peu de temps après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Suite à ces attentats, les citoyens de l'UE ont été nettement plus enclins à avoir confiance dans leurs propres gouvernements et parlements ainsi qu'en l'Union européenne dans son ensemble. Il apparaît donc que les événements du 11 septembre ont beaucoup modifié l'opinion publique à bien des égards.

L'objectif de ce rapport est de donner aux lecteurs une vue d'ensemble de ce que les citoyens européens ressentent vis-à-vis de l'Union européenne, ses politiques et ses institutions, bien qu'un certain nombre d'autres sujets, liés à ceux-ci, soient également présentés.

Ce rapport commence par un examen d'un certain nombre de mesures liées à la **perception qu'ont les citoyens de leur situation actuelle et de leur situation dans l'année à venir (satisfaction par rapport à la vie en général, craintes et développements économiques) dans le contexte du 11 septembre**. Ce chapitre étudie également la **confiance des citoyens dans plusieurs institutions internationales**.

Le chapitre 2 est constitué de questions qui **mesurent le sens de l'identité des citoyens de l'UE et leur fierté vis-à-vis de l'Union européenne et de leur propre pays** ainsi que **leur satisfaction quant à la manière dont fonctionne la démocratie**.

Le chapitre 3 a pour objet les développements à long terme dans **l'opinion publique vis-à-vis de l'Union européenne**. Nous présentons ici les indicateurs standard : **soutien de l'appartenance à l'Union européenne et perception du bénéfice de l'appartenance à l'UE**. Le chapitre présente également un rapport concernant les **perceptions de la population à l'égard de la vitesse à laquelle se construit l'Europe ainsi que le rôle et la confiance dans les institutions et organes de l'Union**. Le chapitre se termine par une présentation des résultats d'une question qui **mesure le soutien à une constitution de l'Union européenne**.

Le chapitre 4 est axé sur le soutien apporté à plusieurs **thèmes de la politique actuelle de l'Union**. Il commence par étudier dans quelle mesure le public préfère **une prise de décision commune au sein de l'UE à une prise de décision nationale**. Le chapitre examine ensuite dans quelle mesure le public considère **les actuelles actions de l'Union comme des priorités**, puis s'intéresse **au soutien apporté par le public à plusieurs politiques clés**.

Le chapitre 5 est entièrement consacré à **l'opinion publique vis-à-vis de l'euro** dans les mois précédant l'introduction des billets et des pièces. Ce chapitre couvre le **soutien apporté à l'euro** ainsi que **les attitudes sous-jacentes des citoyens à l'égard de la monnaie unique**. Le chapitre se termine par un rapport concernant le degré auquel les citoyens se sentent informés **sur l'euro** et dans quelle mesure **ils ont reçu des informations concernant l'euro**.

Le chapitre 6 est entièrement consacré à **l'opinion publique vis-à-vis de l'élargissement**. Le chapitre se penche également sur le **soutien à l'élargissement** et les **attitudes sous-jacentes des citoyens vis-à-vis de l'élargissement**. Il analyse aussi l'importance que la population attache aux **critères de Copenhague, dans quelle mesure le public soutient les pays candidats** et comment le **processus de prise de décision devrait se dérouler dans une Union élargie**. Le chapitre se termine par un rapport concernant le degré auquel les citoyens se sentent informés sur **l'élargissement** et dans quelle mesure **ils pensent avoir reçu des informations à ce sujet**.

Le chapitre 7 a pour objet les **sources utilisées par les citoyens de l'UE lorsqu'ils recherchent des informations concernant l'UE** et lesquelles de **ces sources ils préfèrent**. Le chapitre analyse également **l'évaluation du public quant à la manière dont les médias couvrent les affaires européennes**. Nous analysons également **l'auto-évaluation des connaissances** de l'UE, de ses institutions et de ses politiques ainsi que la **notoriété de neuf institutions et organes de l'Union** ainsi que les **connaissances relatives à la manière dont l'Union dépense son budget**. Le chapitre se termine par une brève observation de la notoriété et de la perception de l'importance de la **présidence belge du Conseil des Ministres** pendant la deuxième moitié de l'année 2001.

Nous tenons à remercier tous les citoyens de l'Union européenne qui ont participé au sondage Eurobaromètre au fil des ans. Sans leur participation, ce rapport n'aurait pas pu être rédigé.

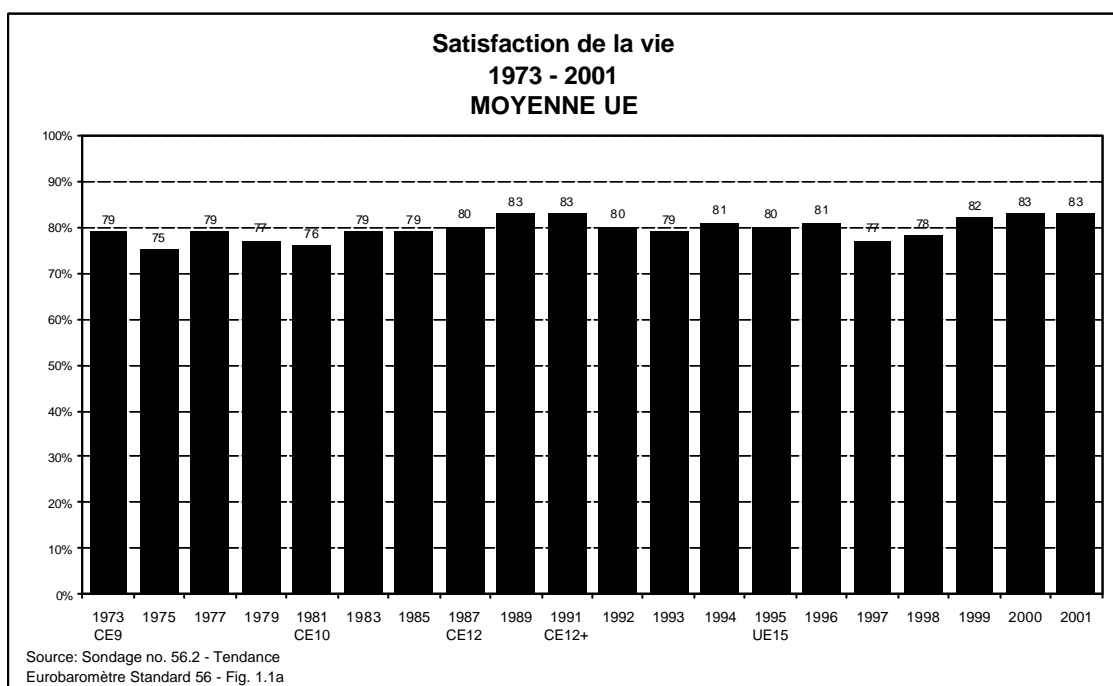
1. La vie des citoyens de l'UE après le 11 septembre

Le sondage Eurobaromètre à la base de ce rapport a été mené un mois après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et une semaine après le début de la guerre contre les cibles terroristes en Afghanistan¹. Les attentats du 11 septembre ont eu un impact immédiat sur l'économie de l'Union européenne, déjà affaiblie dans les mois précédant cette date. Dans ce contexte, le premier chapitre de ce rapport examine dans quelle mesure les citoyens européens sont satisfaits de la vie qu'ils mènent et quelles sont leurs attentes pour l'année 2002. Le chapitre examine également la confiance dans les institutions et la question de savoir si la population a peur d'un certain nombre de choses qui pourraient se produire dans le monde, l'une d'elles étant le terrorisme.

1.1. Satisfaction par rapport à la vie et attentes pour l'année à venir

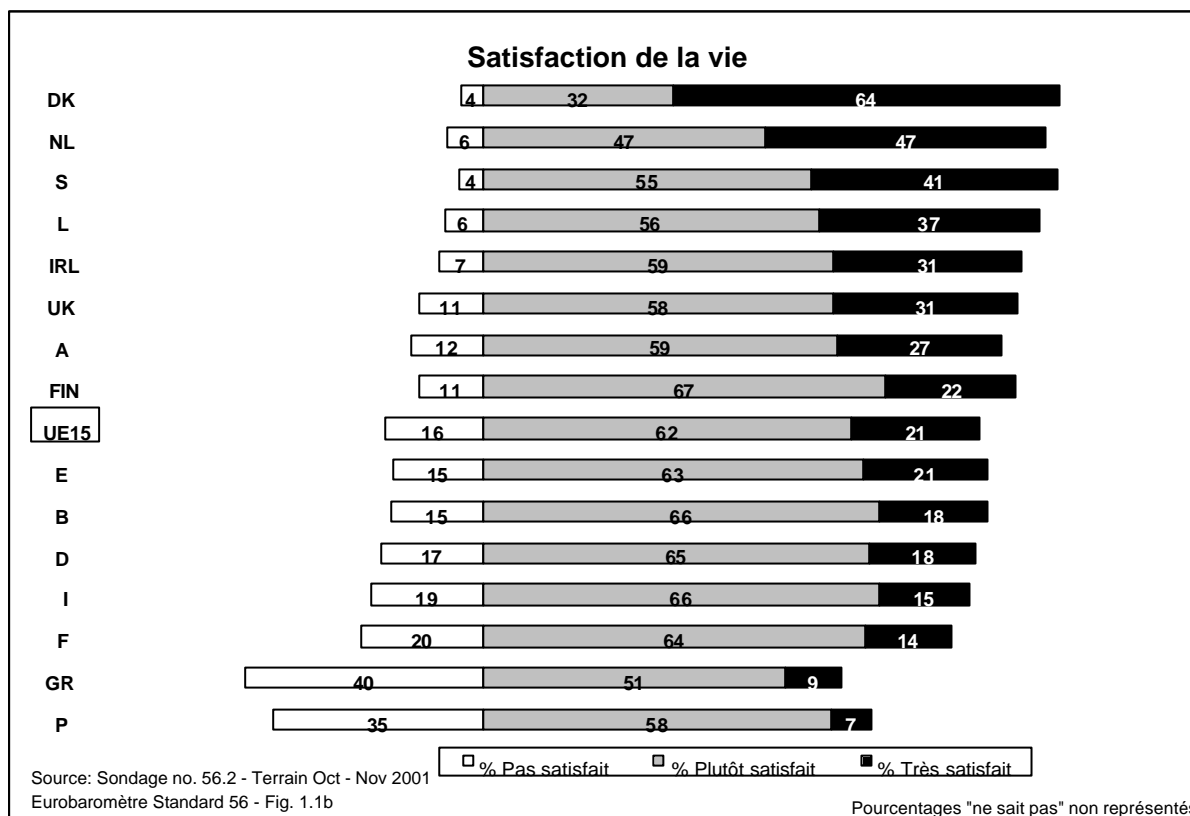
Depuis ses débuts en 1973, l'Eurobaromètre demande régulièrement aux citoyens européens dans quelle mesure ils sont satisfaits de leur vie en général. Cette question est une mesure sommaire de ce que les citoyens ressentent vis-à-vis de toutes les choses liées à leur vie, de leur bonheur personnel, leur santé, leur famille et leur situation économique, à leur point de vue concernant la société en général.

Le 11 septembre et ses conséquences ne semblent pas avoir eu d'impact sur la manière dont la population juge actuellement sa propre vie. En moyenne, et comme l'an passé, 83% des citoyens de l'UE sont très satisfaits ou assez satisfaits de la vie qu'ils mènent. Le graphique ci-dessous montre que, au fil des ans, au moins 75% des répondants ont donné une évaluation positive de leur vie.



Les résultats pour l'automne 2001 révèlent que les Danois (96%) sont les plus susceptibles d'être satisfaits de la vie qu'ils mènent. C'est le seul pays où plus de la moitié de la population se sent très satisfaite (64%). Les autres pays où au moins neuf personnes sur dix sont satisfaites sont la Suède (96%), les Pays-Bas (94%), le Luxembourg (93%) et l'Irlande (90%), le Royaume-Uni, la Finlande (89% chacun) et l'Autriche (87%) à courte distance. En Belgique (84%), en Espagne (83%), en Allemagne (82%) et en Italie (81%), les niveaux de satisfaction sont proches de la moyenne européenne (83%). Les niveaux de satisfaction sont inférieurs à la moyenne en Grèce (60%), au Portugal (65%) et en France (78%).

¹ Période de sondage sur le terrain : du 13 octobre au 19 novembre 2001 – voir Annexe C1 pour les dates exactes dans chaque pays.



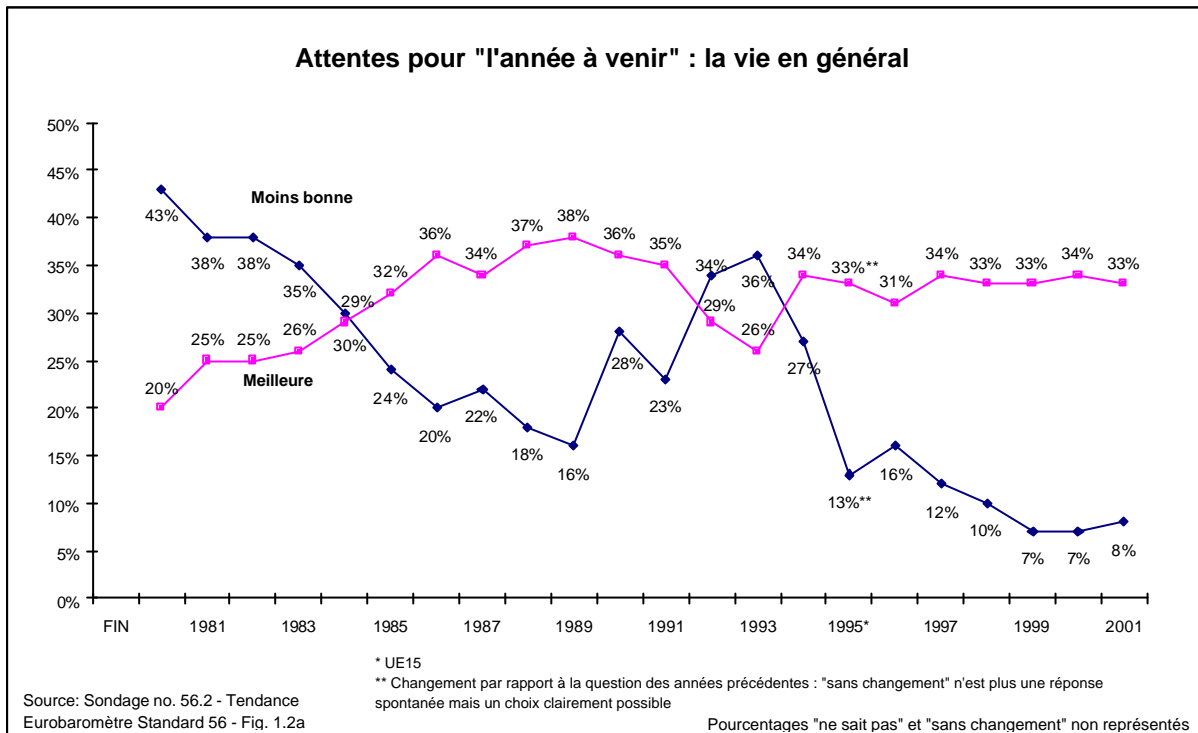
Dans la majorité des pays, aucun changement significatif n'a été enregistré depuis le printemps 2001. La Grèce est le seul pays où la population est à présent plus encline à se déclarer satisfaite et le Portugal est le seul pays où s'est produit l'opposé (tableau 1.1a).

Les analyses démographiques ne révèlent aucune différence significative entre les hommes et les femmes. Parmi les quatre groupes d'âge (15 à 24 ans, 25 à 39 ans, 40 à 54 ans et 55 ans et plus), nous constatons que la proportion de personnes très satisfaites est plus élevée dans le segment le plus jeune de la population (25%) que dans les autres tranches d'âge. Les chômeurs (62%) ont nettement moins tendance à être satisfaits que tous les autres groupes occupationnels identifiés dans le sondage (dont plus de 80% sont satisfaits de leurs vies). L'éducation est un facteur déterminant de nombreuses attitudes. En ce qui concerne la satisfaction par rapport à la vie, nous constatons que les personnes qui étudient toujours (89%) ou les personnes restées à l'école jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (87%) sont plus susceptibles d'être satisfaites que les personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins (78%) ou entre 16 et 19 ans (84% satisfaites)².

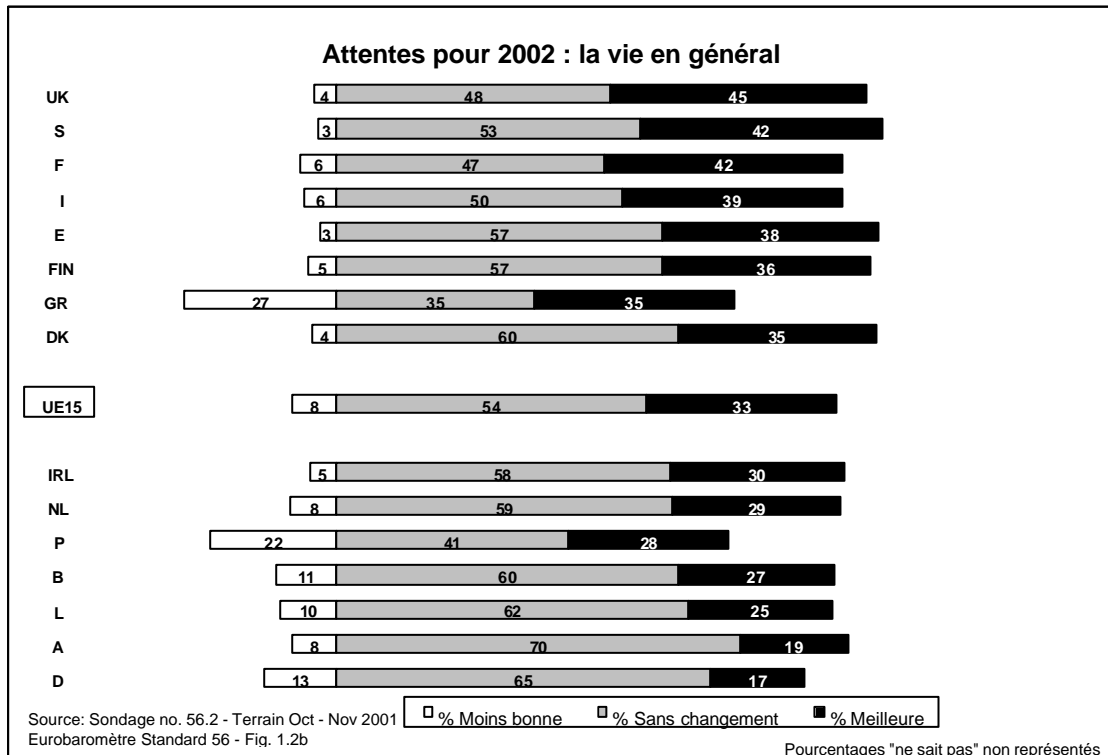
Un examen des indicateurs attitudinaux indique que les personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne sont nettement plus enclines à être satisfaites (88%) que les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose (78%). (Tableau 1.1b)

Nous avons également demandé aux répondants quelles étaient leurs attentes pour l'année à venir. 33% d'entre eux pensent que leur vie en général sera meilleure en 2002, 8% pensent qu'elle sera pire et 54% pensent qu'elle sera identique à leur vie actuelle. Nous constatons ainsi que les prévisions de la population, tout comme son évaluation de la situation actuelle, sont très similaires aux prévisions de l'an dernier. Ainsi, l'ensemble des résultats n'indique pas que le 11 septembre et ses suites aient eu un impact significatif sur la façon dont la population de l'UE voit sa vie en général dans l'année à venir.

² L'annexe C.4 donne plus de détails concernant les variables démographiques.

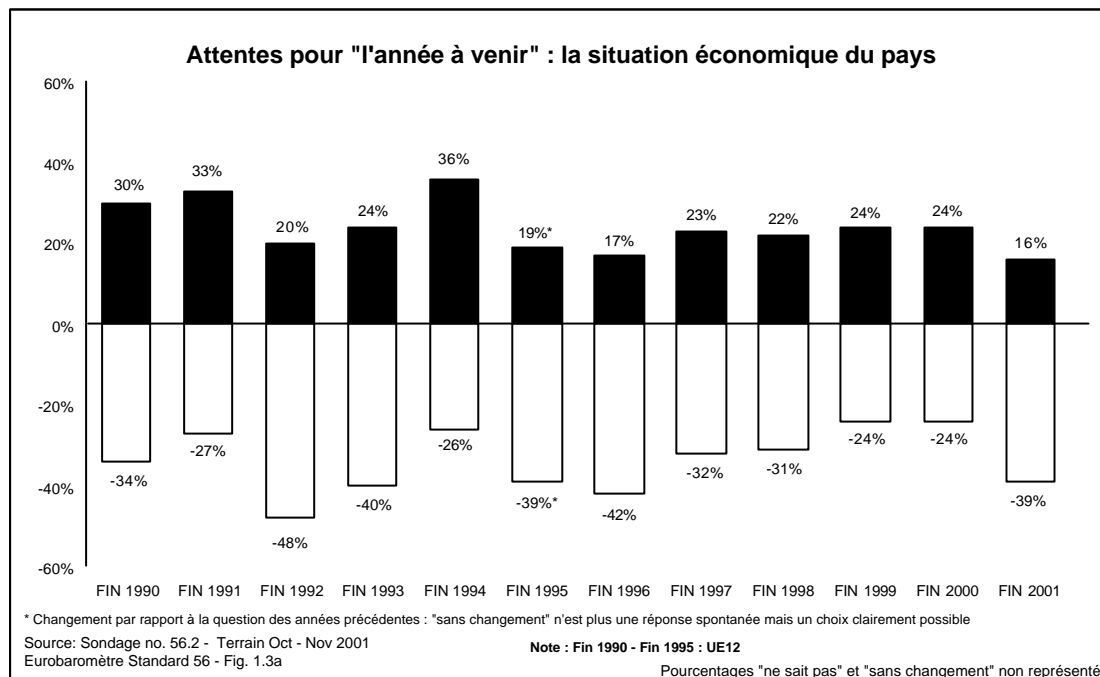


Les résultats par pays montrent que les Britanniques (45%) suivis par les Suédois et les Français (42% chacun) sont les plus enclins à penser que l'année 2002 sera meilleure. Les Grecs (27%) et les Portugais (22%) sont les plus enclins à penser que leur vie en général sera moins bonne en 2002 qu'elle ne l'était en 2001.

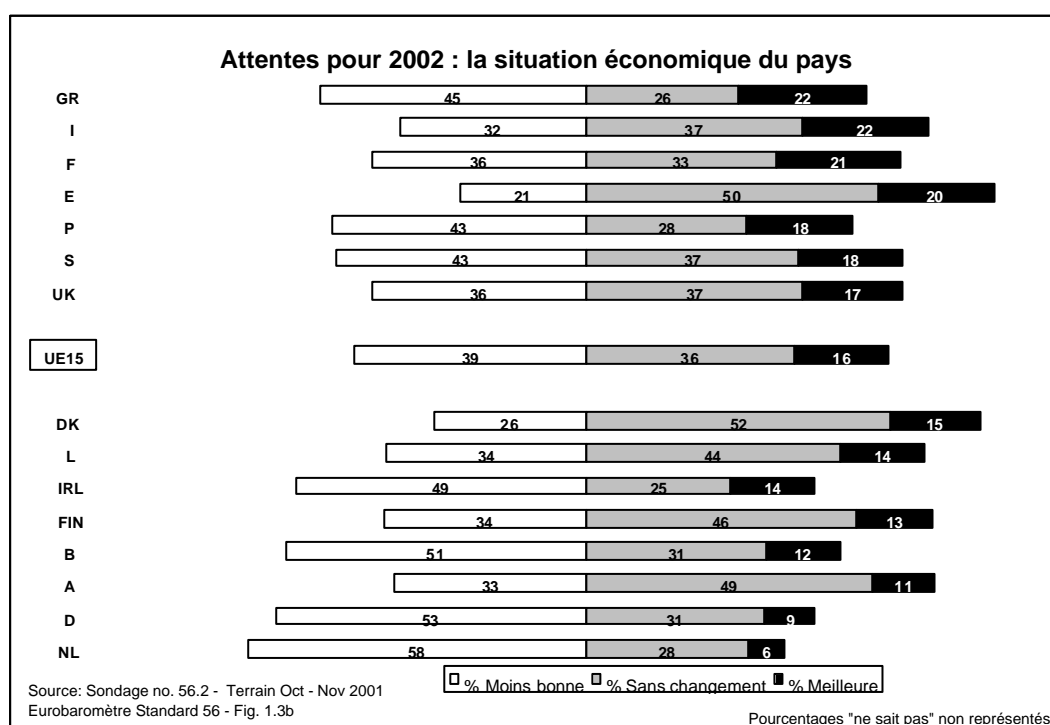


Au Royaume-Uni (+7), en France (+6) et au Danemark (+3), les répondants ont à présent plus tendance à penser que l'année à venir sera meilleure que l'année passée. Toutefois, l'humeur est nettement plus mitigée dans plusieurs pays. En Grèce, la population est à présent moins susceptible d'être optimiste et plus susceptible d'être pessimiste (-8 et +5 respectivement). Les autres pays dans lesquels le sondage a révélé une diminution de l'optimisme sont l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne (tableau 1.2a).

Depuis 1990, la question de fin d'année mesure également les attentes de la population vis-à-vis de l'économie de son pays dans l'année à venir. Le graphique suivant représente l'ensemble des résultats pour les années 1990 à 2001. Comme on peut le constater, les citoyens sont à présent nettement moins optimistes quant à la situation économique de leur pays. 16% des personnes interrogées s'attendent à une amélioration en 2002 et 39% s'attendent à ce que la situation empire. Le solde net du % "meilleure" moins le % "moins bonne" est à présent de -23 alors qu'il était de zéro les deux années précédentes. Même si le 11 septembre n'a pas affecté la manière dont la population voit sa vie en général, ses conséquences économiques engendrent clairement des inquiétudes.

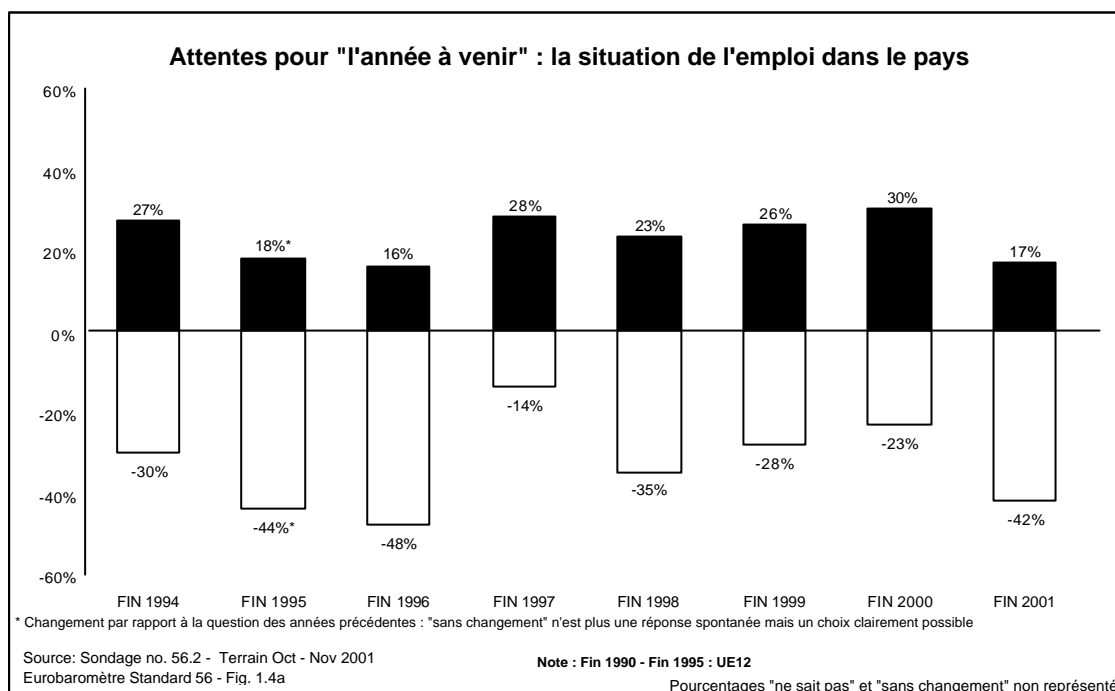


La proportion de répondants qui pensent que la situation économique de leur pays sera meilleure en 2002 s'échelonne de 6% aux Pays-Bas à 22% en Grèce et en Italie. Il suffit d'observer les résultats de l'année passée pour avoir une idée de la réduction des niveaux d'optimisme qui semble affecter les Européens après le 11 septembre. A l'automne 2000, l'opinion selon laquelle la situation économique serait meilleure en 2001 variait de 16% en Autriche à 32% en Suède.

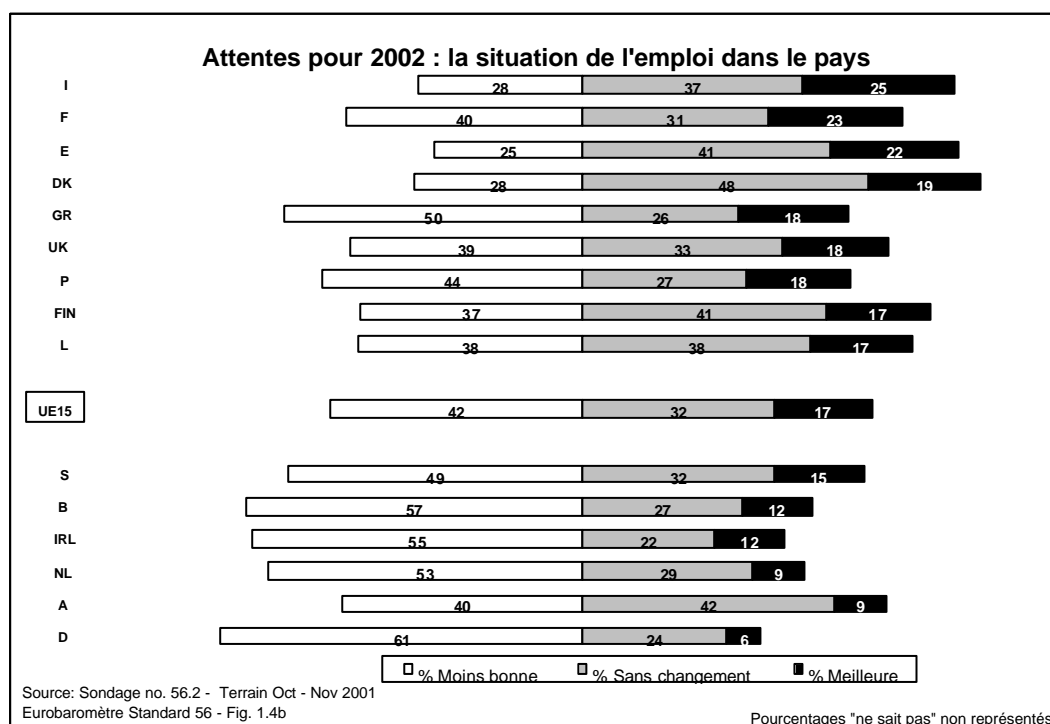


Dans presque tous les Etats membres, l'évaluation de la situation économique est à présent moins optimiste. Aux Pays-Bas, nous le pourcentage de personnes qui pensent que la situation économique de leur pays va s'améliorer diminue de 17 points tandis que le chiffre progresse de 37 points pour les personnes estimant qu'elle va être moins bonne. En Irlande, le tableau est presque aussi pessimiste (respectivement -17 et +35). C'est au Portugal (+1,+3), en Espagne (-5,0) et en Autriche (-5,+2) qu'il est le moins pessimiste (tableau 1.3a).

Suite au 11 septembre, les Européens ont également moins tendance à être optimistes vis-à-vis de la situation de l'emploi dans leur pays. 17% pensent que 2002 sera meilleure (30% étaient de cet avis pour 2001) et 42% pensent qu'elle sera moins bonne (23% pour 2001).

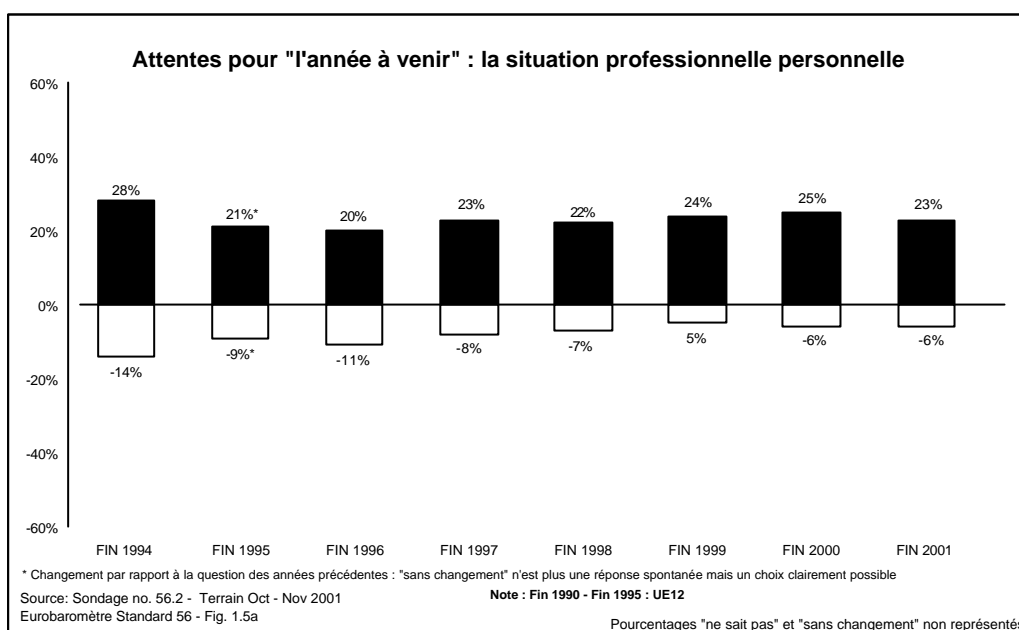


Nous enregistrons l'humeur la plus optimiste en Italie, où 25% des personnes interrogées pensent que la situation de l'emploi va s'améliorer, suivie par la France (23%) et l'Espagne (22%). Nous enregistrons l'humeur la plus pessimiste en Allemagne. Ce pays est suivi par la Belgique (57%), l'Irlande (55%) et les Pays-Bas (53%).

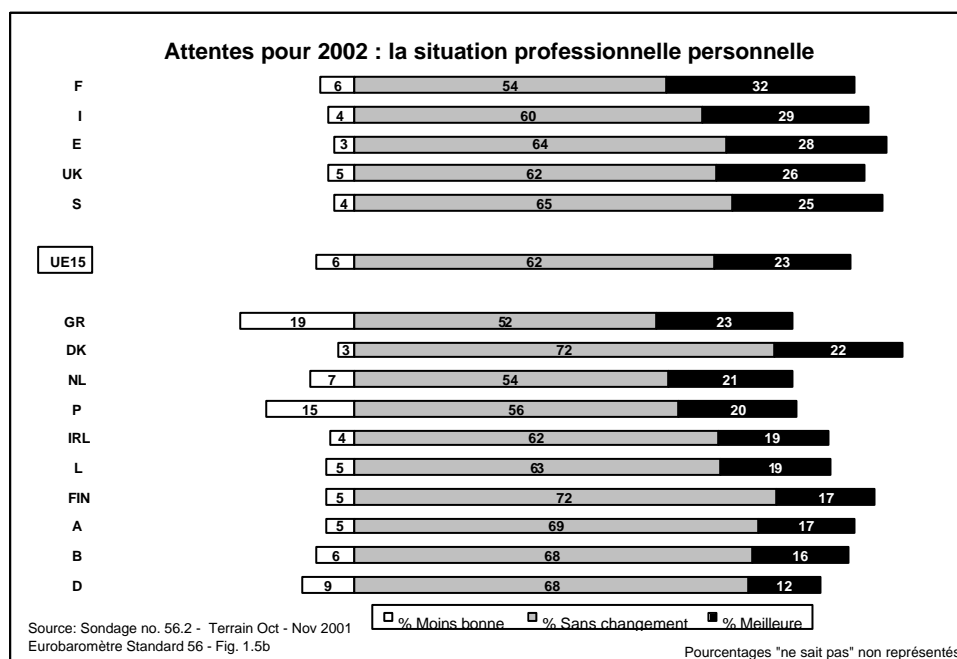


Une comparaison des prévisions pour l'année 2002 avec les prévisions données par le sondage de l'an dernier pour 2001 montrent que la proportion de personnes optimistes a diminué dans tous les pays, de un point au Portugal à 30 points en Finlande et en Suède. La proportion des personnes pessimistes a augmenté dans tous les Etats membres mais varie considérablement d'un pays à l'autre (de +1 en Espagne à +48 en Irlande). (Tableau 1.4a)

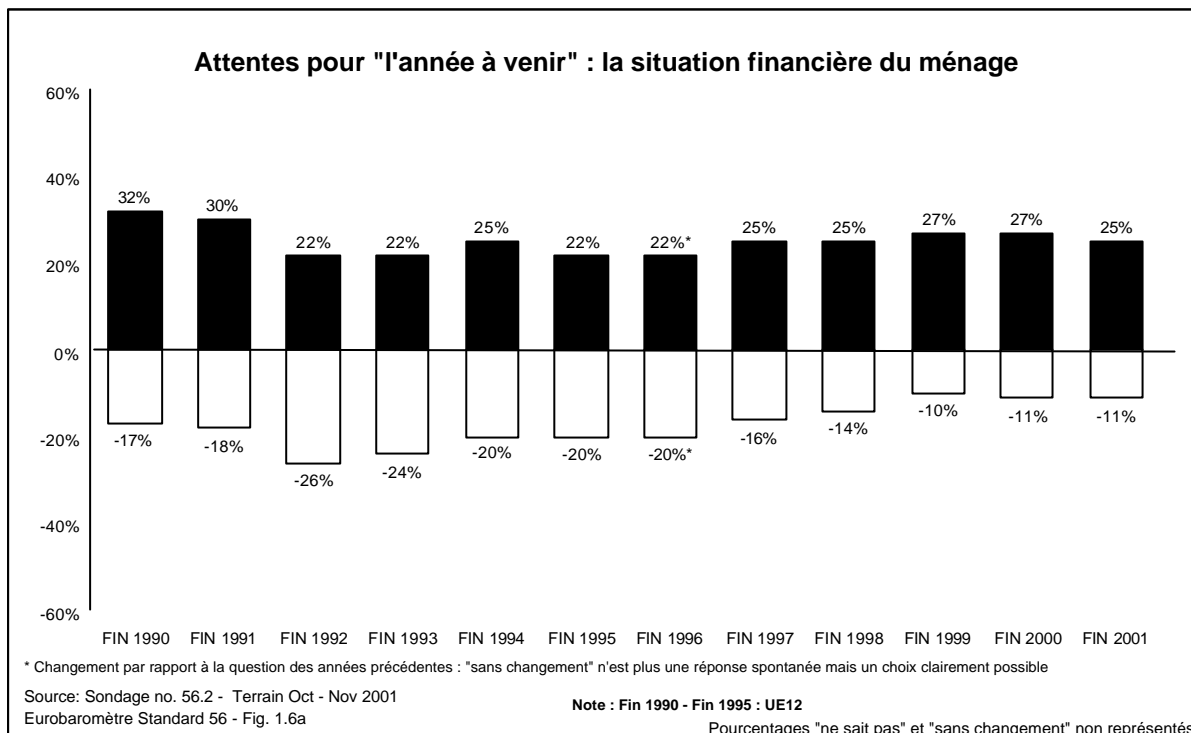
L'inquiétude croissante quant à l'économie et la situation de l'emploi dans les Etats membres ne semble pas avoir affecté l'opinion de la population vis-à-vis de sa situation professionnelle personnelle ou de la situation financière de son ménage. Environ six répondants sur dix pensent que ces deux aspects demeureront identiques en 2002.



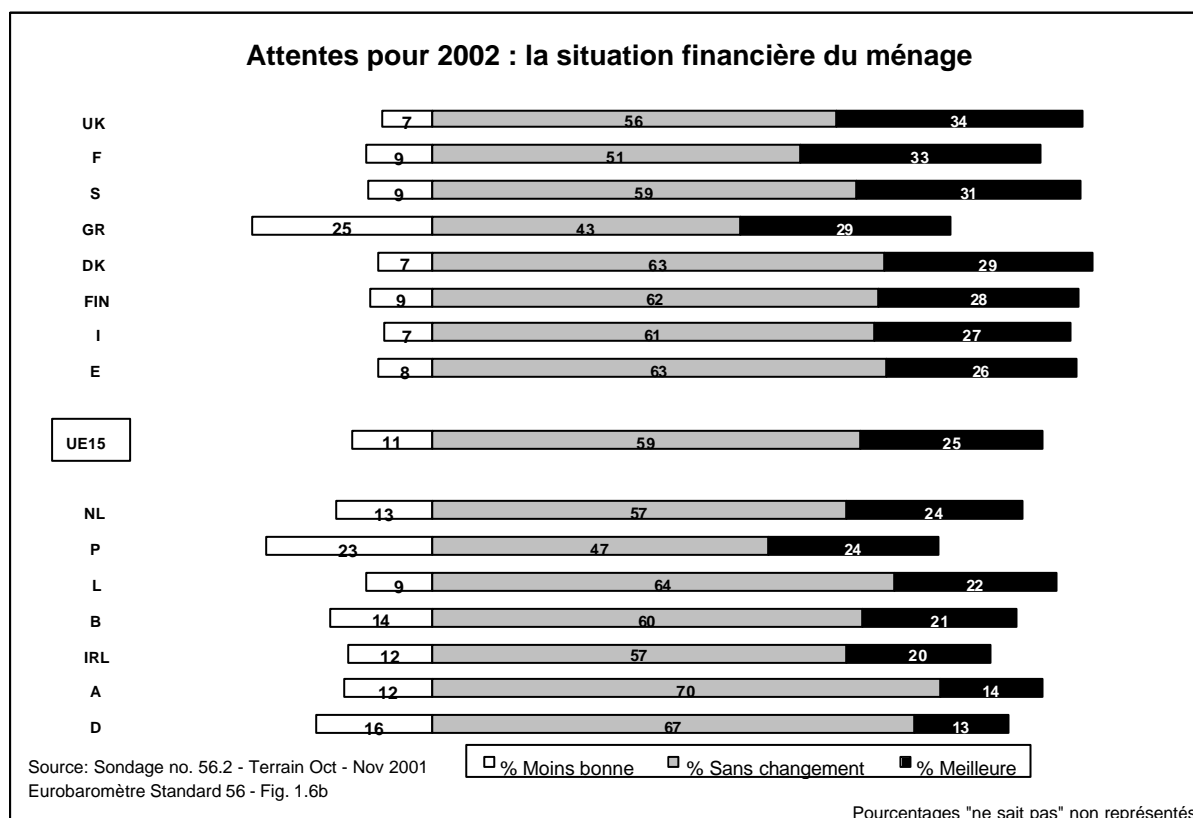
Comme le montre le graphique ci-dessus, l'évaluation des répondants quant à leur situation professionnelle personnelle dans l'année à venir est restée stable au cours des dernières années. Toutefois, les attentes varient considérablement d'un pays à l'autre, les Français étant les plus susceptibles de penser que leur situation professionnelle personnelle va s'améliorer en 2002 (32%), suivis par les Italiens (29%) et les Espagnols (28%). Les Grecs (19%) et les Portugais (15%) sont les plus susceptibles de penser que leur situation professionnelle personnelle va empirer. Dans tous les autres pays, moins de 10% des répondants partagent cette opinion et dans tous les pays l'attitude majoritaire est que les choses vont demeurer identiques (tableau 1.5a).



25% des répondants pensent que la situation financière de leur ménage va s'améliorer et 11% jugent qu'elle va empirer. Comme le montre le graphique suivant, ces résultats sont très similaires aux prévisions faites par les répondants à la fin de l'an 2000.



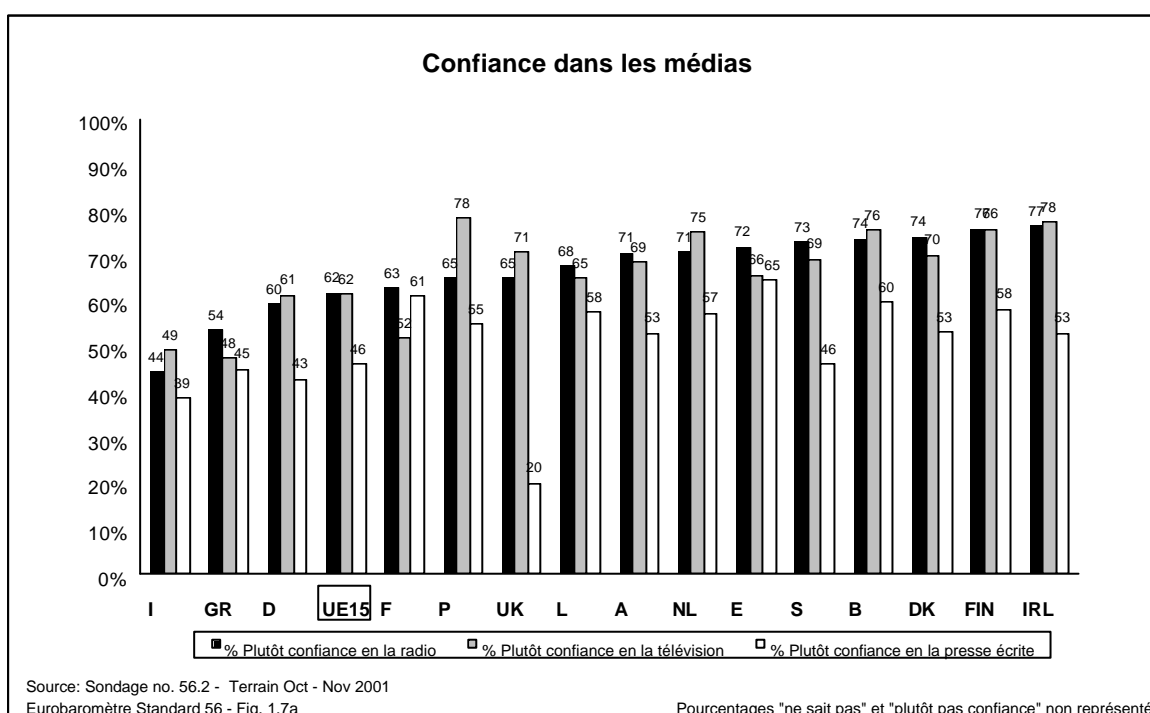
La majorité des Européens s'attendent à ce que la situation financière de leur ménage ne change pas en 2002. Dans tous les Etats membres, cette attente est la plus fréquemment exprimée, allant de 43% en Grèce à 70% en Autriche (tableau 1.6a).



Les attentes concernant l'année à venir varient en fonction de plusieurs facteurs socio-démographiques. Les hommes tendent à être plus optimistes que les femmes et les niveaux d'optimisme augmentent avec l'éducation et diminuent avec l'âge. Les jeunes et les personnes restées le plus longtemps à l'école ont tendance à être plus susceptibles de considérer l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose que les personnes plus âgées et moins bien éduquées. Nous constatons donc que les personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE sont plus susceptibles de penser que 2002 sera une meilleure année que les personnes opposées à l'appartenance de leur pays (voir tableaux 1.2b, 1.3b, 1.4b, 1.5b et 1.6b).

1.2. Confiance envers les institutions

Tout comme à l'automne 1997, au printemps 1999 et au printemps 2001, nous avons demandé aux répondants de décrire leur confiance ou absence de confiance envers un grand nombre d'institutions nationales et internationales³. Observons tout d'abord la confiance de la population envers les médias. 62% des répondants déclarent avoir plutôt confiance en la radio et à la télévision et 46% déclarent avoir plutôt confiance en la presse.



Les résultats par pays montrent que plus de sept personnes sur dix ont confiance envers la **radio** en Irlande (77%), en Finlande (76%), au Danemark, en Belgique (74% chacun), en Suède (73%), en Espagne (72%), aux Pays-Bas et en Autriche (71% chacun). Les niveaux de confiance les plus faibles sont enregistrés en Italie (44%), suivie à distance par la Grèce (54%). Plus de 7 personnes sur 10 au Portugal, en Irlande (78% chacun), en Finlande, en Belgique (76% chacun), aux Pays-Bas (75%) et au Royaume-Uni (71%) font confiance à la **télévision** tandis que ce niveau de confiance est à nouveau le plus faible en Grèce (48%) et en Italie (49%). La confiance envers la **presse** atteint son niveau le plus élevé en Belgique (60%), en Finlande, au Luxembourg (58% chacun) et aux Pays-Bas (57%). Au Royaume-Uni, seuls 20% des répondants déclarent avoir plutôt confiance en la presse mais ce résultat est supérieur de 5 points à celui du printemps 2001 (tableau 1.7a).

Une comparaison avec les résultats du printemps 2001 fournit les informations suivantes : la confiance envers la télévision est à présent plus répandue (+4), l'augmentation la plus importante ayant été enregistrée au Royaume-Uni (+14), en Espagne (+10), en Finlande (+8), en Irlande (+7), en Belgique (+6) et aux Pays-Bas (+4). Toutefois, au Portugal (-4) et au Luxembourg (-3), la confiance est à présent moins importante qu'au printemps 2001.

³ La question comprend 17 institutions. Les résultats de toutes les institutions excepté l'Union européenne sont présentés dans les tableaux 1.7a à 1.7c. Les résultats de la mesure de la confiance envers l'Union européenne sont présentés séparément dans le chapitre 3 (voir également tableau 3.5).

La confiance envers la presse n'a pas changé de manière significative au niveau de l'UE15 mais nous notons quelques renversements de situation au niveau des pays. Nous enregistrons un niveau de confiance accru en France, en Irlande (+7 chacune), en Espagne, en Finlande, en Autriche, au Royaume-Uni (+5 chacun) et au Danemark (+3), tandis que ce même niveau est moins élevé aux Pays-Bas (-8), au Luxembourg (-6), au Portugal et en Italie (-4 chacun). La confiance envers la radio est à présent légèrement moins répandue au niveau de l'UE15 (-2) mais à nouveau, nous constatons plusieurs revirements importants au niveau des pays. Au Royaume-Uni (+7), en Belgique (+4) et en Finlande (+3) nous constatons que la confiance est à présent plus répandue alors qu'en Italie (-11), au Portugal (-7), aux Pays-Bas (-6), au Danemark (-5) et en Allemagne (-4), la confiance est à présent nettement moins répandue.

Examinons maintenant les niveaux de confiance envers quatre institutions publiques : les gouvernements nationaux, les parlements nationaux, l'administration publique et les partis politiques. Comme d'autres sondages, l'Eurobaromètre montre que la confiance envers ces institutions est faible, bien qu'elle soit nettement plus élevée à l'automne 2001 qu'au printemps 2001 (+5), un résultat qui est, selon nous, lié aux événements du 11 septembre⁴. Pris dans leur ensemble, 40% des Européens ont à présent confiance en ces quatre institutions avec une moyenne de confiance allant de 31% en Italie à 59% au Luxembourg.

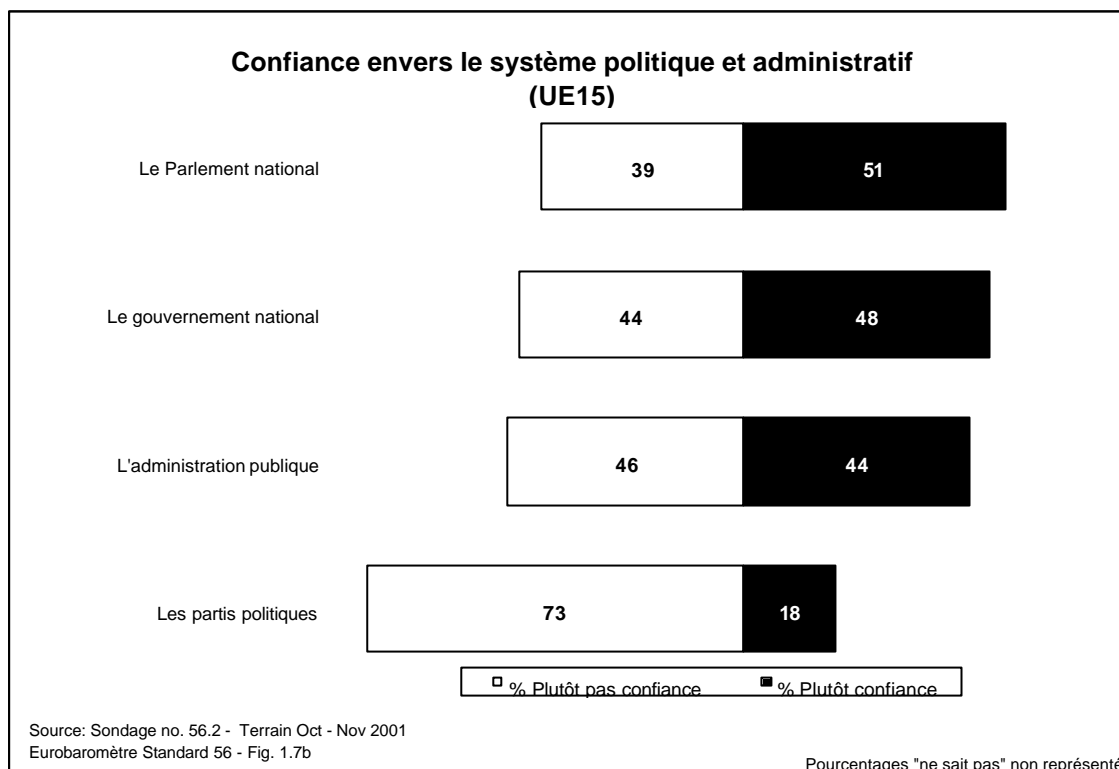
Confiance envers les institutions publiques (Niveau de confiance moyen envers 4 institutions, en % par pays)	
Pays	%
Luxembourg	59
Pays-Bas	58
Danemark	58
Suède	49
Autriche	49
Irlande	47
Finlande	46
Espagne	45
Portugal	45
Belgique	44
Grèce	43
Moyenne pour l'UE15	40
Allemagne	40
Royaume-Uni	38
France	38
Italie	31

Par rapport au printemps 2001, nous enregistrons les niveaux de confiance moyens les plus élevés envers les quatre institutions publiques en Suède (+9), suivie par la Grèce (+9), le Danemark, la Belgique (+8 chacun), le Royaume-Uni (+7), les Pays-Bas, le Portugal, la France et l'Italie (+6 chacun). La confiance est à présent plus répandue dans tous les Etats membres⁵.

Le graphique de la page suivante représente les résultats de chacune des ces quatre institutions au niveau de l'UE15. Il révèle que les parlements nationaux (51%) sont les plus susceptibles de jouir de la confiance des citoyens qui ne font confiance qu'à 18% aux partis politiques de leur pays.

⁴ L'argument étant que les attaques terroristes du 11 septembre ont augmenté la confiance des citoyens envers leur système politique national.

⁵ Voir Eurobaromètre n° 55, chapitre 1.

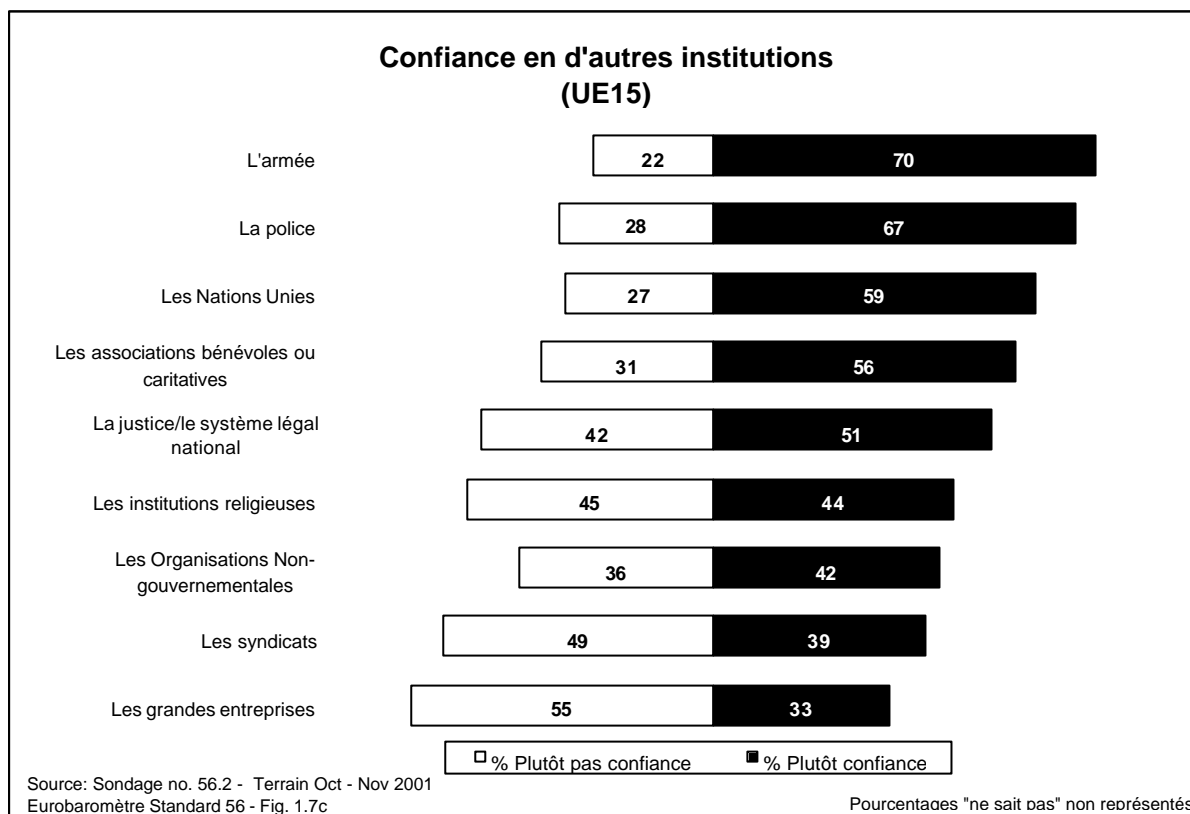


Nos analyses indiquent que les gouvernements et parlements nationaux sont les premiers bénéficiaires des augmentations des niveaux de confiance dont nous avons parlé précédemment mais que la confiance envers les partis politiques et la fonction publique n'a pas beaucoup changé depuis le printemps 2001. Les niveaux de confiance les plus élevés envers le **parlement** national ont été enregistrés au Danemark (73%; +15) et au Luxembourg (72%; +8) et les niveaux les moins élevés ont été enregistrés en Italie (43%; +11), en France (47%; +12) et au Royaume-Uni (47%; +13). Les niveaux les plus élevés de confiance envers les **gouvernements** nationaux ont été enregistrés au Luxembourg (73%; +5) et aux Pays-Bas (70%; +8) et les niveaux les moins élevés ont été enregistrés en Italie (41%; +12), en France (43%; +10) et au Royaume-Uni (43%; +12). Les niveaux les plus élevés de confiance envers l'**administration publique** ont été enregistrés en Autriche (68%; -1 par rapport au printemps 2001), celle-ci étant suivie par le Luxembourg (61%; -2), l'Irlande (62%; 0) et le Danemark (58%; +1). Les niveaux les plus bas ont été enregistrés en Italie (27%; +1) et en Grèce (34%; +3). La confiance envers les **partis politiques** est faible dans tous les Etats membres et varie de 13% en Italie (+2) à 36% au Danemark (+2). (Tableau 1.7b)

Le sondage a également mesuré la confiance envers les institutions suivantes :

- *La justice / le système judiciaire dans chaque pays*
- *La police*
- *L'armée*
- *Les institutions religieuses*
- *Les syndicats*
- *Les grandes entreprises*
- *Les Nations Unies*
- *Les organisations non-gouvernementales*
- *Les organisations caritatives ou bénévoles*

Le graphique de la page suivante montre qu'avec 70%, l'armée est l'institution bénéficiant du plus de confiance de la part des citoyens de l'UE, suivie par la police (67%) et les Nations Unies (59%). Au printemps 2001, les Nations Unies n'arrivaient qu'à la sixième place avec 48% des citoyens de l'UE déclarant faire confiance à cette organisation internationale. La confiance envers l'armée a également beaucoup augmenté depuis le printemps 2001 (+7) et il semblerait que cette augmentation, ainsi que l'augmentation de la confiance envers les Nations Unies, soient liées à l'état d'esprit des citoyens suite aux attentats du 11 septembre. Les grandes entreprises jouissent toujours du niveau de confiance le moins élevé (33%). Moins de quatre personnes sur dix disent faire confiance aux syndicats de leur pays.



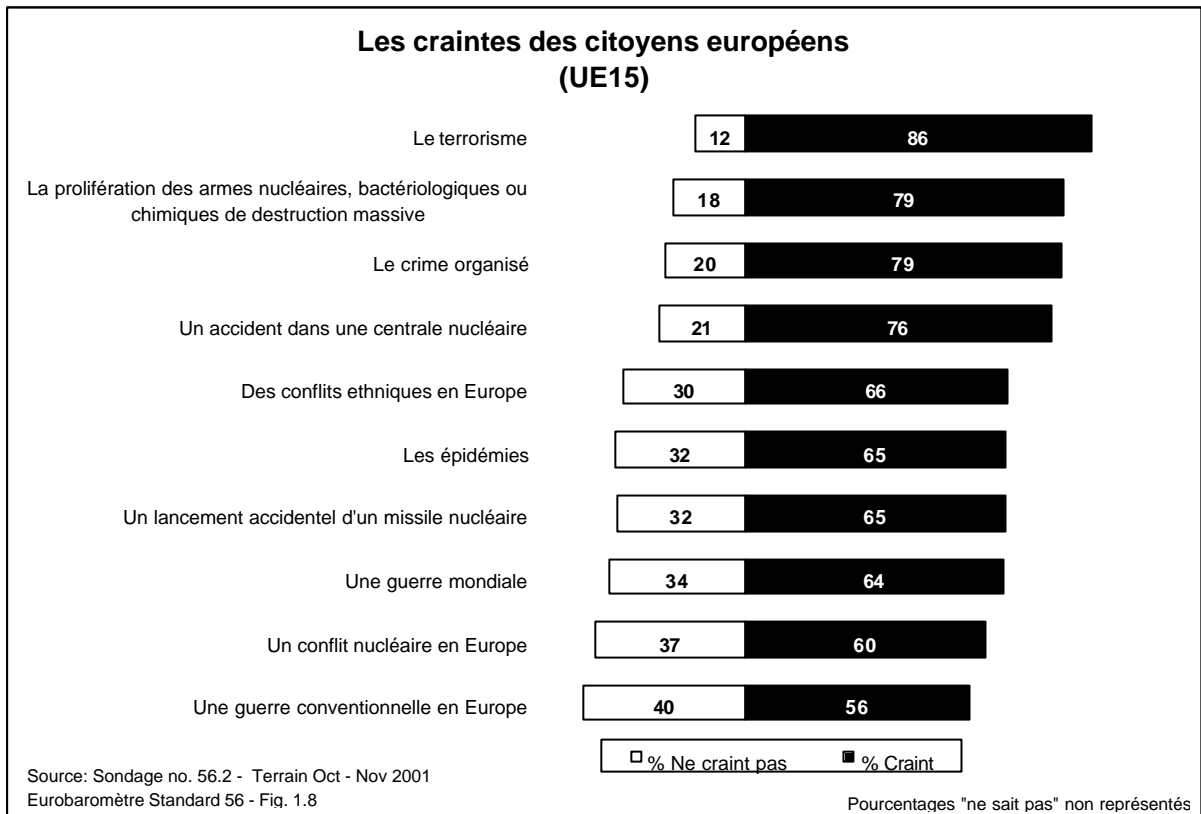
Le tableau de la page suivante montre laquelle de ces trois institutions jouit du plus haut niveau de confiance dans chaque Etat membre. **L'Armée** arrive en tête de liste dans huit des quinze Etats membres, arrive en seconde position dans deux pays et en troisième position dans quatre pays. L'Espagne est le seul pays où elle ne fait pas partie des trois premiers choix mais cela ne veut pas dire qu'elle ne jouit pas d'une grande confiance (63%). La **Police** est à présent en tête de liste dans quatre pays, arrive en seconde position dans 6 pays et en troisième position dans deux autres pays. La Grèce, l'Espagne et le Portugal sont les seuls pays où la Police n'est pas classée parmi les trois premiers choix. Les **Nations Unies** arrivent en tête de liste en Suède et aux Pays-Bas, arrive en seconde position dans quatre pays et en troisième position dans quatre pays. Au printemps 2001, elles faisaient partie des trois premiers choix en Suède uniquement. Les **oeuvres caritatives** font partie des trois premiers choix en Espagne et en France mais ne sont plus en tête de liste dans ces deux pays. Le **système judiciaire** est classé parmi les trois premiers choix en Autriche, en Grèce et en Allemagne. Les **institutions religieuses** font partie des trois premiers choix en Finlande, au Portugal et en Grèce. Les **organisations non-gouvernementales (ONG)** font partie des trois premiers choix en Espagne où elles arrivent en tête de liste. Avec 67%, la confiance envers les ONG est nettement plus élevée en Espagne que dans les autres Etats membres. Aucune des autres institutions ne fait partie des trois premiers choix (voir également tableau 1.7c⁶).

⁶ Pour une comparaison avec les résultats du printemps 2001, voir Eurobaromètre 55, tableaux 1.4a-c.

CLASSEMENT DES TROIS INSTITUTIONS JOUISSANT DU NIVEAU DE CONFIANCE LE PLUS ELEVE (EN %, PAR ETAT MEMBRE)	
Belgique	
L'Armée	62
Les Nations Unies	57
La police	54
Danemark	
La police	90
L'Armée	83
Les Nations Unies	82
Allemagne	
La police	74
L'Armée	67
Le système judiciaire	61
Grèce	
L'Armée	88
Le système judiciaire	69
Les institutions religieuses	65
Espagne	
Les ONG	67
Les Nations Unies	66
Les oeuvres caritatives	65
France	
L'Armée	66
Les oeuvres caritatives	63
La police	57
Irlande	
L'Armée	78
La police	70
Les Nations Unies	68
Italie	
L'Armée	67
La police	67
Les Nations Unies	65
Luxembourg	
La police	70
Les Nations Unies	68
L'Armée	65
Pays-Bas	
Les Nations Unies	68
La police	67
L'Armée	67
Autriche	
La police	78
Le système judiciaire	73
L'Armée	70
Portugal	
L'Armée	77
Les Nations Unies	68
Les institutions religieuses	67
Finlande	
L'Armée	89
La police	88
Les institutions religieuses	71
Suède	
Les Nations Unies	77
La police	74
L'Armée	71
Royaume-Uni	
L'Armée	82
La police	65
Les Nations Unies	59

1.3. Craintes des citoyens de l'UE dans le contexte du 11 septembre

Le sondage de l'automne 2001 a répété une question posée pour la première fois à l'automne 2000, qui mesure si la population a peur de dix choses qui pourraient avoir des effets désastreux sur le monde. Les résultats permettent de prendre la dimension de l'impact qu'ont eu le 11 septembre et ses suites sur la population. Par rapport à l'automne 2000, nous remarquons une augmentation de 19 points de la peur d'une guerre mondiale, une augmentation de 17 points de la peur de la propagation des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction de masse, une augmentation de 16 points de la peur d'un conflit nucléaire en Europe, une augmentation de 12 points de la peur du terrorisme et une augmentation de 11 points de la peur d'une guerre conventionnelle en Europe.



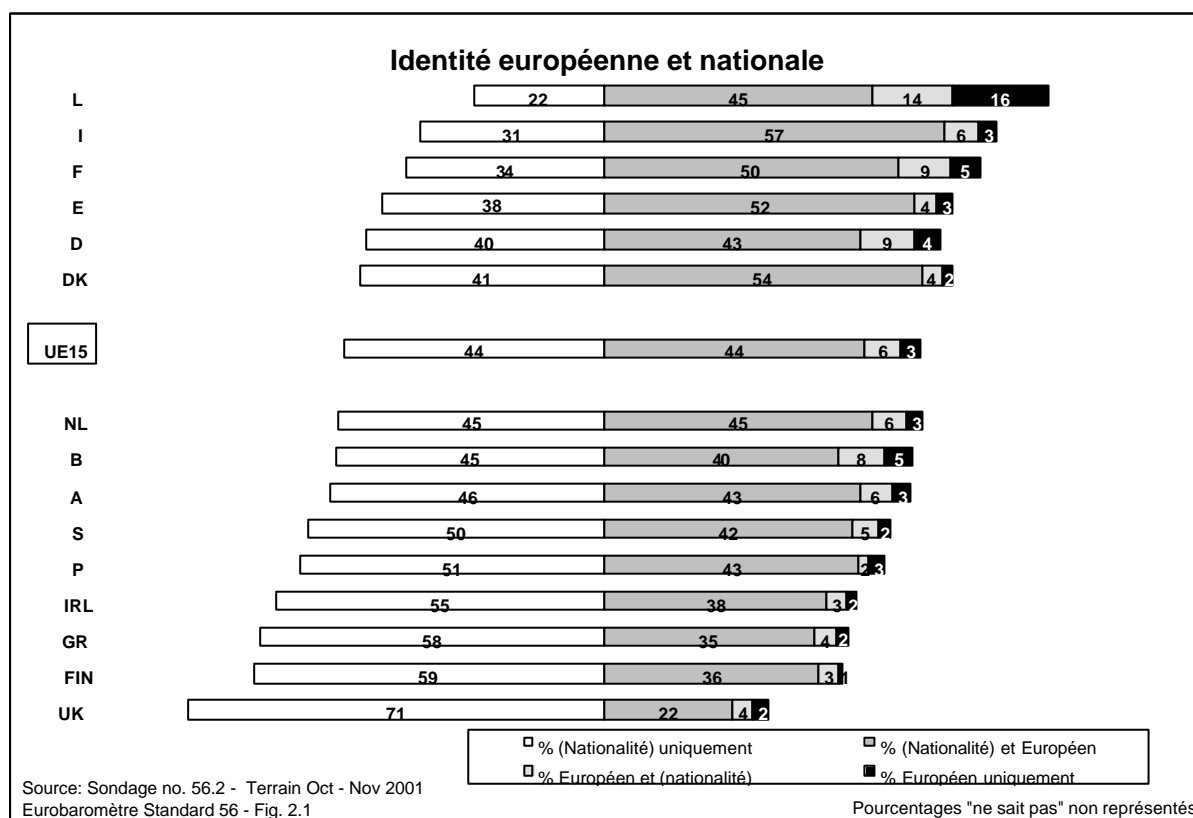
Avec 86%, le terrorisme est à présent la principale crainte des répondants, suivi par la propagation des armes nucléaires, bactériologiques ou chimiques de destruction de masse (79%). Cela ne signifie pourtant pas que la population n'a pas d'autres craintes. Dans l'UE, 79% des citoyens ont peur du crime organisé et 76% craignent un accident dans une centrale nucléaire mais aucune augmentation significative n'a été enregistrée sur ces items depuis les dernières mesures (tableau 1.8).

2. Identité, fierté et démocratie

Dans ce chapitre, nous allons étudier dans quelle mesure les citoyens de l'UE se sentent Européens et fiers de l'être. Ce chapitre examinera également les niveaux publics de satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie dans chacun des Etats membres et dans l'Union européenne.

2.1. Identité européenne et nationale

53% des citoyens de l'UE se sentent Européens dans une certaine mesure, contre 44% ne s'identifiant qu'à leur propre nationalité. Dans neuf des quinze Etats membres, le sentiment d'être Européen dépasse l'identification exclusive à la propre nationalité.



La proportion des personnes ne s'identifiant pas du tout à leur propre nationalité mais se sentant uniquement européennes atteint son niveau le plus élevé au Luxembourg (16%), qui comporte également le nombre le plus élevé de citoyens d'autres pays de l'UE. 59% des citoyens se sentent à la fois Européens et Luxembourgeois. Dans les autres Etats membres, la proportion de personnes qui se sentent européennes dans une certaine mesure varie de 28% au Royaume-Uni à 66% en Italie.

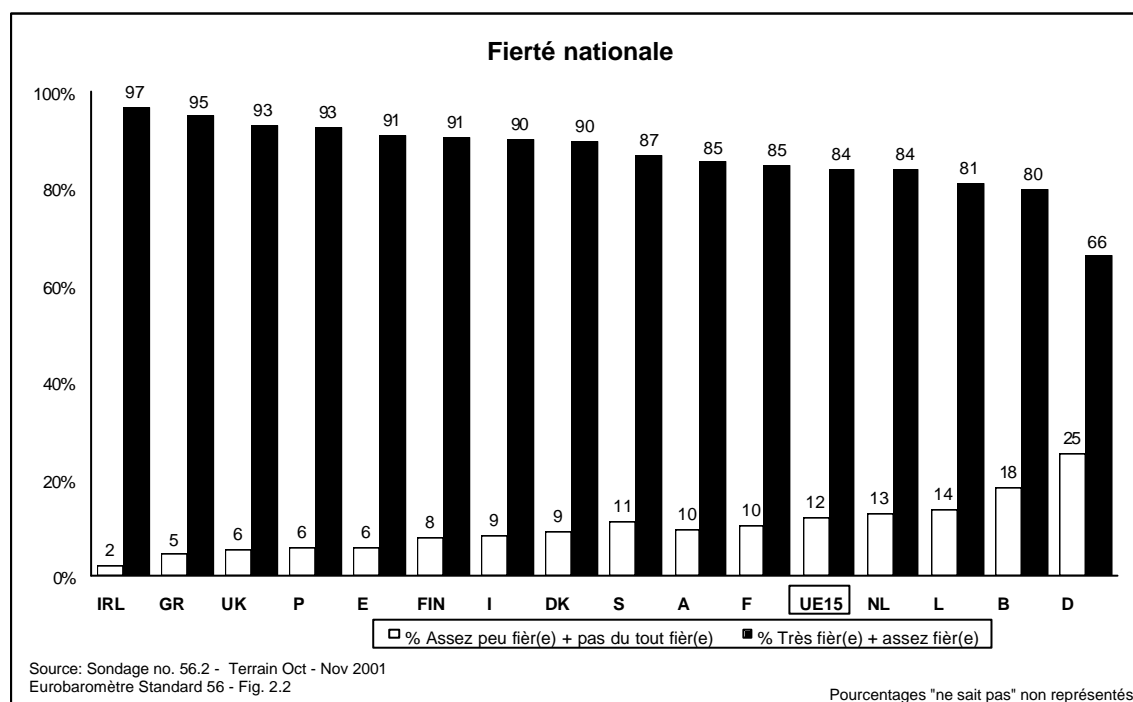
Malgré un sens très répandu de la citoyenneté européenne, nous constatons que dans de nombreux pays européens plus de personnes s'identifient actuellement uniquement à leur propre nationalité qu'à l'automne 2000. En Espagne, nous avons enregistré une augmentation de 18 points dans ce sens, suivie par une augmentation de 9 points au Royaume-Uni et en Irlande, une augmentation de 8 points en Grèce et en Italie et une augmentation de 7 points au Luxembourg. Le Danemark (-8), l'Autriche (-5) et la Suède (-4) sont les seuls pays où la proportion des personnes qui s'identifient uniquement à leur propre nationalité a diminué depuis l'automne 2000 (tableau 2.1a).

Les analyses démographiques révèlent que les personnes ayant quitté le système éducatif à temps plein à l'âge de 20 ans ou plus, les personnes étudiant encore (69% pour chacune de ces catégories) et les cadres (68%) sont les plus susceptibles de se sentir Européens dans une certaine mesure. Les retraités (54%) et les personnes au foyer (53%) sont les plus susceptibles de s'identifier à leur propre nationalité.

Les analyses attitudinales montrent que 70% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose se sentent Européennes dans une certaine mesure. A l'extrême inverse, nous constatons que 73% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose s'identifient à leur propre nationalité. Toutefois, l'écart entre ces deux groupes est moins important qu'à l'automne 2000 où 78% des pro-européens se sentaient Européens dans une certaine mesure et 72% des euro-sceptiques s'identifiaient à leur propre nationalité (tableau 2.1b).

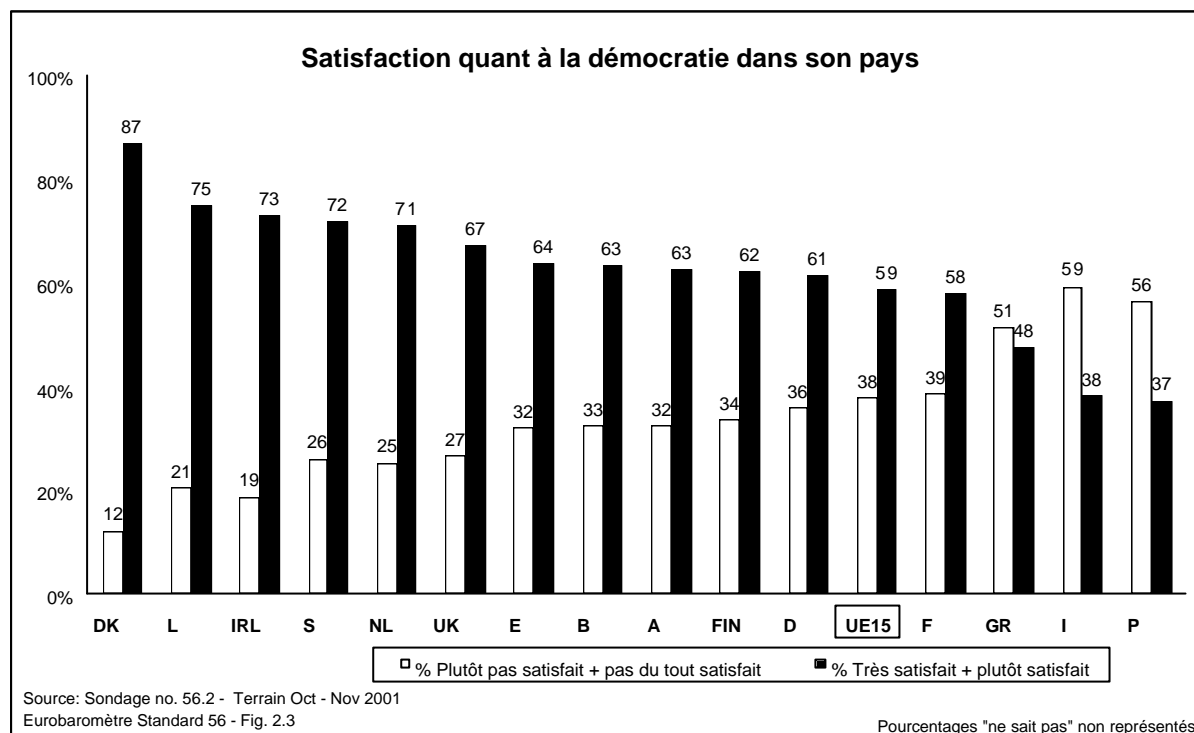
Fierté nationale

Le graphique suivant montre que plus de huit citoyens de l'UE sur dix sont fiers de leur nationalité, avec des résultats allant de 66% en Allemagne à 97% en Irlande (voir également tableau 2.2).



Six citoyens de l'UE sur dix (59%) sont très ou assez satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays. Parmi les Etats membres, les niveaux de satisfaction les plus élevés sont atteints de loin par le Danemark avec près de neuf Danois sur dix (87%) se déclarant satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays. Au Luxembourg, en Irlande, en Suède et aux Pays-Bas, plus de sept personnes sur dix évaluent positivement la démocratie dans leur pays. Il en va de même pour plus de six personnes sur dix au Royaume-Uni, en Espagne, en Belgique, en Autriche, en Finlande et en Allemagne et pour environ six personnes sur dix en France. L'Italie (59%), le Portugal (56%) et la Grèce (51%) sont les seuls pays où les personnes qui ne sont pas satisfaites de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays dépassent le nombre des personnes satisfaites (tableau 2.3a).

Les analyses démographiques révèlent que les cadres (66%) sont les plus susceptibles d'être satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, tandis que les chômeurs (47%) sont le seul groupe ayant un niveau de satisfaction inférieur à 50%. Les analyses attitudinales révèlent un écart de 17 points entre les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une bonne chose et les personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose. A l'automne 2000, cet écart était de 23 points (Tableau 2.3b).



2.2. Fierté d'être Européen et satisfaction quant à la démocratie européenne

Pour la deuxième fois, l'Eurobaromètre examine dans quelle mesure les citoyens de l'UE sont fiers d'être Européens au moyen de la question suivante :

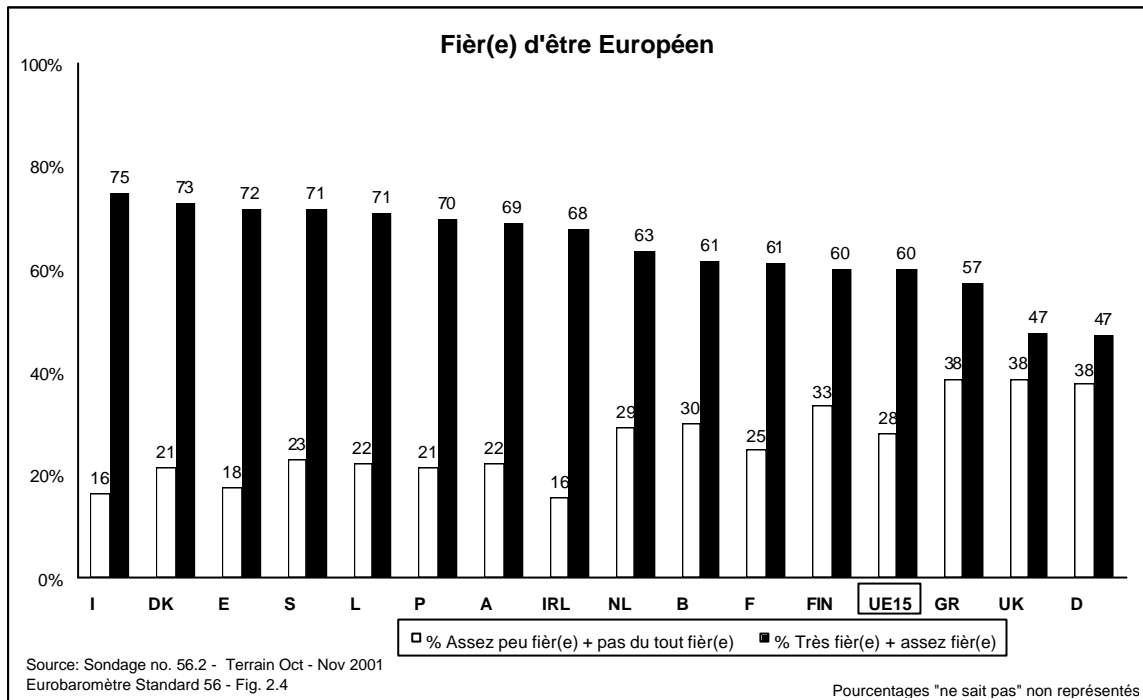
"Diriez-vous que vous êtes très fier, assez fier, pas très fier ou pas fier du tout d'être Européen ?"

Six citoyens de l'UE sur dix déclarent être très ou assez fiers d'être Européens, environ trois sur dix ne se sentent pas très fiers ou pas fiers du tout et un citoyen sur dix est sans opinion. Le graphique de la page suivante montre que les personnes qui se sentent très fières ou assez fières sont majoritaires dans les 15 États membres.

La fierté d'être Européen atteint son niveau le plus élevé en Italie (75%), au Danemark (73%), en Espagne (72%), en Suède, au Luxembourg (71% chacun) et au Portugal (70%). La proportion des personnes qui se sentent fières d'être Européennes atteint son niveau le plus bas en Allemagne et au Royaume-Uni (47% chacun). Au Royaume-Uni, 17% des personnes interrogées ne se sentent pas fières du tout d'être Européennes mais en Allemagne (11%), ce chiffre est nettement moins élevé.

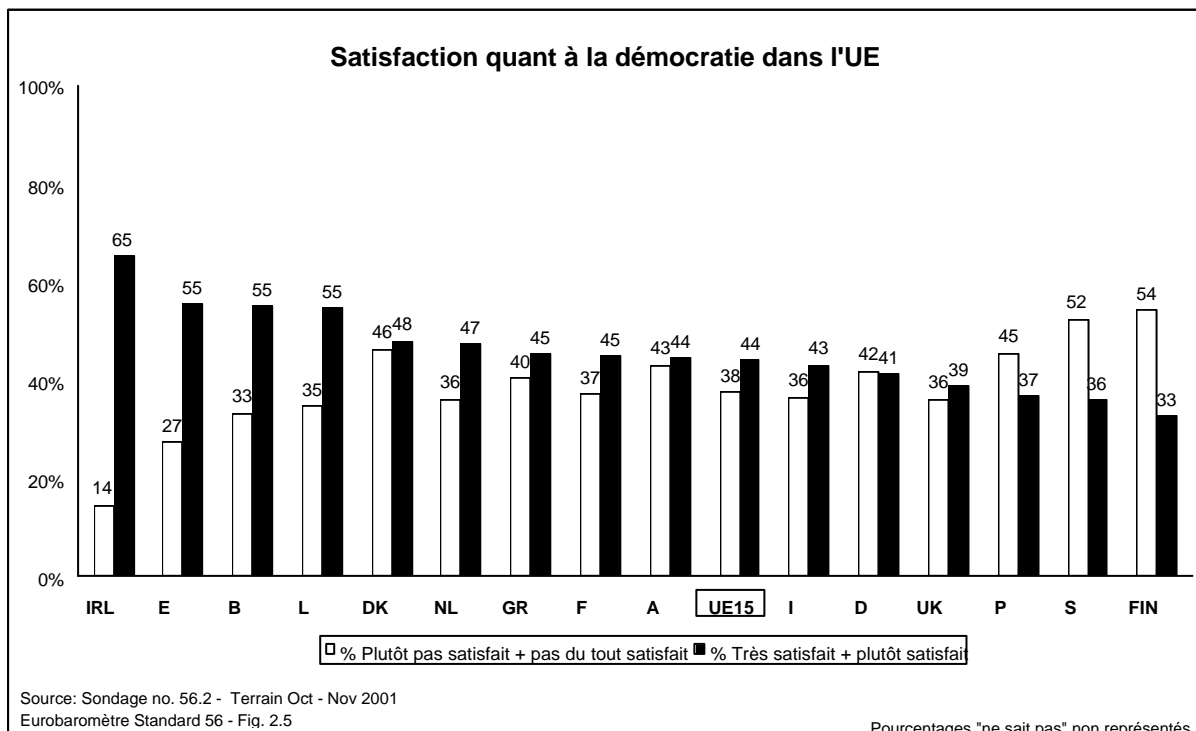
Par rapport à l'automne 2000, les Danois sont à présent plus enclins à se sentir fiers d'être Européens (+4). Au Royaume-Uni, en Italie, en Suède, au Portugal, en Belgique et en France, aucun changement significatif n'a été enregistré tandis que dans les autres pays les personnes interrogées ont à présent un peu moins tendance à être fières, les diminutions les plus importantes ayant été enregistrées en Finlande (-7), en Grèce, au Luxembourg, en Espagne (-5 chacun) et en Allemagne (-4). (Tableau 2.4a)

Les analyses démographiques ne révèlent aucune différence entre les hommes et les femmes. Parmi les différents groupes d'âge, nous constatons une différence significative entre les personnes âgées de moins de 25 ans et les personnes de 40 ans ou plus. Parmi le premier groupe, 65% des personnes interrogées sont fières d'être Européennes, contre 58% dans le deuxième groupe. L'éducation est également un facteur important : 69% des personnes qui étudient encore sont fières d'être Européennes, suivies par 68% des personnes ayant poursuivi des études à temps plein jusqu'à 20 ans ou plus. Les personnes ayant quitté l'école avant 16 ans sont, à 56%, le groupe éducationnel le moins susceptible d'être fier d'être Européen. Parmi les différents groupes occupationnels, nous constatons que les autres employés à col blanc sont les plus susceptibles d'être fiers d'être Européens (68%), suivis par les cadres et les indépendants (65% chacun). Les chômeurs (49%) sont les moins susceptibles de l'être.



Les analyses attitudinales montrent un lien étroit entre les attitudes vis-à-vis de l'appartenance à l'UE et le soutien apporté à l'Union européenne. 75% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose sont fières d'être Européennes, contre seulement 31% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose (Tableau 2.4b).

Nous avons également demandé aux répondants dans quelles mesures ils étaient satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne. Nous avons constaté une nette amélioration depuis l'automne 2000, avec 44% des répondants déclarant à présent qu'ils sont très satisfaits ou assez satisfaits (+4) et 38% (-5) déclarant qu'ils ne sont pas très satisfaits ou pas satisfaits du tout. Les 19% restants sont sans opinion.



Les analyses par pays révèlent que la satisfaction vis-à-vis de la démocratie dans l'Union européenne atteint son niveau le plus élevé en Irlande (65%), suivie par l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg (55% chacun). Dans tous les autres pays, moins de 50% de la population est satisfaite du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne mais dans plusieurs pays (Pays-Bas, France, Italie, Grèce, Royaume-Uni, Danemark et Autriche), c'est cependant l'opinion majoritaire. La Finlande (54%) et la Suède (52%) sont les seuls pays où plus de la moitié de la population ne se sent pas très satisfaite ou pas du tout satisfaite du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne.

Par rapport à l'automne 2000, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie dans l'UE a augmenté de 17 points au Danemark. Nous enregistrons d'autres nettes améliorations aux Pays-Bas (+15), en Autriche (+11), en Suède (+9), en Irlande (+7), en Italie, au Royaume-Uni (+6 chacun), en Allemagne (+5) et en France (+3). L'Espagne et le Luxembourg sont les deux seuls pays où le niveau de satisfaction est à présent sensiblement moins élevé qu'il ne l'était à l'automne 2000 (tableau 2.5a).

Les analyses démographiques montrent que les jeunes (51%) sont les plus susceptibles d'être satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne tandis que les chômeurs (38%) sont les moins susceptibles de partager cette opinion. Le pourcentage de réponses « Ne sait pas » varie énormément et explique dans une certaine mesure les différences de niveaux de satisfaction.

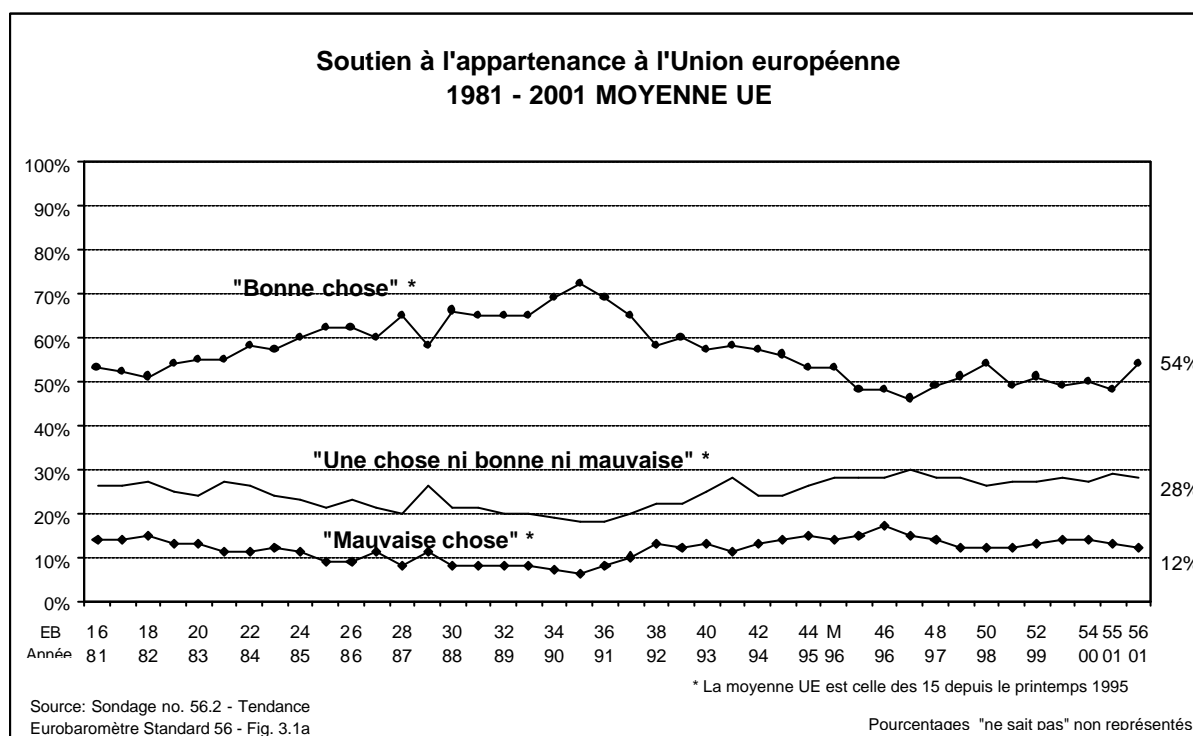
Les analyses attitudinales révèlent un écart encore plus important entre partisans et opposants à l'Union européenne que celui obtenu pour la satisfaction vis-à-vis de la démocratie nationale avec 56% des partisans se déclarant satisfaits contre seulement 21% des opposants (Tableau 2.5b).

3. Principaux indices de soutien de l'Union européenne

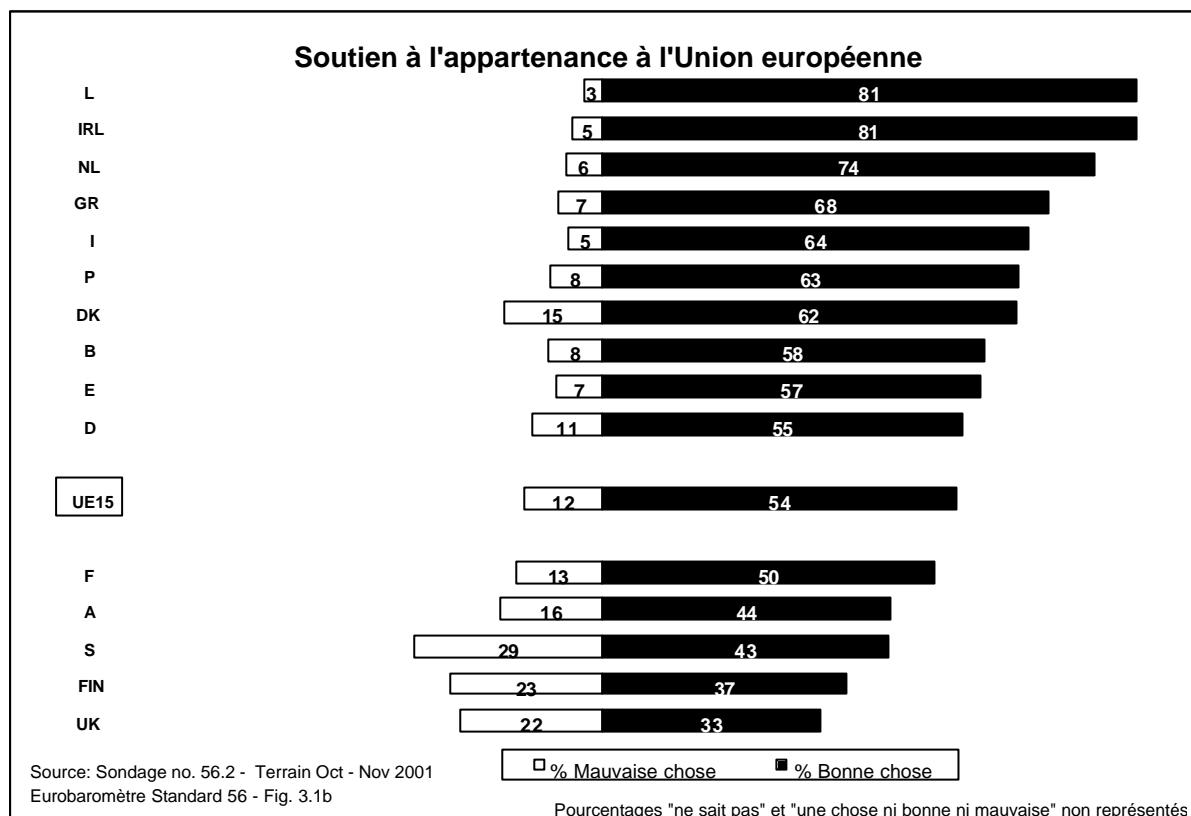
Dans ce chapitre, nous examinerons les développements de certains des indicateurs standards du soutien apporté à l'Union européenne. La tendance générale est que les citoyens de l'UE sont à présent plus susceptibles d'avoir une opinion favorable vis-à-vis de l'Union qu'au printemps 2001. Ces améliorations doivent être analysées dans le contexte du sentiment actuel d'incertitude qui affecte toutes les nations occidentales suite aux événements du 11 septembre, la guerre qui s'en est suivie en Afghanistan et le ralentissement économique.

3.1. Soutien à l'appartenance à l'Union européenne

Sur une période de six mois, le soutien de l'appartenance à l'Union européenne a augmenté de six points pour atteindre 54%. Les citoyens de l'UE sont à présent moins susceptibles de ne pas avoir d'opinion (-3) concernant l'appartenance de leur pays à l'UE ou de la considérer comme ni bonne ni mauvaise (-1). La proportion personnes considérant l'appartenance de leur pays comme une mauvaise chose a toujours été peu élevée et se situe à présent à 12% (-1 point depuis le printemps 2001).



Le soutien à l'appartenance à l'UE est revenu au même niveau que celui atteint avant la démission de la Commission Santer et, nous l'espérons, marque la fin d'une période de manque d'intérêt et d'apathie vis-à-vis de l'Union européenne. Toutefois, le soutien n'est toujours pas aussi important qu'il l'était au début des années 1990, lorsque 72% des citoyens de l'UE considéraient l'appartenance de leur pays à ce qui était alors la Communauté européenne comme une bonne chose (voir également graphiques individuels par pays, fig. 3.3a-o).



Le graphique ci-dessus montre que plus de huit personnes sur dix au Luxembourg et en Irlande (tous deux 81%) soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. Aux Pays-Bas (74%), plus de sept personnes sur dix soutiennent l'appartenance de leur pays et en Grèce, Italie, Portugal et Danemark plus de six personnes sur dix partagent cette opinion. L'opposition à l'appartenance varie de 3% au Luxembourg à 29% en Suède mais contrairement au printemps 2001, les personnes considérant l'appartenance comme une mauvaise chose ne dépassent dans aucun pays le nombre de personnes considérant l'appartenance comme une bonne chose.

Les analyses de tendance révèlent que le soutien de l'appartenance à l'UE a augmenté dans tous les pays excepté l'Espagne (où 57% des répondants continuent de considérer l'appartenance de leur pays comme une bonne chose). Les augmentations les plus importantes du soutien à l'appartenance sont enregistrées au Danemark (+14), en Grèce, aux Pays-Bas (+11 chacun), en Allemagne, en Autriche et en Suède (+10 pour chacun de ces pays). (Tableau 3.1a)

Les hommes continuent à être plus susceptibles que les femmes de considérer l'appartenance de leur pays comme une bonne chose (57% contre 51%), bien que l'écart soit à présent bien plus réduit et que plus de la moitié de la population féminine soutienne à présent l'appartenance à l'UE. Le niveau d'éducation est toujours une importante variable explicative des attitudes vis-à-vis de l'Union européenne. Les niveaux de soutien augmentent en fonction de l'éducation : seules 45% des personnes ayant quitté l'école à 15 ans ou moins considèrent l'appartenance de leur pays comme une bonne chose contre 67% des personnes ayant quitté les études à temps plein à 20 ans ou plus ou continuant leurs études. L'âge est également un facteur important : les personnes âgées de 15 à 24 ans sont nettement plus susceptibles de soutenir l'appartenance de leur pays (59%) que les personnes âgées de 55 ans et plus (48%). Les analyses de l'échelle d'activité économique révèlent un écart de 25 points entre les niveaux de soutien des cadres (68%) d'une part et les niveaux de soutien des chômeurs (43%) d'autre part.

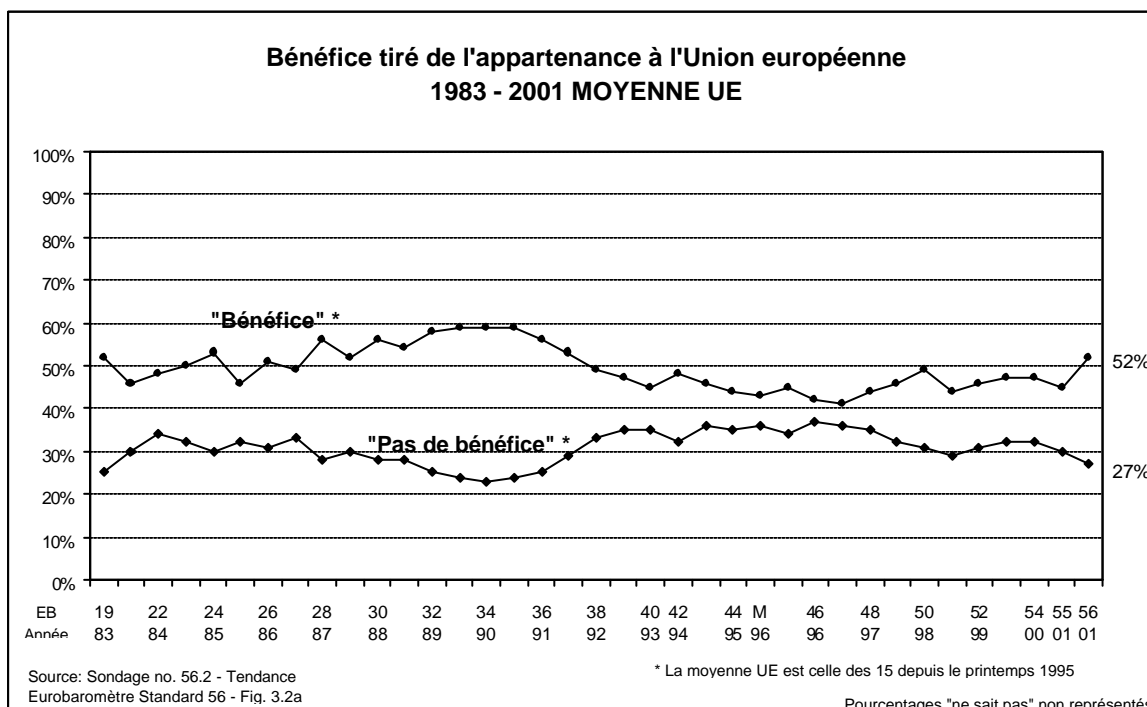
Au niveau attitudinal, nous constatons un important clivage entre les personnes désirant que l'Union européenne joue un rôle plus important et les personnes désirant qu'elle joue un rôle moins important. Parmi les personnes souhaitant qu'elle joue un rôle plus important, 74% considèrent l'appartenance de leur pays comme une bonne chose, contre seulement 22% des personnes désirant que l'UE joue un rôle moins important (Tableau 3.1b).

Un indice très important du soutien de l'appartenance à l'UE est la mesure dans laquelle les citoyens ont l'impression de connaître l'Union, ses institutions et ses stratégies⁷. Nos analyses montrent que les personnes qui ont l'impression d'en savoir beaucoup sur l'Union européenne sont beaucoup plus susceptibles de considérer l'appartenance de leur pays comme une bonne chose que les personnes qui pensent en savoir très peu.

Soutien de l'appartenance à l'UE en fonction de l'auto-évaluation des connaissances (en %, pour l'UE15)			
L'appartenance de votre pays à l'UE est :	Niveau de connaissances peu élevé	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances élevé
Une bonne chose	40%	60%	74%
Ni bonne ni mauvaise	34%	26%	14%
Une mauvaise chose	14%	11%	9%
Ne sait pas	13%	4%	2%
Total	101%	101%	99%

3.2. Bénéfice tiré de l'appartenance à l'Union européenne

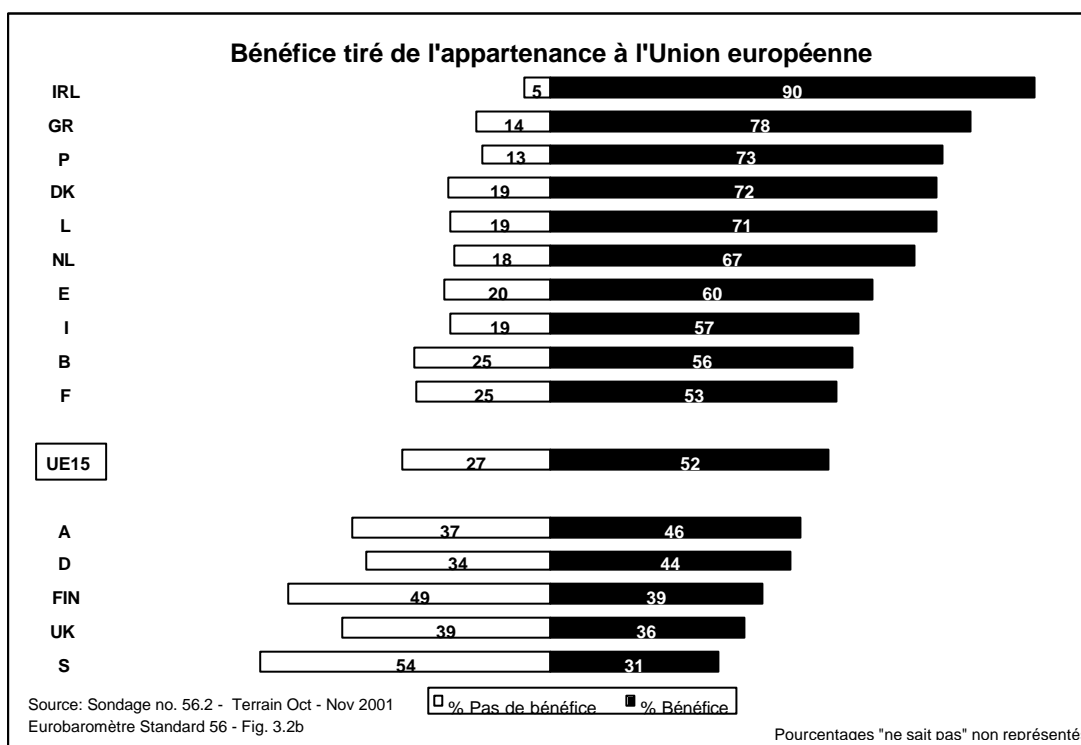
Avec 52%, les citoyens de l'UE sont à présent plus enclins à avoir l'impression que d'une manière générale leur pays a tiré profit de son appartenance à l'Union européenne. Ce niveau est le plus élevé que nous ayons enregistré depuis 1991 et représente une augmentation de 7 points par rapport au printemps 2001. La proportion de personnes ayant l'impression que leur pays n'a pas tiré profit de son appartenance a diminué de 3 points et celle sans opinion a diminué de 4 points.



⁷ La mesure est obtenue en demandant aux répondants d'indiquer sur une échelle de 1 à 10 dans quelle mesure ils pensent connaître l'Union européenne, ses institutions et ses stratégies. Les personnes se plaçant entre 1 et 3 sur l'échelle sont classées comme ayant peu de connaissances de l'UE, les personnes s'attribuant des résultats entre 4 et 7 sont classées comme ayant un niveau de connaissances moyen et les personnes s'attribuant des résultats entre 8 et 10 sont classées comme ayant un niveau de connaissances élevé. Voir chapitre 7 pour plus d'informations à ce sujet.

En Irlande, neuf personnes sur dix (90%) ont à présent l'impression que leur pays a tiré profit de son appartenance, contre 83% au printemps 2001. En Grèce, près de huit personnes sur dix ont l'impression que leur pays a tiré profit de son appartenance (78%). Viennent ensuite le Portugal (73%), le Danemark (72%) et le Luxembourg (71%). La Suède (31%), le Royaume-Uni (36%) et la Finlande (39%) sont les trois seuls pays où moins de quatre personnes sur dix partagent cette opinion et où les personnes qui pensent que leur pays n'a pas tiré profit de son appartenance sont majoritaires (voir également graphiques individuels par pays, fig. 3.4a-o).

Dans chacun des 15 Etats membres, les chiffres se sont améliorés depuis le printemps 2001, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées au Danemark (+11), en Grèce (+9), en Italie, en Autriche (+8 chacune), en Irlande et au Royaume-Uni (+7 chacun). (Tableau 3.2a)



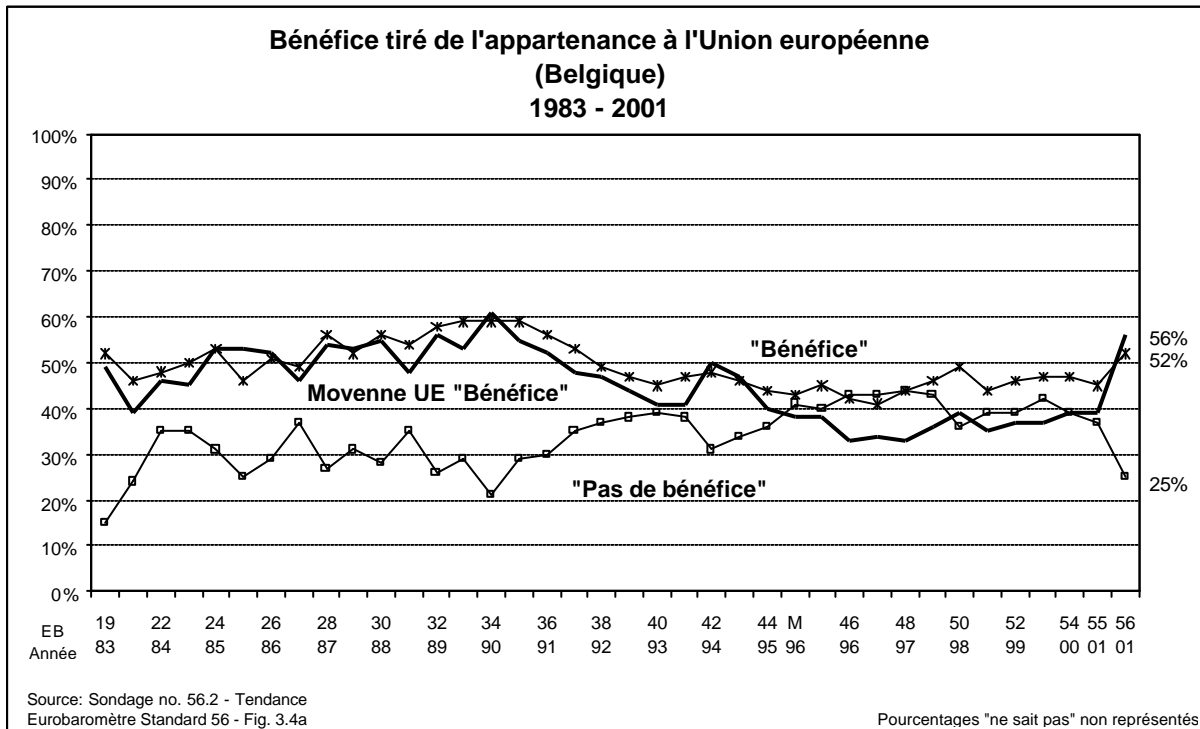
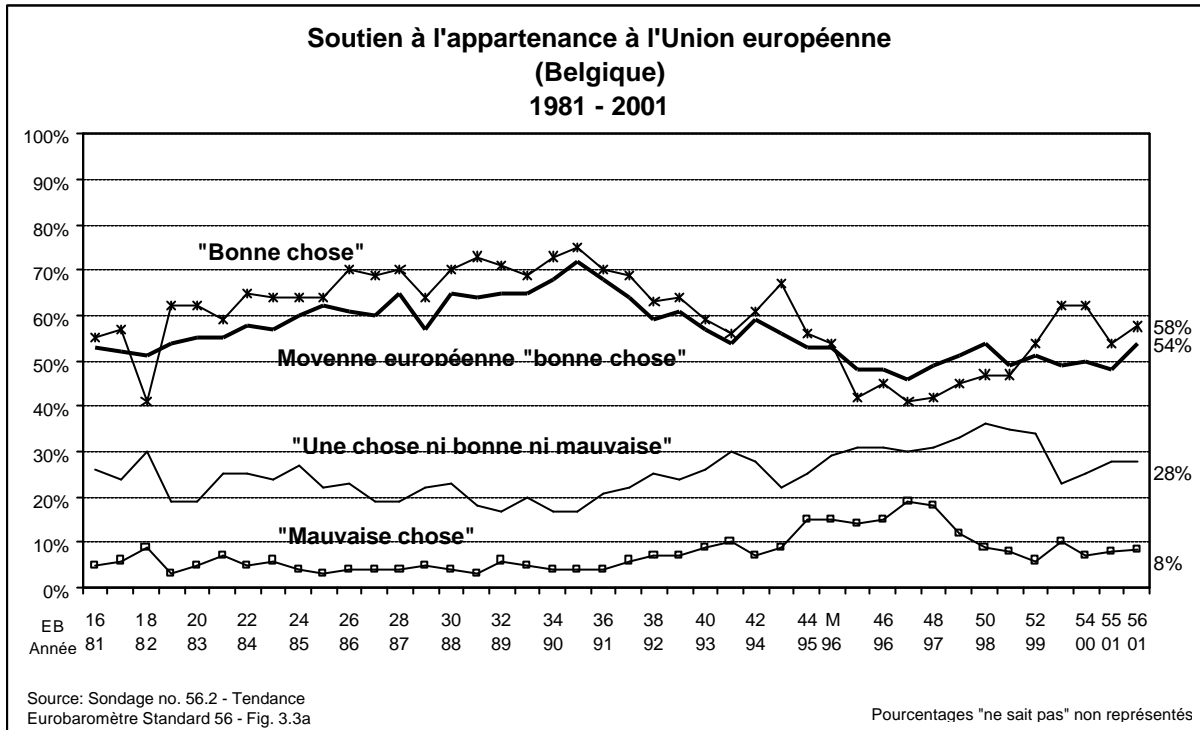
Les analyses démographiques révèlent que les étudiants (66%) sont les plus susceptibles de penser que leur pays a tiré profit de son appartenance à l'UE, tandis que les chômeurs et les personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins (43% pour chacun de ces groupes) sont les moins susceptibles de partager cette opinion.

Partisans et opposants de l'Union européenne sont clairement divisés sur ce point : 79% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE pensent que leur pays en a tiré profit, contre seulement 10% des personnes opposées à l'appartenance de leur pays à l'UE (Tableau 3.2b).

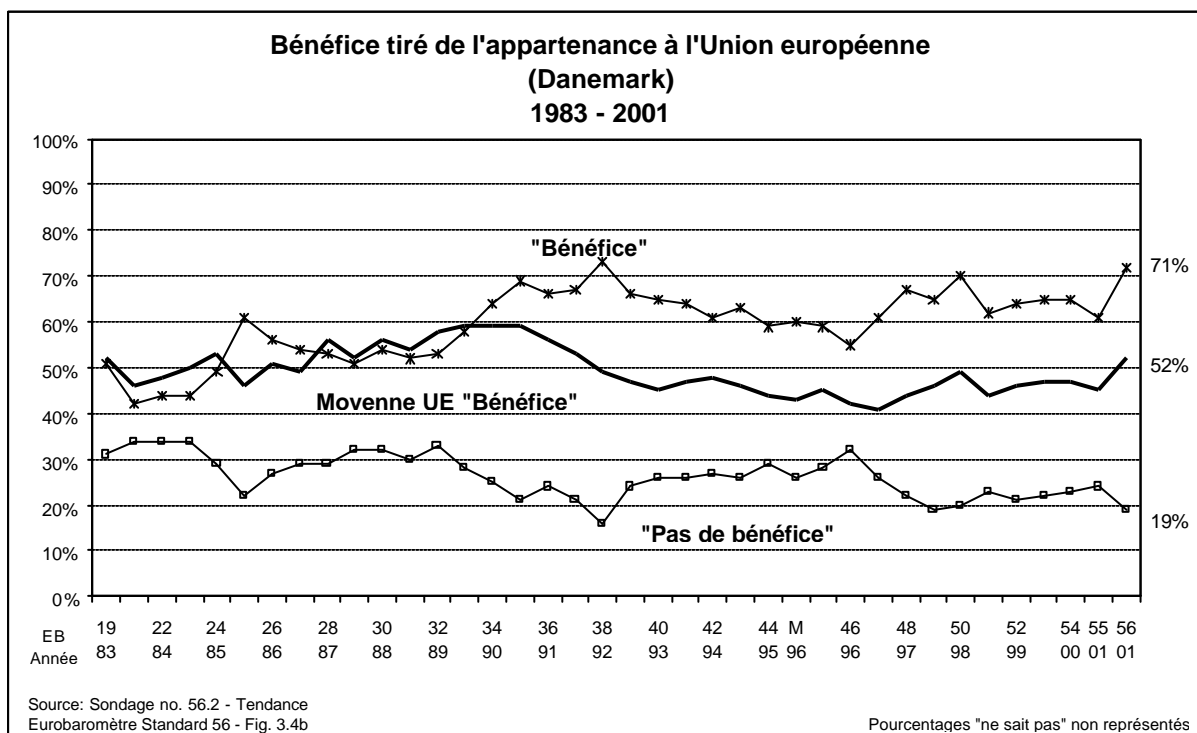
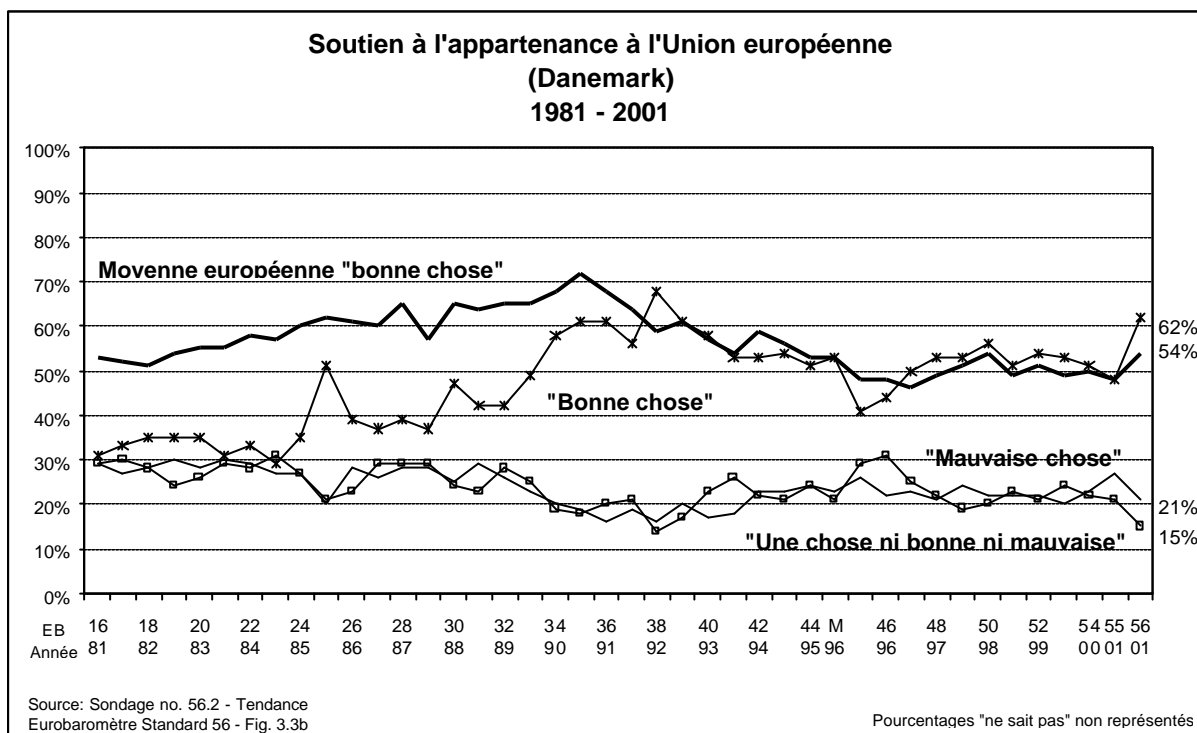
Les tableaux croisés établis en fonction de l'auto-évaluation des connaissances montrent que 71% des personnes ayant un niveau de connaissances élevé concernant l'UE pensent que leur pays a tiré profit de son appartenance à l'Union, contre 39% des personnes ayant un niveau de connaissances peu élevé.

Bénéfice tiré de l'appartenance à l'UE en fonction de l'auto-évaluation des connaissances (en %, pour l'UE15)			
Le pays a :	Niveau de connaissances peu élevé	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances élevé
Tiré profit	39%	58%	71%
N'a pas tiré profit	30%	27%	19%
Ne sait pas	31%	16%	10%
Total	100%	101%	100%

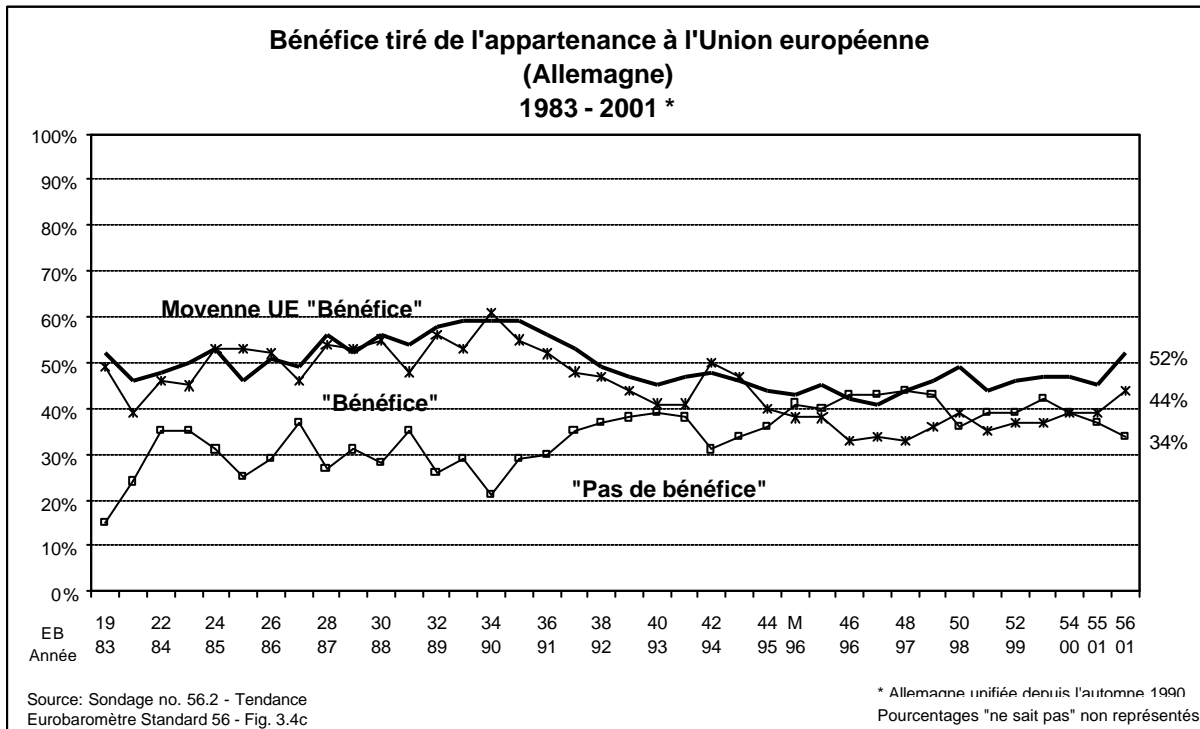
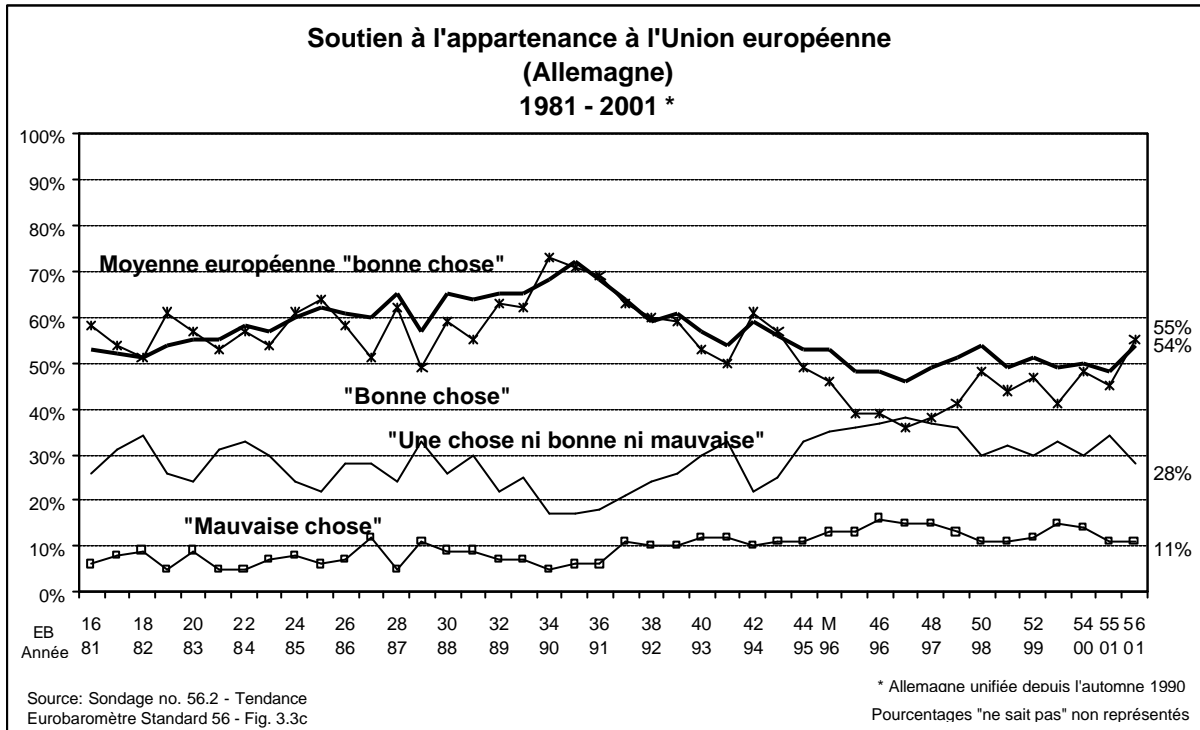
BELGIQUE



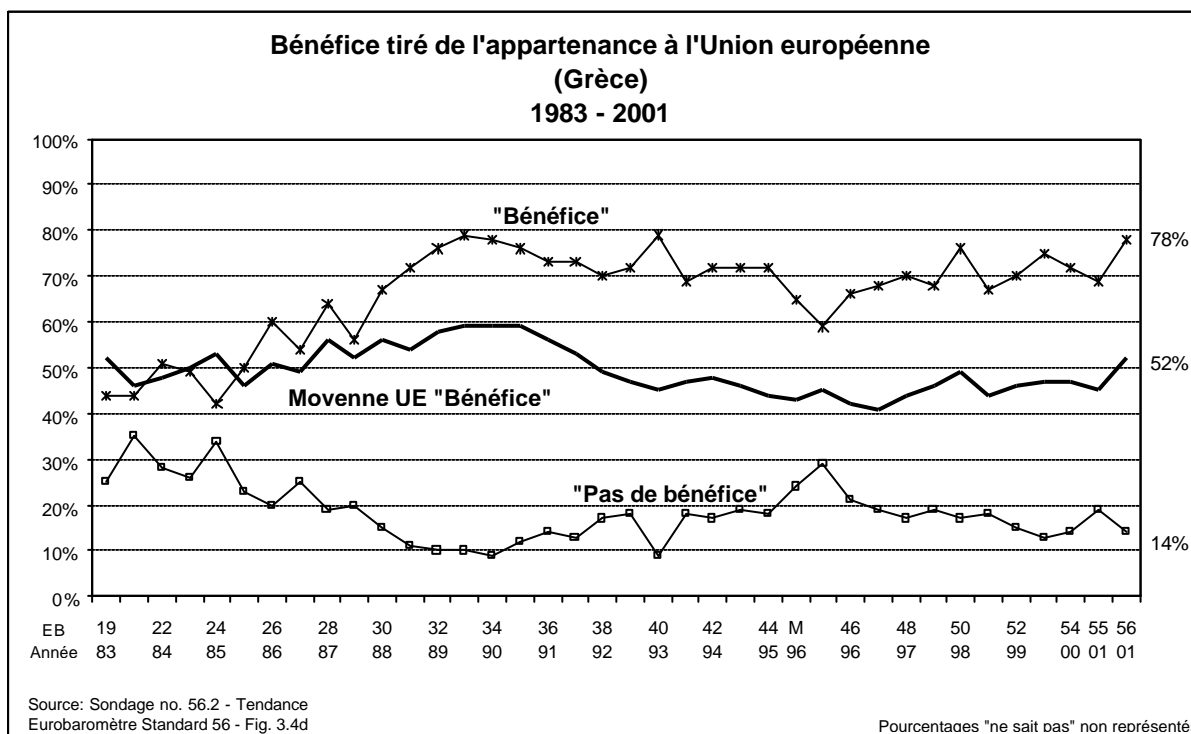
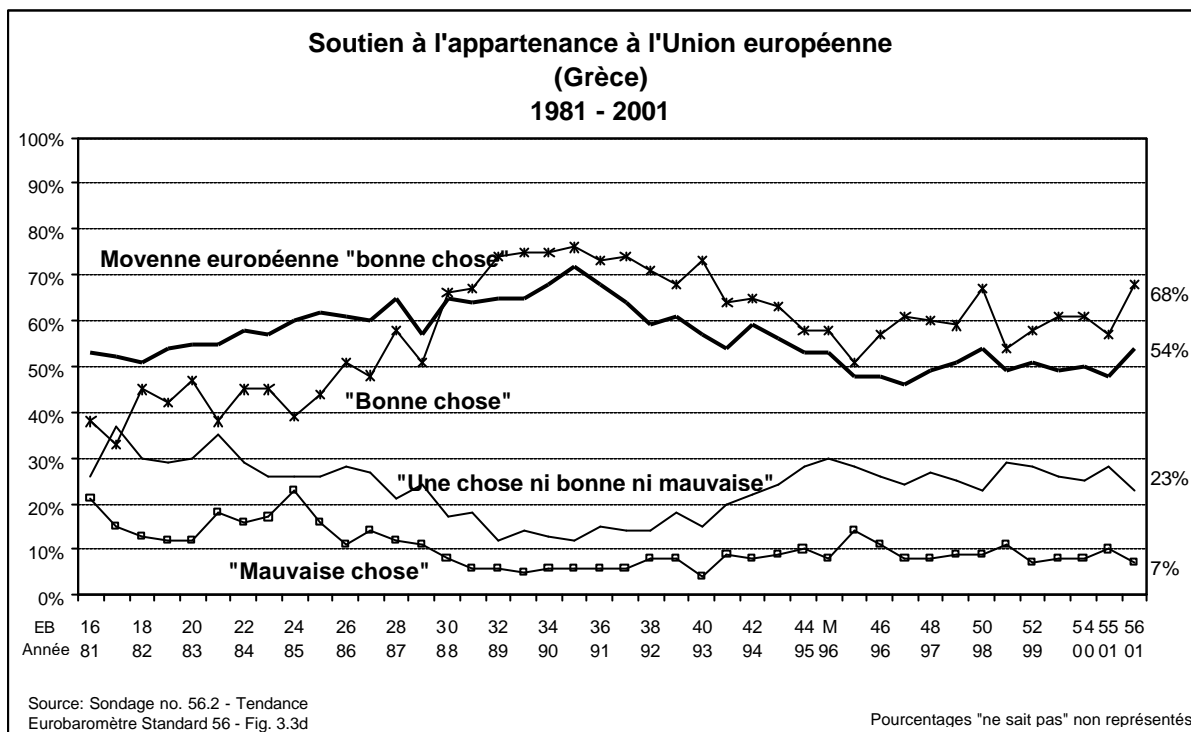
DANEMARK



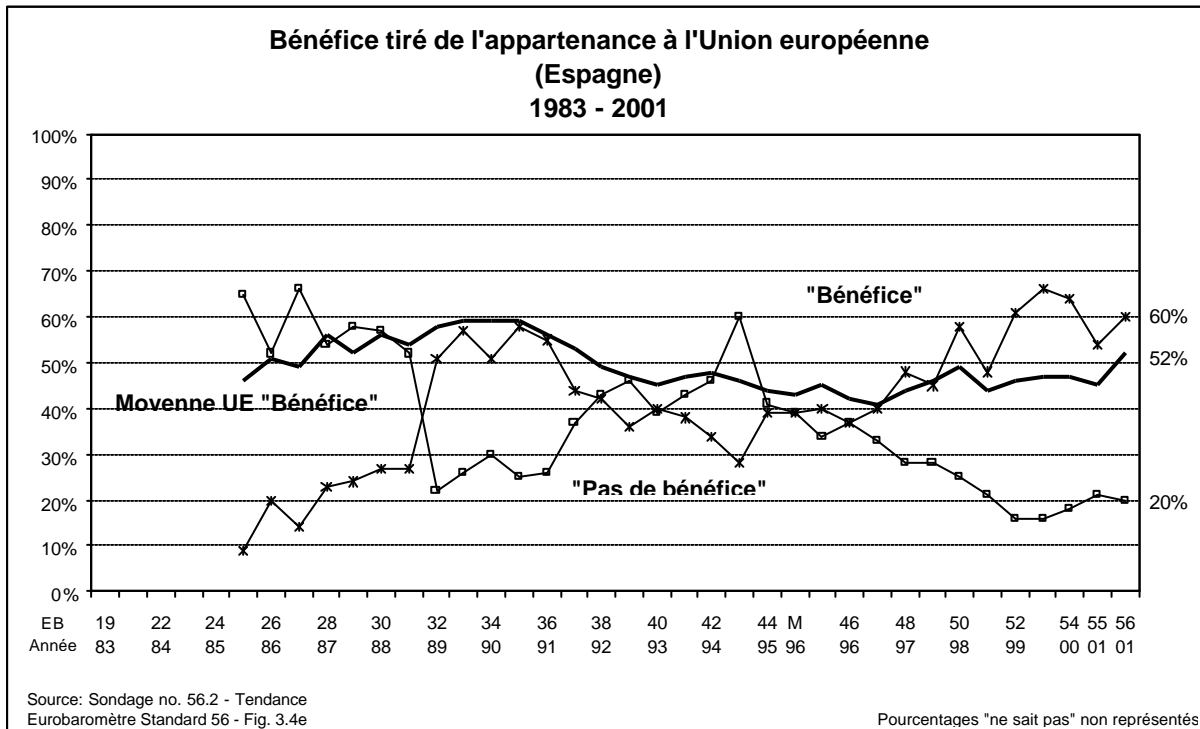
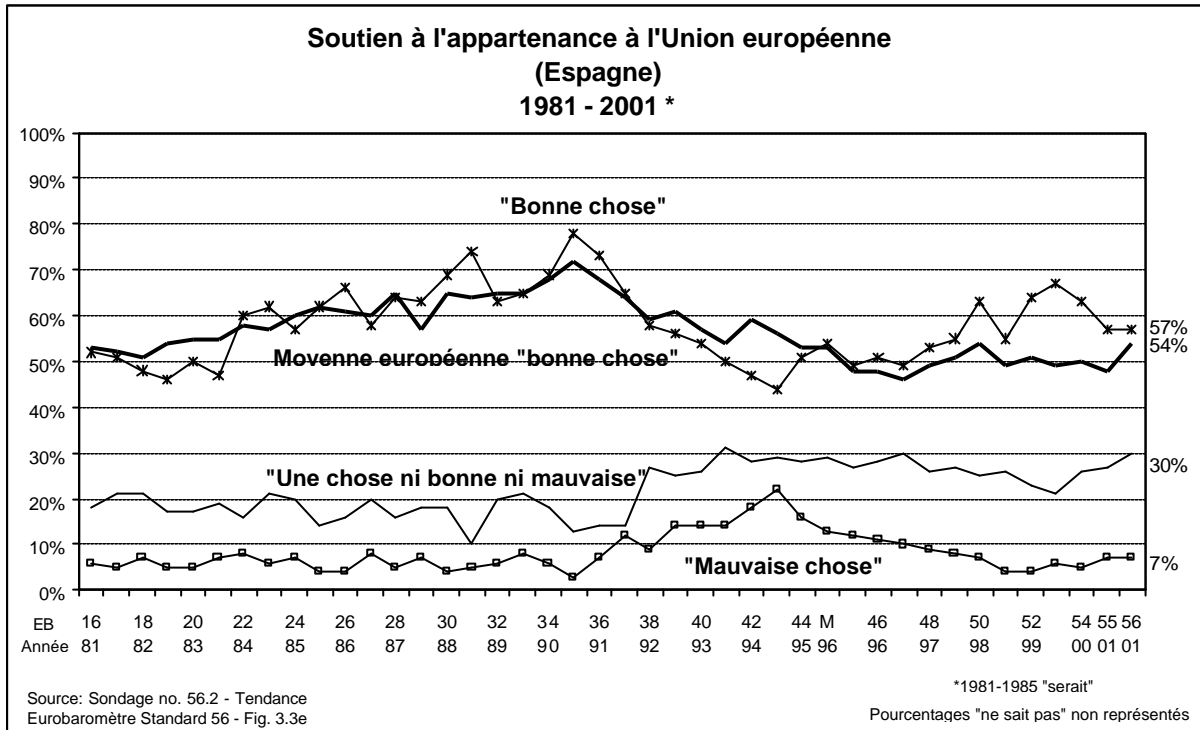
ALLEMAGNE



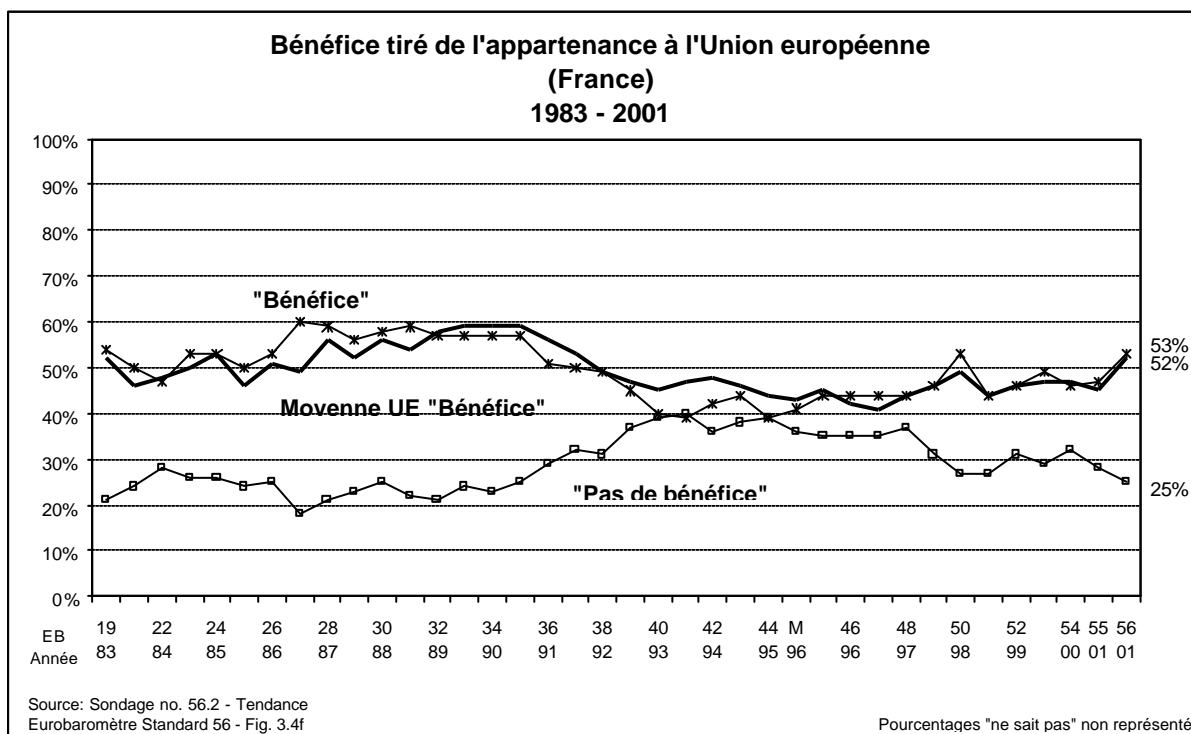
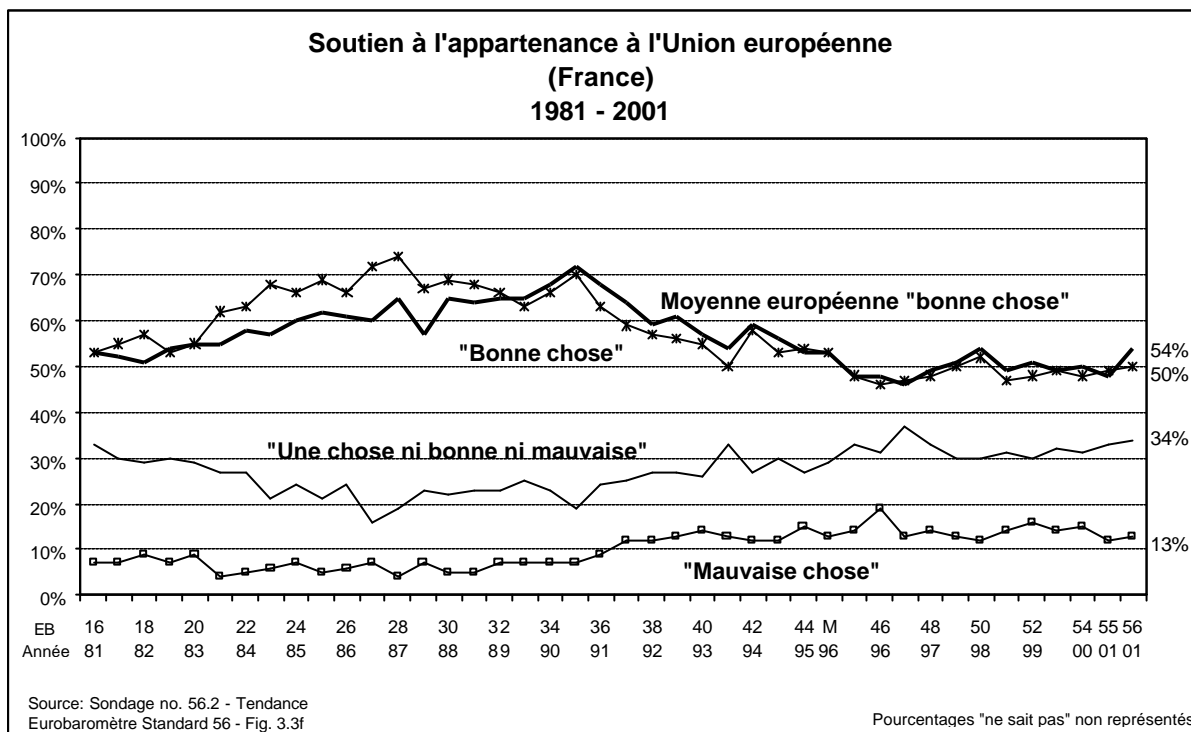
GRECE



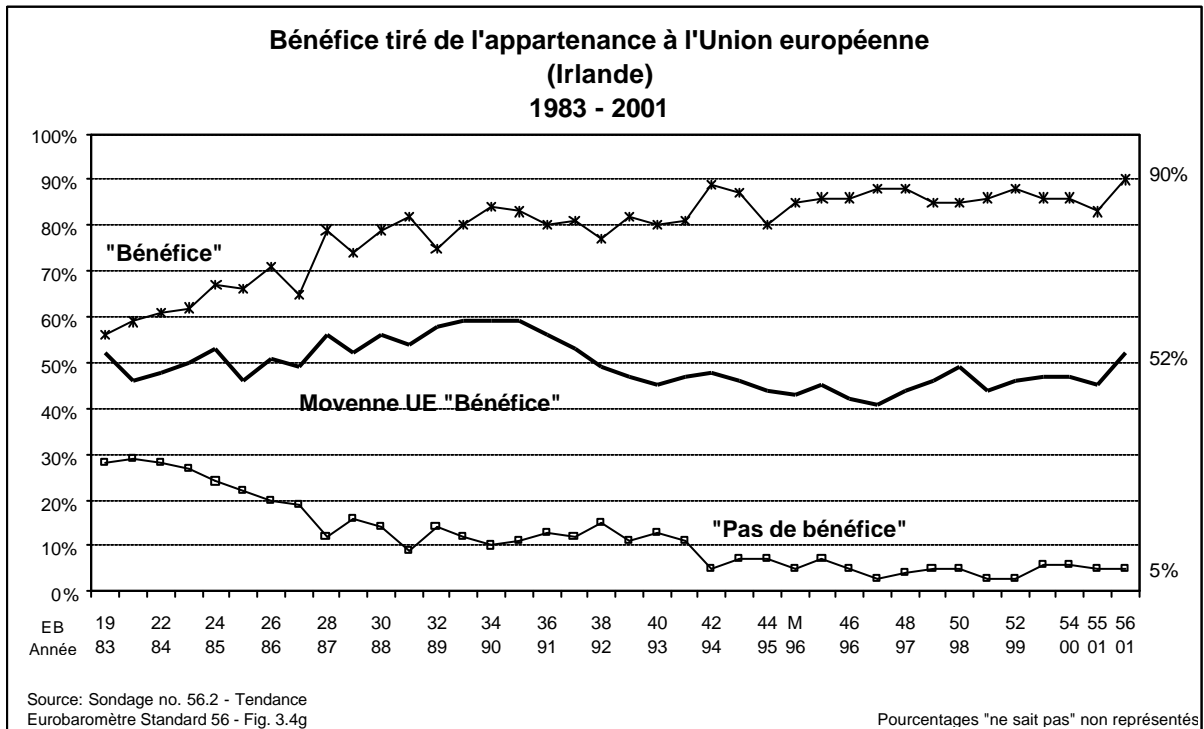
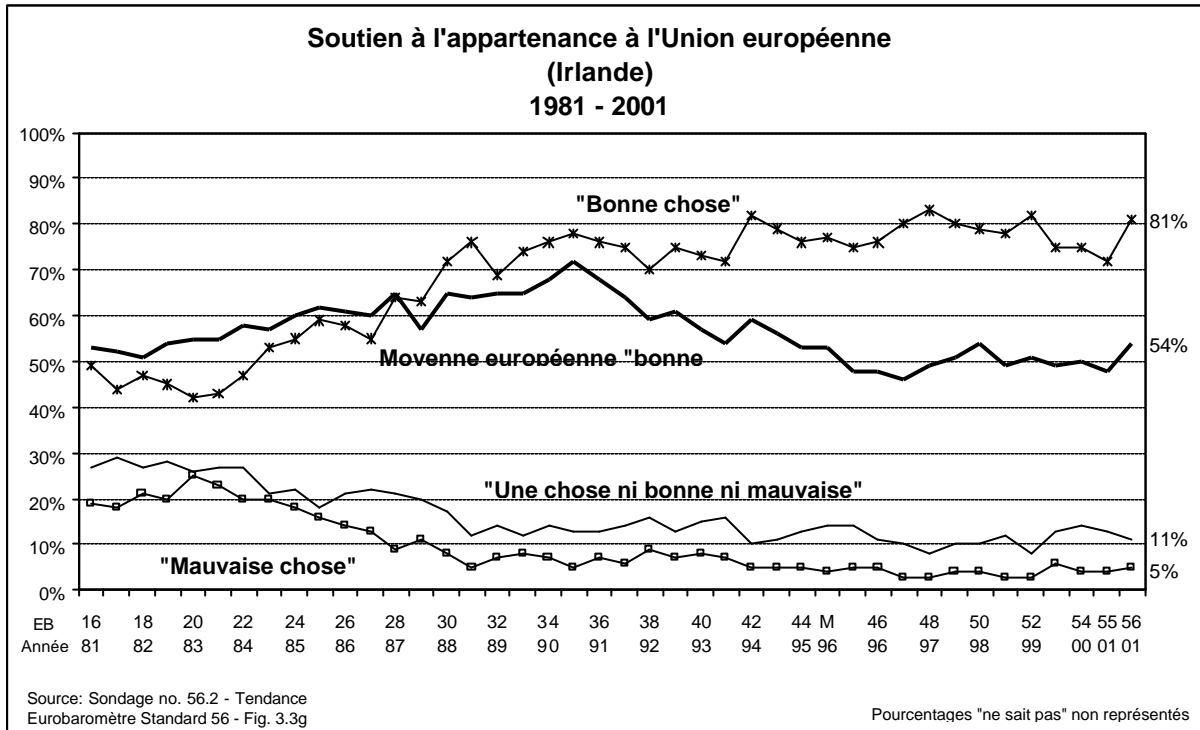
ESPAGNE



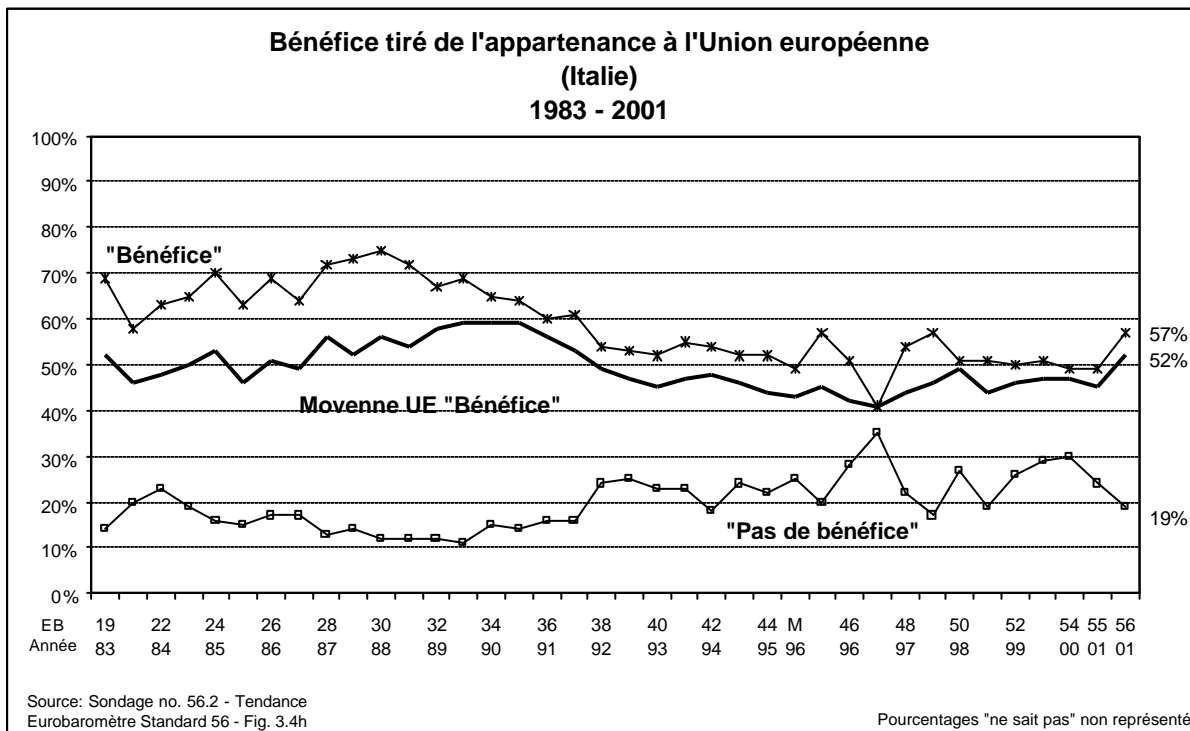
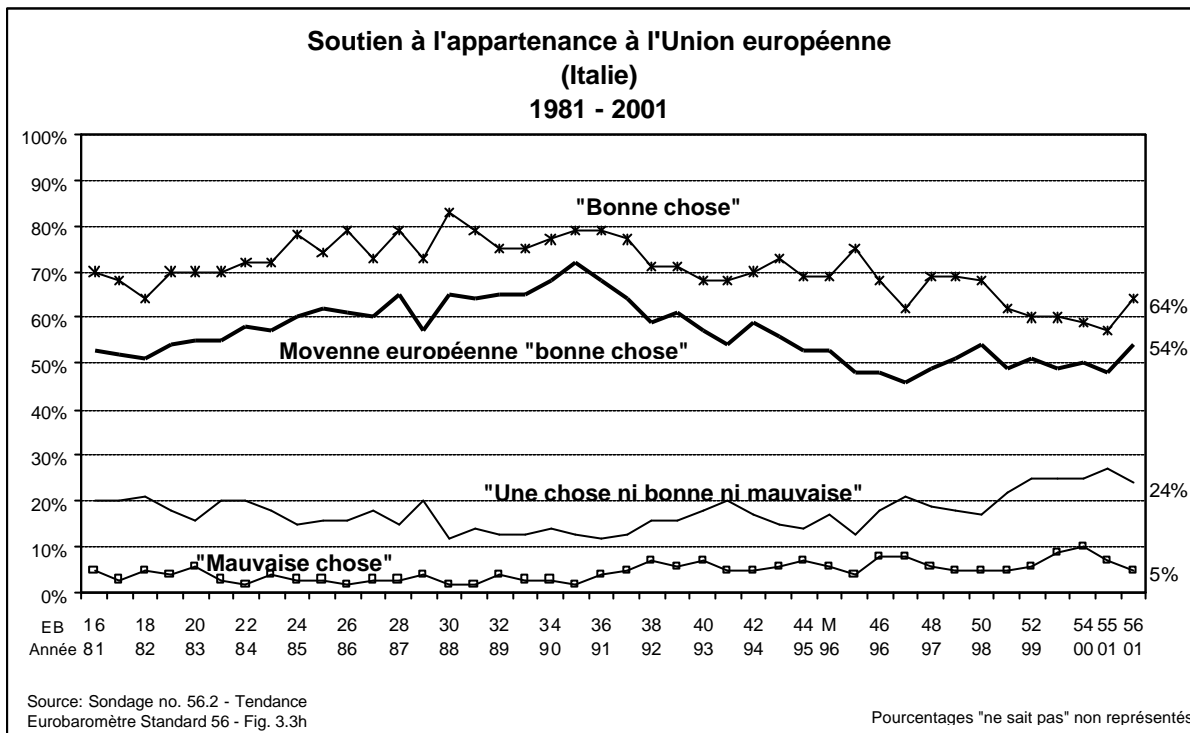
FRANCE



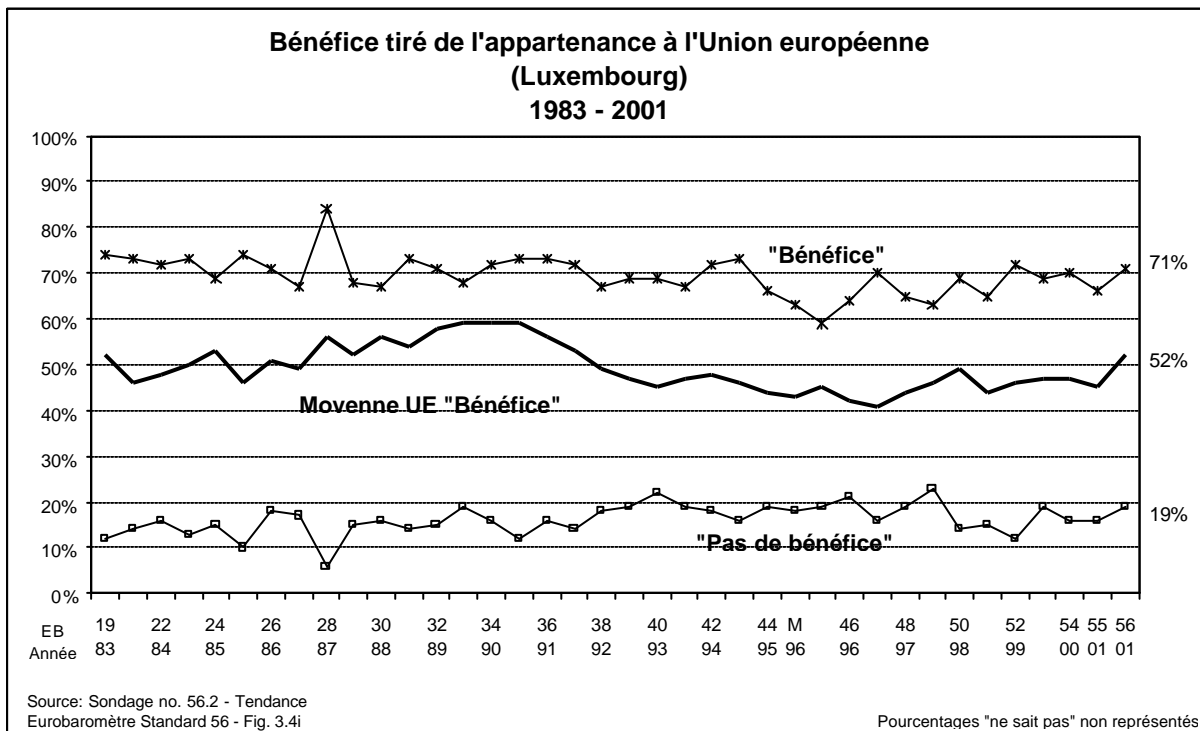
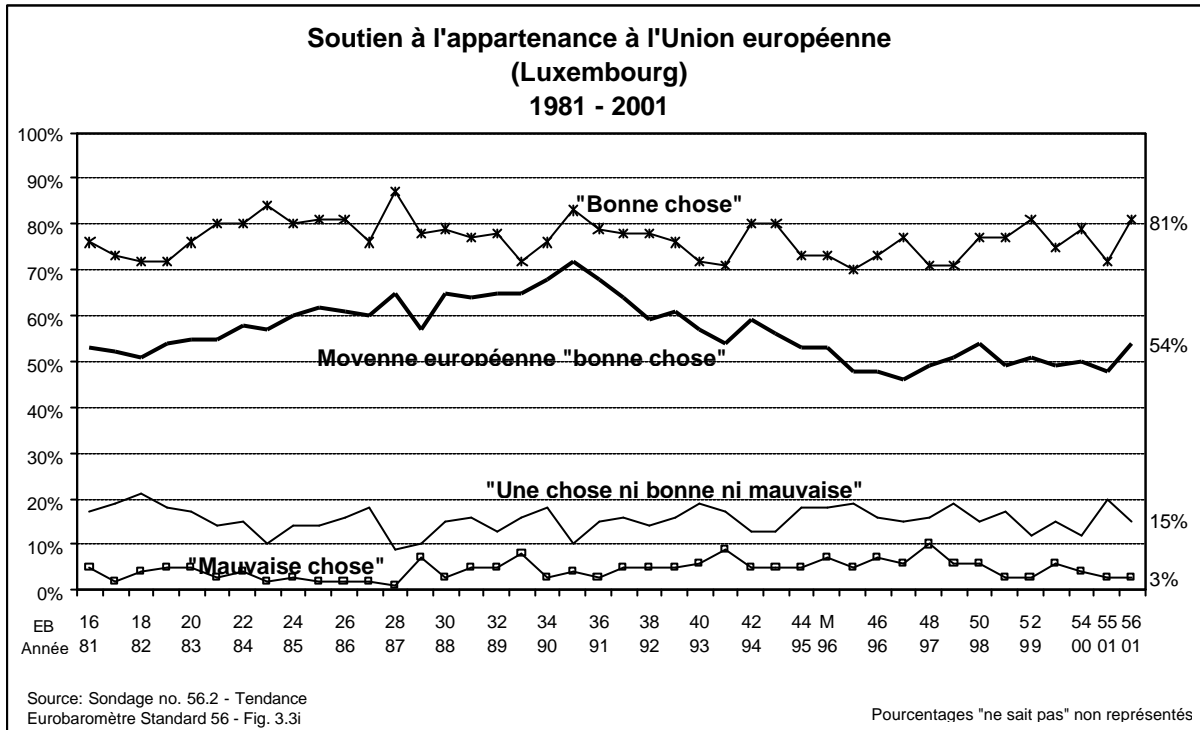
IRLANDE



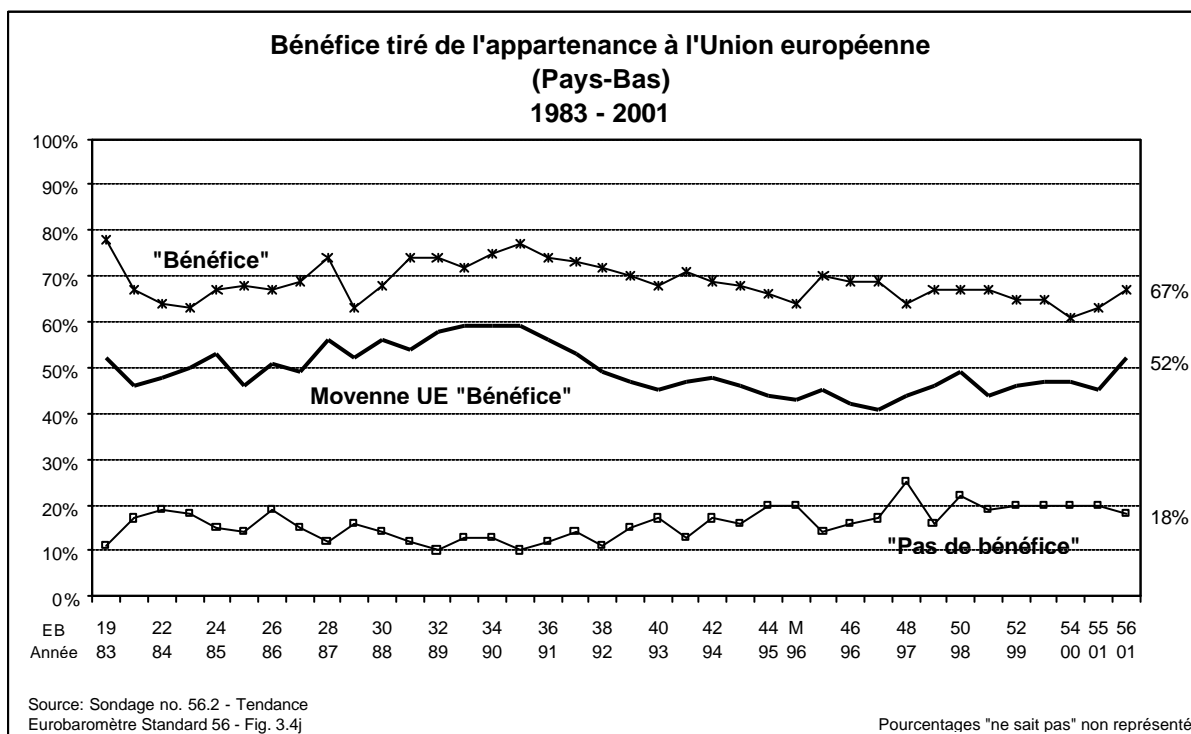
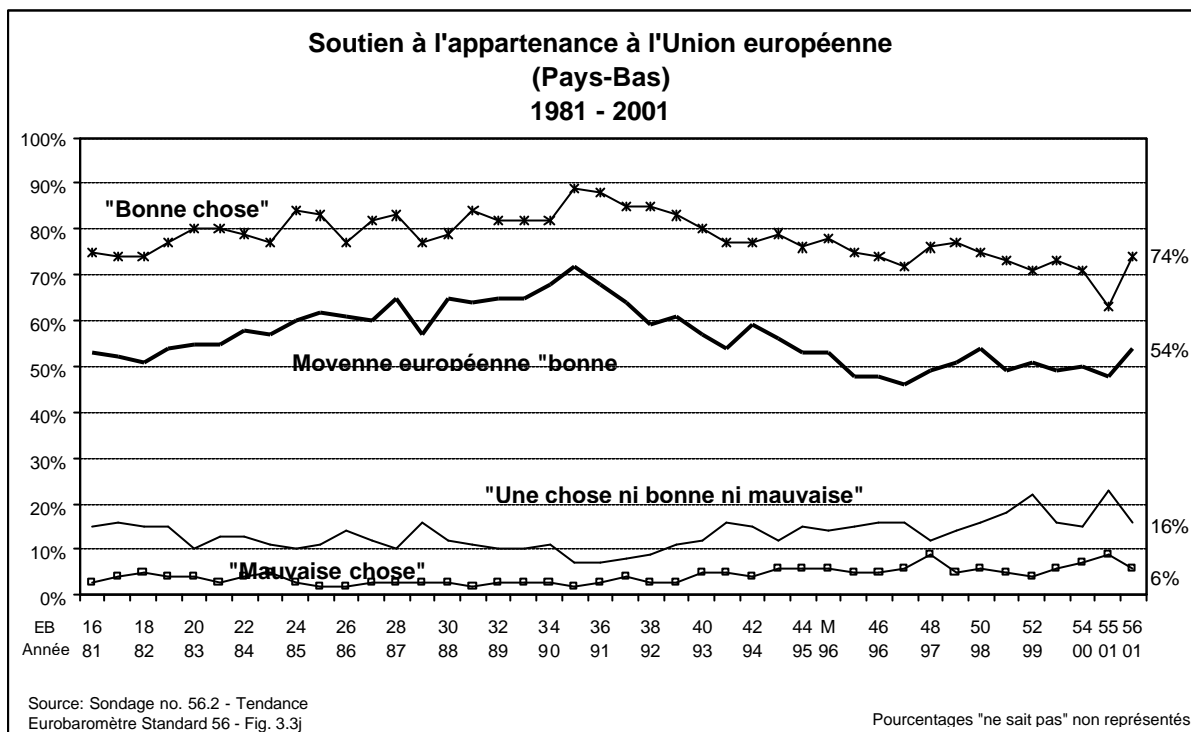
ITALIE



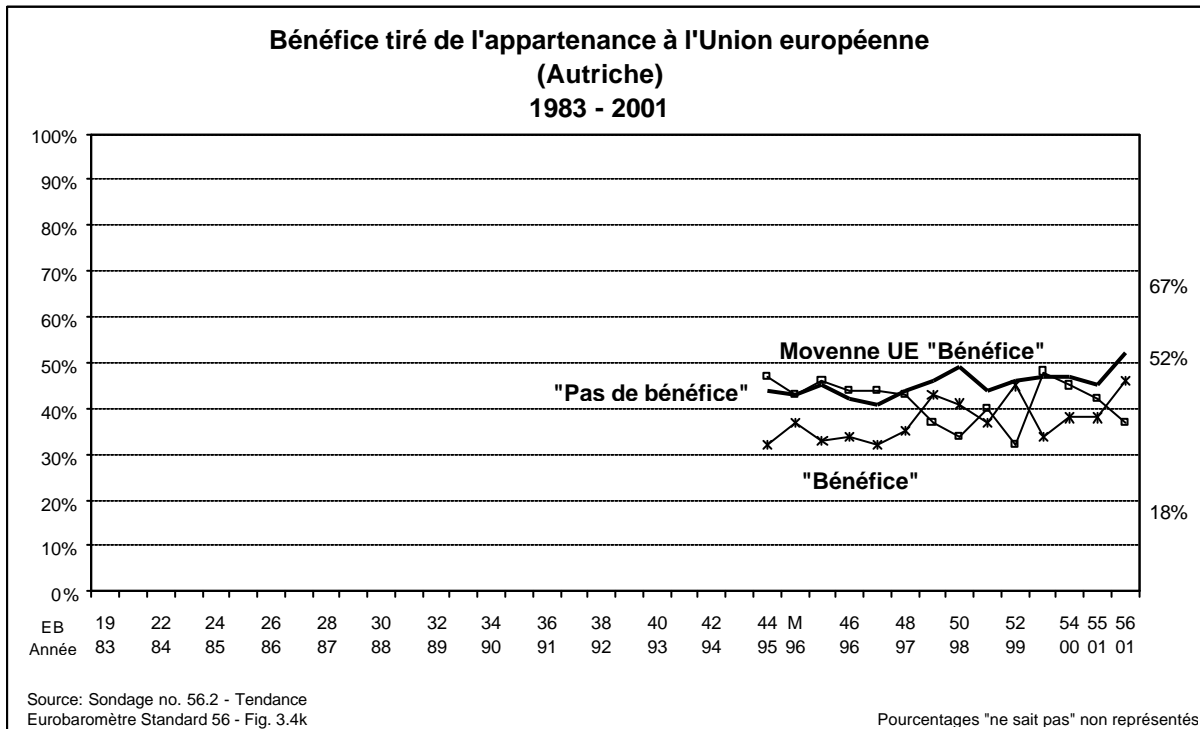
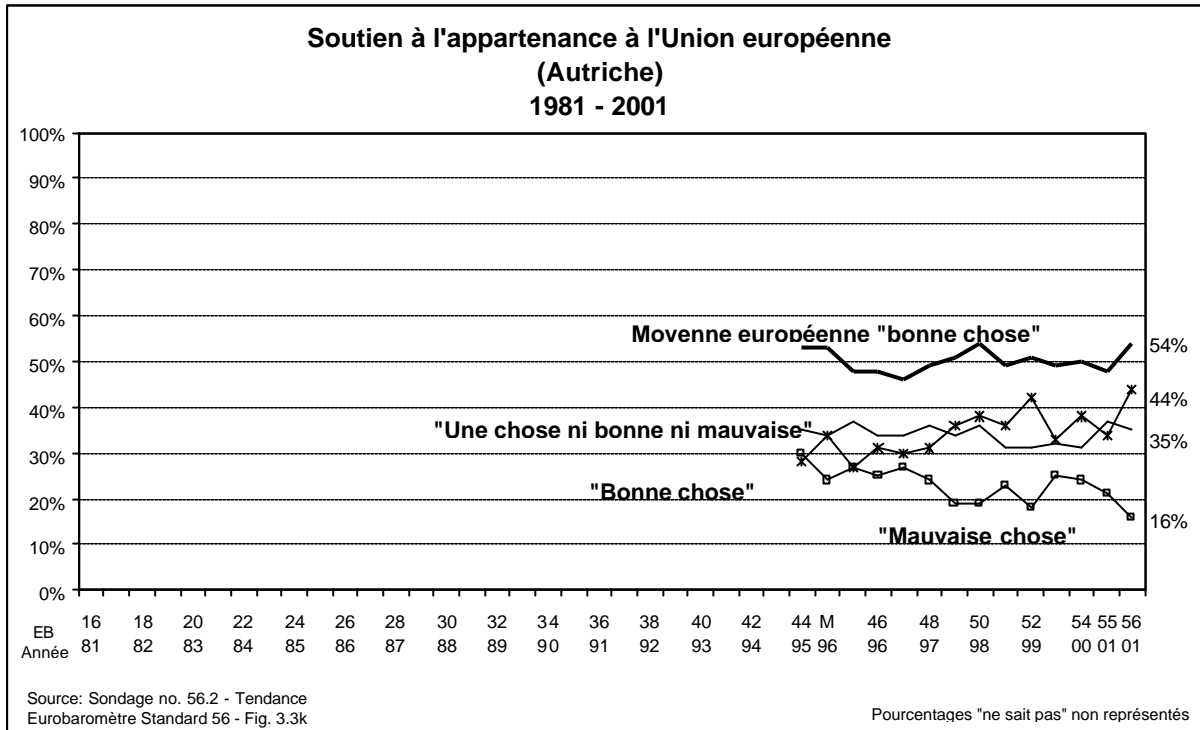
LUXEMBOURG



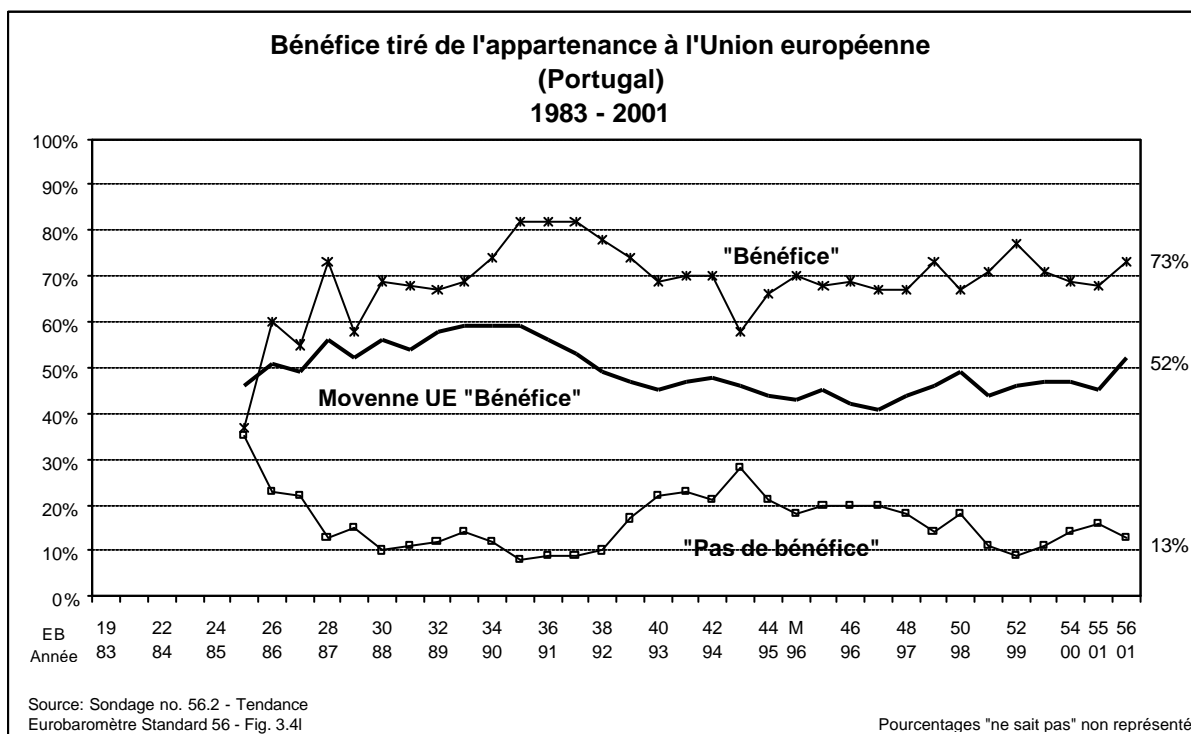
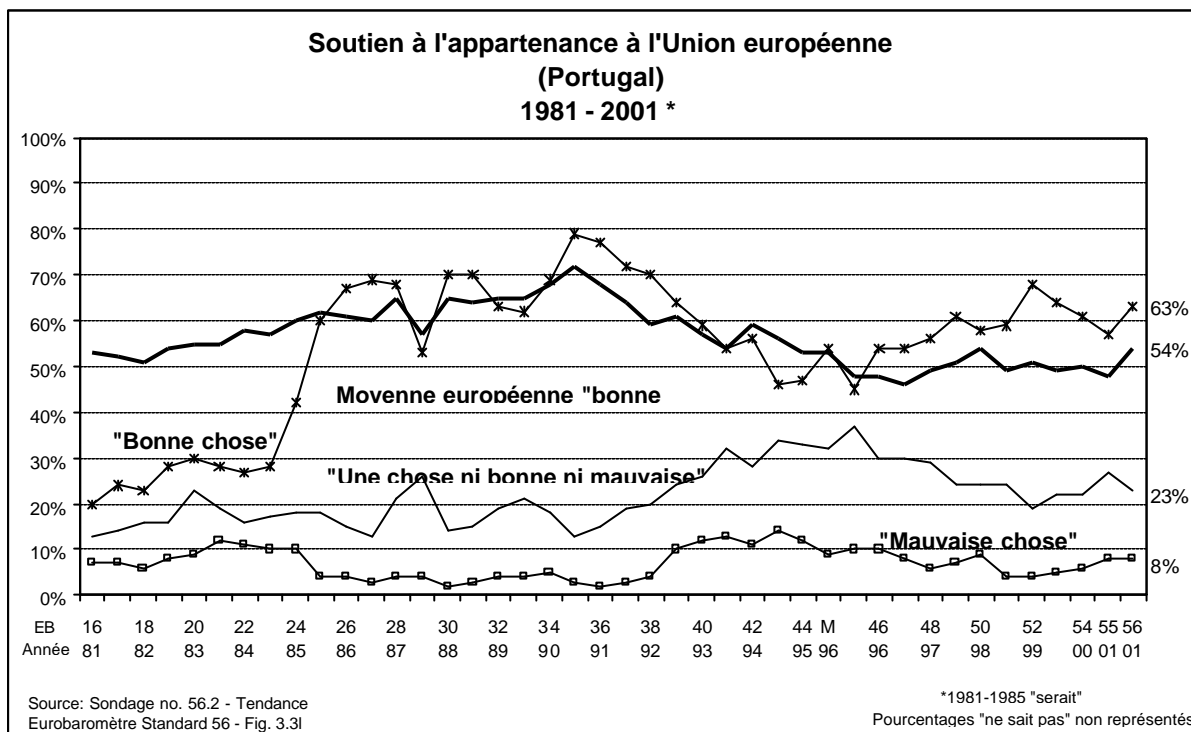
PAYS-BAS



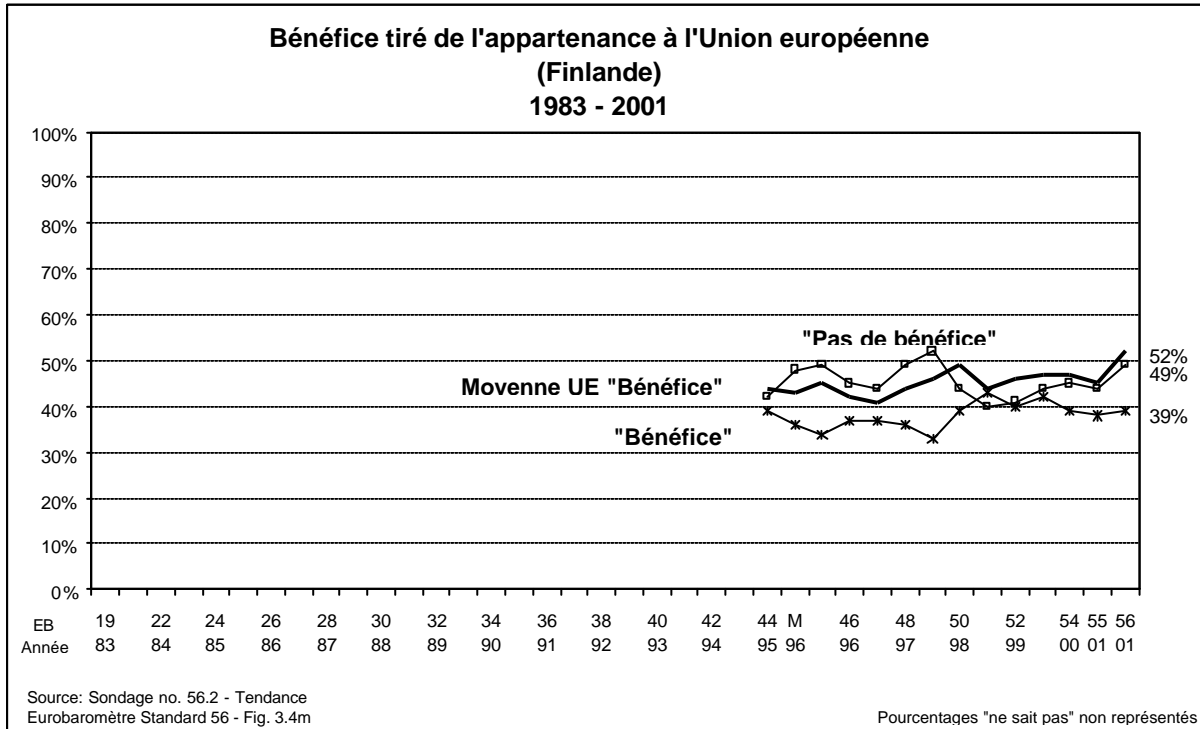
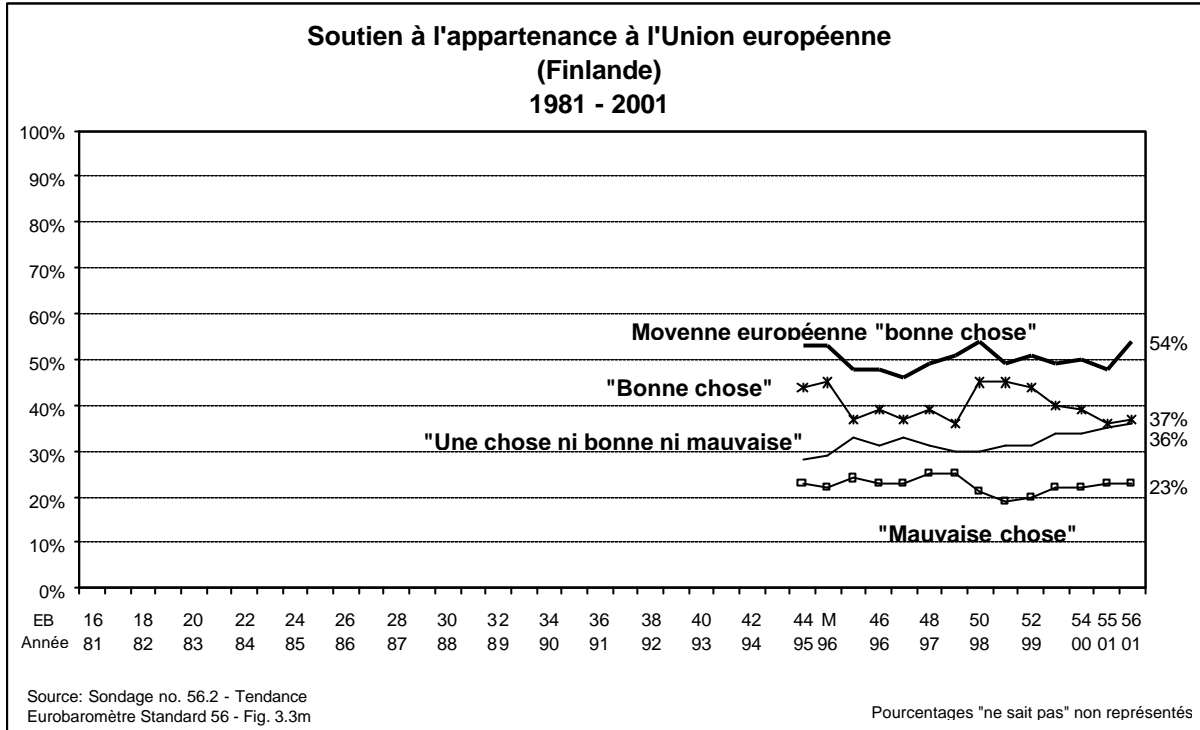
AUTRICHE



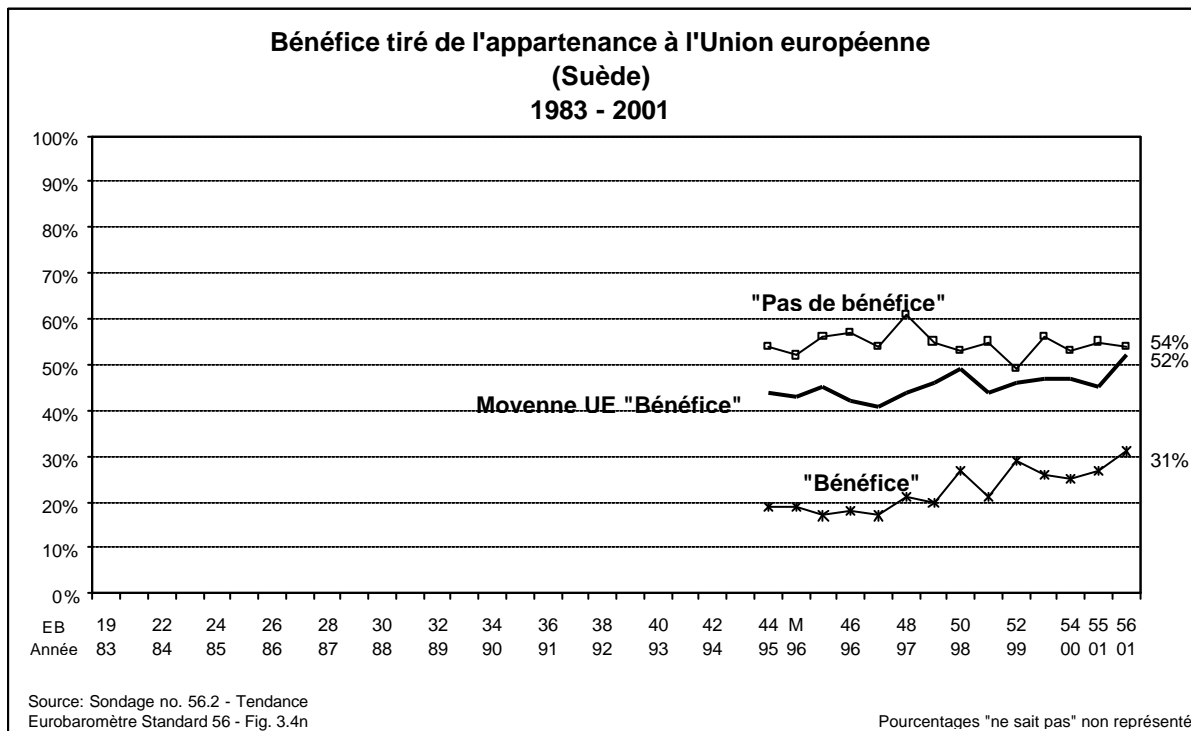
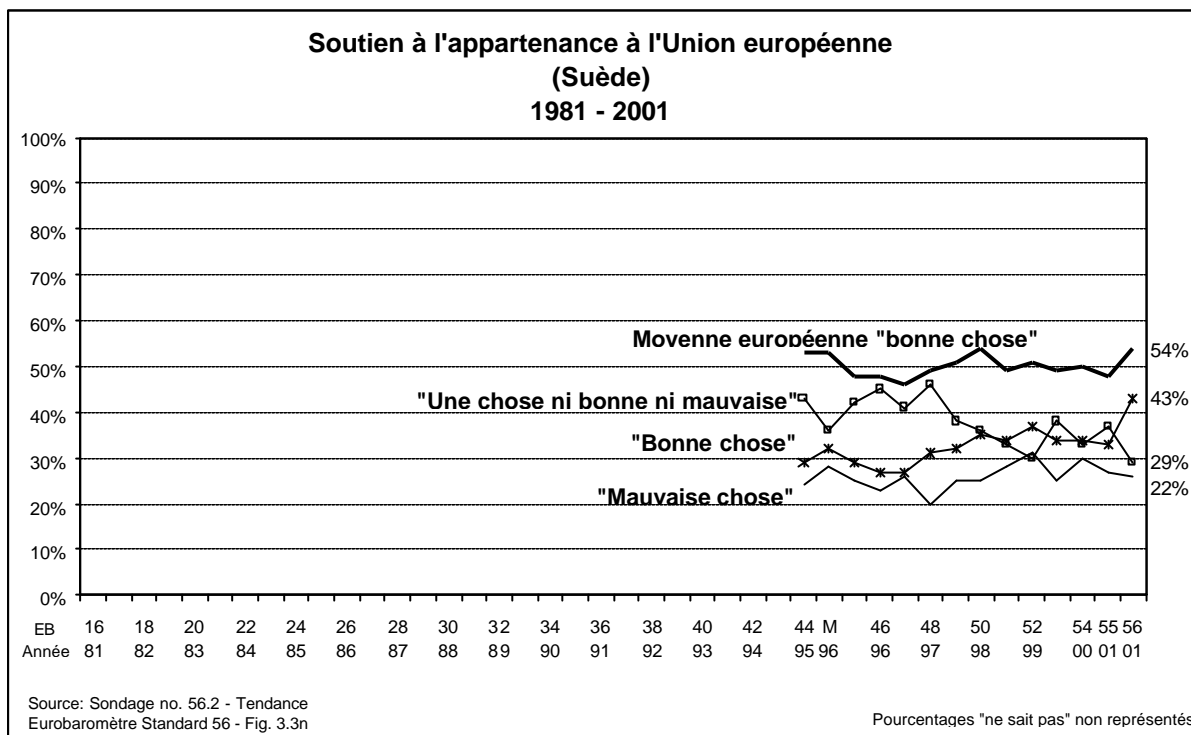
PORTUGAL



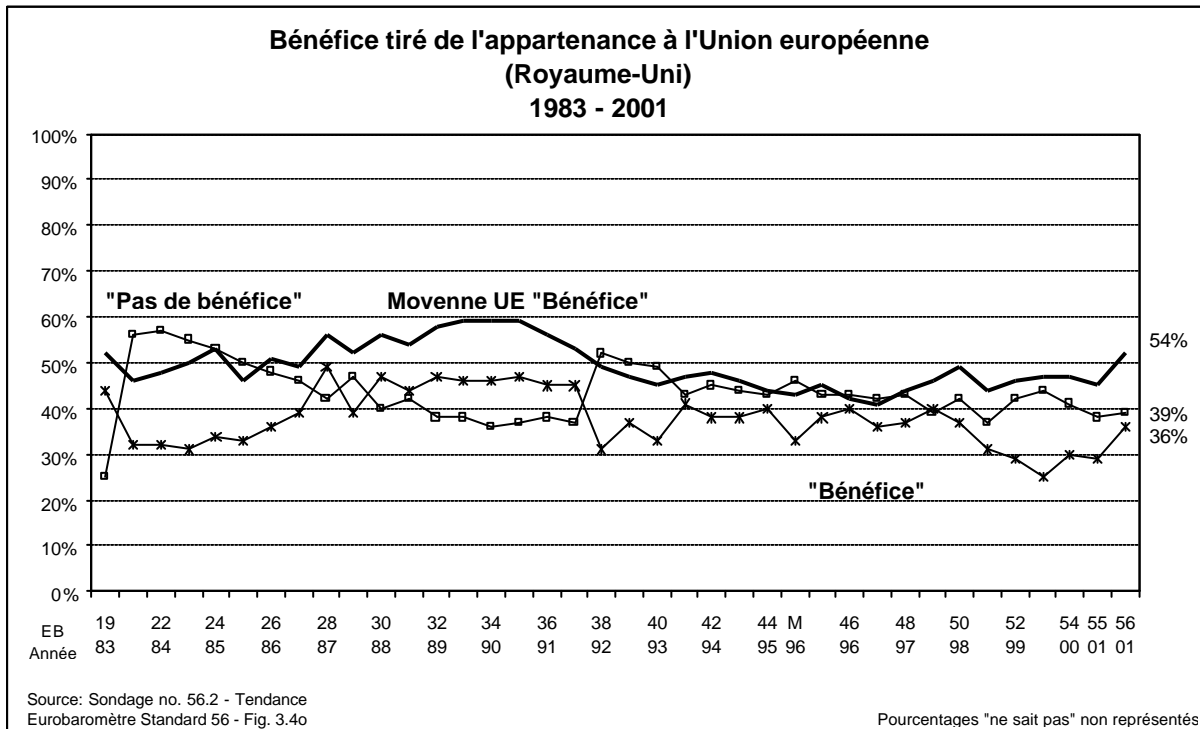
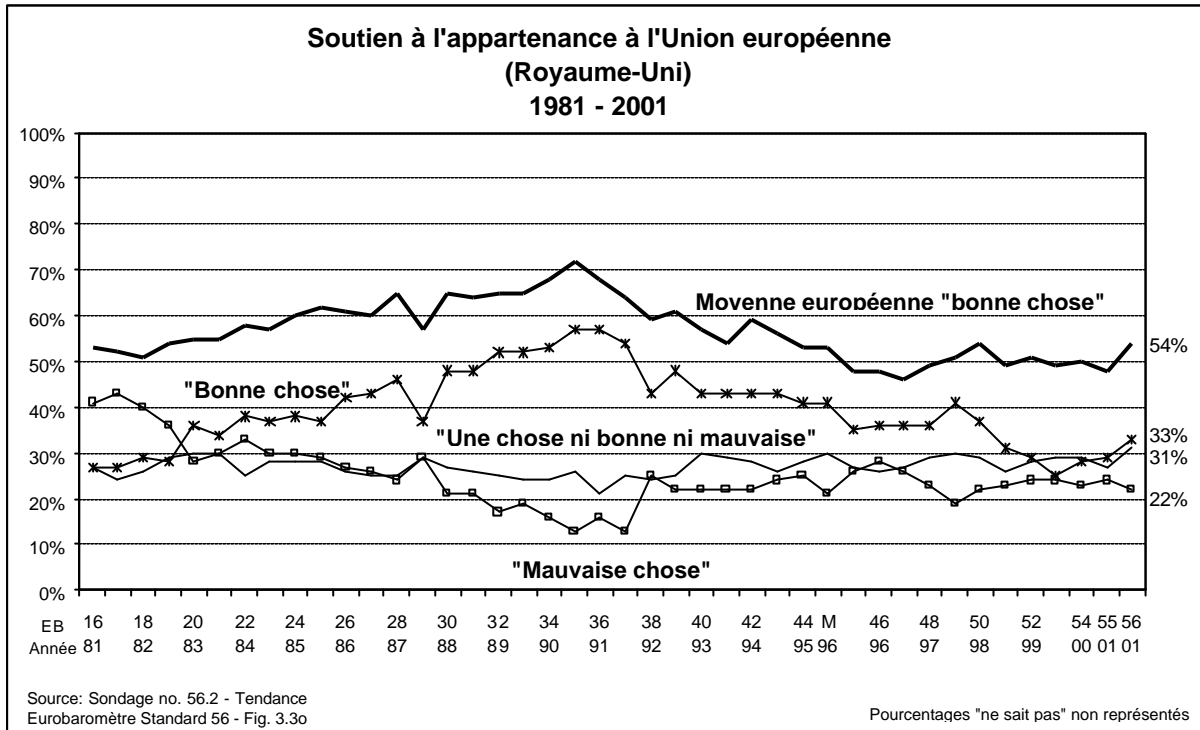
FINLANDE



SUEDE



ROYAUME-UNI



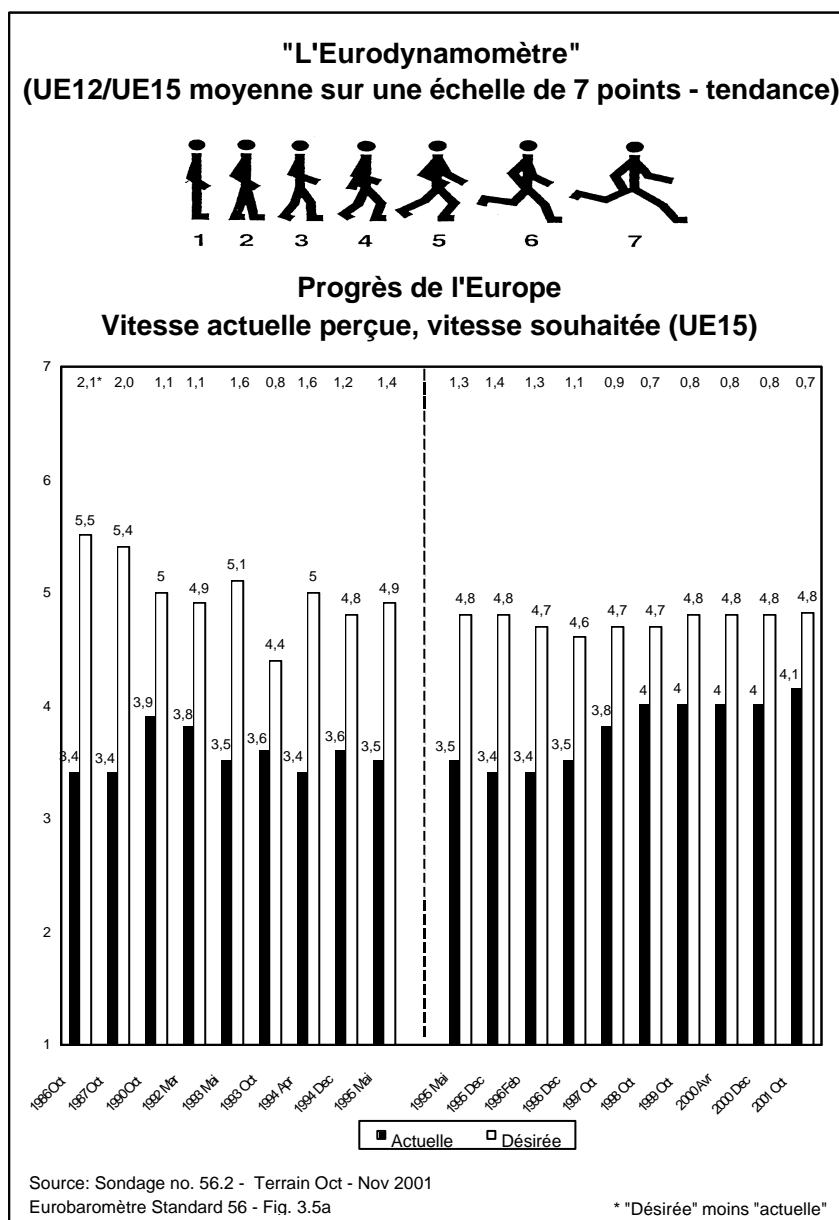
3.3. Vitesse de l'intégration européenne

Depuis 1986, l'Eurobaromètre mesure l'opinion publique concernant la vitesse perçue et souhaitée de l'intégration européenne au moyen de la question suivante :

a. A votre avis, quelle est la vitesse actuelle de construction européenne ? Veuillez regarder ces personnages (montrer carte). Le n°1 ne bouge pas; le n°7 court aussi vite que possible. Choisissez celui qui correspond le mieux à votre opinion sur la vitesse actuelle de la construction européenne.

b. Et lequel correspond le mieux à ce que vous souhaiteriez ? (montrer même carte)

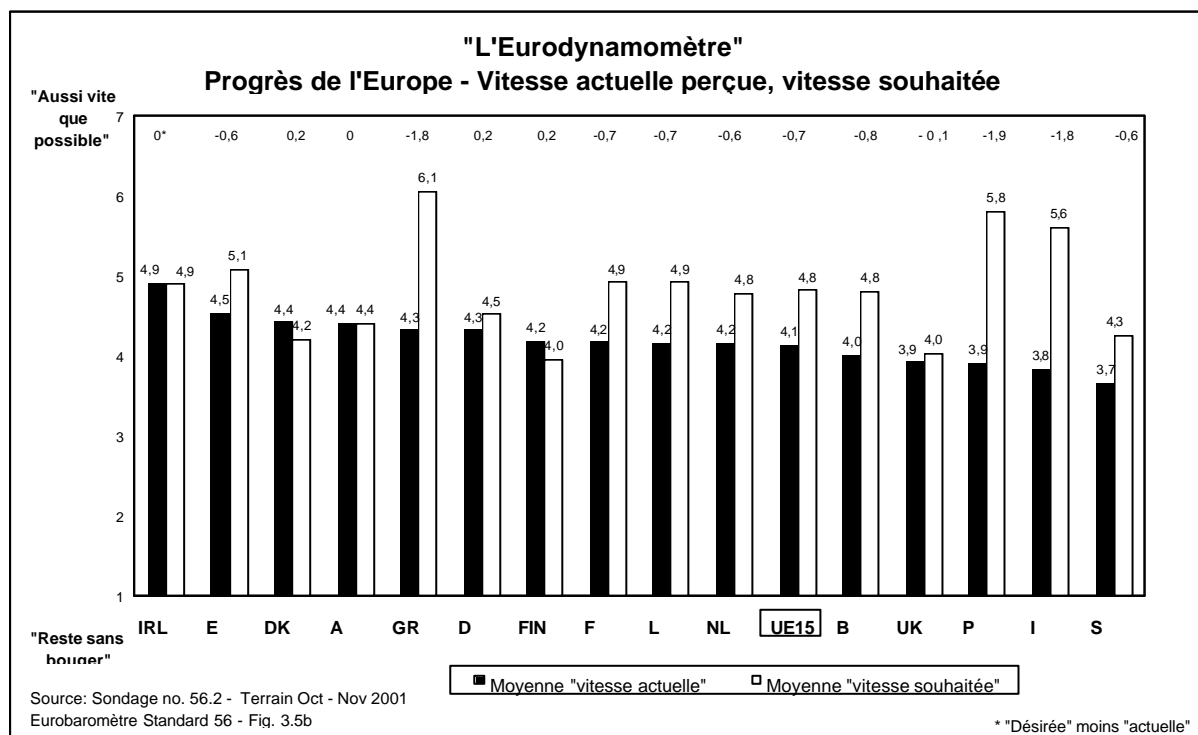
Sur une échelle de 1 à 7, la vitesse moyenne à laquelle les personnes interrogées pensent que l'Europe se construit est 4,14. Ce chiffre dénote une vitesse légèrement plus rapide que les années précédentes (de 0,18 depuis l'automne 2000). La vitesse moyenne à laquelle les personnes interrogées aimeraient que l'Europe avance a augmenté pour atteindre 4,82, contre 4,75 à l'automne 2000. Cependant, l'écart de 0,7 entre la vitesse perçue et la vitesse souhaitée demeure bien plus réduit qu'en 1986 (2,1) lorsque la question a été posée pour la première fois.



La vitesse perçue de l'unification varie considérablement d'un pays à l'autre. Elle atteint son niveau le plus élevé en Irlande (4,9) et le plus bas en Suède (3,7). Une comparaison des derniers résultats par rapport à ceux de l'an passé révèle que dans la plupart des pays, les personnes interrogées pensent que l'unification de l'Europe se développe à présent à plus grande vitesse. Nous enregistrons les augmentations les plus importantes en France (+0,39), aux Pays-Bas (+0,33) et en Autriche (+0,30). La Belgique (-0,33) et la Finlande (-0,31) sont les seuls pays où les citoyens perçoivent la vitesse d'unification de l'Europe comme nettement plus lente que l'année passée (Tableau 3.3a).

Les Grecs souhaitent la vitesse de construction la plus rapide pour l'Europe (6,1 contre 5,9 à l'automne 2000), suivis par les Portugais (5,8) et les Italiens (5,6). Nous relevons les niveaux de vitesse souhaitée les plus bas en Finlande et au Royaume-Uni (4,0 chacun). Cependant, au Royaume-Uni, nous constatons que la vitesse désirée a augmenté de manière significative (+0,38). Il en va de même pour le Danemark (+0,34). L'Espagne est le seul pays où la vitesse souhaitée est à présent nettement plus faible (-0,24). (Tableau 3.3b)

Comme le montre le graphique ci-dessous, dans la plupart des pays, les personnes interrogées ont l'impression que l'Europe ne se construit pas aussi rapidement qu'ils le souhaiteraient. Si nous soustrayons la vitesse souhaitée moyenne à la vitesse perçue moyenne, nous constatons la différence négative nette la plus importante (la vitesse désirée est plus rapide que la vitesse actuelle) au Portugal, en Italie et en Grèce. Le Danemark et la Finlande sont à présent les seuls pays où la vitesse actuelle perçue est plus rapide que la vitesse souhaitée.



Le tableau de la page suivante montre comment les opinions des citoyens concernant l'Union européenne en général sont liées à leur perception de la poursuite de l'intégration. Comme nous pouvions nous y attendre, les personnes ayant des opinions pro-européennes aimeraient que l'Europe progresse plus vite qu'actuellement, tandis que les personnes ayant des opinions anti-européennes aimeraient qu'elle progresse moins vite qu'actuellement. Cette tendance indique que les attitudes générales vis-à-vis de l'Union européenne sont de bons indicateurs de ce que les citoyens ressentent vis-à-vis de la vitesse d'intégration de l'Europe.

Une analyse des groupes socio-démographiques dans la population révèle que tous aimeraient que l'Europe progresse plus vite qu'actuellement. Cette constatation indique que les facteurs socio-démographiques ne sont pas aussi importants que la variable par pays et les variables attitudinales dans l'explication de la variation que nous remarquons dans les opinions concernant la vitesse perçue et la vitesse souhaitée d'intégration de l'Europe.

"L'Euro-Dynamomètre" Résultats moyens parmi les personnes ayant des attitudes pro-européennes, neutres et anti-européennes (UE15)			
Attitudes vis-à-vis de l'UE :	Vitesse moyenne actuelle	Vitesse moyenne souhaitée	Différence vitesse moyenne moins vitesse souhaitée
Attitudes pro-UE :			
L'appartenance à l'UE est une bonne chose	4.21	5.32	-1.11
Le pays a tiré profit de son appartenance à l'UE	4.26	5.33	-1.07
Attitudes neutres vis-à-vis de l'UE :			
L'appartenance à l'UE n'est ni bonne ni mauvaise	4.03	4.51	-0.48
Attitudes anti-UE :			
Le pays n'a pas tiré profit de son appartenance à l'UE	3.95	3.91	+0.04
L'appartenance à l'UE est une mauvaise chose	4.10	3.21	+0.89

3.4. Rôle des institutions et organes de l'Union

Pour la sixième fois d'affilée, l'Eurobaromètre a examiné l'opinion publique vis-à-vis de plusieurs institutions et organes de l'Union. Nous avons demandé aux répondants s'ils pensaient que neuf institutions et organes de l'Union jouent un rôle important ou non dans la vie de l'Union européenne. Les institutions et organes compris dans le sondage sont le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil des Ministres, la Cour de Justice, le Médiateur européen, la Banque Centrale européenne, la Cour des Comptes européennes, le Comité des Régions et le Comité Economique et Social⁸.

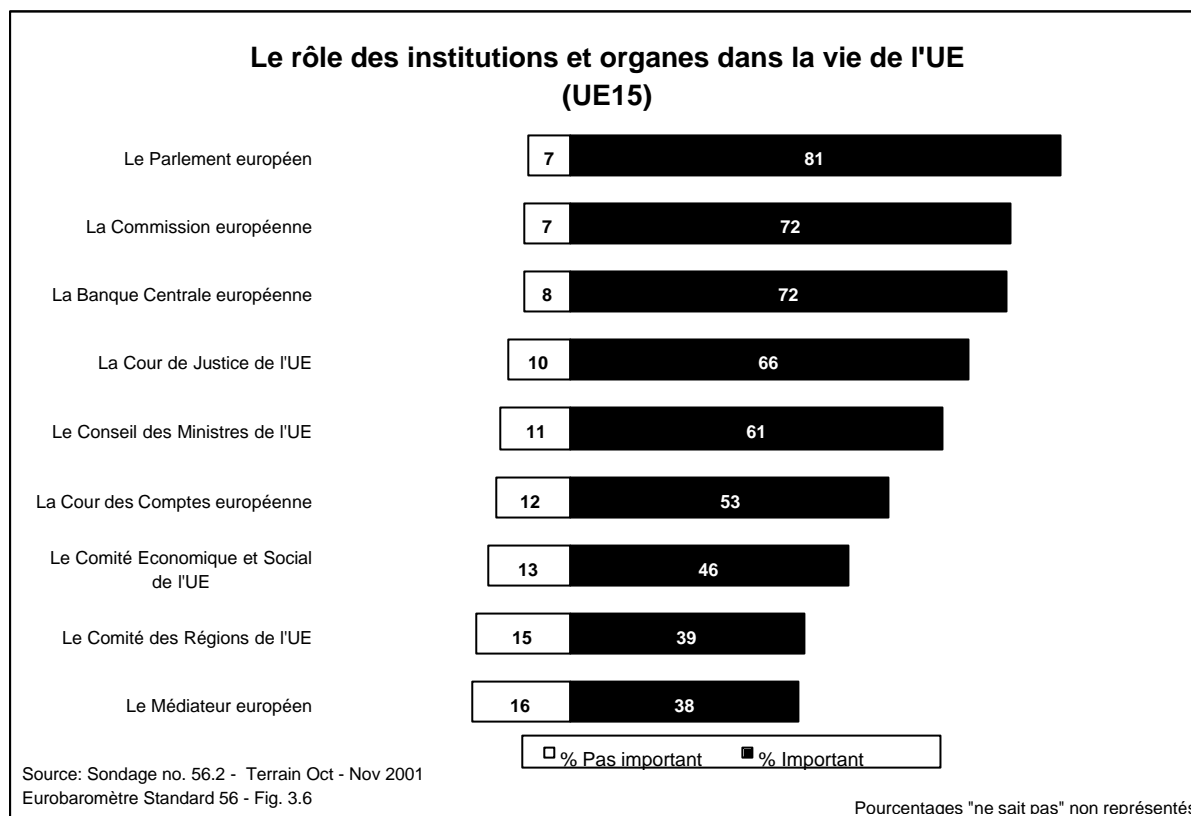
Comme le montre le graphique de la page suivante, avec 81%, le public de l'UE pense que le Parlement européen est l'institution jouant le rôle le plus important dans la vie de l'Union européenne. La Commission européenne et la Banque Centrale européenne viennent ensuite (72% chacune), suivies par la Cour de Justice (66%). Le public pense que le Médiateur européen (38%) et le Comité des Régions (39%) jouent le rôle le moins important mais ces résultats s'expliquent largement par le fait que peu de personnes connaissant le Médiateur européen et le Comité des Régions.

Par rapport au printemps 2001, nous constatons que les citoyens sont à présent plus susceptibles de considérer que les institutions sont importantes. En moyenne, les augmentations vont de 4 points pour le Médiateur européen à 8 points pour la Banque Centrale européenne et le Comité Economique et Social⁹.

Les analyses pays par pays révèlent que la proportion de personnes qui ont l'impression que le **Parlement européen** joue un rôle important varie de 75% au Royaume-Uni à 92% au Luxembourg. Ce dernier pays compte également le pourcentage le plus élevé de personnes (90%) pensant que la **Commission européenne** joue un rôle important. L'Allemagne (65%) et le Royaume-Uni (66%) sont les seuls pays où moins de sept personnes sur dix partagent cette opinion. L'opinion selon laquelle la **Banque Centrale européenne** joue un rôle important est également à son niveau le plus élevé au Luxembourg (87%). Seules 53% des personnes interrogées au Royaume-Uni partagent cette opinion. Dans tous les autres pays, au moins sept personnes sur dix pensent que la BCE joue un rôle important dans la vie de l'Union européenne et 69% des Grecs ont cette opinion (Tableau 3.4).

⁸ La notoriété publique de ces institutions/organes est étudiée au chapitre 7.

⁹ Pour les résultats du printemps 2001, voir Eurobaromètre n° 55, page 75.



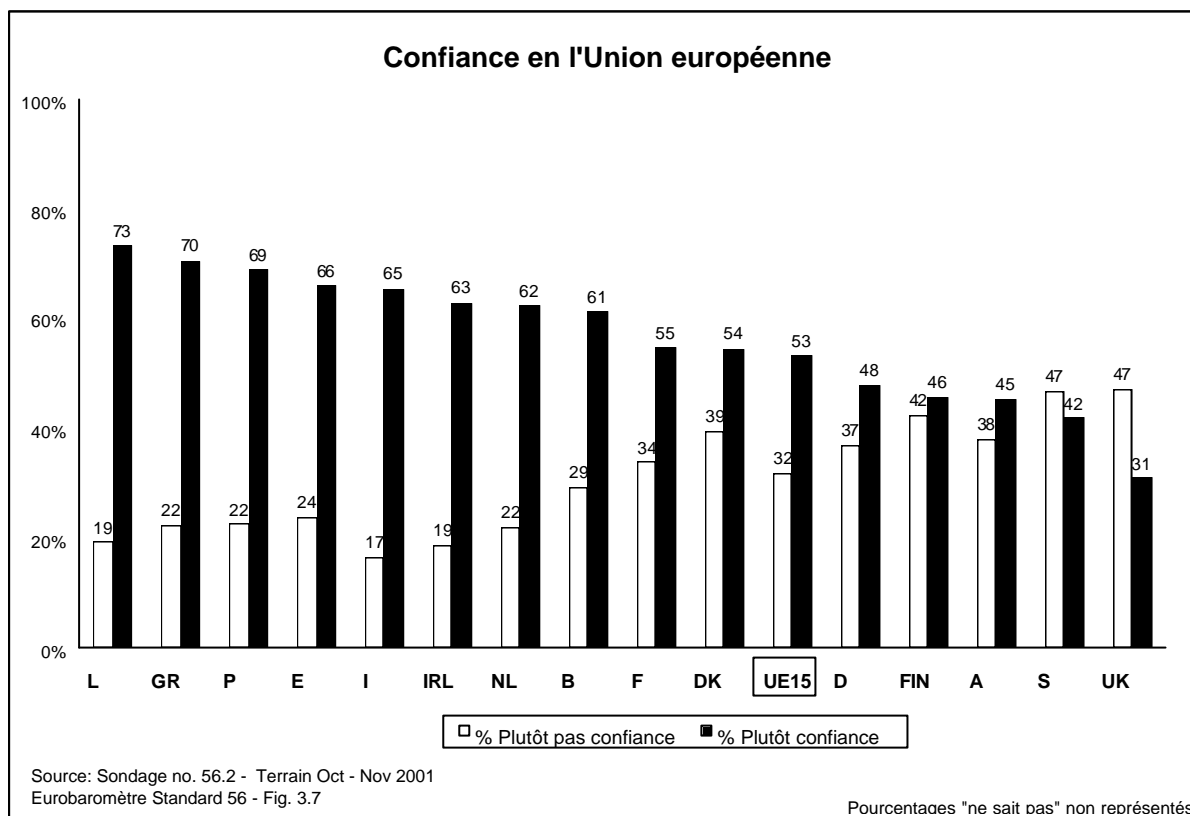
3.5. Confiance envers l'Union européenne et ses institutions et organes

Le sondage évalue également la mesure dans laquelle le public a confiance envers ces neuf institutions et organes. Observons tout d'abord la confiance envers l'Union européenne dans son ensemble. En moyenne, 53% des Européens déclarent avoir plutôt faire confiance en l'Union, 32% déclarent avoir plutôt pas confiance et 15% sont sans opinion¹⁰. Ces résultats sont les plus positifs depuis que la question a été posée pour la première fois à l'automne 1997. A cette époque, seuls 37% des citoyens de l'UE déclaraient avoir confiance envers l'UE. Au printemps 1999, le chiffre a augmenté de 39% et au printemps 2001, 41% des citoyens faisaient plutôt confiance à l'Union européenne.

Dans dix des quinze Etats membres, plus de la moitié des personnes interrogées font confiance à l'UE, ce niveau étant le plus élevé au Luxembourg (73%), en Grèce (70%) et au Portugal (69%). Les Britanniques sont les moins susceptibles de faire confiance à l'Union européenne. Avec la Suède, c'est à présent le seul pays où les personnes qui ne lui font pas confiance sont majoritaires. Au printemps 2001, les personnes n'ayant pas confiance en l'UE étaient majoritaires dans sept Etats membres.

L'amélioration enregistrée au niveau de l'UE15 se maintient dans tous les Etats membres, les revirements les plus importants étant notés en Suède et au Danemark (+17 pour chacun de ces pays). Avec 6 points chacun, les augmentations les moins importantes ont été enregistrées au Portugal et au Royaume-Uni. Bien que l'accroissement de la confiance corresponde dans de nombreux pays à une diminution du manque de confiance, dans plusieurs pays l'augmentation de la confiance a remplacé un manque d'intérêt (Tableau 3.5a).

¹⁰ Cette question fait partie d'une batterie de questions plus importante. Les autres questions relatives à la confiance sont étudiées dans le chapitre 1 (voir tableaux 1.7a-c).



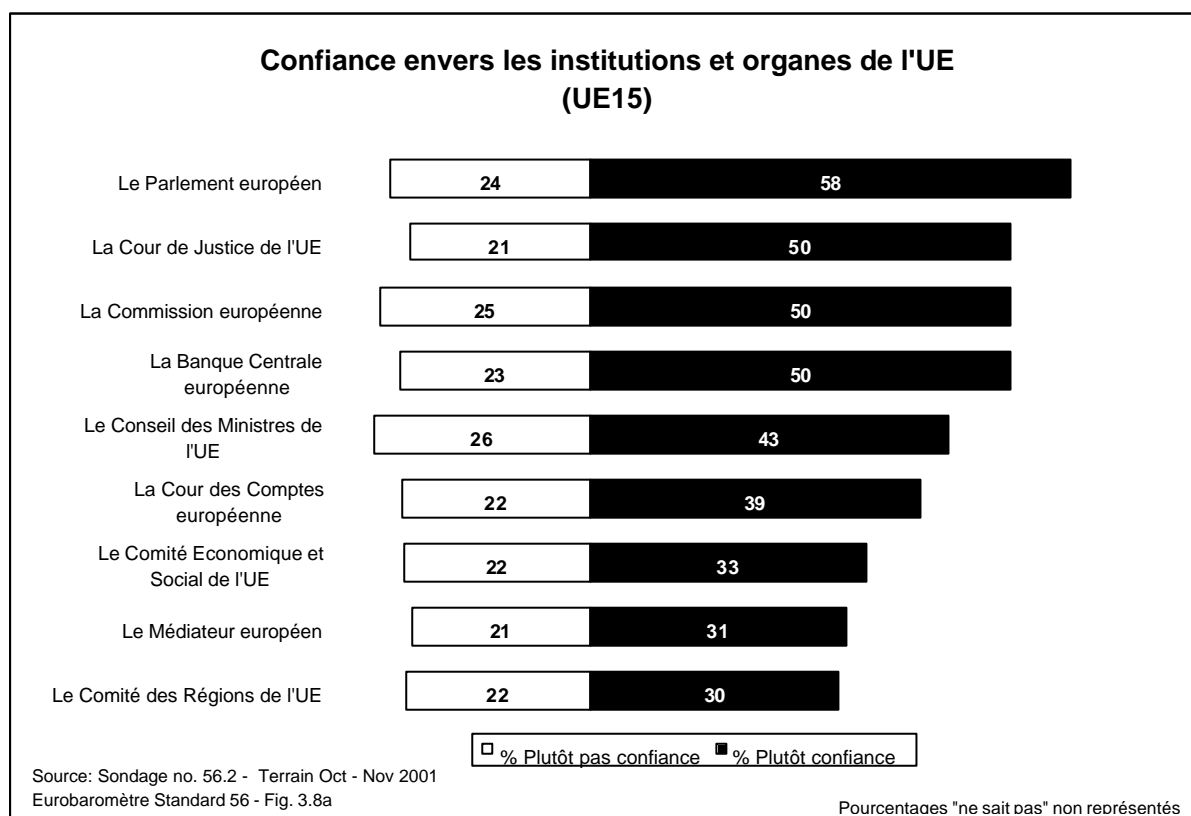
Les niveaux de confiance ne varient pas uniquement d'un pays à l'autre mais dépendent également de ce que la population pense généralement de l'appartenance de son pays à l'UE. Nos analyses indiquent que 71% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose ont confiance en l'Union européenne. Inversement, 71% des personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose déclarent avoir plutôt pas confiance.

La relation entre confiance et auto-évaluation des connaissances concernant l'Union européenne est tout aussi importante et informative. Comme le montre le tableau ci-dessous, plus le public pense en savoir sur l'Union européenne, plus il a tendance à lui faire confiance.

Confiance en l'UE en fonction de l'auto-évaluation des connaissances de l'UE (en %, pour l'UE15)			
	Niveau de connaissances faible	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances élevé
% tend à faire confiance	42	58	71
% tend à ne pas faire confiance	37	30	23
% ne sait pas	21	12	6
<i>% Total</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Les analyses démographiques montrent que les hommes sont un peu plus susceptibles que les femmes de faire confiance et de manquer de confiance en l'Union européenne, les femmes ayant plus tendance à ne pas avoir d'opinion. Le groupe d'âge le plus jeune (58%) a nettement plus tendance à faire confiance à l'Union européenne que les personnes plus âgées. Parmi les différents groupes éducationnels, nous constatons que les personnes qui étudient encore sont les plus susceptibles de faire confiance à l'UE (63%), 49% des personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 16 ans déclarant lui faire confiance. Avec 42%, les chômeurs représentent le groupe occupationnel le moins susceptible de faire confiance à l'UE (Tableau 3.5b).

Examinons maintenant les niveaux de confiance envers neuf institutions et organes. Bien que la confiance envers ces institutions et organes varie nettement entre les 15 Etats membres, la première chose que nous remarquons est la proportion élevée de réponses « Ne sait pas », en particulier en ce qui concerne le Comité des Régions, le Comité économique et social et le Médiateur européen. Comme le montre le graphique suivant, ces résultats expliquent en partie pourquoi la confiance est si peu élevée.



Avec 58%, le Parlement européen jouit du niveau de confiance le plus élevé, suivi par la Cour de Justice, la Commission européenne et la Banque Centrale européenne (50% chacune). La confiance envers les institutions et organes est à présent nettement plus élevée qu'au printemps 2001, les augmentations enregistrées allant de 5 points pour le Médiateur européen et la Commission européenne à 8 points pour la Banque Centrale européenne¹¹.

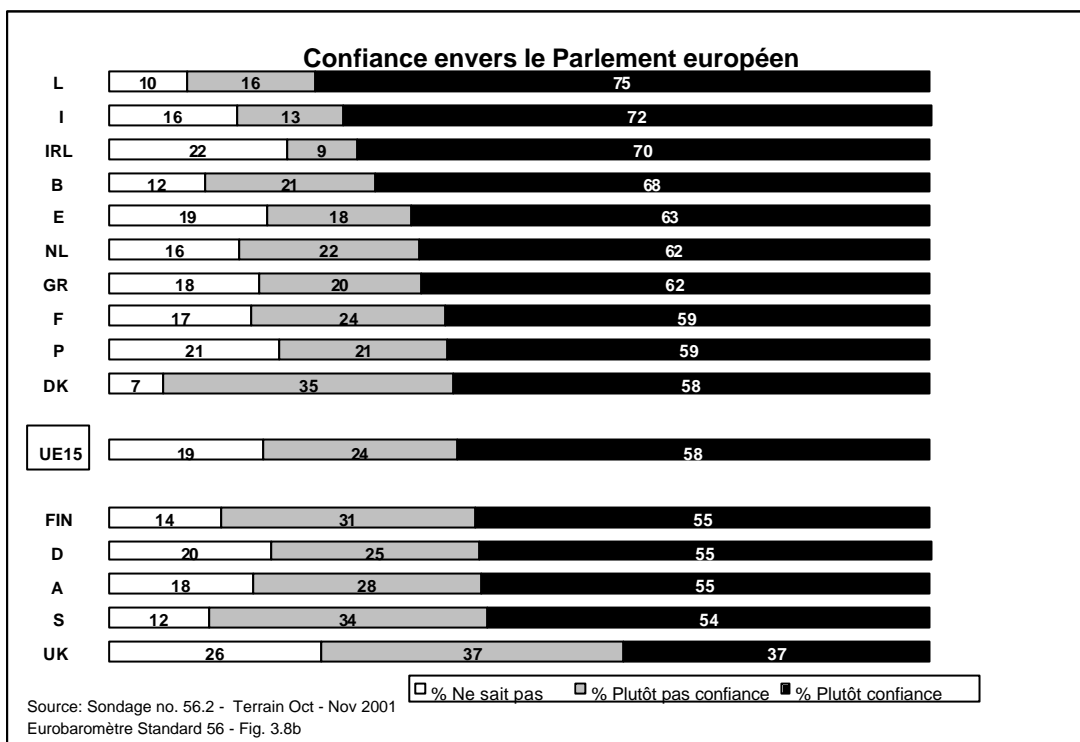
Le tableau de la page suivante montre les trois institutions et organes jouissant du plus degré de confiance dans chaque Etat membre. Le **Parlement européen** fait partie des trois premiers choix dans tous les Etats membres à l'exception de la Finlande. Il arrive en tête de liste dans neuf pays, arrive en seconde place dans deux pays et en troisième place dans trois autres pays. La **Cour de Justice** arrive en tête de liste au Luxembourg, au Danemark, en Allemagne et en Suède, arrive en seconde position aux Pays-Bas, en Finlande et en Autriche et en troisième position en Belgique et au Royaume-Uni. La **Commission européenne** est la deuxième institution jouissant du plus de confiance dans huit pays tandis que la **Banque Centrale européenne** arrive en tête de liste aux Pays-Bas, en seconde place dans deux pays et en troisième position dans huit pays. Le **Conseil des Ministres** fait partie des trois premiers choix en Espagne et en Grèce. Le **Médiateur européen**, qui est Finlandais, bénéficie du plus haut niveau de confiance dans son pays (voir également tableau 3.6).

¹¹ Voir Rapport Eurobaromètre 55, tableau 2.7.

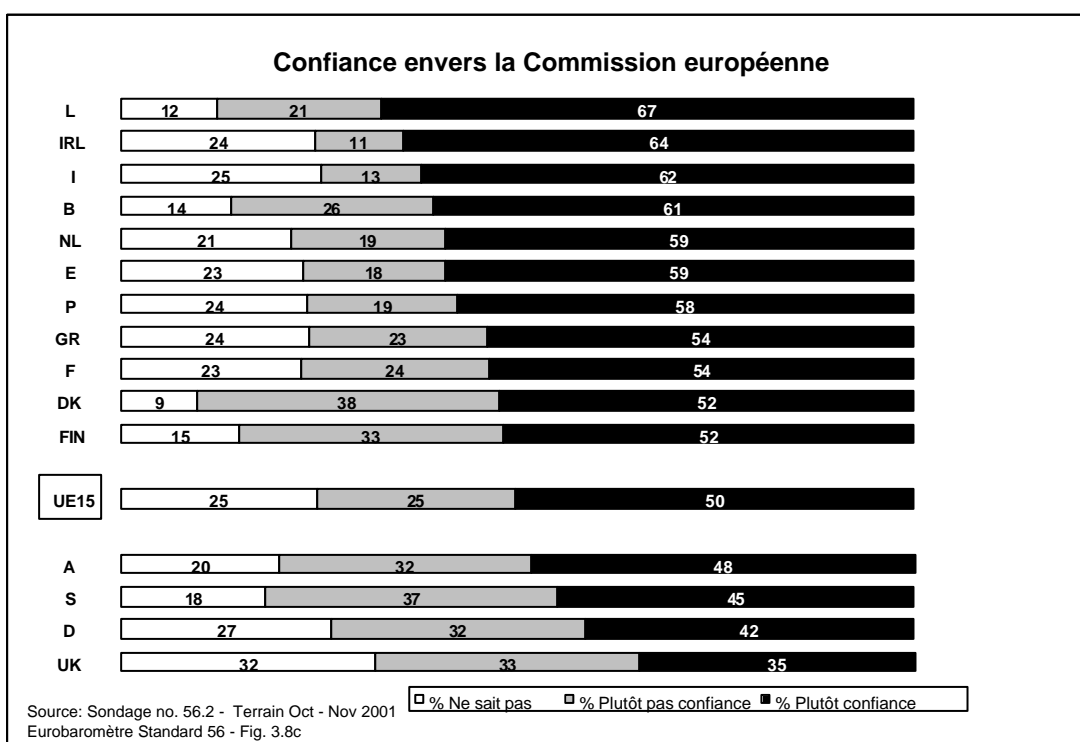
CLASSEMENT DES TROIS INSTITUTIONS ET ORGANES JOUISSANT DU NIVEAU DE CONFIANCE LE PLUS ÉLEVÉ			
(EN %, PAR ETAT MEMBRE)			
Belgique		Luxembourg	
Parlement européen	68	Cour de Justice	76
Commission européenne	61	Parlement européen	75
Cour de Justice	58	Banque Centrale européenne	70
Danemark		Pays-Bas	
Cour de Justice	74	Banque Centrale européenne	67
Banque Centrale européenne	60	Cour de Justice	65
Parlement européen	58	Parlement européen	62
Allemagne		Autriche	
Cour de Justice	61	Parlement européen	55
Banque Centrale européenne	56	Cour de Justice	54
Parlement européen	55	Banque Centrale européenne	54
Grèce		Portugal	
Parlement européen	62	Parlement européen	59
Commission européenne	54	Commission européenne	58
Conseil des Ministres	53	Banque Centrale européenne	54
Espagne		Finlande	
Parlement européen	63	Médiateur européen	64
Commission européenne	59	Cour de Justice	63
Conseil des Ministres	55	Banque Centrale européenne	59
France		Suède	
Parlement européen	59	Cour de Justice	56
Commission européenne	54	Parlement européen	54
Banque Centrale européenne	48	Banque Centrale européenne	54
Irlande		Royaume-Uni	
Parlement européen	70	Parlement européen	37
Commission européenne	64	Commission européenne	35
Banque Centrale européenne	61	Cour de Justice	32
Italie			
Parlement européen	72		
Commission européenne	62		
Banque Centrale européenne	57		

Si nous observons ensuite plus en détails les résultats par pays pour le **Parlement européen**, nous constatons que les trois quarts de la population du Luxembourg lui font confiance, tout comme environ sept personnes sur dix en Italie (72%) et en Irlande (70%) et plus de six personnes sur dix en Belgique (68%), en Espagne (63%), aux Pays-Bas et en Grèce (tous deux 62%). Cette opinion est également celle de la majorité des personnes interrogées dans tous les autres pays excepté le Royaume-Uni où l'opinion publique est divisée à ce sujet. Le pourcentage de réponses « Ne sait pas » est substantiellement moins élevée qu'au printemps 2001 et s'échelonne de 7% au Danemark à 26% au Royaume-Uni. Par rapport au printemps 2001, les niveaux de confiance ont augmenté de manière significative dans tous les Etats membres. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Suède (+10), au Royaume-Uni (+9) et en Allemagne (+8)¹².

¹² Voir Rapport Eurobaromètre n° 55, tableau 2.7.



Si nous observons les résultats pays par pays pour la **Commission européenne** nous constatons que dans tous les Etats membres cette institution jouit de la confiance d'une majorité de personnes (pour la première fois depuis que la mesure a été introduite au printemps 1999). Les niveaux de confiance les plus élevés sont enregistrés au Luxembourg (67%) et en Irlande (64%), suivis par l'Italie (62%) et la Belgique (61%). Le Royaume-Uni (35%), l'Allemagne (42%), la Suède (45%) et l'Autriche (48%) sont les seuls pays où moins de la moitié de la population fait confiance à la Commission européenne. Par rapport au printemps 2001, la confiance a augmenté dans tous les Etats membres, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées au Royaume-Uni (+10), en Autriche (+9), au Portugal et en Suède (+7 chacun)¹³. Le pourcentage de réponses « Ne sait pas » varie de 9% au Danemark à 32% au Royaume-Uni, soit un niveau sensiblement plus bas qu'au printemps 2001.



¹³ Voir également Rapport Eurobaromètre n° 55, tableau 2.7.

Examinons enfin le niveau de confiance médian pour les neuf institutions et organes dans chacun des Etats membres¹⁴. Comme le montre le tableau suivant, le niveau médian est au plus haut au Luxembourg (65%) et au plus bas au Royaume-Uni (22%).

Confiance envers les institutions et organes de l'UE	
(Résultat médian - déclarant faire confiance aux 9 institutions et organes, par pays)	
Pays	Niveau médian
Luxembourg	65
Irlande	56
Belgique	54
Pays-Bas	53
Portugal	52
Finlande	52
Danemark	49
Grèce	48
France	46
Italie	45
Espagne	45
Autriche	45
Suède	45
UE15	43
Allemagne	42
Royaume-Uni	22

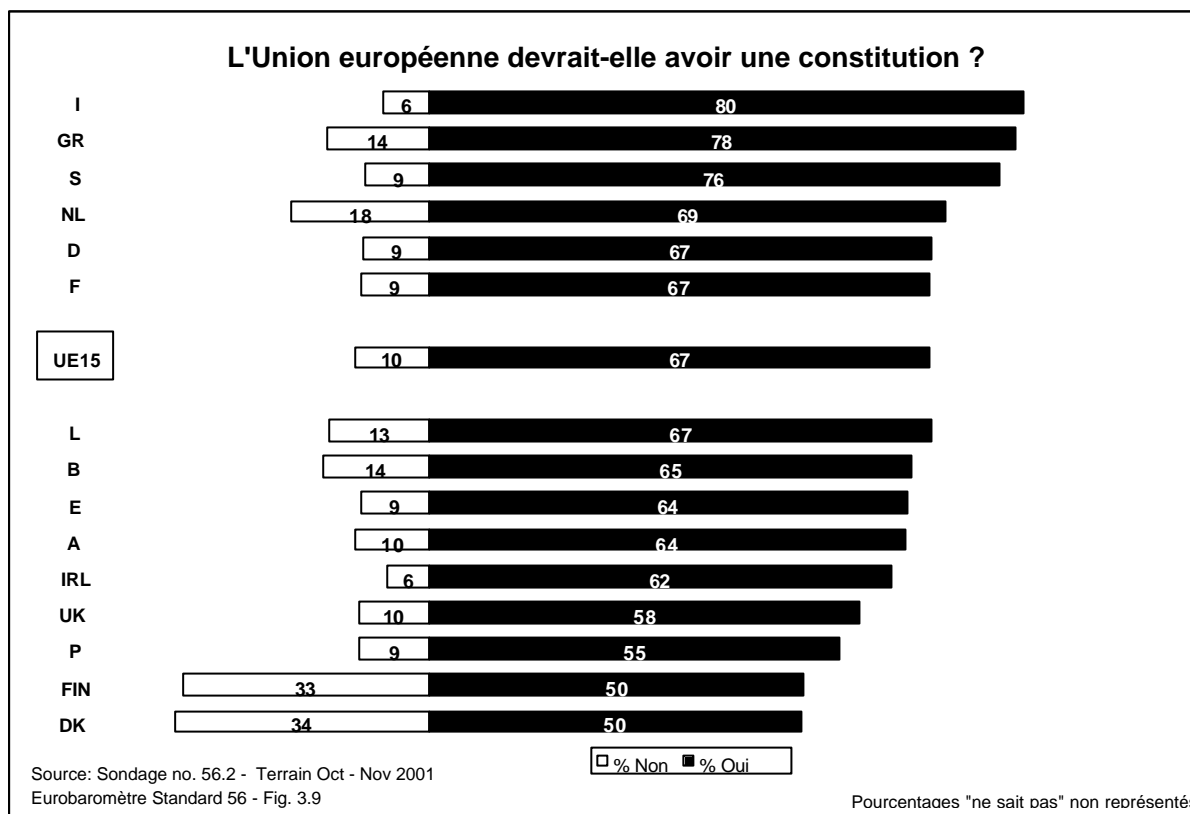
3.6. Soutien à une constitution de l'Union européenne

Le soutien d'une constitution de l'Union européenne a augmenté de 5 points depuis le printemps 2001 et est à présent plébiscité par deux tiers (67%) des citoyens de l'UE âgés de 15 ans et plus. Seulement un citoyen sur dix (10%) pense que l'Union ne devrait pas avoir de constitution. Les 23% restants n'ont pas d'opinion.

Dans les 15 Etats membres, au moins la moitié du public soutient l'idée d'une constitution de l'Union européenne. Néanmoins, nous notons une importante variation parmi les pays avec des niveaux de soutien allant de 50% au Danemark et en Finlande à 80% en Italie. Le niveau de réponses « Ne sait pas » est moins élevé qu'il ne l'était au printemps 2001 (-6). Le niveau d'opposition à une constitution demeure faible (environ une personne sur dix dans la plupart des pays), le Danemark (34%) et la Finlande (33%) étant clairement des exceptions.

Par rapport au printemps 2001, le soutien à une constitution a augmenté dans tous les pays sauf en Belgique (-2), aux Pays-Bas (-1) et au Portugal (pas de changement). Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées au Royaume-Uni (+14), en Suède (+11) et au Luxembourg (+10). (Tableau 3.7a)

¹⁴ Nous retenons le résultat médian '% de confiance' plutôt que la moyenne car le résultat médian est la mesure appropriée de la tendance centrale dans les distributions à valeurs extrêmes. Une fois de plus, nous rappelons aux lecteurs que les niveaux peu élevés de confiance sont pour la plupart compensés par les niveaux élevés de réponses « Ne sait pas », et non par des niveaux élevés de manque de confiance.



Les analyses démographiques montrent que le niveau de soutien d'une constitution est au plus haut parmi les personnes ayant suivi des études à plein temps jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (75%), les cadres et les indépendants (74% chacun). L'opposition à une constitution est faible, les différences de niveaux de soutien s'expliquant principalement par des variations relativement importantes de la proportion de réponses « Ne sait pas ».

Comme nous pouvions nous y attendre, les personnes qui pensent en savoir beaucoup sur l'Union européenne sont nettement plus susceptibles de soutenir le projet d'une constitution européenne que les personnes estimant en savoir trop peu pour avoir une opinion. Le tableau suivant montre que les niveaux de soutien sont nettement plus élevés dans le premier groupe (82%) que dans le second (55%).

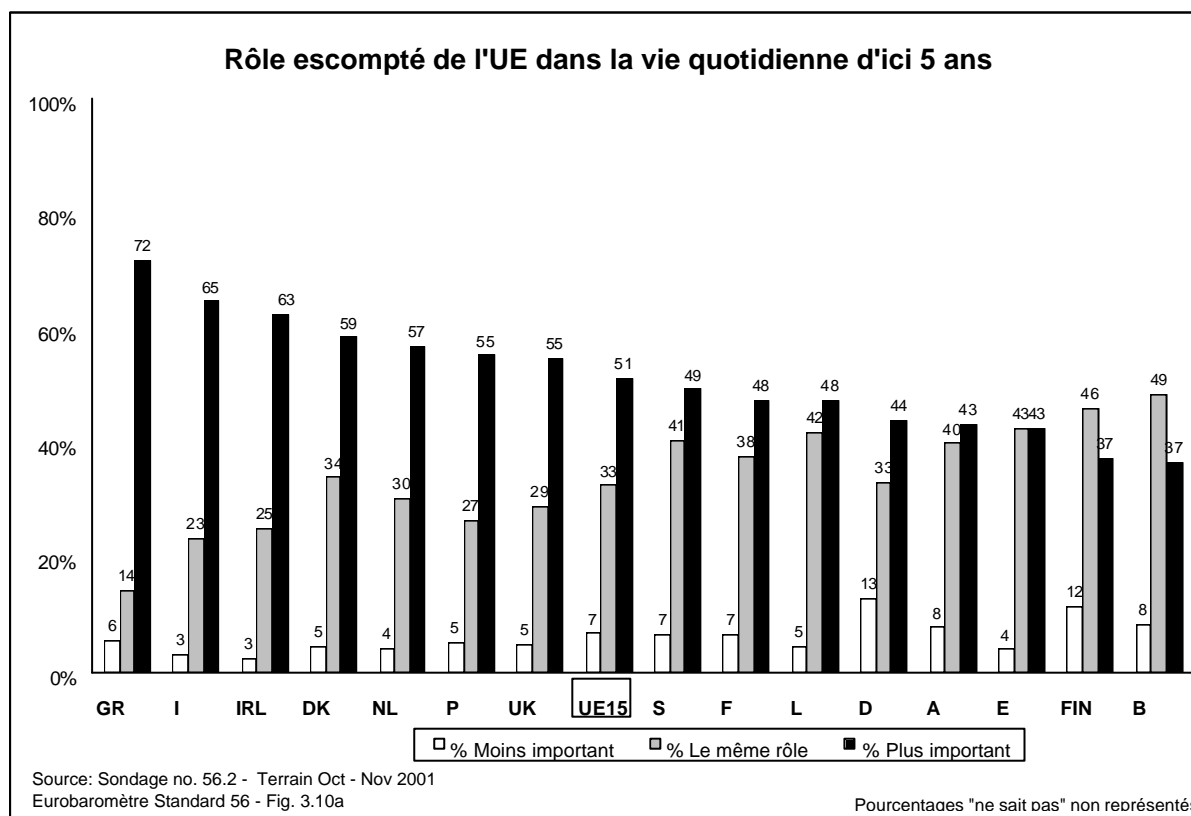
Soutien d'une constitution de l'UE en fonction des connaissances concernant l'UE (en %)			
	Niveau de connaissances faible	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances élevé
% devrait	55	73	82
% ne devrait pas	9	11	11
% ne sait pas	36	17	7
<i>% Total</i>	<i>100</i>	<i>101</i>	<i>100</i>

Sans surprise, les partisans de l'UE ont plus tendance à être en faveur d'une constitution que ses opposants (77% contre 53%). 20% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose sont opposées à une constitution, contre 8% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE (Tableau 3.7b).

3.7. Rôle escompté et souhaité de l'UE dans les cinq années à venir

Après avoir examiné l'état actuel de l'opinion publique concernant l'Union européenne, nous terminons ce chapitre en nous tournant vers l'avenir.

51% des Européens pensent que dans les cinq années à venir l'Union européenne *jouera* un rôle plus important dans leur vie quotidienne, 33% pensent qu'elle *jouera* le même rôle et seulement 7% pensent qu'elle *jouera* un rôle moins important.

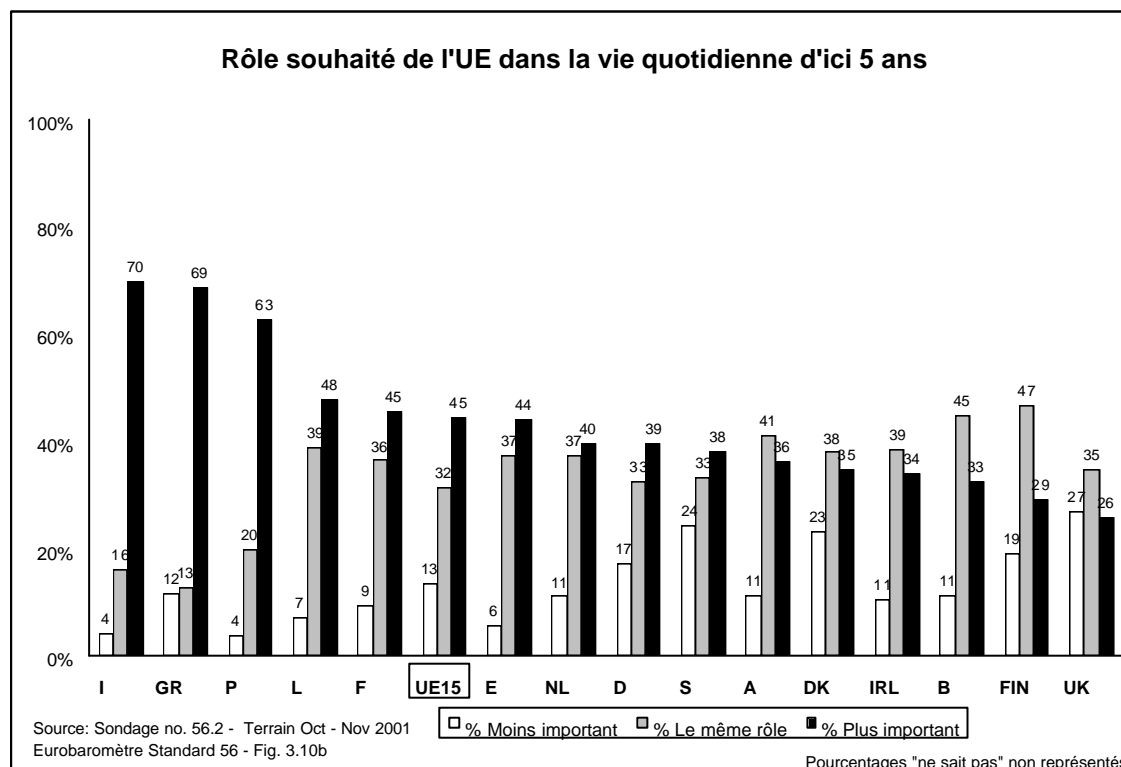


Les Grecs (72%), les Italiens (65%) et les Irlandais (63%) sont les plus susceptibles de penser que l'Union européenne jouera un rôle plus important dans les cinq années à venir. Au moins la moitié de la population partage cette opinion dans quatre autres pays et, dans tous les autres pays, à part la Finlande et l'Espagne, c'est l'opinion majoritaire. En Finlande, la proportion de personnes qui ont le sentiment que l'UE jouera le même rôle (46%) dépasse la proportion de personnes qui pensent que l'UE jouera un rôle plus important (37%). En Espagne, le même nombre de répondants (43%) partage ces deux opinions. L'idée selon laquelle l'UE jouera un rôle moins important est faible dans tous les Etats membres et s'échelonne de 4% en Espagne et aux Pays-Bas à 13% en Allemagne.

Par rapport à la précédente mesure (automne 2000) nous constatons que dans la plupart des pays la population est à présent plus susceptible de penser que dans les cinq années à venir l'UE jouera un rôle plus important dans sa vie quotidienne. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées en Grèce (+9), au Luxembourg (+8) et en Irlande (+7). En Espagne (-10) et en Belgique (-6), la population est à présent moins encline à penser que ce sera le cas et plus encline à penser que l'Union jouera le même rôle dans cinq ans (Tableau 3.8a).

Une analyse des variables démographiques révèle que la proportion de personnes qui pensent que le rôle de l'UE sera moins important est inférieure à 10% pour tous les sous-groupes démographiques inclus dans ces analyses, sauf dans le cas des attitudes vis-à-vis de l'UE. 16% des personnes considérant l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose déclarent que dans cinq ans l'UE jouera un rôle moins important dans leur vie quotidienne contre seulement 4% des personnes considérant l'appartenance à l'UE comme une bonne chose (Tableau 3.8b).

Si nous examinons ensuite le rôle que la population *aimerait* que l'Union européenne joue dans sa vie quotidienne dans les cinq ans à venir, nous constatons que 45% des Européens désirent qu'elle joue un rôle plus important, 32% désirent qu'elle joue le même rôle et seulement 13% souhaitent qu'elle joue un rôle moins important.



Les Italiens (70%) et les Grecs (69%) sont de loin les plus susceptibles de vouloir que l'UE joue un rôle plus important dans leur vie quotidienne, suivis par le Portugal à 63%. Bien que moins de la moitié de la population souhaite que l'UE joue un rôle plus important dans les autres pays, cette opinion est néanmoins majoritaire au Luxembourg, en France, en Espagne, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suède. En Finlande, en Belgique, en Autriche, en Irlande, au Danemark et au Royaume-Uni le souhait le plus fréquemment exprimé est que l'UE continue à jouer le même rôle. Le Royaume-Uni est le seul pays où la proportion souhaitant que l'UE joue un rôle moins important (27%) dépasse (très légèrement) la proportion souhaitant lui voir jouer un rôle plus important (26%).

Par rapport à l'automne 2000, nous constatons des revirements positifs en Grèce (+10), en Suède, au Luxembourg, au Danemark (+7 chacun), en Finlande (+6), aux Pays-Bas (+4), en Allemagne et en Autriche (+3 chacune). En Espagne et en Belgique (les deux pays où, comme nous l'avons déjà fait remarquer, moins de personnes pensent à présent que l'UE jouera un rôle plus important) nous constatons que la population a beaucoup plus tendance à souhaiter que l'UE joue le même rôle qu'actuellement (+11 et +9, respectivement) et moins tendance à souhaiter qu'elle joue un rôle plus important (-12 et -7, respectivement). Nous avons enregistré une tendance similaire au Portugal et en France (Tableau 3.9a).

Les analyses attitudinales révèlent que les personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE (61%) sont bien plus susceptibles que les personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose (17%) de souhaiter que l'UE joue un rôle plus important. 45% de ce dernier groupe aimerait que l'UE joue un rôle moins important dans les cinq années à venir. Au niveau démographique, nous constatons que l'opinion selon laquelle l'UE devrait jouer un rôle moins important est partagée par moins de deux personnes sur dix, sans distinction de sexe, d'âge, d'activité économique ou d'années d'études (Tableau 3.9b).

4. Prise de décision au sein de l'UE, priorités et thèmes stratégiques clés

Dans ce chapitre, nous analyserons les résultats de questions qui mesurent les opinions des citoyens concernant les principales activités de l'Union européenne. Ce chapitre étudie pour quelles activités le public aimerait que l'UE décide en commun, quelles activités le public considère comme des priorités et il analyse dans quelle mesure le public soutient certaines stratégies clés. Dans les chapitres 5 et 6, nous étudions plus en détails l'opinion publique concernant deux de ces politiques (l'euro et l'élargissement).

4.1. Soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE

Une question standard demande aux répondants si les décisions dans 26 domaines stratégiques où l'Union a, à divers degrés, des compétences décisionnelles devraient être prises au niveau national ou au niveau de l'UE. Un élément, concernant la lutte contre le terrorisme international, a été ajouté à la liste pour la première fois.

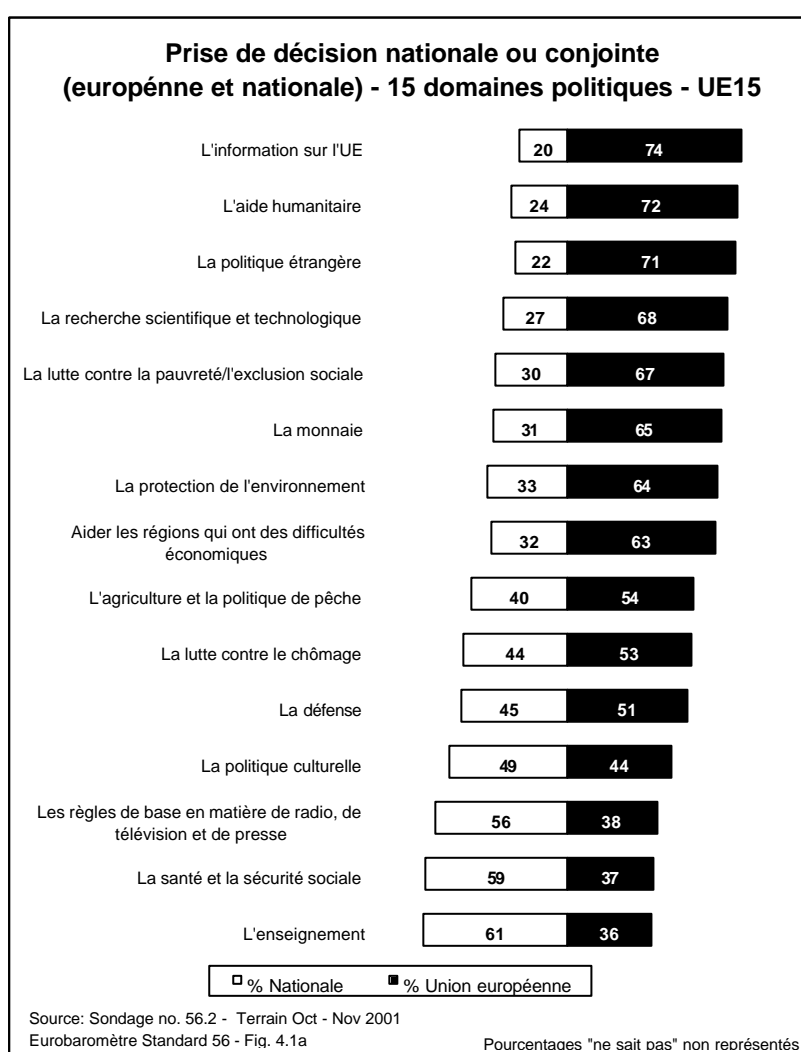
En moyenne, 57% du public soutient une prise de décision commune au sein de l'UE dans ces domaines et celle-ci est préférée à une prise de décision nationale dans 18 des 26 domaines.

SOUTIEN A UNE PRISE DE DECISION COMMUNE AU SEIN DE L'UE PAR PAYS		
Pays	Niveau moyen de soutien d'une prise de décision commune au sein de l'UE (pour 26 domaines, en %)	Nombre de domaines où la prise de décision de l'UE est plus populaire que la prise de décision nationale
Italie	67%	23
Grèce	67%	23
Espagne	64%	22
Belgique	60%	18
France	57%	18
UE15	57%	18
Allemagne	57%	15
Pays-Bas	56%	17
Luxembourg	56%	15
Irlande	51%	14
Autriche	49%	15
Danemark	46%	13
Portugal	46%	12
Royaume-Uni	45%	11
Suède	45%	12
Finlande	41%	12

Dans neuf des 15 Etats membres, plus de la moitié de la population se prononce en faveur d'une prise de décision commune au sein de l'UE par rapport à une prise de décision nationale dans les 26 domaines stratégiques couverts par le sondage. Le soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE atteint son niveau le plus élevé en Italie et en Grèce, où elle a la préférence sur la prise de décision nationale dans 23 des 26 domaines. En Finlande, le public est en moyenne le moins enclin à vouloir que l'UE prenne des décisions mais au Royaume-Uni le public préférerait une prise de décision de l'UE dans moins de domaines que pour une prise de décision nationale.

Si nous excluons le nouvel élément de nos analyses, nous constatons que dans la plupart des pays le public est à présent plus enclin à favoriser une prise de décision commune au sein de l'UE que lorsque la question a été posée précédemment à l'automne 2000¹⁵.

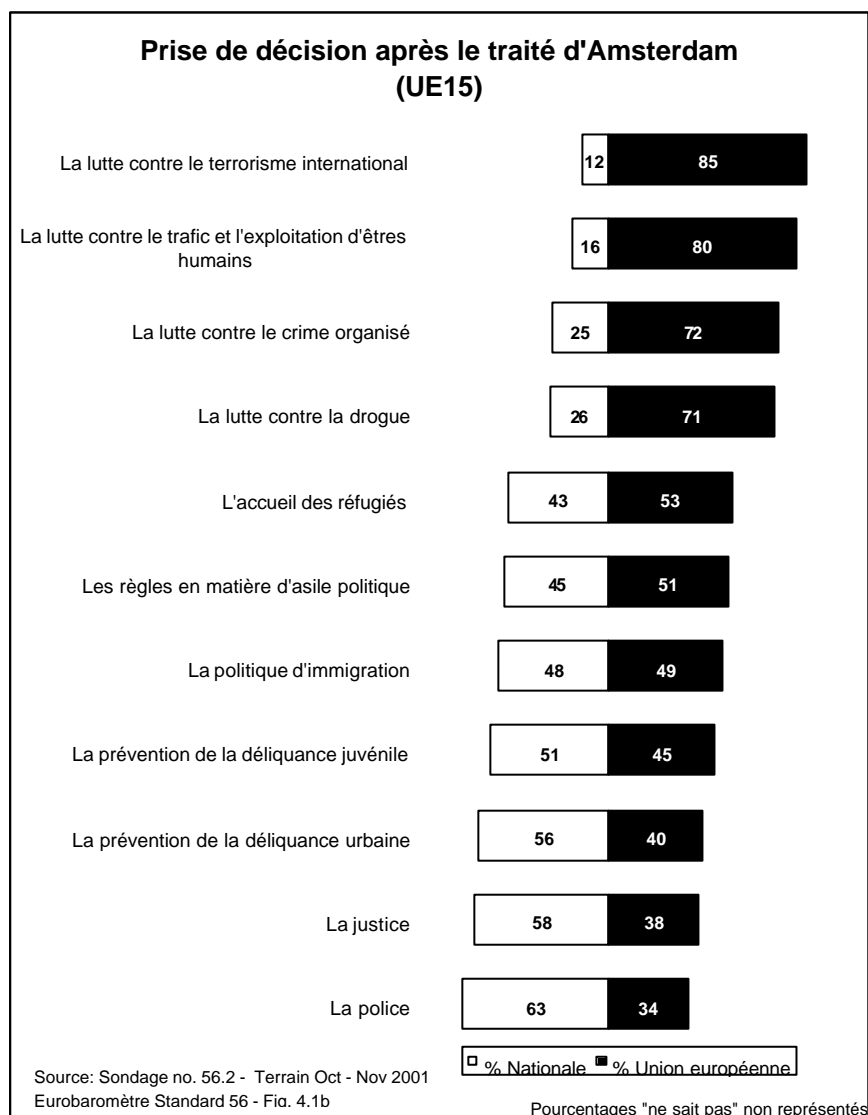
Dans le sondage, la question est divisée en domaines stratégiques couverts par les 3 piliers du Traité de Maastricht et en nouveaux domaines stratégiques dont la plupart sont couverts par les traités d'Amsterdam ou de Nice. Nous observerons tout d'abord les opinions du public concernant les domaines stratégiques du Traité de Maastricht.



Le soutien à une prise de décision commune au sein de l'UE atteint toujours son niveau le plus haut lorsqu'il s'agit d'informations concernant l'UE, ses politiques et ses institutions. Les quatre autres domaines pour lesquels le public est le plus enclin à soutenir une prise de décision commune de l'UE sont l'aide humanitaire, la politique étrangère, la recherche scientifique et technologique et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les domaines pour lesquels le public est le moins enclin à soutenir une prise de décision commune sont l'éducation, la santé et la sécurité sociale ainsi que les règles d'émission des médias.

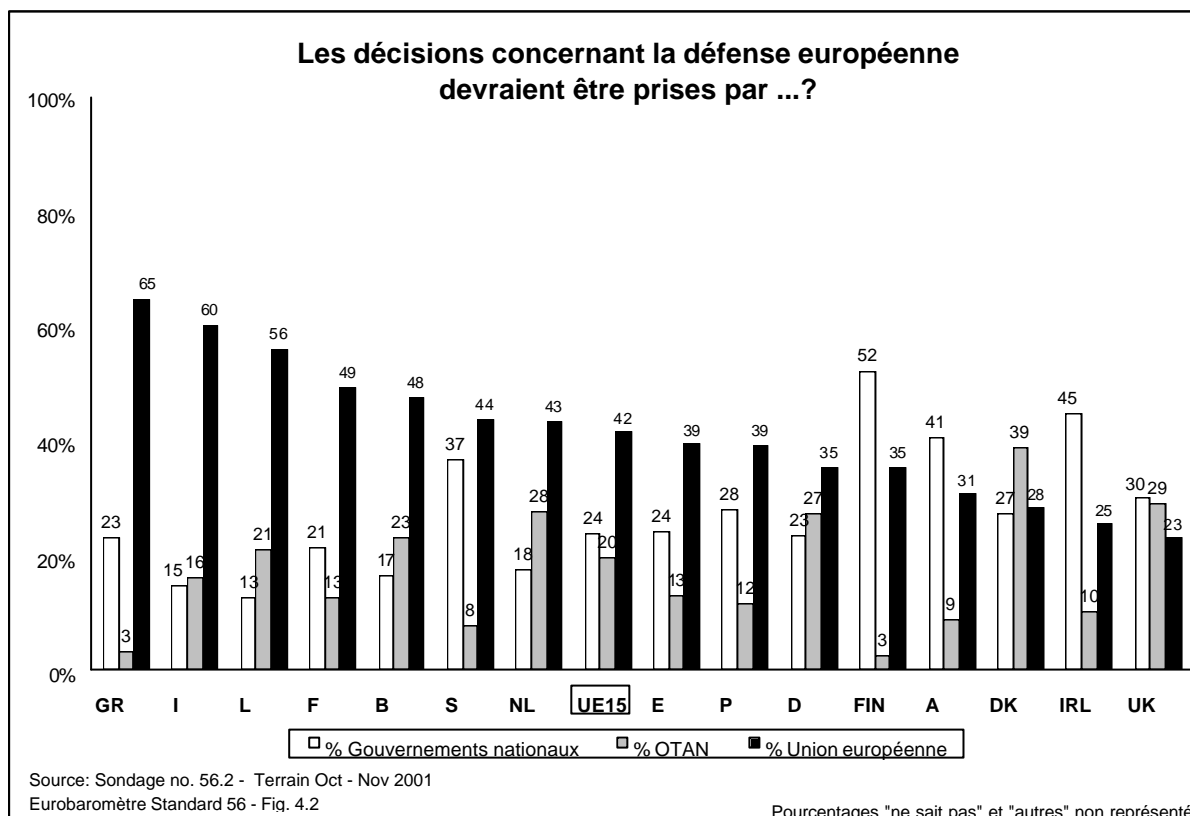
¹⁵ A l'automne 2000, la prise de décision commune au sein de l'UE était préférée à la prise de décision nationale dans 15 des 25 domaines et était préféré en moyenne par 52% des personnes interrogées.

Si nous observons ensuite d'autres domaines, nous constatons que 85% des citoyens de l'UE pensent que c'est l'UE qui devrait décider en commun de la lutte contre le terrorisme international plutôt que les gouvernements nationaux. C'est le domaine dans lequel le public est le plus susceptible de préférer une prise de décision commune au sein de l'UE.



Tout comme pour les autres domaines stratégiques post-Amsterdam, nous constatons que le soutien d'une prise de décision commune au sein de l'UE atteint son niveau le plus élevé dans les domaines du trafic et de l'exploitation d'êtres humains tandis que le public est plus enclin à favoriser une prise de décision nationale dans les domaines de la police, de la justice et de la prévention de la délinquance urbaine (voir également tableau 4.1).

Une autre question demandant aux répondants si les décisions concernant la politique de défense européenne devraient être prises par les gouvernements nationaux, par l'OTAN ou par l'Union européenne révèle que l'UE est de loin l'option préférée (42%). Seulement 20% des personnes interrogées pensent que l'OTAN devrait prendre les décisions concernant la politique de défense européenne et 24% veulent que ces décisions soient prises par les gouvernements nationaux.



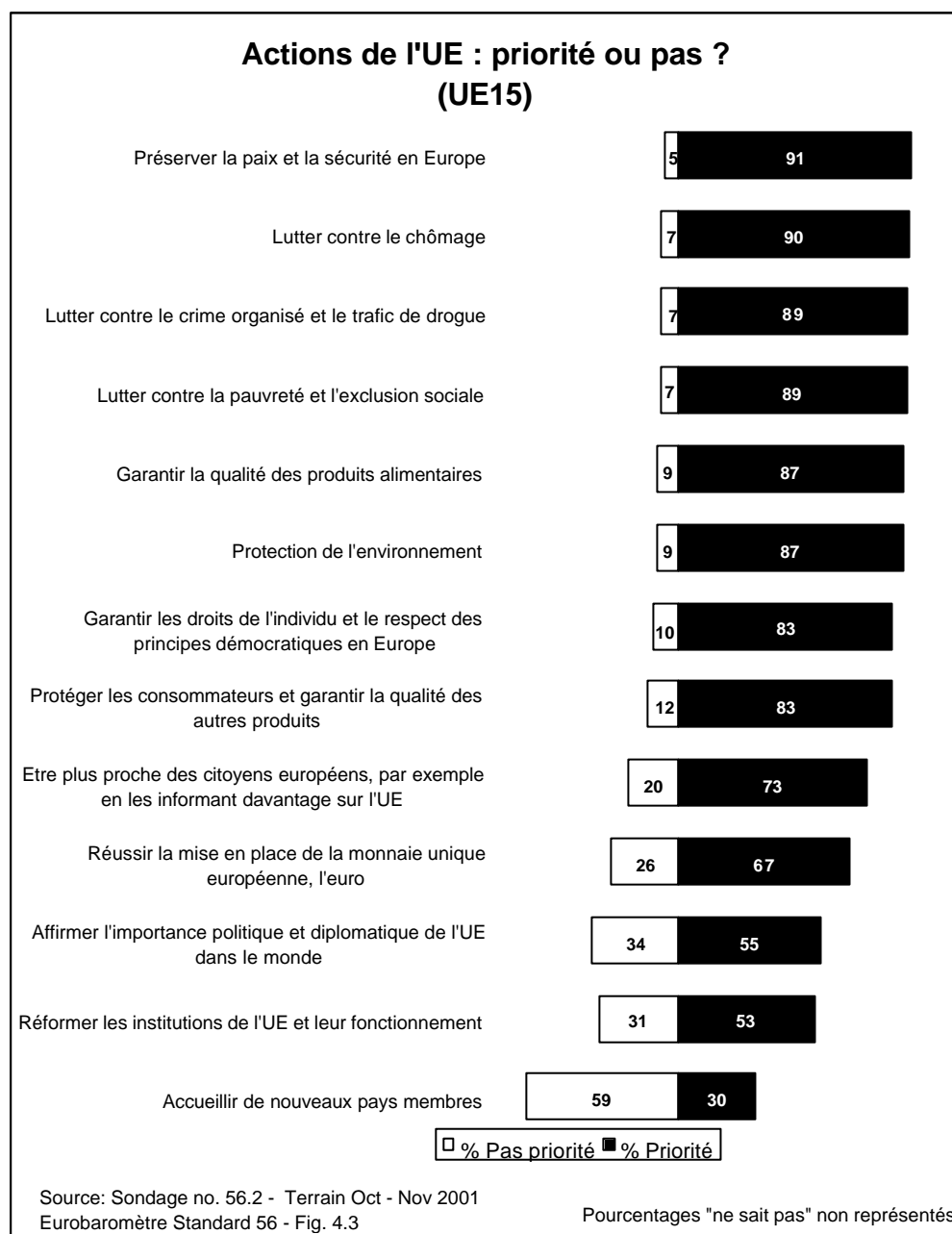
Les résultats par pays montrent que les Grecs sont les plus susceptibles de souhaiter que ces décisions soient prises par l'Union européenne (65%), suivis par les Italiens (60%) et les Luxembourgeois (56%). L'UE est également l'organe décisionnel favori en France, en Belgique, en Suède, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal et en Allemagne. En Finlande, 52% du public souhaite que les décisions concernant la politique de défense européenne soient prises par les gouvernements nationaux tandis que 35% pensent que ces décisions devraient être prises par l'Union européenne et seulement 3% jugent que l'OTAN devrait prendre ces décisions. En Irlande (45%) et en Autriche (41%), le public préfère également que ces décisions soient prises par les gouvernements nationaux tandis qu'au Royaume-Uni des parts égales préfèrent les gouvernements nationaux (30%) et l'OTAN (29%). Au Danemark, la majorité du public pense que ces décisions devraient être prises par l'OTAN (39%). (Tableau 4.2)

4.2. Priorités de l'Union

Depuis de nombreuses années, l'Eurobaromètre comprend une question qui examine dans quelle mesure le public considère les actions actuelles de l'Union comme des priorités¹⁶.

Au moment du sondage, les Etats-Unis et ses alliés étaient en guerre en Afghanistan pour détruire le réseau terroriste tenu responsable des attentats perpétrés contre l'Amérique le 11 septembre. C'est donc sans surprise que nous constatons que le maintien de la paix et de la sécurité en Europe est le domaine que les citoyens de l'UE sont les plus enclins à considérer comme une priorité de l'Union européenne, avec 91% des citoyens de l'UE partageant cette opinion. Cependant, il y a bien d'autres politiques que la grande majorité des citoyens de l'UE considère également comme des priorités. Par exemple, 90% du public pense que la lutte contre le chômage devrait être une priorité de l'UE, 89% pense de même pour ce qui est de la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue ainsi que de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Pour 87% de la population européenne, la garantie de la qualité des produits alimentaires et la protection de l'environnement sont d'autres enjeux que l'Union européenne devrait traiter comme des priorités.

¹⁶ Pour une description du Programme de Travail de la Commission pour l'année 2001, voir http://www.europa.eu.int/comm/off/work_programme/index_fr.htm.

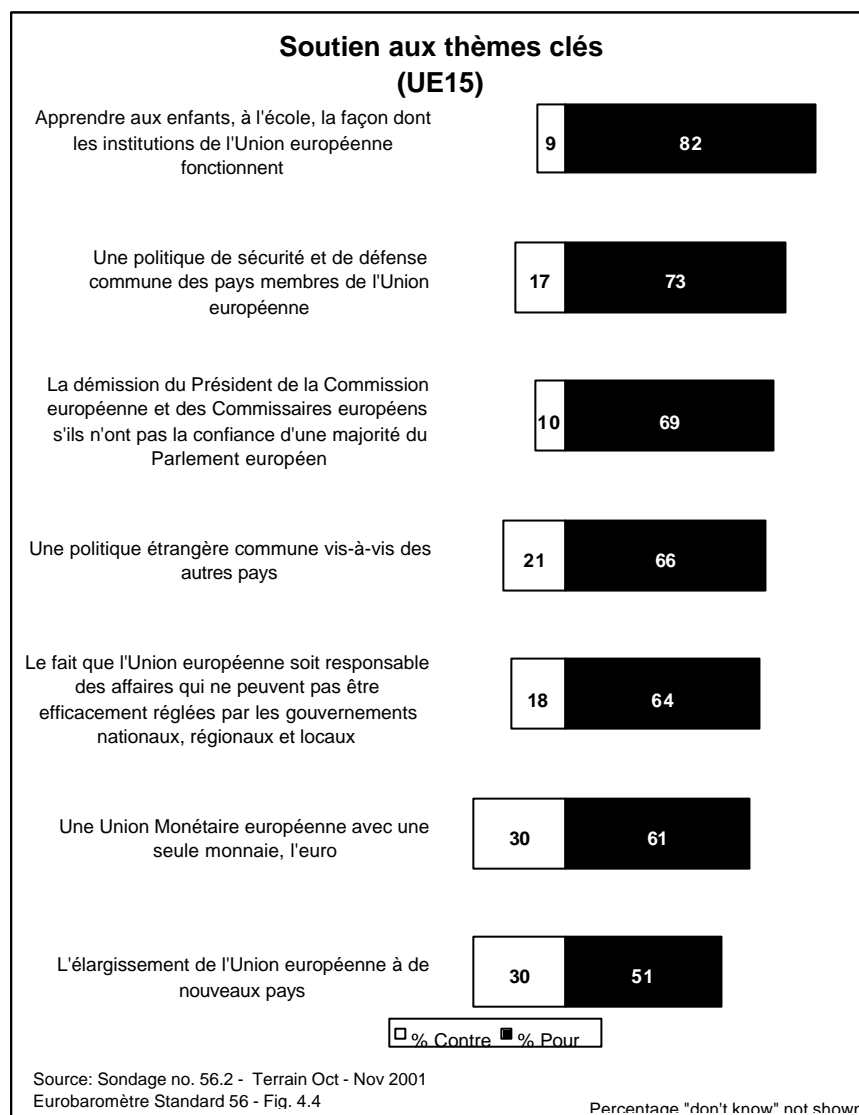


Le tableau de la page suivante montre les trois principales priorités de l'Union européenne selon chaque Etat membre. **Le maintien de la paix et de la sécurité en Europe** arrive en tête de liste dans six des 15 Etats membres, en seconde place dans cinq pays et en troisième place dans trois pays. Le Portugal est le seul pays où il ne fait pas partie des trois priorités mais il est néanmoins considéré comme une priorité pour l'Union européenne dans son ensemble (93%). La **lutte contre le chômage** arrive en tête de liste dans cinq pays, en seconde place dans deux pays et en troisième place dans deux autres pays. Elle ne fait pas partie des trois premiers choix au Royaume-Uni, au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Suède. La **lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue** arrive en tête de liste en Suède, en Irlande et en Belgique, arrive en seconde place en Finlande et au Royaume-Uni et en troisième place dans six autres pays. Elle ne fait pas partie des trois premiers choix en Allemagne, en Espagne, en Italie et en Grèce. La **lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** est l'une des trois priorités en Grèce, au Portugal, aux Pays-Bas, en Espagne et en Allemagne. La **protection de l'environnement** arrive en tête de liste au Danemark, en seconde position en Suède et en troisième position en Finlande et au Royaume-Uni. La **garantie de la qualité des produits alimentaires** fait partie des trois premiers choix au Luxembourg et en Italie (voir également tableau 4.3).

CLASSEMENT DES TROIS PRINCIPALES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE (EN %, PAR ETAT MEMBRE)	
Belgique	
Lutte contre le crime et les drogues	90
Lutte contre le chômage	90
Paix et sécurité	87
Danemark	
Protection de l'environnement	95
Paix et sécurité	94
Lutte contre le crime et les drogues	94
Allemagne	
Lutte contre le chômage	89
Paix et sécurité	89
Pauvreté et exclusion sociale	87
Grèce	
Lutte contre le chômage	97
Pauvreté et exclusion sociale	96
Paix et sécurité	96
Espagne	
Lutte contre le chômage	92
Paix et sécurité	92
Pauvreté et exclusion sociale	90
France	
Paix et sécurité	94
Lutte contre le chômage	94
Lutte contre le crime et les drogues	93
Irlande	
Lutte contre le crime et les drogues	93
Paix et sécurité	92
Lutte contre le chômage	92
Italie	
Paix et sécurité	92
Garantie de la qualité des produits alimentaires	92
Lutte contre le chômage	91
Luxembourg	
Paix et sécurité	97
Garantie de la qualité des produits alimentaires	95
Lutte contre le crime et les drogues	95
Pays-Bas	
Paix et sécurité	92
Pauvreté et exclusion sociale	92
Lutte contre le crime et les drogues	90
Autriche	
Lutte contre le chômage	88
Paix et sécurité	85
Lutte contre le crime et les drogues	85
Portugal	
Lutte contre le chômage	95
Pauvreté et exclusion sociale	93
Lutte contre le crime et les drogues	93
Finlande	
Paix et sécurité	91
Lutte contre le crime et les drogues	89
Protection de l'environnement	86
Suède	
Lutte contre le crime et les drogues	97
Protection de l'environnement	97
Paix et sécurité	96
Royaume-Uni	
Paix et sécurité	86
Lutte contre le crime et les drogues	86
Protection de l'environnement	85

4.3. Soutien aux thèmes clés

Un élément standard du sondage consiste à mesurer l'opinion publique vis-à-vis d'un certain nombre de thèmes clés de l'Union européenne. Certains de ces enjeux sont des questions stratégiques bien définies tandis que d'autres sont liés à des processus démocratiques qui gouvernent le fonctionnement de l'Union européenne.



Si nous observons les quatre éléments concernant les sujets politiques majeurs, nous constatons que :

- 73% des citoyens de l'UE sont favorables à une **politique commune de défense et de sécurité dans les Etats membres de l'UE**. Nous enregistrons les niveaux de soutien les plus élevés au Luxembourg (89%), en Italie (85%), en Belgique et en Grèce (81% chacun). L'opposition atteint son niveau le plus élevé en Finlande (44%).
- Deux citoyens de l'Union sur deux soutiennent une **politique étrangère commune pour les Etats membres**. Nous enregistrons le soutien le plus important au Luxembourg, en Grèce (81% chacun) et en Italie (80%) tandis que les Finlandais (36%), les Britanniques, les Suédois (35% chacun) et les Danois (32%) sont les plus enclins à y être opposés.
- Dans les derniers mois précédant l'introduction des billets et pièces en euro, 68% des personnes vivant dans les pays de la zone Euro 12 mais seulement 32% des personnes vivant dans les trois pays hors de la zone euro (le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni) sont favorables à une **Union Monétaire européenne avec une monnaie unique**¹⁷.
- Plus de la moitié de tous les citoyens de l'UE (51%) sont favorables à **l'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays**¹⁸.

¹⁷ Le chapitre 5 fournit une analyse détaillée de l'opinion publique vis-à-vis de la monnaie unique.

¹⁸ Le chapitre 6 fournit une analyse détaillée de l'opinion publique vis-à-vis de l'élargissement.

Le tableau suivant montre le niveau de soutien moyen apporté à ces quatre questions dans chaque Etat membre.

SOUTIEN MOYEN EN % DES 4 QUESTIONS STRATEGIQUES ACTUELLES PAR PAYS	
Pays	Soutien moyen en %
Grèce	78
Luxembourg	76
Italie	76
Pays-Bas	71
Belgique	69
Espagne	69
Allemagne	65
Portugal	64
UE15	63
Danemark	61
France	60
Irlande	60
Autriche	59
Suède	57
Finlande	51
Royaume-Uni	40

Comme nous pouvons le constater, les personnes résidant en Grèce, au Luxembourg et en Italie sont les plus susceptibles de soutenir les politiques actuelles de l'Union tandis que l'opposition atteint son niveau le plus élevé au Royaume-Uni¹⁹.

Si l'on s'intéresse aux autres éléments compris dans la question, nous constatons que :

- La majorité des citoyens de l'UE est favorable à ce que les **enfants apprennent à l'école le fonctionnement des institutions de l'UE**, avec des niveaux de soutien allant de 66% au Royaume-Uni à 92% en Suède.
- Près de sept citoyens de l'UE sur dix se prononcent en faveur d'une **démission du président de la Commission européenne et des membres de la Commission s'ils n'ont pas le soutien de la majorité au Parlement européen**, avec des niveaux de soutien allant de 54% au Royaume-Uni à 82% en Finlande.
- 64% des citoyens de l'UE sont favorables à une **responsabilité de l'Union européenne pour les questions ne pouvant être traitées efficacement par les gouvernements nationaux, régionaux et locaux**, avec des niveaux de soutien allant de 49% au Royaume-Uni à 76% en Grèce.

¹⁹ C'est au Royaume-Uni qu'on enregistre le pourcentage le plus élevé de réponses "Ne sait pas", ce qui explique ces faibles niveaux de soutien. En outre, ces résultats ne correspondent pas à des niveaux d'opposition supérieurs à la moyenne pour l'ensemble des éléments.

Le tableau suivant indique le niveau de soutien moyen de ces trois éléments dans chaque Etat membre.

SOUTIEN MOYEN EN % PAR PAYS	
Pays	Soutien Moyen en %
Luxembourg	81
Grèce	79
Finlande	78
Italie	78
Danemark	77
Pays-Bas	77
Suède	77
Belgique	75
Allemagne	75
Irlande	73
Autriche	73
France	72
UE15	72
Espagne	70
Portugal	68
Royaume-Uni	56

Comme nous pouvons le constater, le classement des pays pour ces trois éléments est assez différent du classement des quatre éléments politiques bien que le Luxembourg et la Grèce se trouvent à nouveau en tête. La Finlande, le Danemark et la Suède, cependant, sont à présent bien mieux classés. Le faible soutien enregistré en moyenne au Royaume-Uni et, dans une certaine mesure, au Portugal et en Espagne, est à nouveau à imputer à l'explication de la note de bas de page 19 (voir également tableau 4.4).

5. L'euro

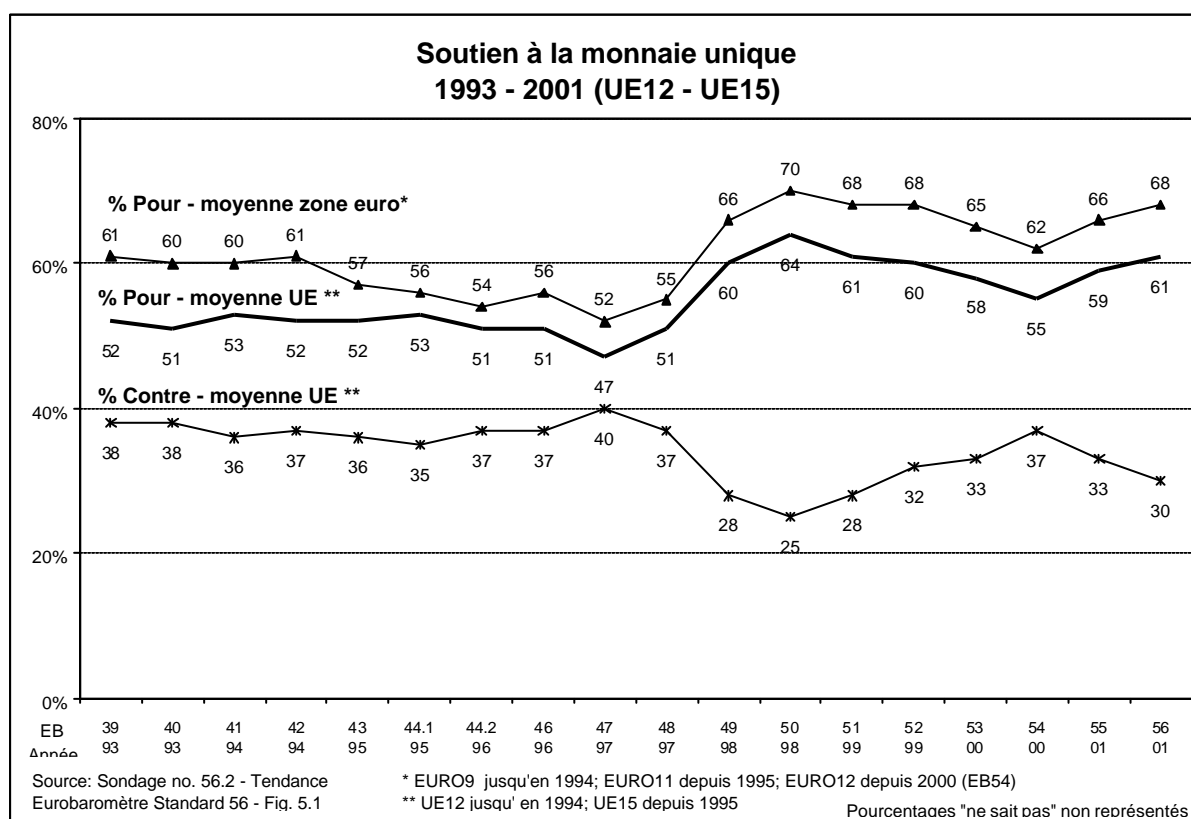
Le sondage a été réalisé trois mois avant que les douze Etats membres²⁰ qui devaient introduire la monnaie unique ne commencent à utiliser les billets et pièces et euro. Ce chapitre examine le soutien apporté à l'euro dans les pays de la zone euro et dans les trois pays qui n'ont pas introduit l'euro. Ce chapitre analyse également dans quelle mesure la population se sent à l'aise vis-à-vis de l'utilisation de l'euro, dans quelle mesure elle est informée, si elle a reçu des informations et il donne les résultats d'une multitude d'éléments mesurant les attitudes sous-jacentes de la population vis-à-vis de la monnaie unique.

5.1. Soutien de la monnaie unique

Les résultats de l'Eurobaromètre d'automne 2001 révèlent que 61% des citoyens de l'UE soutiennent une union monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro, que 30% des citoyens de l'UE y sont opposés et que 9% sont sans opinion. Le soutien à l'euro est nettement plus élevé dans les pays "EURO 12" que dans les pays "pré-in" (68% contre 32%).

Lors du sondage de l'automne 2001, la formulation de la question concernant l'élément de mesure du soutien à l'euro a été modifiée, la formulation précédente étant « il doit y avoir une union monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro ». Cependant, aucun modèle clair parmi les réponses par pays n'indique que ce changement de formulation a affecté les réponses de la population. Par conséquent, même si nous devons prendre quelque précaution dans l'interprétation des résultats, une comparaison du sondage de l'automne 2001 avec le sondage précédent révèle une légère amélioration dans le soutien de l'euro.

Le graphique suivant montre l'évolution du soutien apporté par le public à l'euro depuis que l'Eurobaromètre l'a mesuré pour la première fois en 1993.

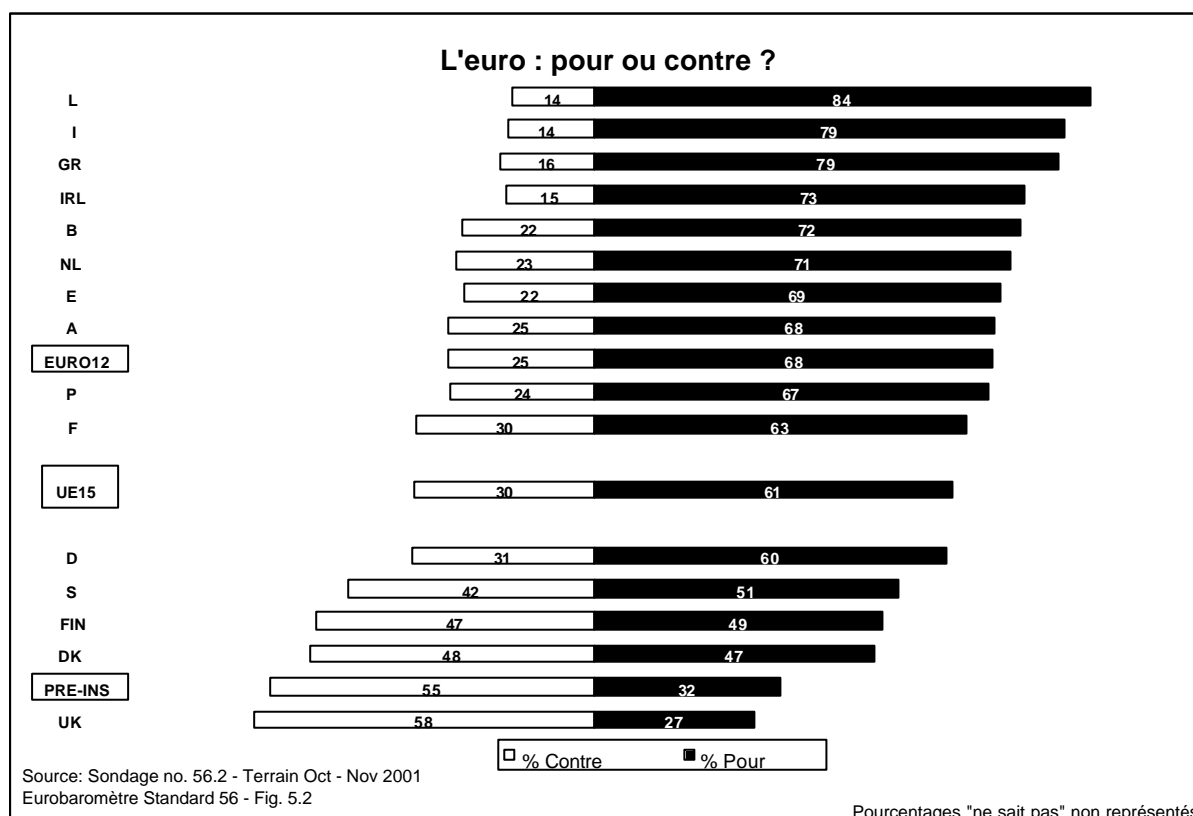


²⁰ Ces pays sont l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Dans la suite de ce rapport, nous nommerons ce groupe les pays "EURO 12". Les 3 pays hors de la zone euro sont le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni. Nous les appellerons les pays "pré-in".

Comme nous pouvons le voir, le soutien du public à l'euro a atteint un pic de 64% à l'automne 1998, juste avant son introduction le 1^{er} janvier 1999. A l'automne 2000, ce niveau de soutien est descendu à 55% mais a augmenté depuis pour atteindre son niveau actuel de 61%. L'opposition à l'euro est à présent inférieure de 3 points à ce qu'elle était au printemps 2001 et de 7 points à son niveau de l'automne 2000.

Dans les pays "EURO 12", le soutien à l'euro atteint son niveau le plus élevé au Luxembourg (84%). Puis viennent l'Italie, la Grèce (79% chacune), l'Irlande (73%), la Belgique (72%) et les Pays-Bas (71%). En Finlande, l'opinion publique est extrêmement divisée avec 49% de partisans de l'euro et 47% d'opposants.

Par rapport au printemps 2001 le soutien apporté par le public à l'euro a augmenté en Autriche (+9), au Portugal (+8), en Grèce, en Allemagne (+7 chacune), aux Pays-Bas (+5) et au Luxembourg (+3) mais il a à présent diminué en France, en Italie (-4 chacune) et en Belgique (-3). Aucun changement significatif n'a été enregistré dans les quatre autres pays.



Parmi les pays "pré-in", le soutien à l'euro est obtenu de plus de la moitié de la population en Suède (51%), ce qui reflète un important revirement de l'opinion publique depuis le printemps 2001 où seulement 29% de la population était favorable à l'euro. Nous remarquons également un renforcement significatif du soutien au Danemark (avec une augmentation de 7 points des partisans et une diminution de 8 points des opposants). Bien que 47% des Danois soient à présent favorables à l'euro, l'opinion publique reste clairement divisée. L'opinion publique britannique est toujours majoritairement opposée à l'euro avec seulement 27% de partisans et 58% d'opposants (Tableau 5.1a).

Parmi les différents groupes démographiques de la population, le soutien à l'euro atteint son niveau le plus élevé parmi les personnes ayant suivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (73%), les indépendants (72%), les étudiants (71%) et les cadres (70%). Nous avons enregistré les niveaux d'opposition les plus élevés parmi les chômeurs (41%) mais dans tous les groupes démographiques les partisans de l'euro sont plus nombreux que ses opposants.

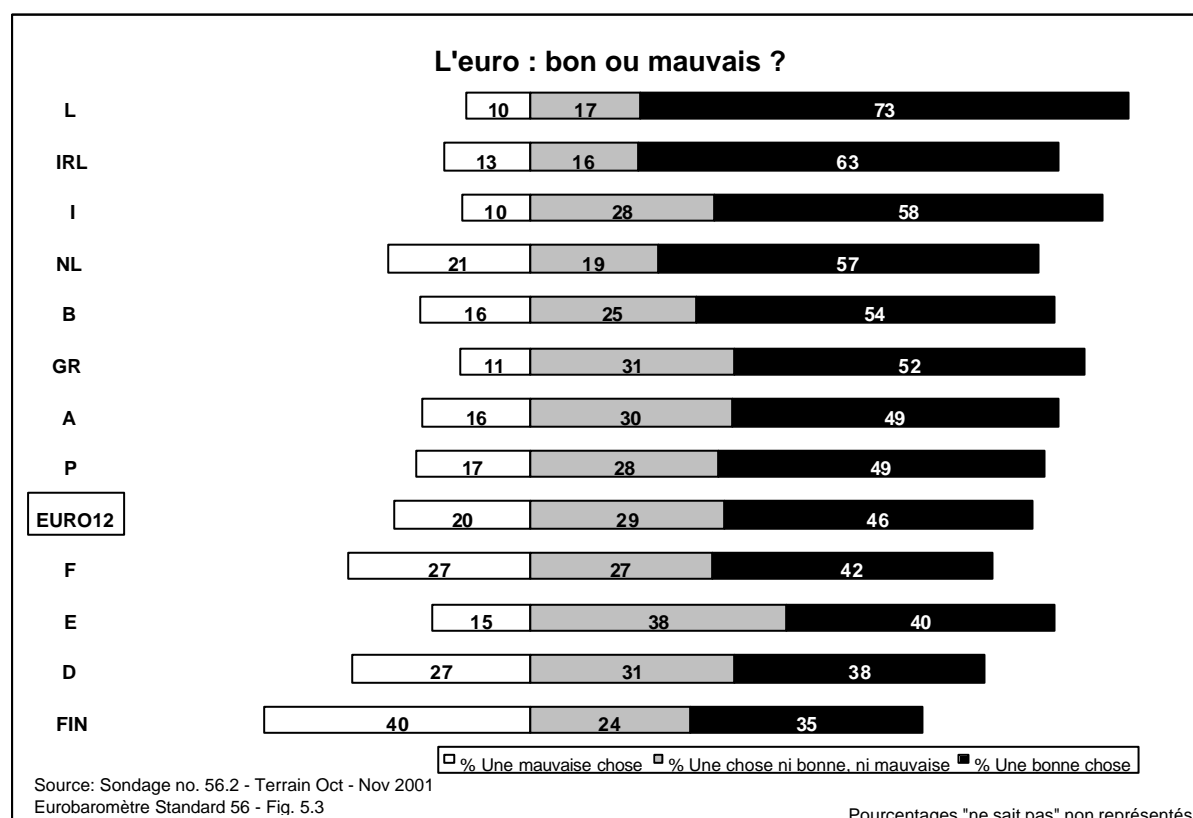
Au niveau attitudinal, nous constatons que l'écart des niveaux de soutien entre les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose (81%) et les personnes qui la considèrent comme une mauvaise chose (19%) demeure très important (Tableau 5.1b).

Le sondage comprend également la mesure suivante du soutien apporté à l'euro. Cette question a été posée uniquement aux répondants des 12 pays de la zone euro :

“Le 1er janvier 2002, la monnaie nationale sera remplacée par l'euro. Pensez-vous que c'est une très bonne chose, une assez bonne chose, une chose ni bonne ni mauvaise, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose ?”

La distribution des réponses à cette nouvelle question est assez différente de celle de la question de « soutien » traditionnelle car nous donnons plus d'options de réponse aux répondants alors que la question « traditionnelle » les force à choisir entre être partisan ou opposant de la monnaie unique. De fait, nous constatons que pour cette nouvelle question 46% des citoyens des pays “EURO 12” pensent que le remplacement par l'euro de la monnaie nationale est une bonne chose, 29% pensent que ce n'est ni une bonne ni une mauvaise chose et 20% pensent que c'est une mauvaise chose.

Un autre facteur qui pourrait contribuer à un niveau plus faible de soutien “absolu” apporté à l'euro est la formulation de la question qui fait spécifiquement référence au fait que l'euro va remplacer les monnaies nationales. Cette formulation change de manière significative le contexte dans lequel les répondants pensent à l'euro.



Comme le montre le graphique ci-dessus, les Luxembourgeois sont les plus susceptibles de considérer l'euro comme une bonne chose (73%), suivis par les Irlandais (63%), les Italiens (58%) et les Néerlandais (57%). Plus de la moitié de la population en Belgique et en Grèce considère également l'euro comme une bonne chose. Dans tous les pays à l'exception de la Finlande ce groupe dépasse largement le groupe qui considère l'euro comme une mauvaise chose, une opinion partagée par moins de deux personnes sur dix dans 8 des 12 pays de la zone euro. Aux Pays-Bas, 21% de la population pense que l'euro est une mauvaise chose. En Allemagne et en France 27% de la population partage cette opinion. En Finlande, l'euro est considéré comme une mauvaise chose par 40% de la population, contre 35% qui pensent que c'est une bonne chose (Tableau 5.2a).

Le tableau suivant montre que malgré le soutien plus faible obtenu avec cette nouvelle question, le classement des pays est assez similaire à la question « traditionnelle ».

SOUTIEN APORTE A L'EURO PAR PAYS		
Pays	% partisans	% bonne chose
Luxembourg	84	73 (1)
Italie	79	58 (3)
Grèce	79	52 (6)
Irlande	73	63 (2)
Belgique	72	54 (5)
Pays-Bas	71	57 (4)
Espagne	69	40 (10)
Autriche	68	49 (7)
UE12	68	46
Portugal	67	49 (8)
France	63	42 (9)
Allemagne	60	38 (11)
Finlande	49	35 (12)

Le tableau croisé de ces deux questions souligne à quel point elles sont liées. En effet, 64% des personnes qui se prononcent en faveur de l'euro le considèrent comme une bonne chose, contre seulement 7% des personnes qui y sont opposées. De même, 63% des personnes opposées à l'euro le considèrent comme une mauvaise chose contre seulement 5% des personnes soutenant l'euro en principe.

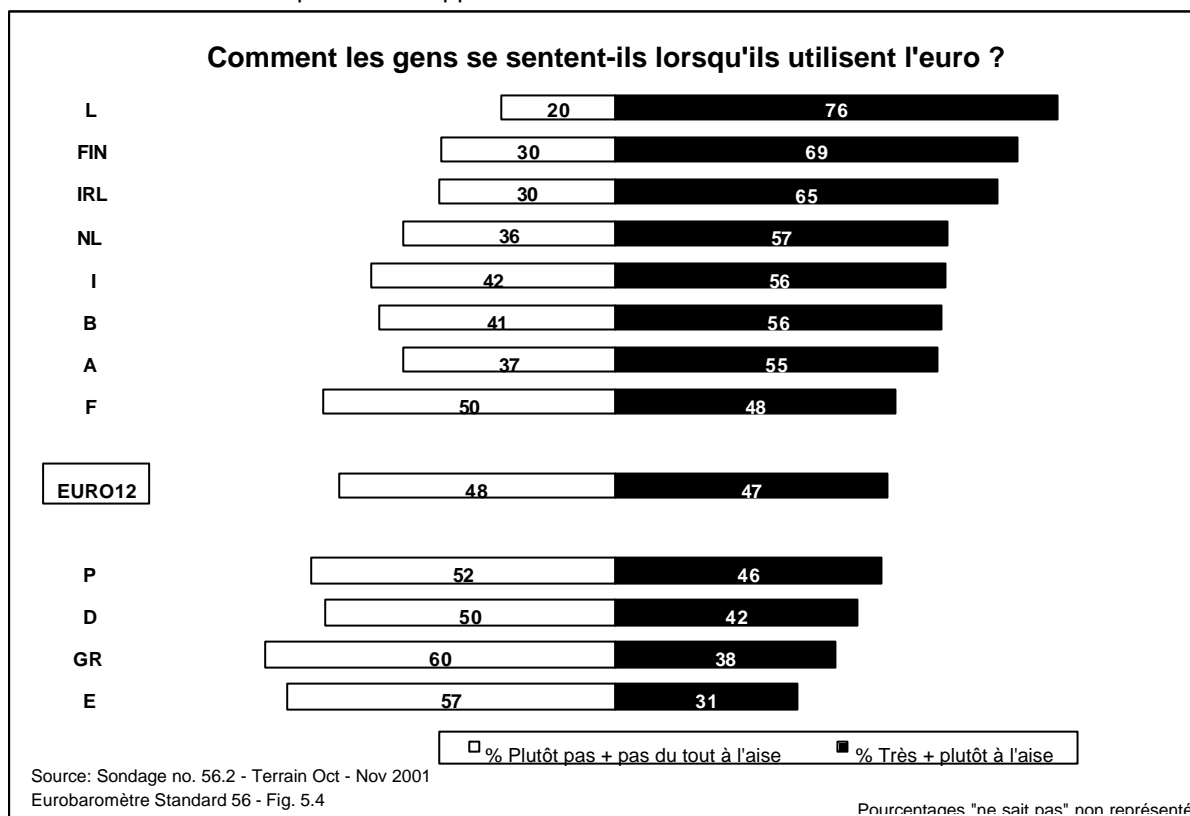
Les analyses démographiques montrent que les hommes sont nettement plus enclins que les femmes à penser que c'est une bonne chose que l'euro remplace les monnaies nationales (53% contre 40%). Les analyses révèlent également un effet lié à l'âge, les personnes âgées de 55 ans et plus étant nettement moins susceptibles de considérer l'euro comme une bonne chose (39%) que les personnes plus jeunes (49%). L'âge auquel les répondants ont quitté l'enseignement à plein temps est également important : 58% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou plus pensent que l'euro est une bonne chose, contre seulement 34% des personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou plus jeunes (Tableau 5.2b).

5.2. Attitudes vis-à-vis de l'euro

Une autre question, à nouveau posée aux seuls répondants des 12 pays de la zone euro, examine dans quelle mesure les citoyens se sentent à l'aise concernant l'utilisation de l'euro.

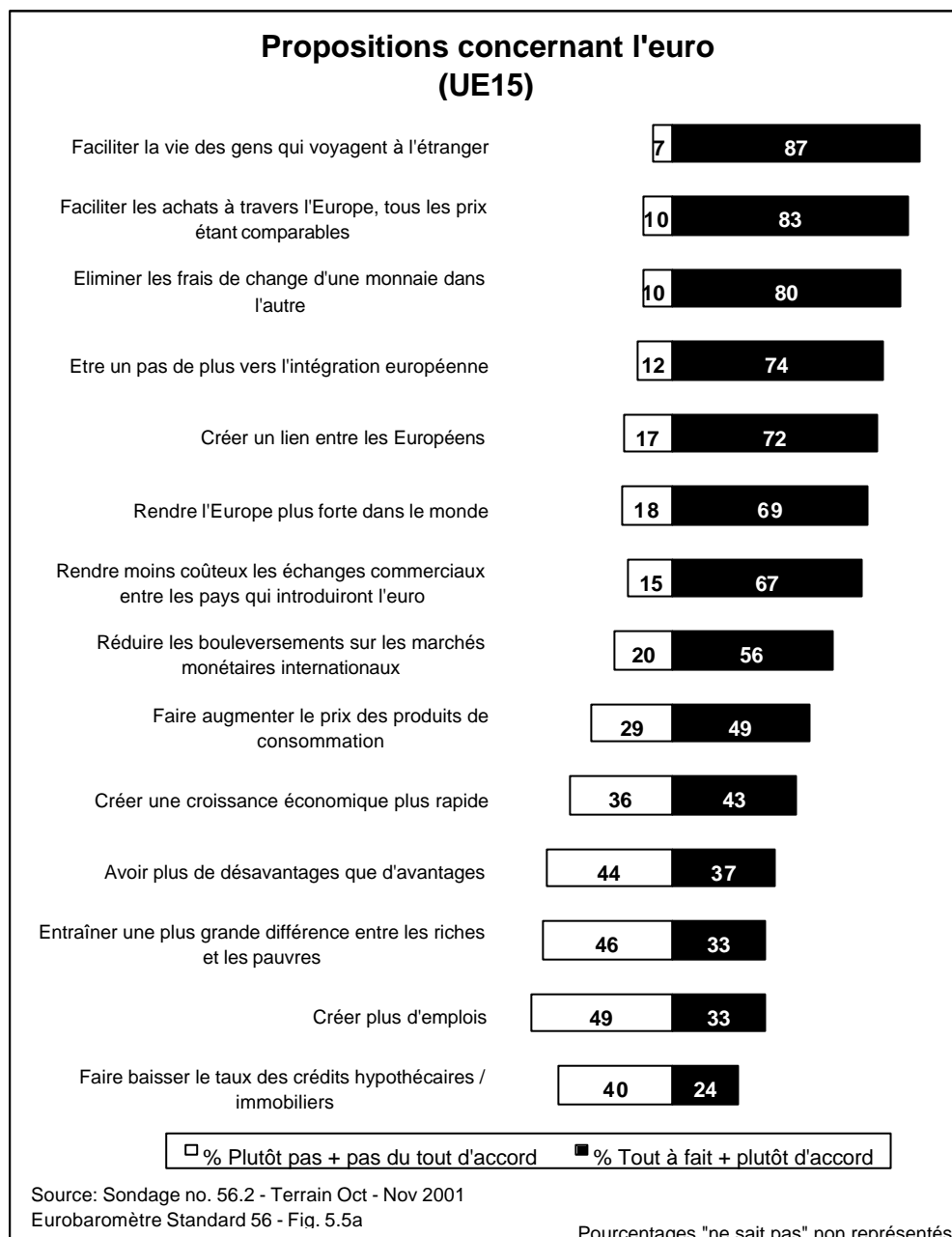
Comme le montre le graphique de la page suivante, plus de trois personnes sur quatre au Luxembourg se sentent à l'aise vis-à-vis de l'utilisation de l'euro. La Finlande arrive en seconde position (69%), bien que nous constatons que le soutien à l'euro atteint son niveau le plus faible dans ce pays. En Espagne et en Grèce, la population est nettement moins susceptible de se sentir prête, 60% des Grecs déclarant qu'ils ne se sentent pas très à l'aise ou pas à l'aise du tout. En Espagne, ce chiffre est de 57% mais 12% de la population est sans opinion, ce qui n'est pas en soi une preuve de confiance (voir également tableau 5.3a).

Nous notons des différences significatives entre les personnes qui soutiennent l'euro et les personnes qui y sont opposées. Parmi les personnes qui soutiennent l'euro, 61% sont à l'aise vis-à-vis de son utilisation, contre seulement 15% des personnes opposées à l'euro.



Les analyses démographiques montrent que 55% des hommes se sentent à l'aise contre seulement 39% des femmes. Ces chiffres peuvent contribuer à expliquer pourquoi les femmes sont moins enclines à considérer l'euro comme une bonne chose. L'âge a également très clairement un effet : seulement 39% des personnes âgées de 55 ans et plus se sentent à l'aise contre 50% des personnes plus jeunes. En termes d'éducation, nous constatons que les personnes ayant suivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus sont deux fois plus susceptibles de se sentir à l'aise que les personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 16 ans (62% contre 31%). Nous notons des différences tout aussi importantes entre les différents groupes occupationnels : 66% des cadres se sentent à l'aise vis-à-vis de l'utilisation de l'euro tandis que seulement 33% des chômeurs partagent cette opinion (Tableau 5.3b).

Le sondage comprenait également une batterie de déclarations avec lesquelles les répondants pouvaient être totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou absolument pas d'accord. L'objectif de ces déclarations était de parvenir à une meilleure compréhension des attitudes sous-jacentes de la population vis-à-vis de l'euro.

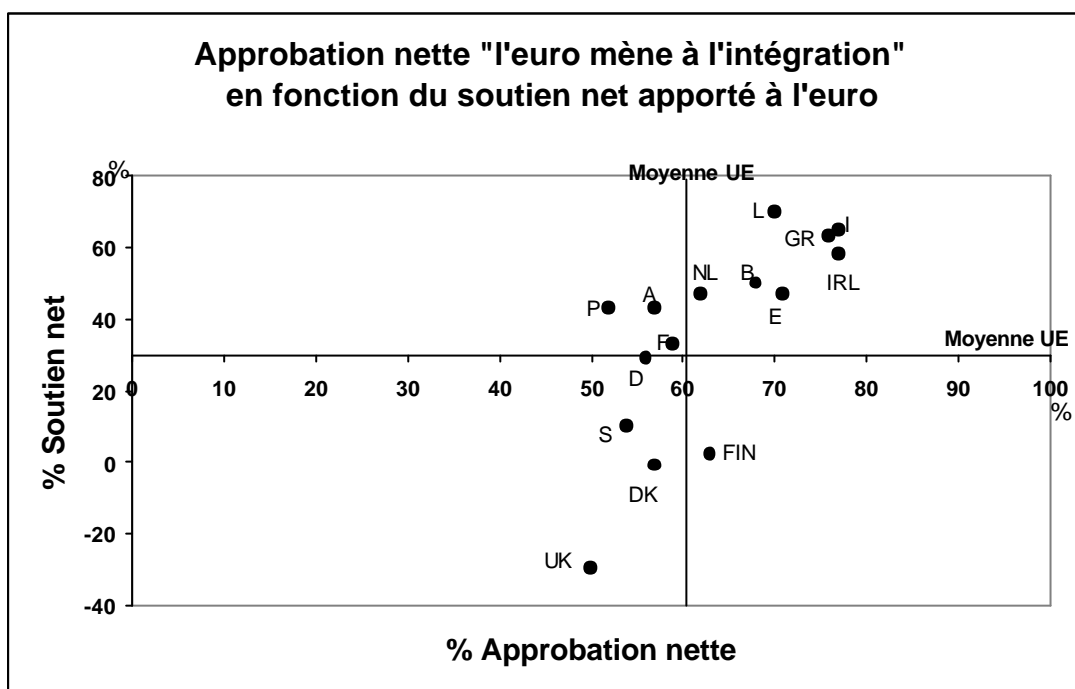


Dans l'ensemble, le public européen a tendance à être plus susceptible de voir des avantages que des désavantages à l'euro : 44% des répondants ne sont pas d'accord avec la déclaration selon laquelle l'euro aura plus de désavantages que d'avantages et 37% sont d'accord.

Les implications pratiques de l'euro sont largement considérées comme un avantage plutôt que comme un désavantage. Les résultats montrent qu'une grande majorité de citoyens de l'UE pense que l'euro rendra la vie plus facile aux personnes qui voyagent dans les divers pays d'Europe (87%), qu'elle facilitera les achats en Europe car tous les prix pourront être comparés (83%) et que l'euro éliminera les charges de change d'une monnaie à une autre (80%).

Pour trois citoyens de l'UE sur quatre, l'euro représente une étape de plus vers l'intégration européenne. Afin de mieux comprendre la pertinence de cette constatation, nous avons déduit le pourcentage total de réponses "pas d'accord" du pourcentage total de réponses "d'accord" dans chaque pays, afin d'obtenir une approbation nette pour chaque pays. Nous avons alors comparé cette approbation nette au soutien net apporté à l'euro (en utilisant la même formule que celle décrite ci-dessus).

Comme le montre le graphique suivant, dans plusieurs pays l'impression que l'euro représente un pas de plus vers l'intégration européenne est positivement liée au soutien vis-à-vis de l'euro au niveau du pays dans son ensemble. Les pays concernés sont l'Italie, le Luxembourg, la Grèce, l'Irlande et dans une moindre mesure, l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas. Dans ces six nations, la proportion de personnes qui pensent que l'euro mène à la poursuite de l'intégration et la proportion de personnes qui soutiennent l'idée de l'euro sont supérieures à la moyenne de l'UE. En Finlande, ces analyses globales semblent indiquer que la relation entre la poursuite de l'intégration en tant que résultat de l'euro et le soutien de l'euro est négative.



En Autriche et au Portugal, le soutien à l'euro est supérieur à la moyenne mais le pourcentage de personnes ayant l'impression que l'euro mène à une plus grande intégration est inférieur à la moyenne (ce qui est dû en grande partie au Portugal, au pourcentage élevé de réponses « Ne sait pas »). Les résultats pour la France sont plus ou moins alignés sur la moyenne de l'UE. En Allemagne, le soutien à l'euro est également aligné sur la moyenne de l'UE mais le pourcentage de personnes qui ont l'impression que l'euro mène à une intégration plus poussée est légèrement inférieur à la moyenne de l'UE.

Les trois pays "pré-in" apparaissent tous dans le quart en bas à gauche du graphique. Cela signifie que dans ces pays le soutien de l'euro et l'approbation à l'affirmation selon laquelle l'euro mène à la poursuite de l'intégration sont tous deux inférieurs à la moyenne. Néanmoins, dans ces trois pays, la majorité de la population pense que l'euro mènera à la poursuite de l'intégration. Cette constatation vient renforcer l'hypothèse selon laquelle l'opposition à la poursuite de l'intégration de l'UE est l'une des raisons expliquant que le soutien de l'euro soit faible dans ces pays.

72% des citoyens de l'UE pensent que l'euro créera un lien entre les Européens. Cette opinion est partagée par plus de huit personnes sur dix en Irlande (85%), au Luxembourg (84%) et en Italie (83%). Avec 57%, les Néerlandais sont les moins susceptibles de penser que l'euro créera un lien entre les Européens.

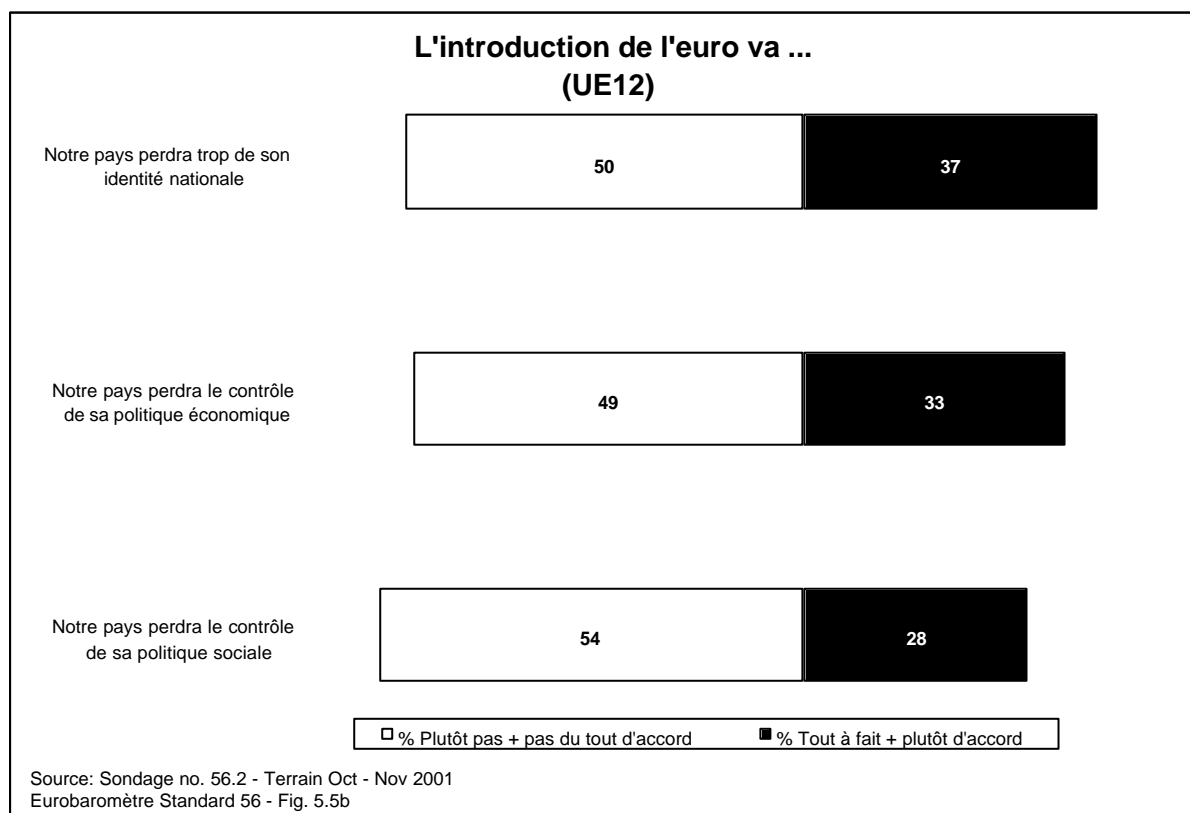
Près de sept citoyens de l'UE sur dix pensent que l'introduction de l'euro rendra l'Europe plus puissante dans le monde. Cette opinion est majoritaire dans tous les Etats membres avec des niveaux d'approbation allant de 52% au Royaume-Uni à 88% au Luxembourg.

Si nous observons la manière dont l'euro est perçu d'un point de vue économique, nous constatons que 67% des citoyens de l'UE pensent que la monnaie unique réduira les coûts des échanges commerciaux réalisés entre les pays de la zone euro, 56% pensent qu'il réduira les troubles des marchés monétaires internationaux et 43% pensent que l'euro créera une croissance économique plus rapide.

Les niveaux d'optimisme concernant l'euro sont moins élevés parmi les citoyens de l'UE à l'égard des aspects suivants. Presque la moitié des citoyens de l'UE pensent que l'introduction de l'euro fera augmenter les prix des biens de consommation et 33% estiment qu'elle augmentera le fossé entre les riches et les pauvres. Seulement 33% des répondants pensent que l'euro créera plus d'emplois. La batterie comprenait également une affirmation demandant aux répondants s'ils étaient d'accord ou pas avec l'opinion selon laquelle l'introduction de l'euro ferait baisser les taux du crédit immobilier. 40% des répondants ne sont pas d'accord, 37% sont sans opinion et seulement 24% pensent que ce sera le cas (voir également tableau 5.4).

Dans les pays "EURO 12", nous avons posé aux répondants trois autres questions qui mesurent si les citoyens ont l'impression que l'introduction de l'euro impliquera que leur pays perde a) le contrôle de sa politique économique, b) le contrôle de sa politique sociale et c) une part trop importante de son identité nationale.

La majorité des répondants des pays "EURO 12" ne sont pas d'accord avec ces affirmations. Seulement 28% pensent que l'introduction de l'euro impliquera que leur pays perde le contrôle de sa politique sociale et 33% ont cette impression vis-à-vis de la politique économique de leur pays. En moyenne, 37% de la population pense que l'introduction de l'euro impliquera que leur pays perde une part trop importante de son identité nationale.



Le tableau suivant montre le pourcentage moyen de réponses "d'accord" pour les trois éléments dans chacun des 12 pays. Comme nous pouvons le voir, le Luxembourg et l'Italie sont en moyenne les moins susceptibles d'être d'accord avec ces trois déclarations. Le plus grand nombre de réponses « d'accord » est enregistré en Finlande et en Grèce²¹.

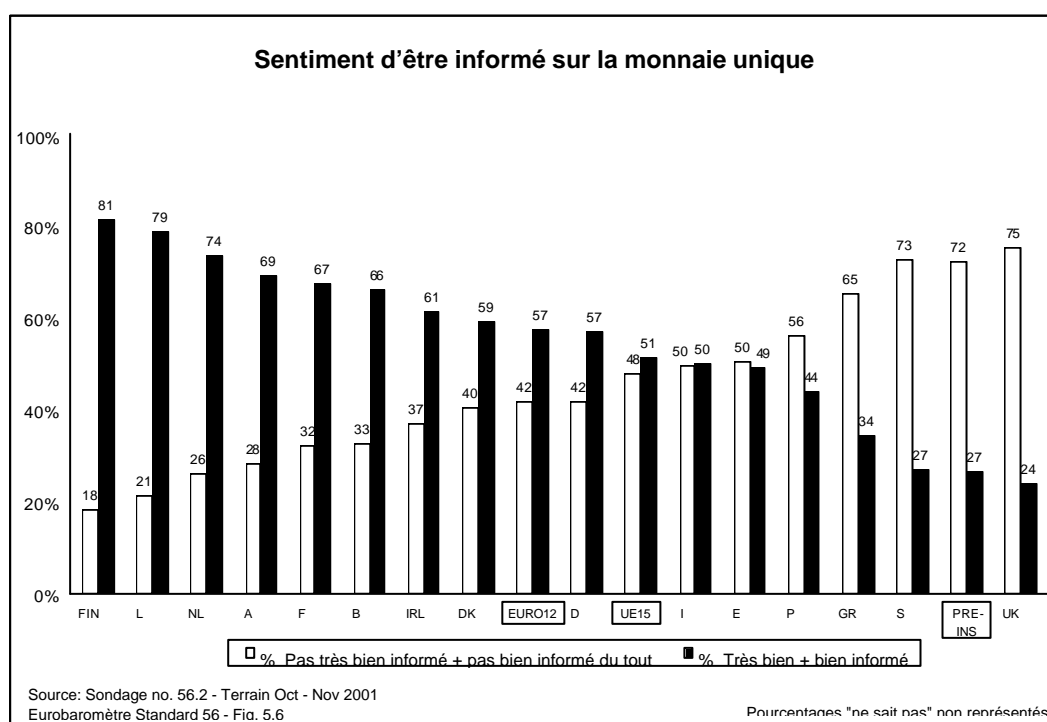
²¹ Les fréquences par pays pour chaque élément peuvent être retrouvés dans le tableau 5.4.

MOYENNE EN % DE REPONSES "D'ACCORD" POUR LES 3 QUESTIONS POSEES DANS LES PAYS "EURO 12" PAR PAYS	
Pays	Moyenne en % "D'ACCORD"
Luxembourg	21
Italie	24
Espagne	26
Belgique	30
Pays-Bas	32
Portugal	32
UE12	33
Autriche	34
Allemagne	35
France	41
Irlande	42
Grèce	43
Finlande	44

5.3. Informations concernant l'euro

La section finale de ce chapitre examine la mesure dans laquelle les citoyens de l'UE se sentent bien informés concernant l'euro, s'ils ont reçu des informations à ce sujet et de qui ils ont reçu ces informations.

La proportion de citoyens de l'UE qui ont l'impression d'être bien informés concernant l'euro a augmenté de dix points depuis le printemps 2001 et dépasse à présent les 50% pour la première fois depuis l'introduction de cette question il y a plusieurs années. 48% des citoyens de l'UE déclarent ne pas se sentir bien informés contre 58% au printemps 2001 et les 1% restants sont sans opinion.



Les analyses par pays révèlent que la population des pays "EURO 12" continue à se sentir plus informée concernant l'euro (57%) que la population des pays "pré-in" (27%). Si nous observons tout d'abord les pays "EURO 12", nous constatons que les Finlandais (81%) sont les plus susceptibles de se sentir bien informés, suivis par les Luxembourgeois (79%) et les Néerlandais (74%).

Les Grecs (34%) et les Portugais (44%) sont les moins susceptibles de se sentir bien informés. En Espagne et en Italie, la moitié de la population se sent bien informée. Dans les autres pays "EURO 12", plus de la moitié de la population se sent bien informée concernant la monnaie unique.

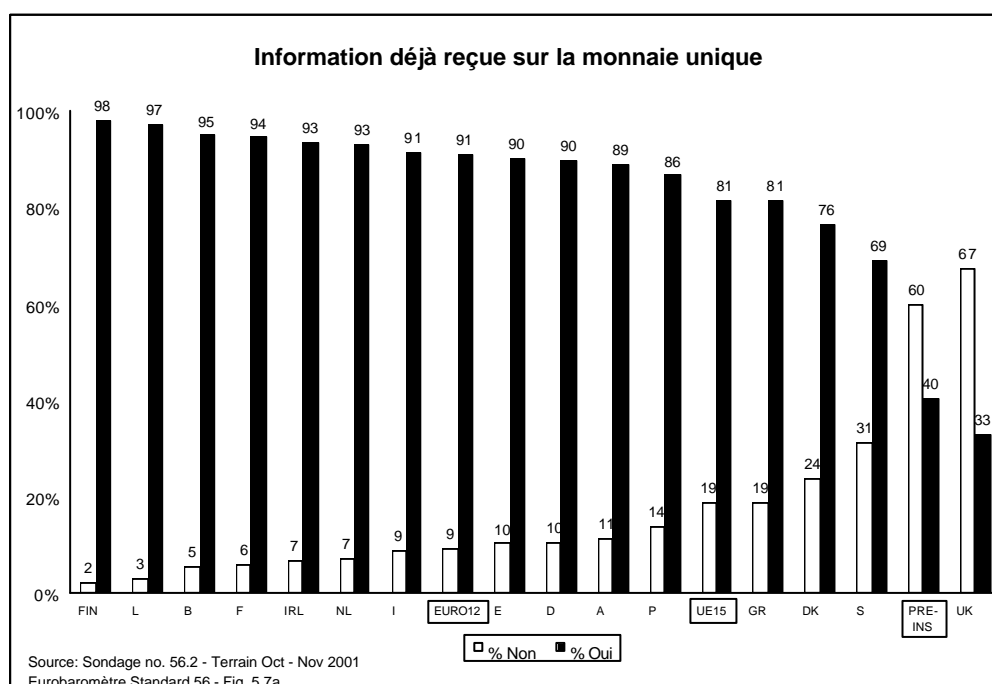
Par rapport au printemps 2001, le pourcentage de personnes ayant l'impression d'être bien informées a augmenté dans tous les pays "EURO 12". Nous enregistrons les augmentations les plus importantes en Irlande (+23 points), au Luxembourg (+21), en Italie (+18), au Portugal, en Finlande (+17 chacun) et en Allemagne (+15).

Dans les pays "pré-in", le pourcentage de personnes qui ont le sentiment d'être bien informées concernant l'euro n'a pas augmenté, pour des raisons évidentes, aussi nettement que dans les pays "EURO 12". Les Danois sont toujours les plus susceptibles de se sentir bien informés (59%). En Suède (27%) et au Royaume-Uni (24%; +4), la population a toujours tendance à ne pas se sentir bien informée mais nous enregistrons de nettes améliorations dans ces deux pays depuis le printemps 2001 (Tableau 5.5a).

Les analyses attitudinales révèlent que 63% des personnes favorables à l'euro se sentent bien informées contre 35% des personnes opposées à l'euro. Les analyses révèlent également d'importantes différences selon l'auto-évaluation des citoyens à l'égard de leurs connaissances sur l'Union européenne en général. Parmi le petit groupe qui considère en savoir beaucoup sur l'Union européenne, la proportion de personnes qui se sentent bien informées concernant l'euro est de 80%. Parmi les personnes estimant avoir un niveau de connaissances moyen concernant l'UE, ce pourcentage tombe à 62% et parmi les personnes qui pensent en savoir très peu celui-ci s'élève à seulement 29%. Enfin, les analyses montrent que 63% des personnes qui considèrent l'Union européenne comme une bonne chose se sentent bien informées, contre seulement 40% des personnes considérant l'Union européenne comme une mauvaise chose.

Les analyses démographiques révèlent que les hommes sont nettement plus enclins que les femmes à se sentir bien informés concernant l'euro (59% contre 44%). Nous notons un net écart entre les personnes âgées de moins de 55 ans et les autres. 54% du groupe d'âge plus jeune se sentent bien informés contre seulement 45% du groupe plus âgé. La mesure dans laquelle les citoyens se sentent bien informés dépend fortement de l'âge auquel les citoyens ont quitté l'enseignement à temps plein. Les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (70%) sont deux fois plus susceptibles de se sentir bien informées que les personnes ayant terminé leurs études avant l'âge de 15 ans (35%). Parmi les divers groupes occupationnels, nous constatons que les cadres sont les plus susceptibles de se sentir bien informés (68%) tandis que 37% seulement des personnes au foyer se sentent bien informées (Tableau 5.5b).

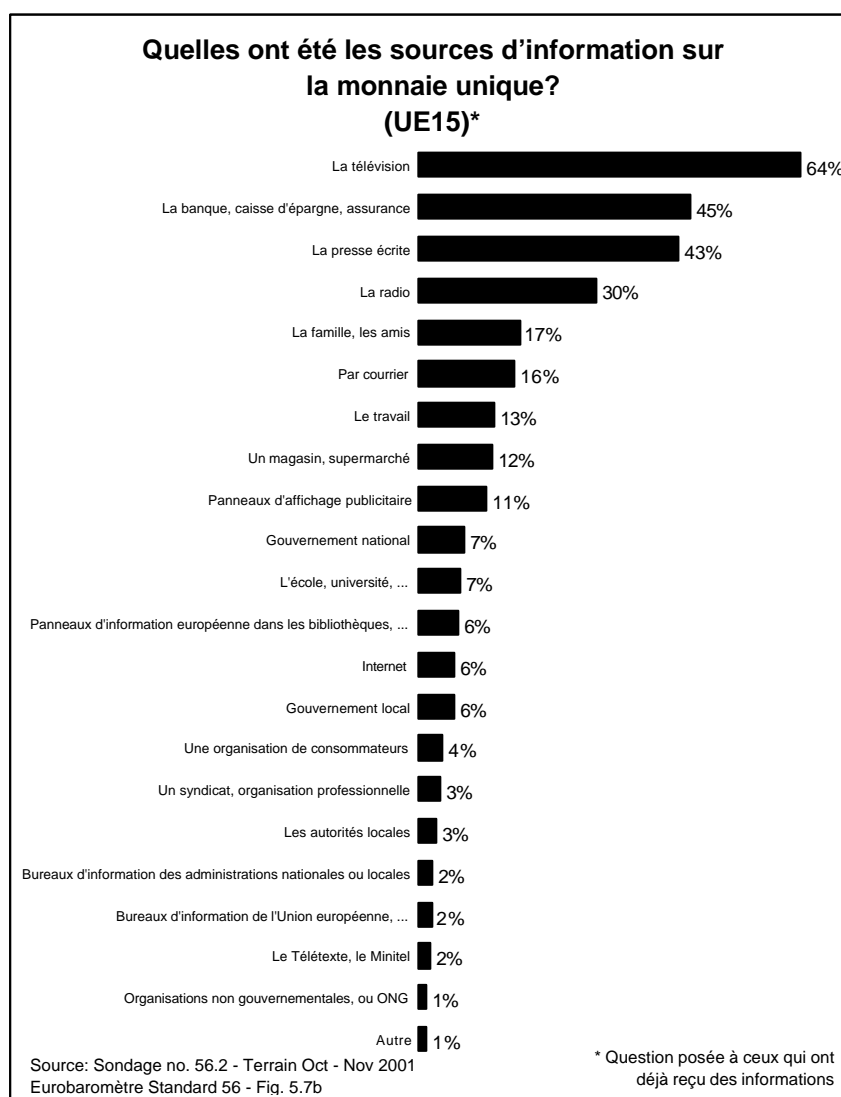
Le graphique suivant montre que 81% des citoyens de l'UE déclarent avoir récemment reçu des informations concernant l'euro.



Parmi les pays de la zone euro, le pourcentage de répondants qui indiquent avoir reçu des informations concernant l'euro s'échelonne de 81% en Grèce à 98% en Finlande. Par rapport au printemps 2001, nous constatons une augmentation de 16 points en Irlande, de 10 points en Belgique et de 9 points au Portugal. Dans les autres pays, nous relevons des augmentations de moindre importance sauf aux Pays-Bas où le pourcentage de répondants qui indiquent avoir reçu des informations est passé de 96% à 93%.

Dans les trois pays "pré-in", nous constatons que 76% des Danois ont reçu des informations concernant la monnaie unique contre 86% au printemps 2001 et 100% à l'automne 2000, avant le référendum de septembre 2000. En Suède, comme au printemps 2001, 69% de la population déclare avoir reçu des informations. Au Royaume-Uni, 33% de la population a reçu des informations concernant la monnaie unique, contre 24% au printemps 2001.

Comme le montre le graphique suivant, la population est plus susceptible de déclarer avoir reçu des informations sur l'euro par le biais de la télévision (64%), un résultat similaire à celui obtenu au printemps 2001. 45% des répondants déclarent avoir reçu des informations d'institutions financières, contre 33% au printemps 2001. Le pourcentage de répondants qui déclarent avoir reçu des informations par le biais de la presse écrite (43%) est le même qu'au printemps 2001. Trois répondants sur dix déclarent avoir reçu des informations par le biais de la radio. Toutes les autres sources comprises dans le questionnaire ont été choisies par moins de deux répondants sur dix²².



²² Le total combiné des réponses est supérieur au pourcentage de personnes ayant reçu des informations car les répondants pouvaient choisir n'importe quelle source présentée à eux et dont ils avaient reçu des informations. Pour les résultats du printemps 2001, voir tableau 3.5 du Rapport Eurobaromètre n°55.

Le tableau suivant montre que la télévision, les journaux et les magazines ainsi que les institutions financières sont les trois sources les plus fréquemment mentionnées dans tous les pays "EURO12", excepté la Grèce, l'Irlande et la Finlande. En Grèce, la radio prend la place des institutions financières comme l'une des sources les plus fréquemment mentionnées. En Irlande et en Finlande, les informations reçues par courrier arrivent en seconde position. Il n'est guère surprenant que les institutions financières ne fassent pas partie des trois plus importantes sources d'information dans les pays "Pré-in". Dans ces pays, la radio vient en troisième place.

Nos analyses indiquent que la réception d'une lettre par courrier ou d'informations dans la boîte aux lettres semble être une méthode d'information particulièrement efficace. Nous constatons les augmentations les plus importantes dans la proportion de personnes qui se sentent bien informées concernant l'euro dans les pays comptant une part importante de répondants ayant reçu des informations sur l'euro de cette manière (voir également tableau 5.6).

LES TROIS SOURCES PRINCIPALES D'OU LA POPULATION TIRE SES INFORMATIONS SUR L'EURO (EN %, PAR ETAT MEMBRE)	
Belgique	
Télévision	67
Institutions financières	65
Journaux, magazines	47
Danemark	
Télévision	65
Journaux, magazines	50
Radio	40
Allemagne	
Télévision	69
Institutions financières	62
Journaux, magazines	60
Grèce	
Télévision	69
Journaux, magazines	33
Radio	24
Espagne	
Télévision	76
Institutions financières	53
Journaux, magazines	33
France	
Télévision	73
Institutions financières	71
Journaux, magazines	49
Irlande	
Télévision	56
Courrier/boîte aux lettres	49
Radio	44
Italie	
Télévision	74
Journaux, magazines	46
Institutions financières	36
Luxembourg	
Télévision	79
Institutions financières	71
Journaux, magazines	68
Pays-Bas	
Télévision	68
Institutions financières	66
Journaux, magazines	50
Autriche	
Institutions financières	60
Télévision	57
Journaux, magazines	50
Portugal	
Télévision	71
Institutions financières	32
Journaux, magazines	21
Finlande	
Télévision	79
Courrier/boîte aux lettres	78
Journaux, magazines	68
Suède	
Télévision	60
Journaux, magazines	50
Radio	36
Royaume-Uni	
Télévision	23
Journaux, magazines	17
Radio	12

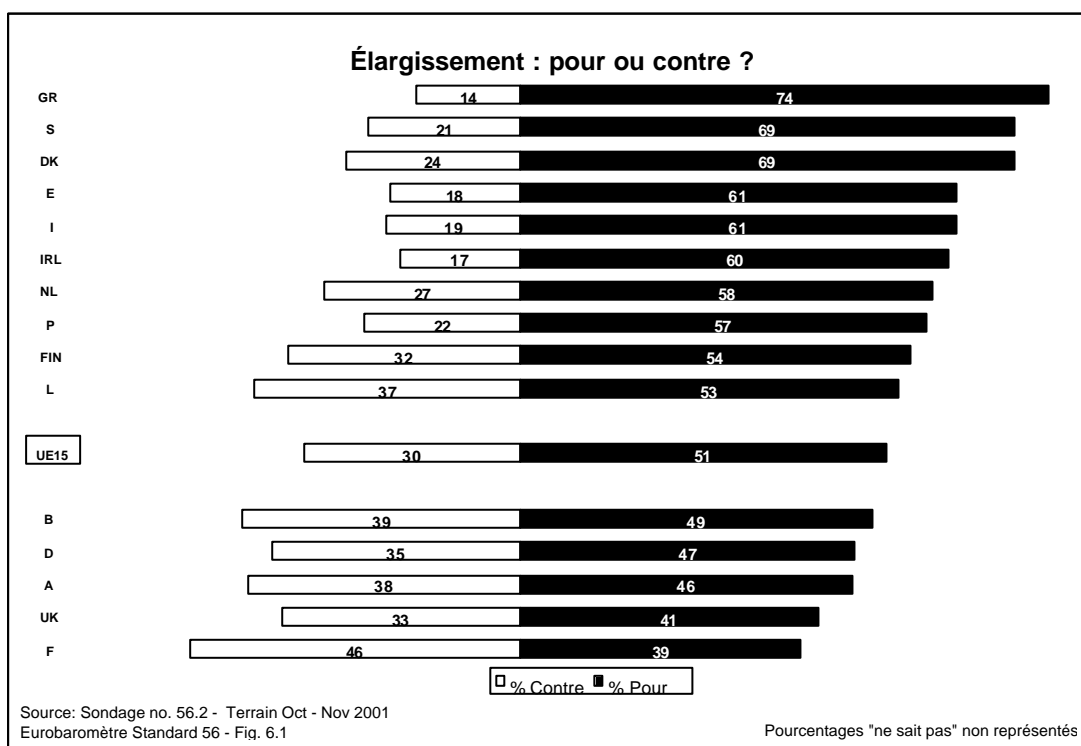
6. L'élargissement de l'Union européenne

Le Commissaire responsable de l'élargissement de l'Union européenne, Gunther Verheugen, décrit l'élargissement comme une « tâche unique et historique pour poursuivre l'intégration de l'Europe pacifiquement, en étendant une zone de stabilité et de prospérité à de nouveaux membres ». Cet élargissement est sans précédent en termes de portée et de diversité des 13 pays participant à ce processus²³.

Ce chapitre examine le soutien à l'élargissement parmi les citoyens de l'UE et étudie des attitudes sous-jacentes de la population vis-à-vis de l'élargissement. Ce chapitre examine également dans quelle mesure les citoyens de l'UE se sentent informés concernant l'élargissement et s'ils ont reçu des informations concernant ce sujet d'importance.

6.1. Soutien de l'élargissement

Comme nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre 4, 51% des répondants pensent que l'Union européenne devrait être élargie à de nouveaux pays. 30% ne sont pas d'accord et 19% sont sans opinion. Les derniers résultats de l'Eurobaromètre indiquent un revirement positif significatif de l'opinion publique depuis le printemps 2001, lorsque 43% des répondants étaient favorables à l'élargissement. Suite à cette augmentation de huit points, l'Eurobaromètre enregistre pour la première fois une majorité absolue en faveur de l'élargissement²⁴.



Comme le montre le graphique ci-dessus, le soutien à l'élargissement atteint son niveau le plus élevé en Grèce (74%), en Suède et au Danemark (69% chacun). La France est le seul pays où un plus grand nombre de personnes sont opposées à l'élargissement (46%) que favorables à celui-ci (39%).

En gardant à l'esprit le fait que la formulation de la déclaration a été amendée, nous constatons que le soutien à l'élargissement a augmenté de façon significative dans tous les pays, à part l'Irlande où l'opinion

²³ Les 13 pays candidats sont la Bulgarie, Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie. On trouvera plus d'informations concernant l'élargissement sur le <http://www.europa.eu.int/comm/enlargement/overview.htm>.

²⁴ Les lecteurs voudront bien noter que la formulation de la question a été amendée. L'ancienne formulation "L'Union européenne devrait s'élargir et accueillir de nouveaux pays" est devenue "L'élargissement de l'Union européenne à de nouveaux pays". Il est possible que ce changement de formulation ait légèrement les réponses. Les résultats actuels doivent être examinés en tenant compte de ce changement de formulation.

publique est demeurée stable. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Suède et au Danemark (19 points chacun), suivis par les Pays-Bas (+16), l'Autriche (+13), l'Allemagne (+12), l'Italie et le Luxembourg (+10 chacun). (Tableau 6.1a)

Les différences de niveaux de soutien entre hommes et femmes s'expliquent largement par le fait que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de ne pas avoir d'opinion. Cependant, nous notons de réelles différences d'opinion entre les quatre tranches d'âge, le groupe le plus jeune (57%) étant nettement plus susceptible de soutenir l'élargissement que les personnes de 55 et plus (46%). Les niveaux de soutien sont à leur maximum parmi les personnes ayant quitté l'enseignement à temps plein à 20 ans ou plus (62%) et à leur minimum parmi les personnes ayant quitté le système éducatif à temps plein avant l'âge de 16 ans (45%).

Les analyses attitudinales montrent que 65% des personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'Union européenne sont favorables à l'élargissement, contre seulement 25% des personnes considérant l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose (Tableau 6.1b).

Le tableau suivant montre que les opinions concernant l'élargissement varient également fortement selon l'auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne. 65% des personnes qui pensent en savoir beaucoup sur l'Union européenne sont favorables à l'élargissement tandis que 40% des personnes qui pensent en savoir très peu sont opposées à l'élargissement. Nous nous devons de noter la proportion élevée de personnes sans opinion dans le groupe ayant un niveau d'auto-évaluation des connaissances peu élevé. Si nous prenons en compte le fait que 40% des citoyens de l'UE appartiennent à cette catégorie, il devient évident que pour mobiliser l'opinion publique en faveur de l'élargissement nous devons d'abord entreprendre une action pour assurer que plus de personnes aient l'impression de bien connaître l'Union européenne, ses politiques et ses institutions.

Relation entre le soutien de l'élargissement et l'auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne			
Elargissement :	Auto-évaluation des connaissances :		
	Faible	Moyenne	Elevée
	%	%	%
Pour	40	56	65
Contre	32	30	25
Ne sait pas	28	14	10
<i>Total</i>	100	100	100

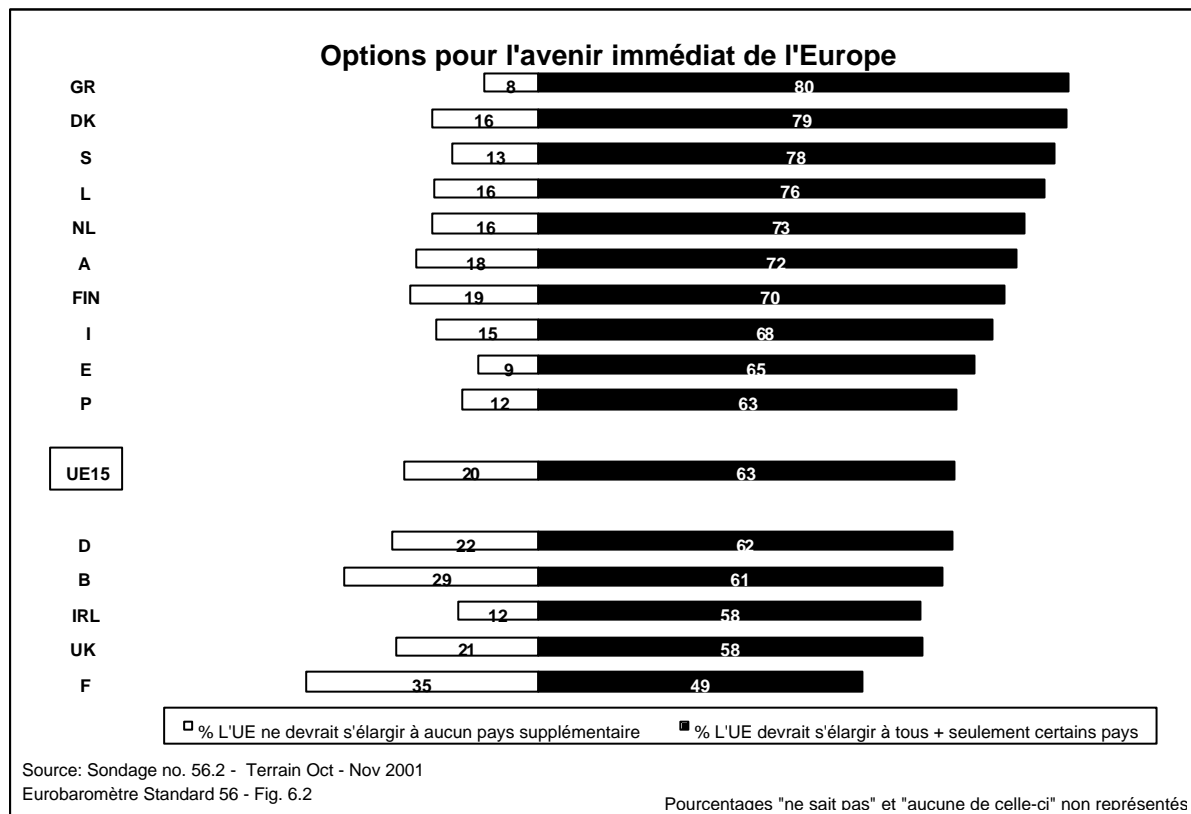
Etant donné que la question de base "Elargissement : pour ou contre" ne tient pas compte du fait que les 13 pays candidats ne rejoindront pas l'Union simultanément, nous avons inclus une autre question qui mesure le soutien de l'élargissement. Nous avons demandé aux répondants :

"Laquelle de ces options préférez-vous pour l'avenir immédiat de l'Europe ?

- a) *L'Union européenne devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie*
 - b) *L'Union européenne devrait s'élargir seulement à certains des pays qui souhaitent en faire partie*
 - c) *L'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire*
- Aucune de ces options (spontanément)*
Ne sait pas "

Comme au printemps 2001, l'option la plus prisée des citoyens de l'UE est que l'Union européenne s'élargisse à certains pays seulement souhaitant la rejoindre avec 39% des citoyens partageant ce point de vue, contre 44% au printemps 2001.

24% des répondants font preuve d'un soutien illimité à l'élargissement en choisissant la première option, à savoir que l'Union européenne devrait être élargie à tous les pays souhaitant la rejoindre. Au printemps 2001, 21% des répondants avaient choisi cette option. Cependant, nous constatons que la proportion de répondants qui pensent que l'Union européenne ne devrait être élargie à aucun pays supplémentaire (la troisième option) a également augmenté, passant de 16% au printemps 2001 à 20%.



Les résultats par pays montrent que les Grecs sont les plus ouverts à l'élargissement avec 80% des citoyens pensant que l'UE devrait être ouverte à tous les pays ou à certains d'entre eux. Au Danemark (79%), en Suède (78%) et au Luxembourg (76%) plus des trois quarts de la population partage ce point de vue.

Si nous observons plus spécifiquement le soutien à un élargissement à tous les pays candidats, nous constatons qu'il atteint son niveau le plus élevé en Espagne (40%), en Suède (37%) et au Portugal (36%). En Espagne et au Portugal, cette opinion est majoritaire. En Irlande, l'opinion publique est assez divisée avec des parts égales de la population faisant preuve d'un soutien illimité et d'un soutien limité à l'élargissement (29% chacun).

Dans tous les autres Etats membres, l'élargissement à un nombre limité de pays seulement est la solution la plus populaire pour l'avenir immédiat de l'Europe. Le soutien à ce type d'élargissement atteint son niveau le plus élevé au Danemark (63%) et au Luxembourg (58%) et obtient les faveurs de plus de la moitié de la population aux Pays-Bas (54%), en Autriche et en Grèce (51% chacune).

La France est le seul pays où plus de trois personnes sur dix pensent que l'Union européenne ne devrait s'élargir à aucun pays supplémentaire (35%). Cette opinion est partagée par 29% de la population en Belgique, 22% en Allemagne et 21% au Royaume-Uni. Dans tous les autres pays, moins de deux personnes sur dix sont opposées à l'élargissement. Le pourcentage de réponses « Ne sait pas » varie de 3% au Danemark à 29% en Irlande (Tableau 6.2a).

Par rapport au printemps 2001, nous constatons des revirements significatifs dans plusieurs pays²⁵ :

EVOLUTIONS POSITIVES	
Autriche:	Augmentation du soutien illimité (+5) et du soutien limité (+4)
Luxembourg:	Augmentation du soutien illimité (+4) et du soutien limité (+4)
Suède:	Augmentation du soutien illimité (+6)aux dépens du soutien limité (-3) et de l'opposition (-3)
Espagne:	Augmentation du soutien illimité (+12)aux dépens du soutien limité (-17)
Grèce:	Augmentation du soutien illimité (+9)aux dépens du soutien limité (-8)
Irlande:	Augmentation du soutien illimité (+6)aux dépens du soutien limité (-8)
EVOLUTIONS NEUTRES	
Royaume-Uni:	Plus de polarisation avec augmentation du soutien illimité (+9) et de l'opposition (+5)
Allemagne:	Plus de polarisation avec augmentation du soutien illimité (+3) et de l'opposition (+5)
Pays-Bas:	Plus de polarisation avec augmentation du soutien illimité (+3) et de l'opposition (+5)
Portugal:	Plus de réponses "ne sait pas" (+18) aux dépens du soutien illimité (-5) et du soutien limité (-16)
EVOLUTIONS NEGATIVES	
France:	Augmentation de l'opposition (+12), baisse du soutien illimité (-6) et du soutien limité (-6)
Belgique:	Augmentation de l'opposition (+7)aux dépens du soutien limité (-5)
Italie:	Augmentation de l'opposition (+3)aux dépens du soutien limité (-4)

Les analyses démographiques révèlent une variation relativement faible entre les différents groupes socio-démographiques de la population. Le soutien à un élargissement illimité évolue entre 21% parmi les personnes retraitées et 29% parmi les chômeurs. Pour ce qui est de l'élargissement limité, le soutien atteint son niveau le plus élevé parmi les personnes ayant suivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (48%) et son niveau le plus bas parmi les chômeurs, les personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou plus jeunes (32% pour chaque groupe). L'opposition à l'élargissement varie de 15% parmi les étudiants à 23% parmi les personnes retraitées et les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein entre 16 et 19 ans. La proportion de personnes qui ne choisissent aucune des trois options est faible dans tous les groupes démographiques. Le pourcentage de réponses "ne sait pas" va de 7% pour les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 20 ans ou plus à 20% pour les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou moins (Tableau 6.2b).

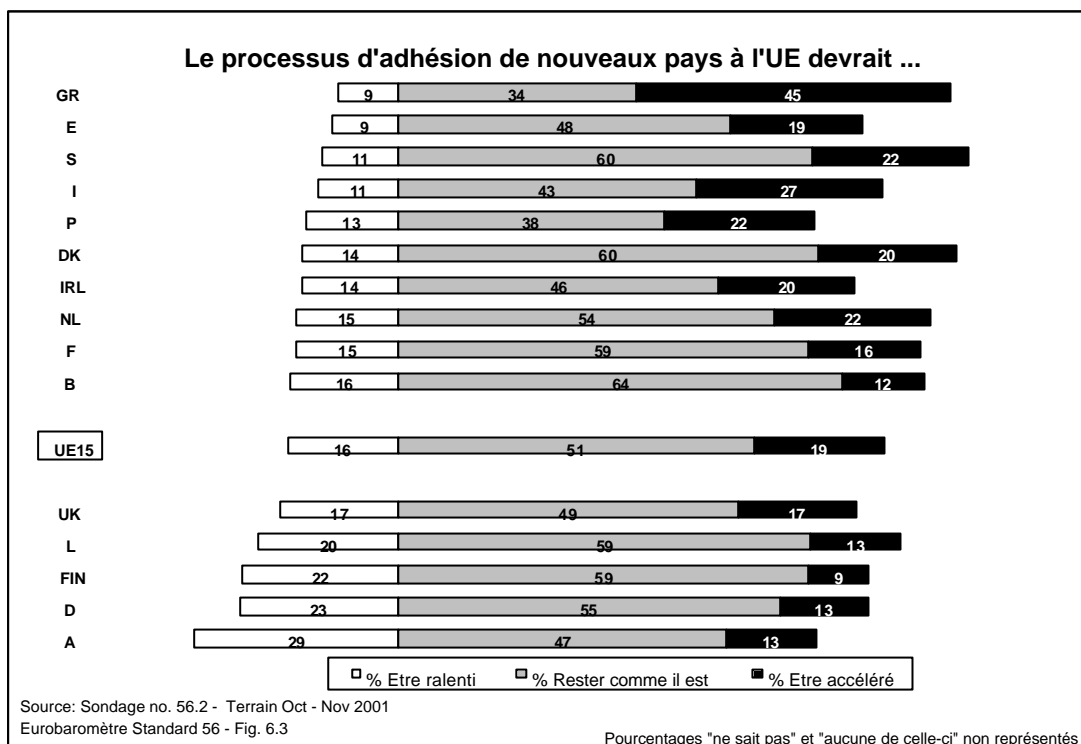
Lorsque nous croisons les réponses de cette mesure du soutien aux réponses de la mesure de soutien « pour ou contre », nous constatons que :

- 39% des personnes qui soutiennent l'élargissement pensent que celui-ci devrait inclure tous les pays qui souhaitent rejoindre l'UE, contre 7% de personnes opposées à l'élargissement.
- 46% des personnes en faveur de l'élargissement soutiennent un élargissement limité contre 29% des personnes qui, lorsqu'elles n'ont pas le choix, y sont opposées.
- seulement 6% des personnes qui se prononcent en faveur de l'élargissement, lorsqu'elles sont forcées de choisir entre les deux extrêmes, pensent que l'UE ne devrait être élargie à aucun pays supplémentaire, contre 48% des personnes opposées à l'élargissement.

D'autres analyses montrent que les répondants qui souhaitent que le processus d'élargissement s'accélère sont nettement plus enclins à préférer un élargissement illimité (49%) que les personnes qui souhaitent que le processus ralentisse (11%).

Les résultats à la question sur la vitesse de l'élargissement indiquent que 51% des répondants pensent qu'elle devrait en rester à son état actuel, 19% souhaitent qu'elle accélère et 16% souhaitent qu'elle ralentisse. Les 15% restants sont sans opinion.

²⁵ Voir également tableau 6.2a.



Les résultats par pays montrent que les Grecs sont de loin les plus susceptibles de souhaiter que le processus d'élargissement soit accéléré (45%). En fait, cette opinion est majoritaire en Grèce. Dans tous les autres pays, l'opinion majoritaire est que la vitesse du processus devrait rester identique. En Belgique (64%), au Danemark et en Suède (60% chacun), cette opinion est partagée par six personnes sur dix et au Luxembourg, en Finlande et en France (59% chacun) elle est partagée par près de six personnes sur dix. L'opinion selon laquelle le processus d'élargissement devrait ralentir atteint son plus haut niveau en Autriche (29%), en Allemagne (23%), en Finlande (22%) et au Luxembourg (20%). Dans tous les autres pays, moins de deux répondants sur dix souhaitent que le processus ralentisse.

Par rapport au printemps 2001, la tendance générale est que la population est à présent plus encline à souhaiter que le processus demeure tel qu'il est. Aux Pays-Bas, nous remarquons un développement positif dans le sens où la population est à présent plus susceptible de souhaiter que le processus accélère. L'augmentation du nombre de personnes qui souhaitent que le processus demeure tel qu'il est au Luxembourg, en Grèce et en Finlande est également positif en ce sens où, à présent, moins de personnes pensent que le processus devrait ralentir. Cependant, au Portugal, en Italie, en Belgique et en France le nombre de personnes qui souhaitent que le processus soit accéléré est à présent nettement moins élevé (Tableau 6.3a).

Les analyses démographiques montrent que la proportion de personnes qui souhaitent que le processus d'élargissement accélère va de 16% pour les personnes de 55 ans et plus à 25% pour les étudiants. Les cadres (21%) sont le seul groupe socio-démographique où plus de 20% des répondants souhaitent que le processus ralentisse.

Nous constatons à nouveau que l'option la plus fréquemment choisie est que la vitesse du processus demeure telle qu'elle est, que la population soit favorable ou opposée à l'élargissement. Toutefois, parmi les personnes favorables à l'élargissement, nous constatons que 30% souhaitent que le processus accélère, tandis que 30% des personnes opposées à l'élargissement pensent que le processus devrait ralentir (voir également tableau 6.3b).

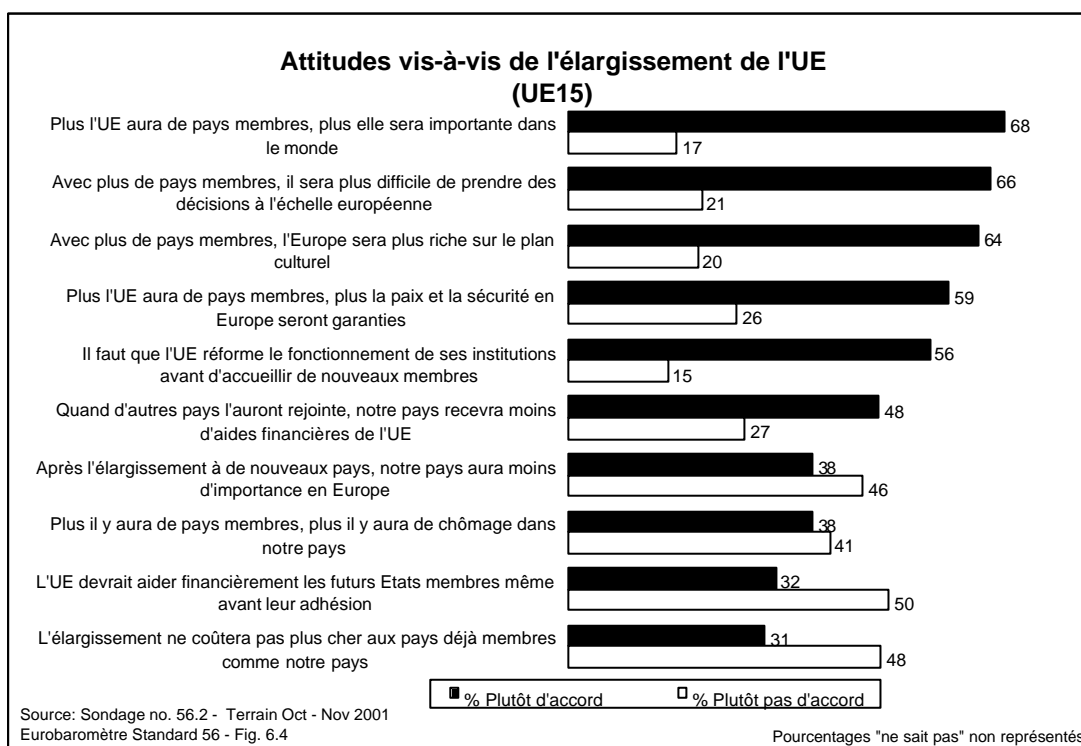
6.2. Attitudes vis-à-vis de l'élargissement

Dans cette section, nous allons observer les attitudes sous-jacentes de la population vis-à-vis de l'élargissement afin de mieux comprendre la relative hésitation du public. Cependant, l'analyse de ces attitudes sous-jacentes montre que pour de nombreuses personnes l'élargissement présente également des aspects positifs.

Dans l'ensemble, les résultats de l'automne 2001 sont plus positifs que ceux obtenus au printemps 2001, contribuant à expliquer pourquoi le soutien à l'élargissement est à présent plus répandu, d'une manière générale²⁶.

La majorité des citoyens de l'UE pense que plus l'Union aura d'Etats membres, plus elle sera importante dans le monde (68%) tandis que seulement 38% pensent que leur propre pays deviendra moins important suite à l'élargissement. 64% des citoyens de l'UE considèrent une Union composée de plus d'Etats membres comme un enrichissement culturel et 59% pensent que plus l'UE aura d'Etats membres, plus la paix et la sécurité en Europe seront garanties.

L'évolution la plus importante depuis le printemps 2001 est enregistrée à propos du fait que l'élargissement apporterait plus de paix et de sécurité en Europe (+9 points). La proportion des personnes qui ne sont pas d'accord avec cette déclaration a diminué de 6 points. D'autres revirements majeurs se sont produits pour les personnes qui ne pensent pas que leur pays deviendra moins important suite à l'élargissement (+6) et pour ceux qui pensent que l'élargissement coûtera plus aux pays membres existants (+6). La proportion des personnes qui ne pensent pas que le chômage augmentera dans leur pays suite à l'élargissement a augmenté d'autant que la part de personnes qui ne pensent pas que les pays candidats devraient recevoir une aide financière (+5).



De nombreux Européens partagent également l'opinion selon laquelle les institutions de l'Union doivent être réformées (56%) car ils s'inquiètent de ce qu'avec plus de pays il sera bien plus difficile de prendre des décisions au niveau européen (66%).

Cependant, la tendance à se montrer hésitant vis-à-vis de l'élargissement se comprend plus facilement lorsque nous observons les implications économiques perçues. Seulement 31% des citoyens de l'UE pensent que l'élargissement ne coûtera pas plus cher à leur pays. De nombreux citoyens soupçonnent également que le budget sera réparti différemment avec 48% pensant qu'une fois que de nouveaux pays auront rejoint l'Union, leur pays recevra moins d'aide financière. En outre, nous constatons que certains citoyens de l'UE ne souhaitent pas que les futurs pays membres reçoivent une aide financière de l'Union européenne pour les aider à sa préparer à rejoindre l'Union (seulement 32% sont d'accord avec l'octroi d'une aide financière), tandis que 38% des Européens craignent que l'élargissement ne mène à une augmentation du chômage dans leur pays (Tableau 6.4).

²⁶ Voir Rapport Eurobaromètre n° 55, tableau 3.9a.

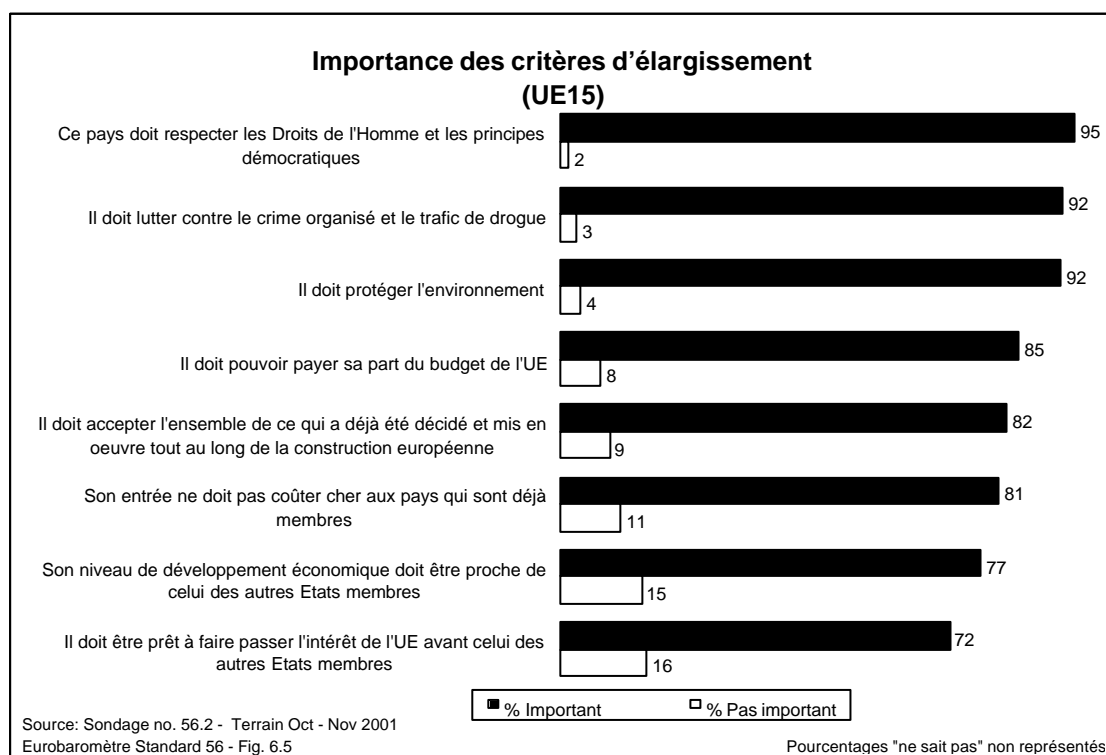
Le tableau suivant présente les différences d'opinion entre les personnes qui soutiennent l'élargissement et les personnes qui y sont opposées pour chacun de ces dix éléments attitudinaux.

Relation entre les attitudes vis-à-vis de l'élargissement et le soutien à l'élargissement		
Attitudes vis-à-vis de l'élargissement :	Soutien à l'élargissement	
	Pour	Contre
	%	%
Attitudes positives :		
UE plus importante	84	50
UE plus riche culturellement	79	47
Plus de paix et de sécurité	76	39
Aide financière aux nouveaux membres	43	21
Pas de frais supplémentaire	40	22
Attitude neutre :		
Réforme des institutions	61	59
Attitudes négatives :		
Plus de chômage	30	57
Pays moins important	34	52
Moins d'aide au pays	46	59
Plus difficile de prendre des décisions	63	77

Le pourcentage de réponses "ne sait pas" pour toutes les déclarations relatives à l'élargissement est toujours substantiellement plus élevée que ce que nous constatons d'habitude dans le sondage, laissant supposer que l'opinion publique a une certaine marge d'amélioration.

6.3. Critères auxquels devraient répondre les pays candidats

Le sondage comprend également une batterie de questions demandant aux citoyens de juger de l'importance des critères d'élargissement auxquels les pays candidats doivent répondre pour rejoindre l'Union européenne.

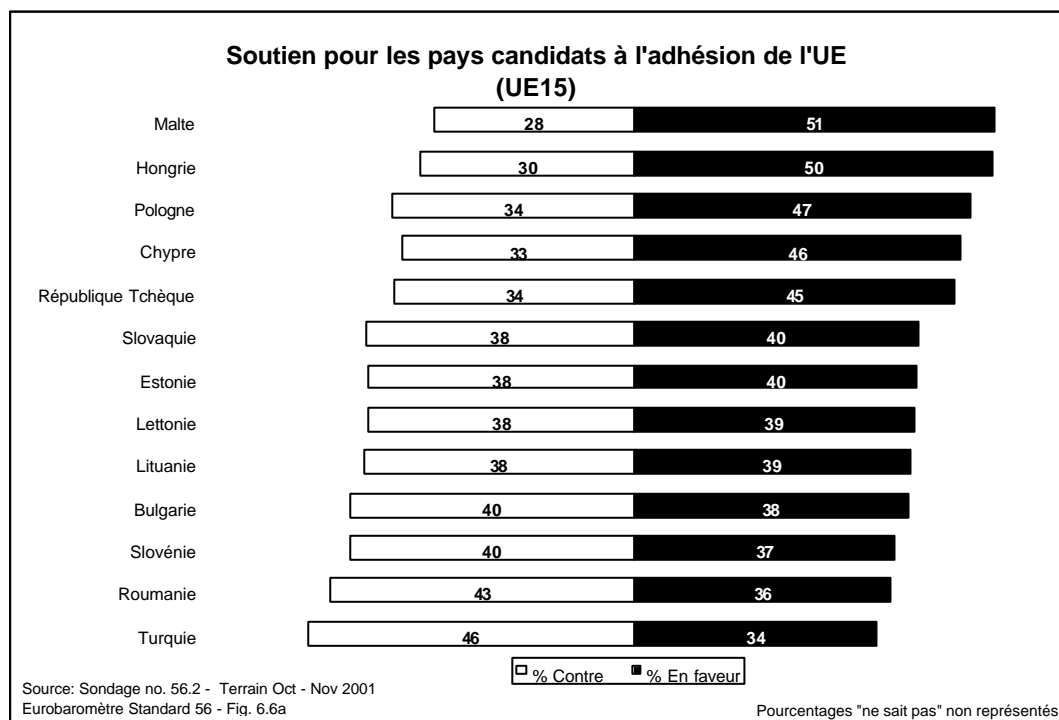


Plus de neuf personnes sur dix pensent que les pays candidats devraient a) respecter les Droits de l'Homme et les principes de la démocratie, b) lutter contre le crime organisé et le trafic de drogue et c) protéger l'environnement s'ils souhaitent rejoindre l'Union européenne. La grande majorité (82%) pense également que les pays candidats doivent accepter ce qui a déjà été décidé et mis en place tout au long du processus de la construction européenne. L'inquiétude du public concernant les implications financières de l'élargissement est évidente d'après la grande importance accordée au critère selon lequel les pays candidats doivent être en mesure de payer leur part du budget de l'UE (85%) et que leur adhésion ne doit pas être coûteuse pour les membres existants (81%). Plus des trois quarts des citoyens de l'UE (77%) pensent qu'il est important que le niveau de développement économique des pays candidats soit aussi proche que possible des Etats membres. 72% des répondants estiment important que les pays candidats placent les intérêts de l'UE avant les leurs. Les Danois (42%), les Finlandais (50%), les Suédois (52%) et les Britanniques (58%) sont nettement moins susceptibles que les citoyens des autres pays, de considérer ce critère comme important (Tableau 6.5)

6.4. Quels pays devraient rejoindre l'UE ?

Dans cette section, nous allons observer dans quelle mesure le public soutient l'adhésion de chacun des 13 pays candidats. Nous avons également demandé aux répondants s'ils soutiendraient l'adhésion d'un certain nombre de pays de l'AELE, de l'Albanie et de pays qui faisaient autrefois partie de la Yougoslavie.

L'opinion publique varie beaucoup en fonction de a) le pays dont il est question et b) de l'Etat membre dans lequel vivent les répondants. Si nous observons d'abord les 13 pays candidats, nous constatons que les répondants ont tendance à se prononcer d'abord en faveur de Malte (51%), puis de la Hongrie (50%), la Pologne (47%), Chypre (46%) et la République tchèque (45%).



Comme nous pouvons le déduire au vu des chiffres présentés dans le graphique ci-dessus, l'opinion publique ne s'est pas encore cristallisée. Beaucoup de citoyens de l'UE continuent à adopter la réponse "ne sait pas" lorsque nous leur demandons quels pays ils soutiendraient pour l'adhésion à l'Union européenne, bien que le pourcentage de réponses "ne sait pas" ait diminué depuis que la question a été posée pour la première fois à l'automne 2000. Le classement relatif du soutien apporté à chaque pays est resté identique à celui de l'automne 2000 mais le niveau de soutien de l'accession a augmenté pour tous les pays, entre quatre points (pour la Hongrie, la République tchèque, l'Estonie, la Bulgarie et la Turquie) et un point (pour Malte). La proportion des répondants se prononçant contre l'accession a également montré quelque mouvement, allant d'une augmentation de trois points contre la Roumanie à une diminution de un point contre la Hongrie, la République tchèque et la Turquie.

Ce que le graphique de la page précédente ne révèle pas, ce sont les importantes différences qui existent parmi les 15 Etats membres par rapport à la mesure dans laquelle les personnes interrogées soutiennent l'adhésion des pays candidats. Afin de montrer cette variation, nous avons calculé le pourcentage moyen de la population en faveur des 13 pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

MOYENNE EN % EN FAVEUR D'UNE ADHESION A L'UE DES 13 PAYS CANDIDATS (PAR PAYS)	
Pays	Moyenne en %
Suède	67
Grèce	61
Danemark	58
Espagne	50
Pays-Bas	47
Finlande	47
Italie	46
Portugal	46
Luxembourg	46
Irlande	46
Belgique	42
UE15	42
Royaume-Uni	40
Allemagne	39
Autriche	39
France	26

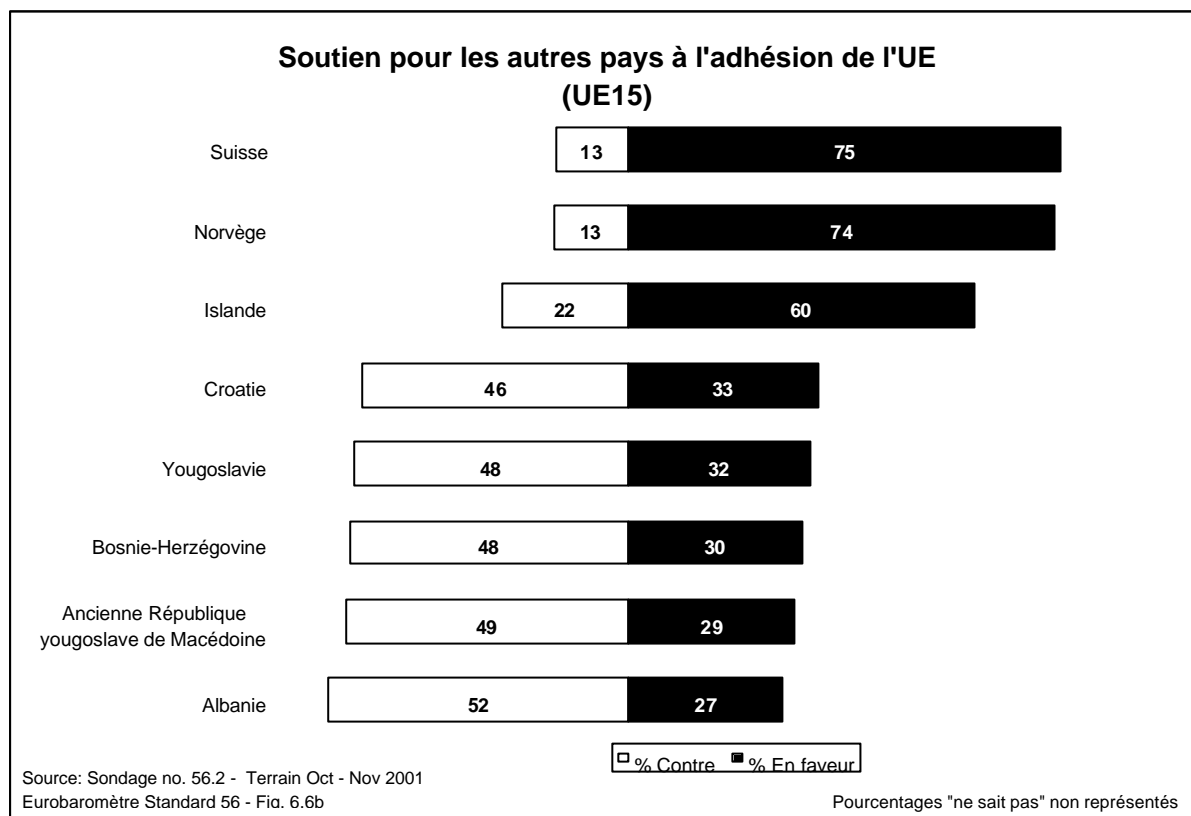
En moyenne, les Suédois (67%) sont les plus susceptibles de se prononcer en faveur d'une adhésion à l'UE des pays candidats tandis que le soutien en France (26%) tend à être le moins important. Par rapport à l'automne 2000, les citoyens sont à présent plus susceptibles de soutenir l'adhésion des pays candidats, avec une augmentation de 8 points au niveau de l'UE15²⁷ (Tableau 6.6a).

Si nous observons ensuite les autres pays inclus dans le sondage, nous constatons que le soutien aux pays de l'AELE est le plus répandu avec 75% des répondants se prononçant en faveur de l'adhésion de la Suisse, 74% en faveur de la Norvège et 60% en faveur de l'Islande.

En ce qui concerne les pays qui formaient l'ancienne République de Yougoslavie, nous constatons que la population fait peu de distinction entre eux, les niveaux de soutien allant de 29% pour l'ancienne République yougoslave de Macédoine à 33% pour la Croatie. 27% des citoyens européens se prononcent en faveur de l'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne²⁸.

²⁷ Pour le niveau de soutien moyen dans chaque Etat membre à l'automne 2000, voir page 84 du Rapport Eurobaromètre n° 54.

²⁸ Voir également tableau 6.6b



6.5. Prise de décision dans une Union élargie

En ayant à l'esprit l'élargissement, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réduit lors du Conseil européen de Nice²⁹ le nombre de domaines où une prise de décision unanime est nécessaire.

L'Eurobaromètre mesure ce que le public ressent vis-à-vis du vote à la majorité avec la question suivante :

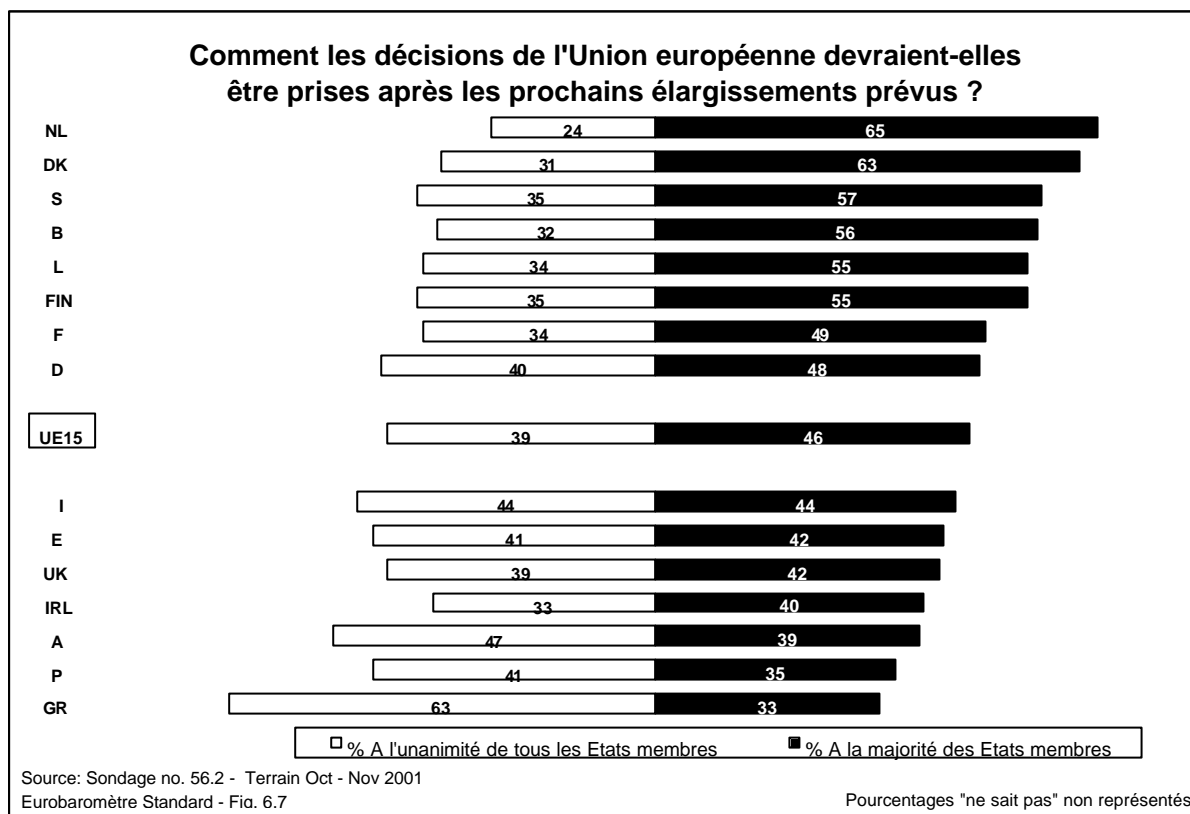
Après les élargissements prévus par l'Union européenne, le nombre d'Etats membres passera de 15 à plus de 25. A votre avis, les décisions de l'Union européenne devraient-elles alors être prises à l'unanimité de tous les Etats membres ou à la majorité des Etats membres ?

Les résultats indiquent que le public tend à soutenir un vote à la majorité dans une Union élargie avec 46% des répondants optant pour ce choix contre 39% qui préfèrent l'unanimité.

Les résultats par pays montrent que les Pays-Bas (65%) et le Danemark (63%) sont de loin les plus susceptibles de se prononcer en faveur d'un vote à l'unanimité. En Suède (57%), en Belgique (56%), au Luxembourg et en Finlande (55% chacun) plus de la moitié de la population se prononce en faveur du vote à la majorité. C'est également la méthode la plus fréquemment choisie dans les cinq plus grands Etats membres, bien qu'à un degré moins marqué. En Grèce, 63% des répondants pensent que les décisions de l'Union européenne devraient être prises à l'unanimité par tous les Etats membres après l'élargissement. Ce constat offre un contraste saisissant par rapport à l'important soutien enregistré en Grèce pour l'élargissement. L'Autriche est le seul autre pays où les personnes en faveur du vote à la majorité sont minoritaires mais le soutien à l'élargissement est moins important en Autriche.

²⁹ Pour plus d'informations concernant le Traité de Nice, voir <http://ue.eu.int/presid/conclusions.htm>.

³⁰ Pour plus d'informations concernant le Traité de Nice, voir <http://ue.eu.int/presid/conclusions.htm>.



Par rapport au printemps 2001, le vote à la majorité a nettement augmenté en popularité au Danemark (+9), en Suède, au Luxembourg (+5 chacun) et au Royaume-Uni (+3). En Allemagne (+9), au Portugal (+7) et en Grèce (+3), d'un autre côté, nous constatons d'importantes augmentations du soutien apporté au vote à l'unanimité. Les Luxembourgeois sont à présent plus susceptibles d'avoir une opinion, que ce soit en faveur du vote à l'unanimité ou du vote à la majorité (Tableau 6.7a).

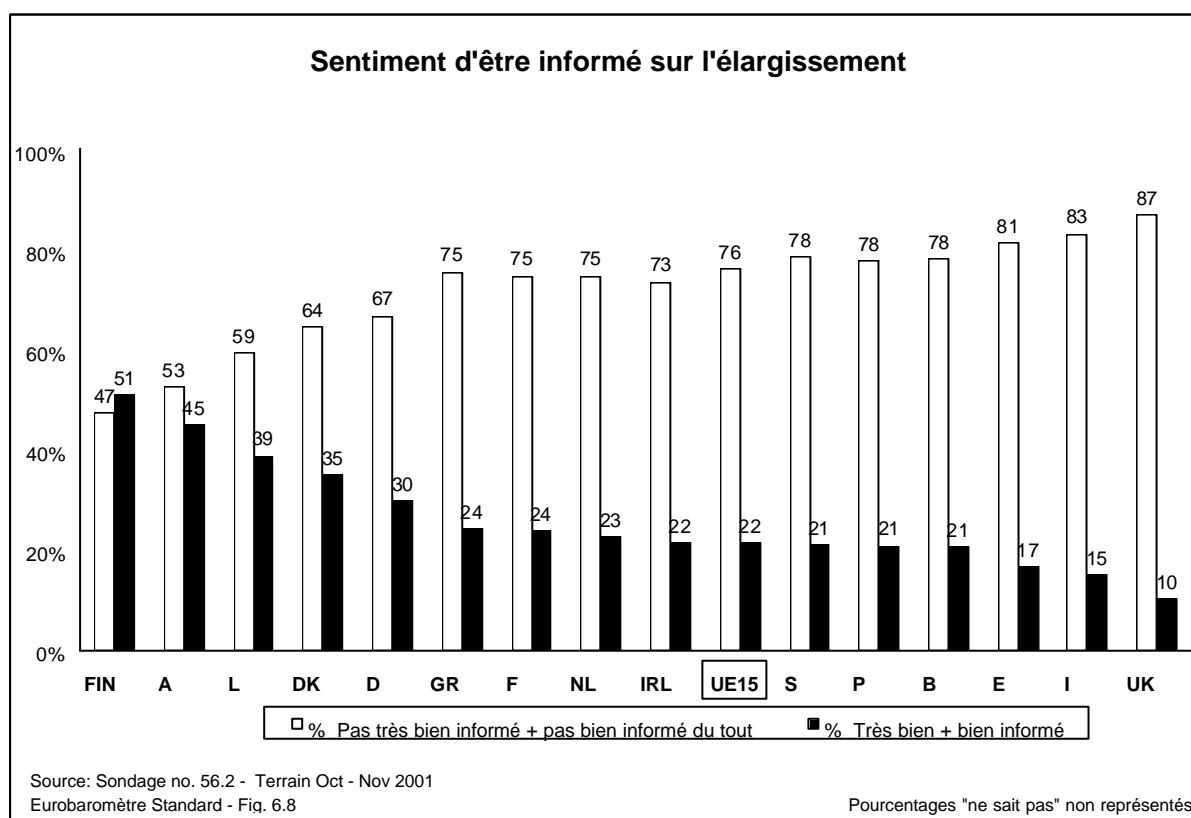
Les analyses démographiques indiquent que les cadres (59%) sont les plus susceptibles de se prononcer en faveur du vote à la majorité, suivis par les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 20 ans ou plus (58%). Les chômeurs et les personnes ayant quitté l'éducation à temps plein avant l'âge de 16 ans (40% pour chaque groupe) sont les moins susceptibles de se prononcer en sa faveur. Les chômeurs sont le seul groupe démographique où le vote à l'unanimité est plus populaire que le vote à la majorité, bien qu'avec une faible marge.

Au niveau attitudinal, nous constatons que 54% des personnes qui soutiennent l'UE préfèrent le vote à la majorité, contre 37% des personnes considérant l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose. Parmi ce dernier groupe, le vote à l'unanimité est la méthode la plus fréquemment choisie pour la prise de décision dans une Union élargie (45%). (Tableau 6.7b)

6.6. Sentiment d'être informé concernant l'élargissement

Pour la deuxième fois, le sondage a mesuré dans quelle mesure le public se sent bien informé concernant l'élargissement. Les résultats montrent que la proportion de personnes qui se sentent bien informées (22%) est toujours très faible bien qu'une augmentation significative ait été enregistrée depuis le printemps 2001 (+4 points). En revanche, 76% des citoyens ne se sentent pas très bien ou pas du tout bien informés, contre 78% lors de la précédente mesure.

Les résultats par pays indiquent que la Finlande est le seul pays où à peine un peu plus de la moitié de la population se sent bien informée concernant l'élargissement (51%) et l'Autriche vient en seconde position (45%). Les Britanniques (10%), les Italiens (15%) et les Espagnols (17%) sont les moins susceptibles de se sentir bien informés concernant l'élargissement.



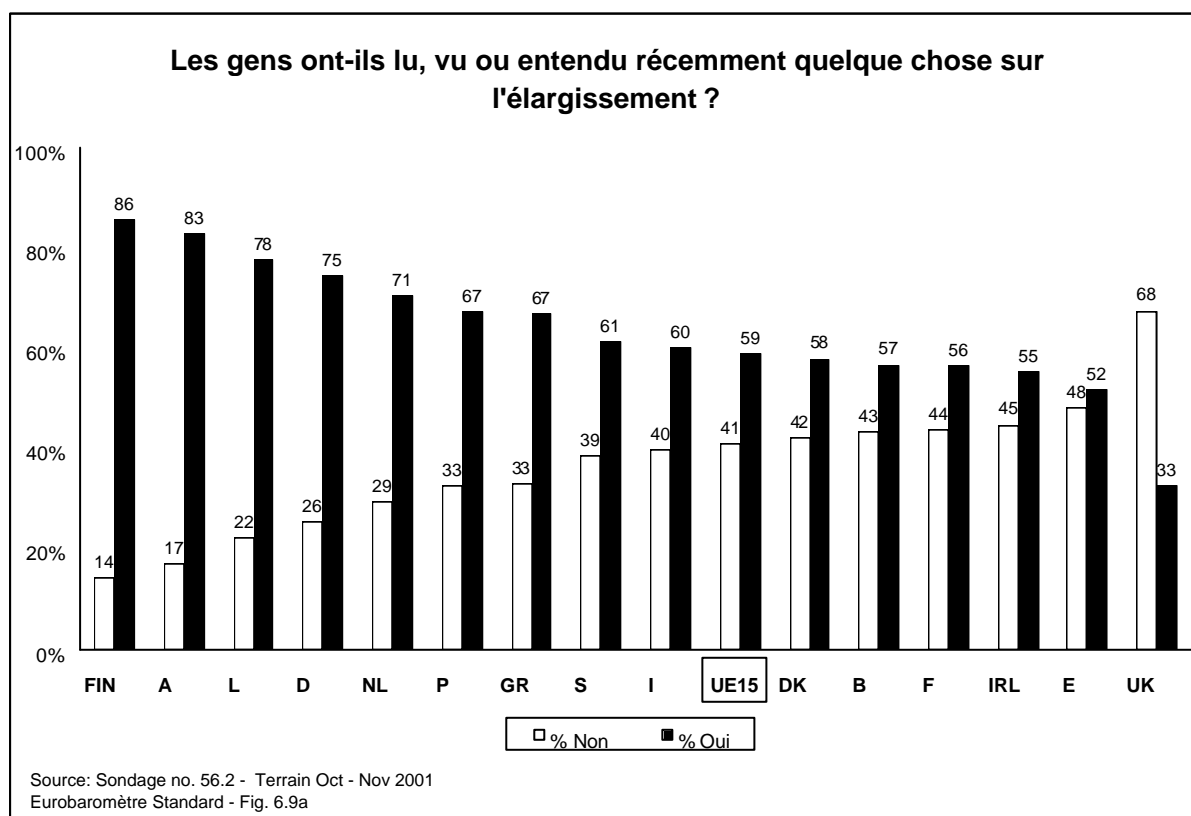
Par rapport au printemps 2001, nous constatons une amélioration significative dans plusieurs Etats membres avec des augmentations du pourcentage de personnes qui se sentent bien informées jusqu'à 15 points en Autriche, 12 points au Luxembourg, 10 points en Irlande et 9 points aux Pays-Bas. Le Danemark est le seul pays où la population est à présent nettement moins susceptible de se sentir bien informée concernant l'élargissement, passant de 40% au printemps 2001 à 35% à l'automne 2001 (Tableau 6.8a).

Les analyses démographiques montrent que la proportion de personnes qui se sentent bien informées concernant l'élargissement varie de 13% pour les personnes au foyer et les chômeurs à 38% pour les cadres. Les niveaux d'information sont un peu plus élevés parmi les personnes qui soutiennent l'élargissement (illimité ou limité) que parmi les personnes qui pensent que l'Union européenne ne devrait pas être élargie (Tableau 6.8b).

6.7. Informations concernant l'élargissement

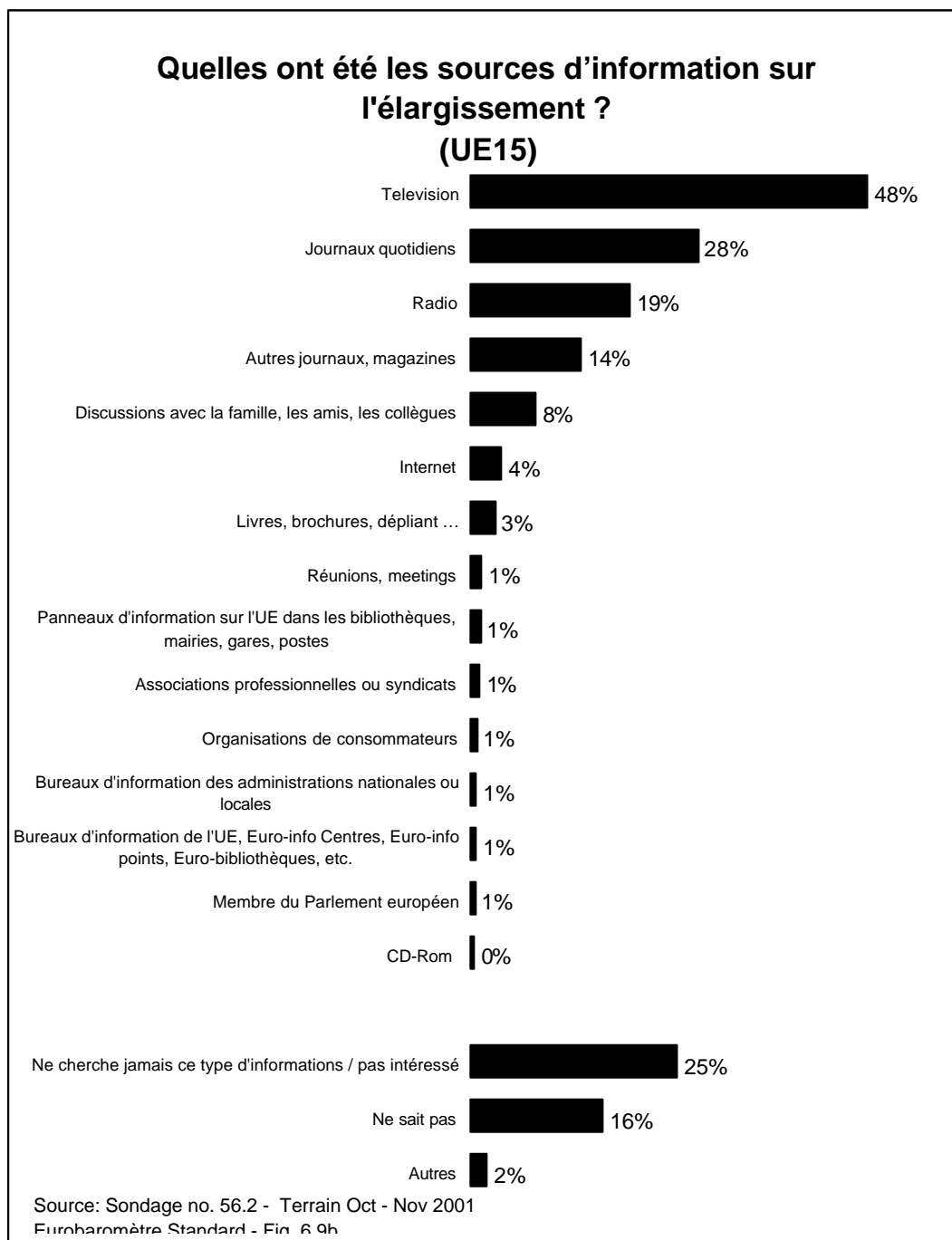
Dans ce sondage, nous avons également demandé aux répondants pour la première fois s'ils avaient récemment lu, vu ou entendu parler de quoi que ce soit concernant l'élargissement. En moyenne, 59% des répondants indiquent que c'est le cas. Un quart (25%) d'entre eux déclarent ne jamais rechercher de telles informations ou ne pas être intéressés et 16% ne savent pas ou ne se souviennent pas.

Comme le montre le graphique ci-dessous, nous constatons d'importantes variations entre les Etats membres, ce qui explique dans une certaine mesure pourquoi les niveaux de sentiment vis-à-vis de l'information varient autant. Avec 86%, les répondants finlandais sont les plus susceptibles d'avoir récemment lu, vu ou entendu parler de l'élargissement. Comme nous l'avons vu plus tôt, la Finlande est également le pays comptant la proportion la plus élevée de personnes qui se sentent bien informées concernant l'élargissement. Les Autrichiens sont la deuxième population la plus susceptible de se sentir bien informée concernant l'élargissement avec 83% de répondants ayant récemment lu, vu ou entendu parler de l'élargissement. Les citoyens du Royaume-Uni sont les moins susceptibles d'avoir lu, vu ou entendu parler de quoi que ce soit concernant l'élargissement (33%) et les moins susceptibles de se sentir bien informés à ce sujet.



La proportion des personnes qui ne recherchent jamais d'informations concernant l'élargissement ou qui ne sont pas intéressées varie également énormément entre les Etats membres. En Espagne (37%), au Royaume-Uni (34%) et en France (33%) ceci s'applique à plus de 3 répondants sur 10. En Finlande (9%) et en Autriche (11%) ceci s'applique à seulement 1 répondant sur 10 (Tableau 6.9).

Nous avons montré une fiche et demandé à tous les répondants qui ont indiqué avoir récemment lu, vu ou entendu parler de quoi que ce soit concernant l'élargissement de quelles sources ils avaient obtenu ces informations. Les résultats révèlent que 48% des répondants de l'UE ont récemment vu des informations concernant l'élargissement à la télévision, 28% ont récemment lu des informations dans les journaux quotidiens et 19% ont récemment entendu des informations à la radio.



Le tableau de la page suivante montre que la télévision est la source la plus fréquemment mentionnée dans les 15 Etats membres. Les journaux sont la seconde source la plus fréquemment mentionnée dans 11 pays et la troisième source la plus importante dans trois pays. La Grèce est le seul pays où les journaux ne font pas partie des trois principales sources. La radio occupe la seconde place au Danemark, en France et en Grèce et la troisième place dans tous les autres pays à l'exception du Portugal et de l'Italie. Au Portugal, les discussions avec des parents, des amis et des collègues font partie des trois premiers choix et en Italie et en Grèce d'autres journaux et magazines font partie des trois premiers choix (voir également tableau 6.9).

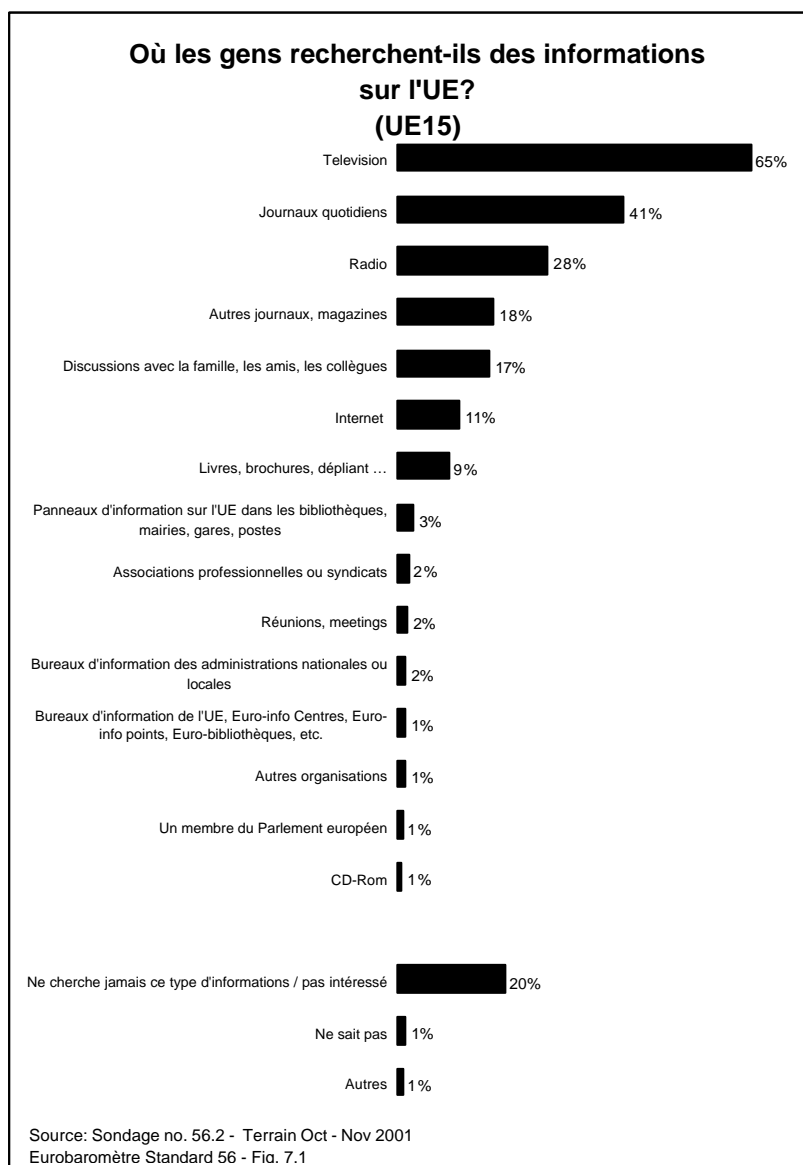
CLASSEMENT DES TROIS SOURCES LES PLUS SOUVENT MENTIONNEES DONT LES CITOYENS ONT REÇU DES INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉLARGISSEMENT (EN %, PAR ETAT MEMBRE)			
Belgique		Luxembourg	
Télévision	48	Télévision	65
Journaux quotidiens	24	Journaux quotidiens	48
Radio	22	Radio	47
Danemark		Pays-Bas	
Télévision	50	Télévision	59
Radio	27	Journaux quotidiens	36
Journaux quotidiens	24	Radio	25
Allemagne		Autriche	
Télévision	63	Télévision	64
Journaux quotidiens	47	Journaux quotidiens	45
Radio	29	Radio	39
Grèce		Portugal	
Télévision	60	Télévision	61
Radio	21	Discussions	13
Journaux, magazines	17	Journaux quotidiens	11
Espagne		Finlande	
Télévision	45	Télévision	77
Journaux quotidiens	18	Journaux quotidiens	51
Radio	17	Radio	40
France		Suède	
Télévision	44	Télévision	53
Radio	21	Journaux quotidiens	38
Journaux quotidiens	21	Radio	28
Irlande		Royaume-Uni	
Télévision	39	Télévision	20
Journaux quotidiens	28	Journaux quotidiens	15
Radio	21	Radio	9
Italie			
Télévision	47		
Journaux quotidiens	22		
Journaux, magazines	14		

7. Connaissance de l'Union européenne

Ce chapitre étudie la manière dont les citoyens recherchent des informations concernant l'Union européenne et les sources qu'ils préfèrent. Nous analyserons également comment les citoyens perçoivent la couverture médiatique des affaires européennes et nous rapporterons l'auto-évaluation des citoyens de leurs connaissances de l'Union européenne et leur connaissance d'un certain nombre d'institutions de l'UE. La perception du public de la manière dont l'Union européenne dépense son budget sera également analysée.

7.1. Sources d'information concernant l'Union européenne

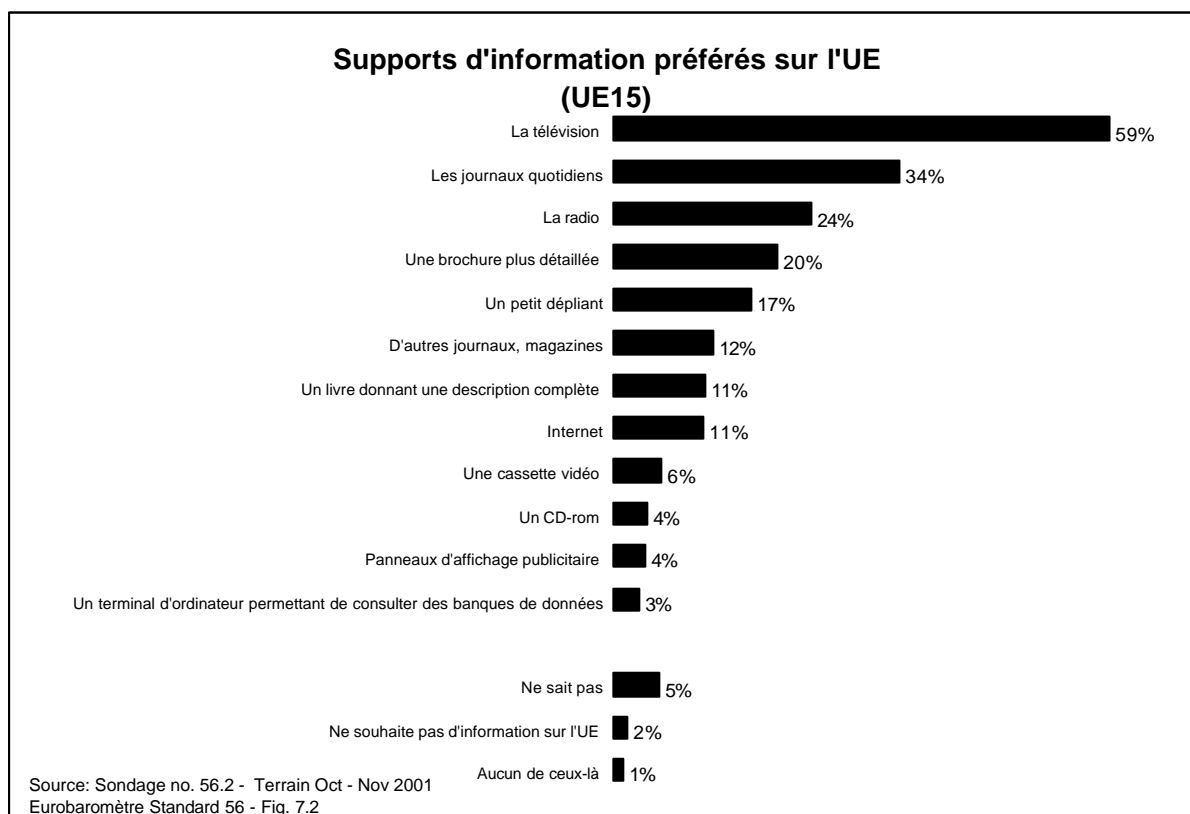
L'Eurobaromètre interroge régulièrement les citoyens de l'UE sur les sources qu'ils utilisent lorsqu'ils recherchent des informations sur l'Union européenne. Comme d'habitude, les résultats indiquent que le public utilise le plus fréquemment les médias : 65% des répondants déclarent allumer la télévision lorsqu'ils recherchent des informations, 41% des répondants lisent les journaux quotidiens et 28% écoutent la radio³¹. Toutes les autres sources sont utilisées par moins de deux citoyens de l'UE sur dix.



³¹ Nous avons montré aux répondants une fiche reprenant 15 sources et nous leur avons demandé de citer toutes celles qu'ils utilisent lorsqu'ils recherchent des informations concernant l'Union. Ils pouvaient également mentionner d'autres sources, dire qu'ils ne recherchent jamais d'informations sur l'UE (pas intéressés) ou déclarer qu'ils ne savaient pas.

Comme nous pouvons le voir sur le graphique ci-dessus, 20% des répondants ne recherchent jamais d'informations ou ne sont pas intéressés. Ces chiffres varient énormément d'un pays à l'autre. Au Luxembourg, seulement 3% des répondants ont donné cette réponse tandis que plus de 33% des répondants en Espagne ne recherchent jamais d'informations concernant l'Union européenne ou ne sont pas intéressés par de telles informations (Tableau 7.1).

Le sondage demande également régulièrement aux répondants d'indiquer leur(s) méthode(s) préférée(s) pour recevoir des informations sur l'Union européenne à partir d'une liste de 11 sources prédéfinies. C'est sans surprise que nous constatons que la préférence des citoyens va aux trois sources médiatiques qu'ils sont les plus susceptibles d'utiliser : 59% des répondants déclarent préférer la télévision, 34% déclarent préférer les journaux quotidiens et 24% indiquent la radio comme étant leur source préférée. 11% des répondants ont sélectionné l'Internet. Les autres outils d'information non imprimés comme les cassettes vidéo (6%), les CD-ROM (4%) et les bases de données informatiques (3%) continuent à être moins populaires que les sources imprimées³².



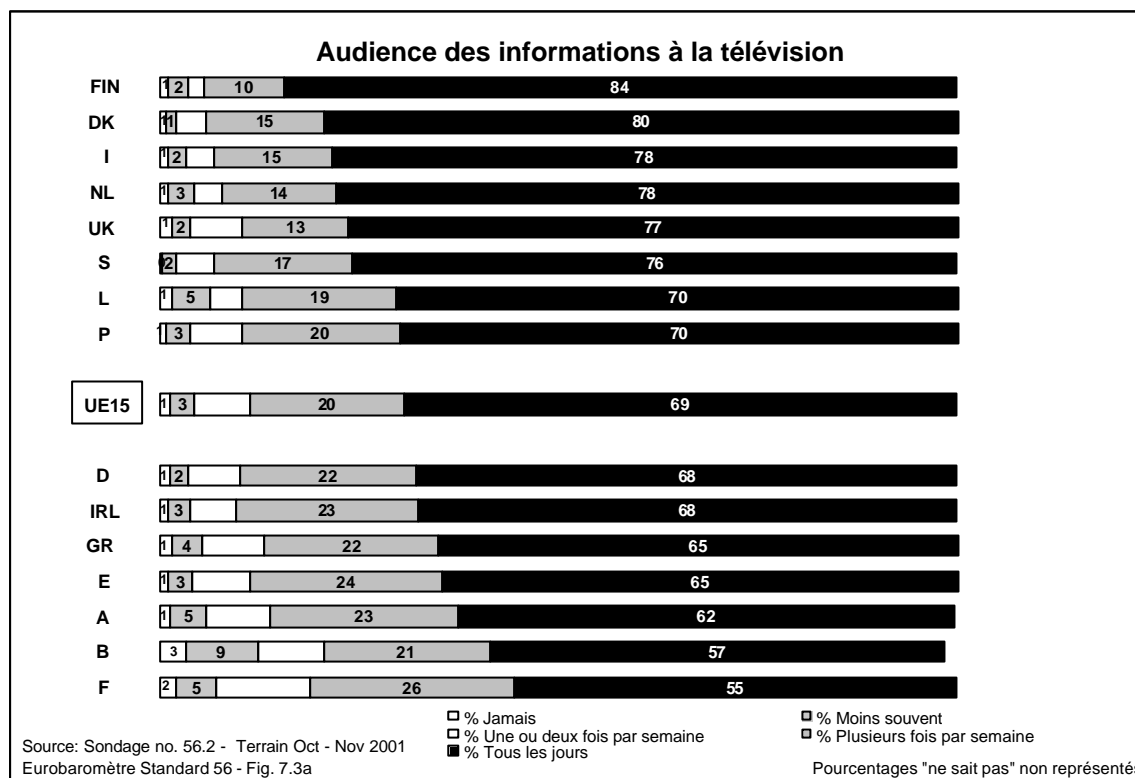
7.2. Les médias et leur couverture des affaires européennes

Audience des informations à la télévision

Comme le montre le graphique de la page suivante, 69% des répondants regardent les informations à la télévision tous les jours et 20% les regardent plusieurs fois par semaine³³.

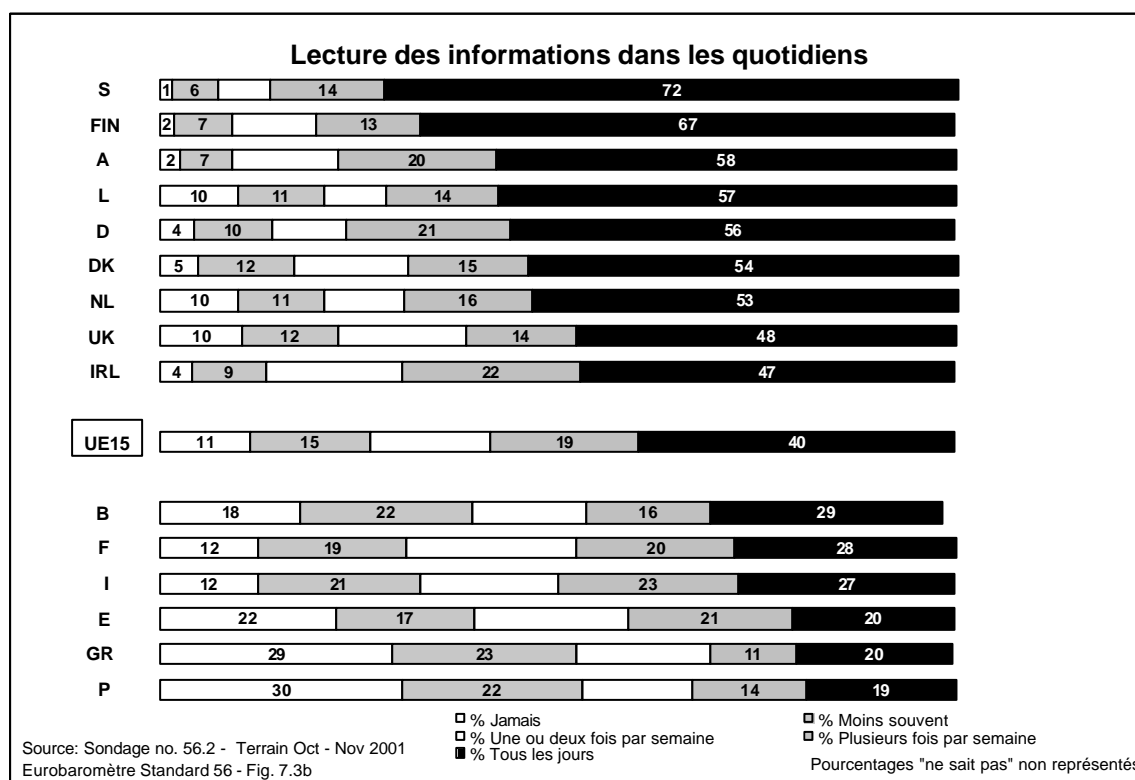
³² Voir tableau 7.2 pour les résultats par pays.

³³ Voir tableau 7.3a pour les résultats par pays.



Lecture des journaux quotidiens

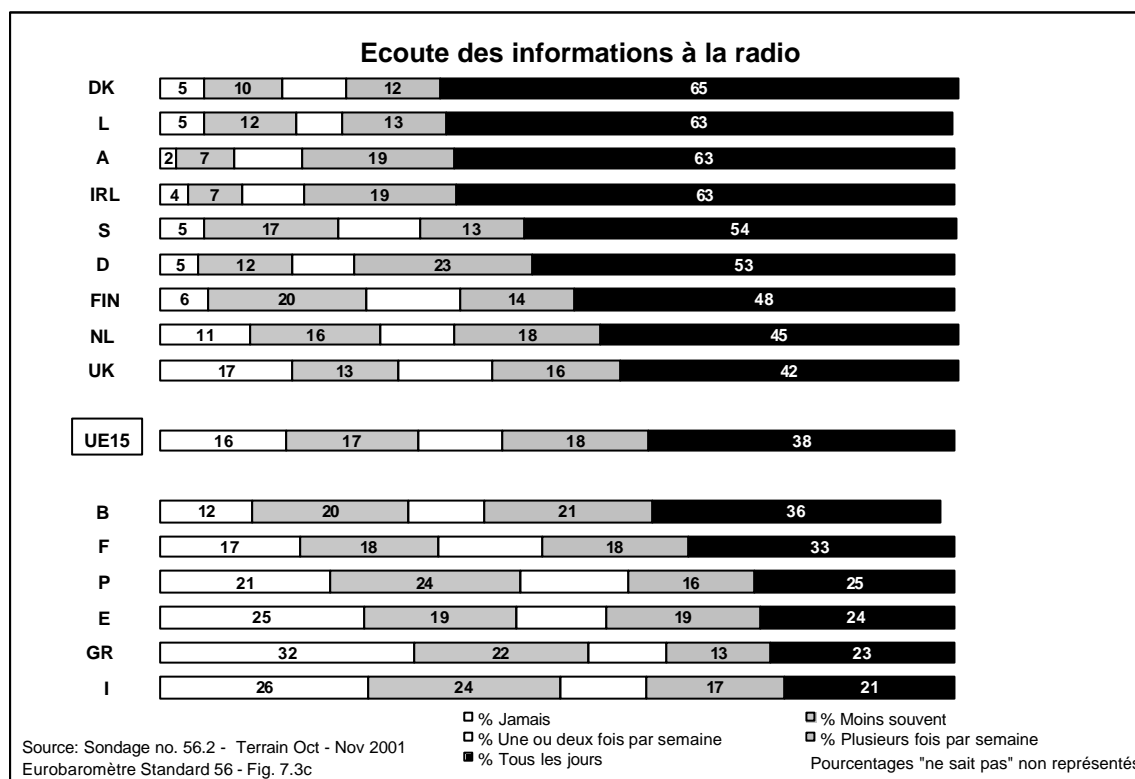
Quatre répondants sur dix lisent les informations dans les journaux quotidiens tous les jours et 19% lisent un quotidien plusieurs fois par semaine³⁴.



³⁴ Voir tableau 7.3b f pour les résultats par pays.

Audience des informations à la radio

Près de quatre répondants sur dix écoutent la radio tous les jours (38%) et 18% le font plusieurs fois par semaine³⁵.



Couverture des affaires européennes dans les médias

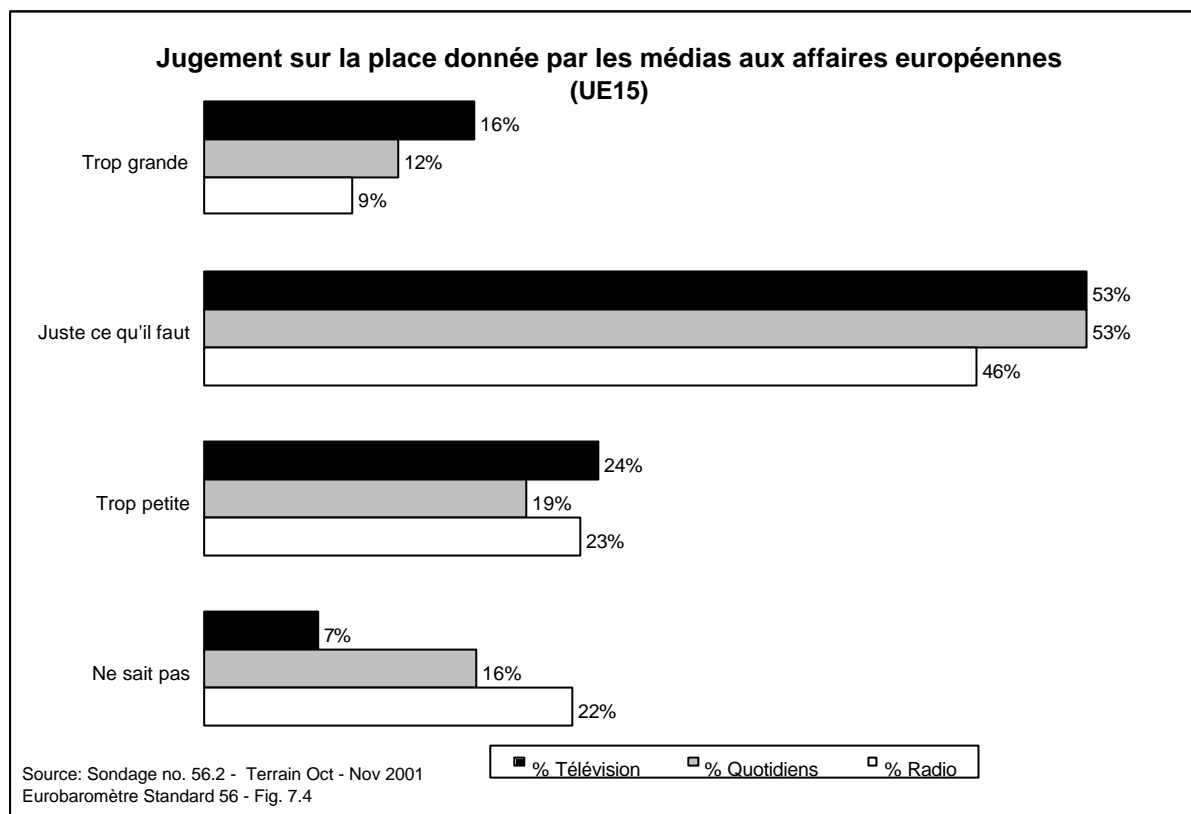
Examinons maintenant ce que les Européens pensent de la couverture accordée par les médias aux affaires de l'Union européenne. Nous avons posé la question suivante aux sondés :

"Pensez-vous que la place donnée par les médias aux affaires européennes est beaucoup trop grande, trop grande, juste ce qu'il faut, trop petite ou beaucoup trop petite dans..."

- les nouvelles à la télévision (NATIONALITE) ?*
- les nouvelles dans les quotidiens (NATIONALITE) ?*
- les nouvelles à la radio (NATIONALITE) ?*

Comme le montre le graphique de la page suivante, plus de la moitié des citoyens de l'UE pensent que la télévision et les journaux quotidiens fournissent une bonne couverture des affaires européennes. Pour la radio, ce chiffre est légèrement moins élevé (46%). Tandis que seule une petite minorité de répondants pense que les trois médias accordent trop d'importance à la couverture des affaires européennes, certains trouvent que la couverture est insuffisante. 24% des répondants pensent que la télévision n'accorde pas assez de place aux affaires européennes, 23% ont cette opinion vis-à-vis de la radio et 19% ont cette opinion concernant les journaux quotidiens.

³⁵ Voir tableau 7.3c pour les résultats par pays.



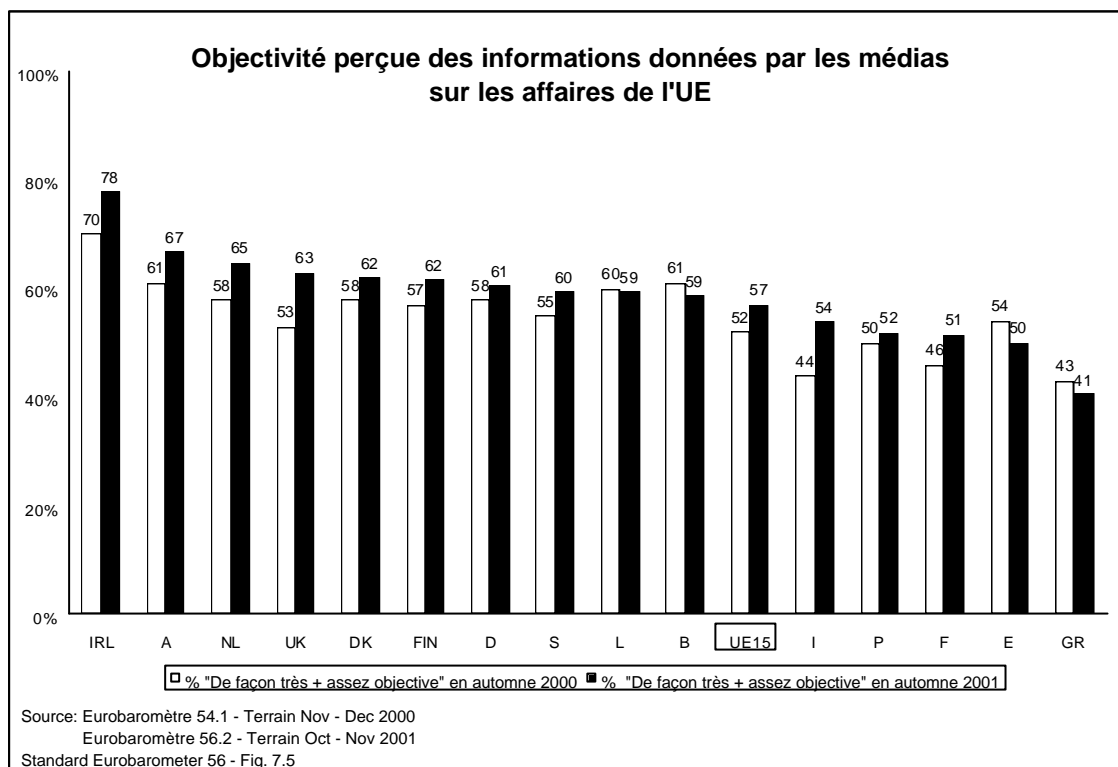
Les résultats par pays révèlent que les Luxembourgeois (43%) sont les plus susceptibles d'avoir l'impression que la couverture des affaires européennes est trop peu importante à la **télévision**, suivis par les Italiens (34%), les Danois (33%), les Grecs (31%) et les Néerlandais (30%). La proportion de personnes qui pensent que la couverture à la télévision est trop importante atteint son niveau le plus élevé en Espagne (28%) et au Portugal (26%). En Finlande (69%), en Irlande (66%), en Belgique (65%), en Autriche (64%) et en Suède (63%) plus de six personnes sur dix pensent que la couverture accordée par la télévision aux affaires européennes est plutôt correcte. Le Luxembourg (38%), la Grèce (40%), l'Espagne et le Portugal (47% chacun) sont les seuls pays où moins de 50% de la population partage cette opinion (Tableau 7.4a).

Les Finlandais sont les plus susceptibles de penser que la couverture accordée aux affaires européennes dans les **journaux quotidiens** est plutôt correcte (69%), suivis par les Autrichiens (67%), les Irlandais (66%), les Suédois (63%) et les Danois (62%). Les autres pays où plus de la moitié de la population partage ce point de vue sont les Pays-Bas, la Belgique (58% chacun), la France, le Luxembourg, l'Allemagne (56% chacun) et le Royaume-Uni (53%). Les Italiens (27%) sont les plus susceptibles de penser que la couverture des affaires européennes dans les journaux quotidiens est insuffisante (Tableau 7.4b).

Les Pays-Bas (30%), l'Italie (29%), l'Allemagne (28%) et le Danemark (27%) comptent la proportion la plus élevée de personnes pensant que la couverture des affaires européennes à la **radio** est insuffisante. Les Irlandais sont les plus susceptibles de penser que la couverture est plutôt correcte (66%), suivis par les Autrichiens (64%). Avec respectivement 14% et 16%, les Grecs et les Espagnols sont les plus susceptibles de penser que la couverture des affaires européennes à la radio est trop importante (Tableau 7.4c).

Perception de l'objectivité de la couverture médiatique des affaires européennes

57% des citoyens de l'UE pensent que les médias de leur pays couvrent les affaires européennes avec objectivité, 27% pensent que ce n'est pas le cas et 16% sont sans opinion.



Les résultats par pays montrent que, comme au printemps et à l'automne 2000, les Irlandais sont les plus susceptibles de penser que les médias de leur pays couvrent les affaires européennes de manière très ou assez objective (78%). Plus de six personnes sur dix en Autriche, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, au Danemark, en Finlande et en Allemagne donnent également de bonnes notes aux médias de leur pays. Dans tous les autres pays à part la Grèce, au moins la moitié de la population pense que les médias couvrent objectivement les affaires de l'Union européenne. En Grèce, 41% des répondants partagent cette opinion mais 48% sont d'avis contraire.

Le public de l'UE est à présent plus susceptible qu'à l'automne 2000 de juger que la couverture des affaires européennes par les médias est exacte, les plus importantes augmentations étant enregistrées au Royaume-Uni et en Italie (+10 chacun). L'Espagne est le seul pays où nous enregistrons une baisse significative des réponses favorables (-4). (Tableau 7.5a)

Nous avons également analysé si l'utilisation des médias influence l'opinion de la population concernant l'objectivité de la couverture médiatique des affaires de l'UE. Comme le montre le tableau suivant, plus la population utilise les médias, plus elle a tendance à juger leur couverture des affaires européennes comme objective. Les personnes qui utilisent les médias le moins fréquemment sont les plus susceptibles de juger que leur couverture n'est pas très ou pas du tout objective. Comme nous pouvions nous y attendre, moins la population utilise les médias, plus elle est susceptible d'être incapable de se prononcer sur l'objectivité des médias dans leur couverture des affaires européennes³⁶.

Perception de l'objectivité de la couverture médiatique des affaires européennes en fonction des résultats de l'Indice d'Utilisation des Médias				
La couverture médiatique est :	Indice d'Utilisation des Médias +++	Indice d'Utilisation des Médias ++	Indice d'Utilisation des Médias --	Indice d'Utilisation des Médias ---
Très + assez objective	65%	56%	50%	39%
Pas très + pas du tout objective	25%	28%	29%	31%
Ne sait pas	11%	15%	21%	30%
Total	101%	99%	100%	100%

³⁶ Voir Annexe C.4 pour une définition de l'Indice d'Utilisation des Médias.

Les opinions des citoyens varient également selon ce qu'ils pensent savoir de l'Union européenne³⁷. 69% des personnes qui pensent en savoir beaucoup (i.e. les personnes se donnant un résultat de 8 à 10 sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances) sont d'avis que la couverture médiatique des affaires de l'UE dans leur pays est objective contre seulement 46% des personnes qui pensent en savoir très peu sur l'Union européenne. Parmi ce dernier groupe, environ trois personnes sur dix ne peuvent pas dire si la couverture médiatique des affaires européennes est objective.

Perception de l'objectivité de la couverture médiatique des affaires de l'UE en fonction de l'auto-évaluation des connaissances de l'UE			
La couverture médiatique est :	Haut niveau de connaissances	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances faible
Très + assez objective	69%	63%	46%
Pas très + pas du tout objective	25%	28%	26%
Ne sait pas	6%	9%	28%
Total	100%	100%	100%

L'évaluation des citoyens concernant l'objectivité de la couverture médiatique des affaires européennes dépend également, bien que dans une moindre mesure, de ce qu'ils pensent de l'Union européenne en général. 65% des personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une bonne chose pensent que la couverture médiatique dans leur pays est objective contre 51% des personnes qui considèrent l'adhésion de leur pays comme une mauvaise chose.

Les analyses socio-démographiques révèlent que les chômeurs sont le seul groupe où moins de 50% des répondants pensent que la couverture médiatique des affaires européennes est objective. Avec 65%, les cadres sont les plus susceptibles d'avoir cette opinion (Tableau 7.5b).

7.3. Auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne

Une autre caractéristique standard de l'Eurobaromètre consiste à demander aux répondants dans quelle mesure ils pensent connaître l'Union européenne³⁸. Les résultats de l'UE15 présentés dans le tableau ci-dessous montrent que 28% des citoyens de l'UE pensent en savoir plutôt beaucoup concernant l'Union européenne (i.e. les personnes ayant choisi les chiffres 6 à 10 sur l'échelle). Ce chiffre est nettement plus élevé qu'au printemps 2001, lorsque le résultat était de 21%.

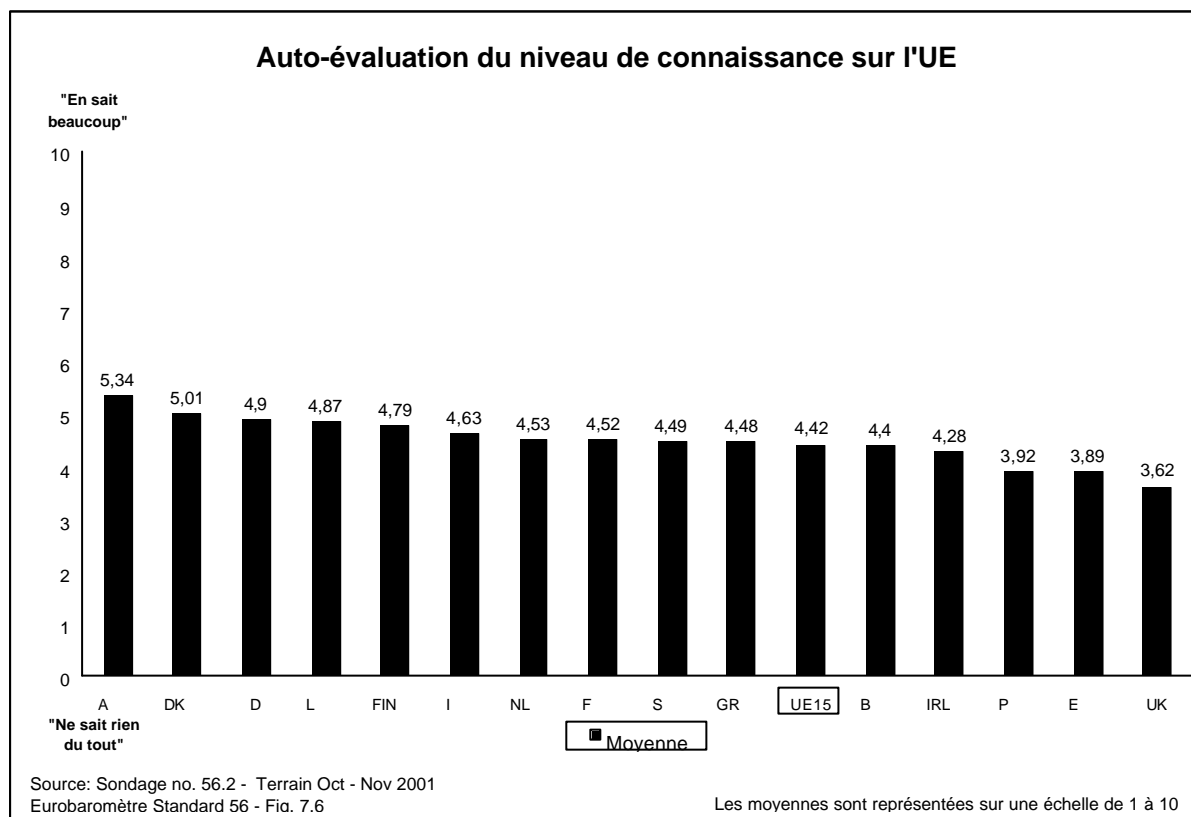
Auto-évaluation des connaissances des affaires de l'UE Automne 2001 (en %, UE15)	
Echelle	%
1 (ne sait rien du tout)	7
2	10
3	16
4	17
5	20
6	13
7	8
8	5
9	1
10 (En sait beaucoup)	1
Ne sait pas	3

³⁷ Voir Annexe C.4 pour une définition de l'échelle d'auto-évaluation des connaissances. La section suivante de ce chapitre donne les résultats des niveaux d'auto-évaluation des connaissances parmi la population de l'UE.

³⁸ La question est : "dans quelle mesure pensez-vous connaître l'Union européenne, ses politiques et ses institutions". Nous avons demandé aux répondants de sélectionner un chiffre à partir d'une fiche (sur une échelle de 1 à 10) qui représente le mieux l'auto-évaluation de leurs connaissances de l'Union européenne. Plus le chiffre sélectionné est élevé, plus ils pensent avoir des connaissances sur l'UE.

Résultat moyen**4.42**

Le graphique suivant représente les résultats moyens³⁹ pour chacun des 15 pays. Il montre que les niveaux d'auto-évaluation des connaissances varient énormément d'un Etat membre à l'autre.



Comme au printemps 2001, les niveaux de connaissance les plus élevés sont enregistrés en Autriche où le résultat moyen est de 5,34 et les niveaux les moins élevés sont enregistrés au Royaume-Uni où le résultat moyen est de 3,62. Un examen de la distribution des réponses montre que 44% des Autrichiens pensent en savoir plutôt beaucoup (i.e. résultat de 6 et plus sur l'échelle) concernant l'Union européenne. Avec 37%, les Danois arrivent en seconde position, suivis par les Allemands (35%), les Néerlandais, les Finlandais (34% chacun), les Italiens (31%) et les Belges (30%). Au Royaume-Uni (15%), en Espagne (17%) et au Portugal (18%), moins de 2 personnes sur 10 pensent en savoir plutôt beaucoup ou beaucoup concernant l'UE (Tableau 7.6⁴⁰).

Dans tous les pays, les niveaux d'auto-évaluation des connaissances sont à présent plus élevés qu'au printemps 2001, avec des augmentations du résultat moyen allant de 0.08 en Espagne à 0.69 en Irlande⁴¹.

Le tableau de la page suivante montre les résultats moyens pour différents groupes socio-démographiques de l'UE. Il montre que les personnes influençant l'opinion, les cadres et les personnes ayant suivi les plus longues études à temps plein sont les plus susceptibles de s'attribuer le résultat le plus élevé sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances. Tout en bas du tableau, nous trouvons les personnes ayant les résultats les plus faibles sur l'Indice d'Utilisation des Médias⁴².

³⁹ Les résultats moyens représentent la somme des réponses pour chacun des dix points de l'échelle multipliée par la valeur de chaque point et divisée par le nombre total de réponses.

⁴⁰ Afin de faciliter la lecture du tableau, une version recodée de l'échelle est présentée. Celle-ci est composée de quatre catégories : 'ne sait (presque) rien' - points 1+2 ; 'en sait un peu' - points 3 à 5 ; 'en sait plutôt beaucoup' - points 6 à 8 et 'en sait beaucoup' - points 9+10.

⁴¹ Pour les résultats moyens du printemps 2001, voir Rapport Eurobaromètre n° 55, figure 4.6.

⁴² Voir Annexe C.4 pour une définition des indices représentés dans le tableau.

Résultats moyens sur l'échelle d'auto-évaluation des connaissances pour divers groupes au niveau de l'UE15	
Groupe	Résultat
Indice d'Influence sur l'Opinion: ++	5,59
Cadres	5,51
Ayant étudiés jusqu'à l'âge de 20 ans et +	5,21
Indice d'Utilisation des Médias:+++	4,95
Indice d'Influence sur l'Opinion: +	4,89
Indépendants	4,87
Etudiants	4,75
Hommes	4,74
Employés	4,72
40-54 ans	4,57
25-39 ans	4,55
Moyenne pour l'UE15	4,42
Ayant étudiés jusqu'à 16-19 ans	4,38
Indice d'Utilisation des Médias: ++	4,36
15-24 ans	4,32
Travailleurs manuels	4,26
55 ans et +	4,24
Indice d'Influence sur l'Opinion: -	4,20
Retraités	4,17
Femmes	4,12
Chômeurs	4,00
Indice d'Utilisation des Médias: --	3,87
Ayant étudiés jusqu'à 15 ans ou moins	3,79
Personnes au foyer	3,76
Indice d'Influence sur l'Opinion : --	3,45
Indice d'Utilisation des Médias: ---	3,38

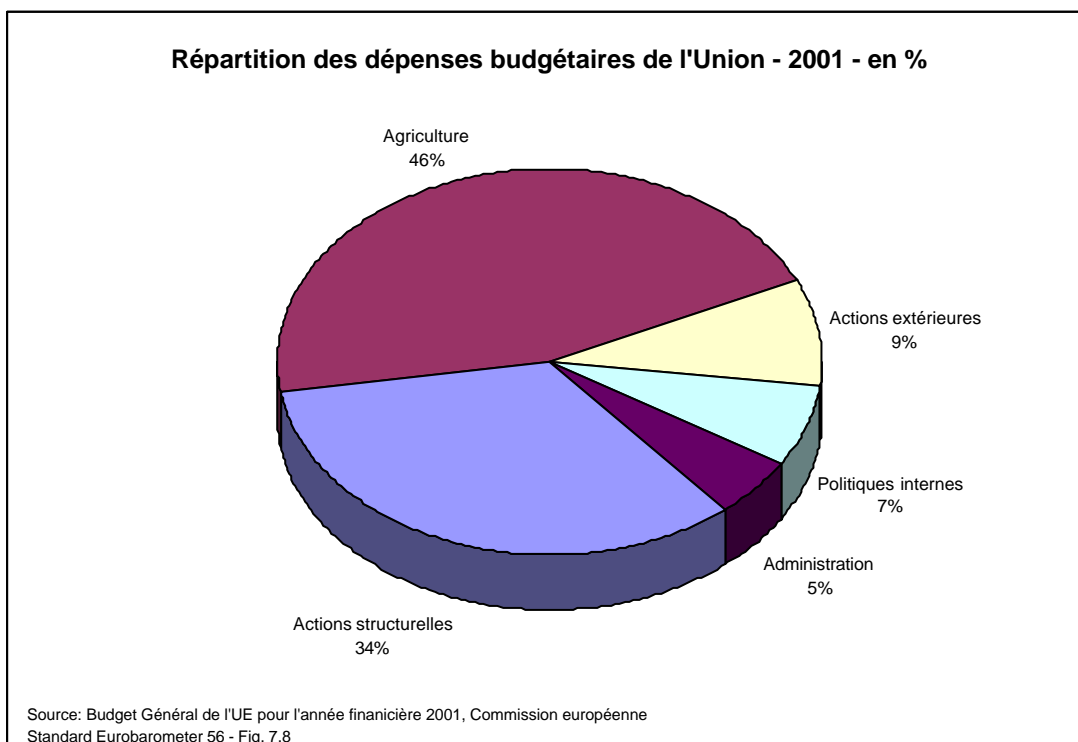
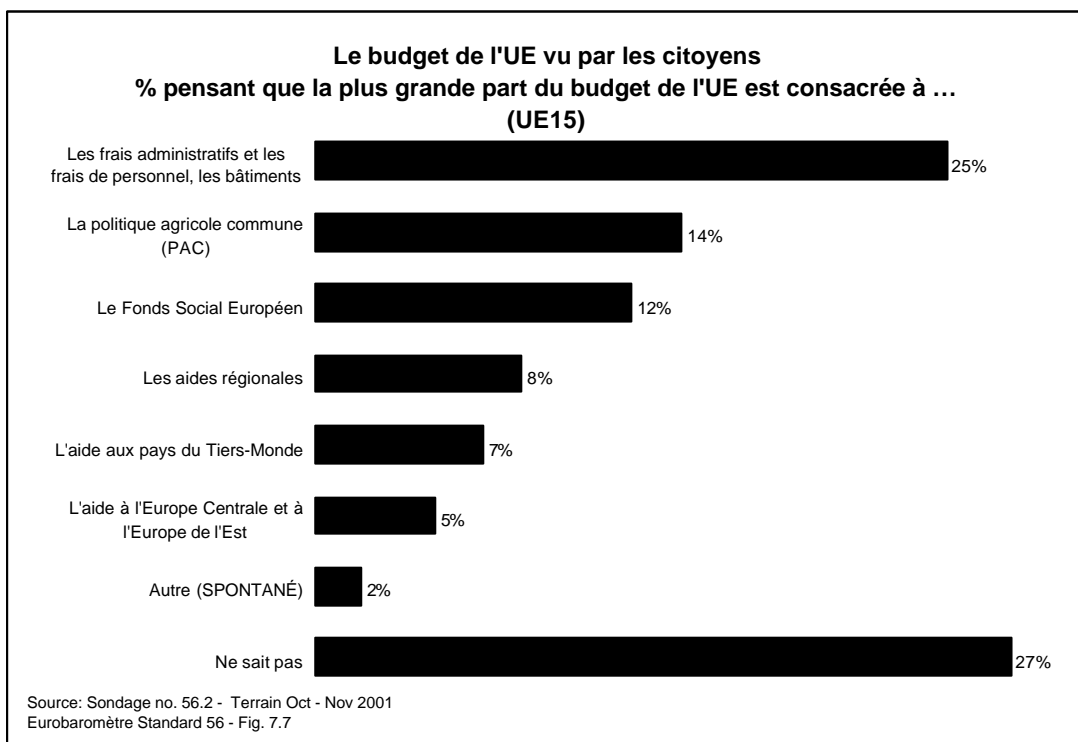
Lorsque nous comparons ces résultats à ceux obtenus au printemps 2001, nous constatons que l'écart entre les personnes qui pensent en savoir le plus et les personnes qui pensent en savoir le moins est à présent légèrement plus important. Au printemps 2001, il était de 1,99 ; l'écart est à présent de 2,21.

Les analyses attitudinales indiquent que le résultat moyen pour les personnes qui se sentent bien informées concernant l'euro ou l'élargissement est nettement plus élevé (respectivement 5,13 et 5,78) que pour les personnes qui ne pensent pas être bien informées concernant ces deux points (3,65 et 4,05 respectivement). Le résultat moyen pour les personnes qui soutiennent l'appartenance de leur pays à l'UE est de 4,87, contre 4,12 pour les personnes considérant l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose (voir également tableau 7.6b).

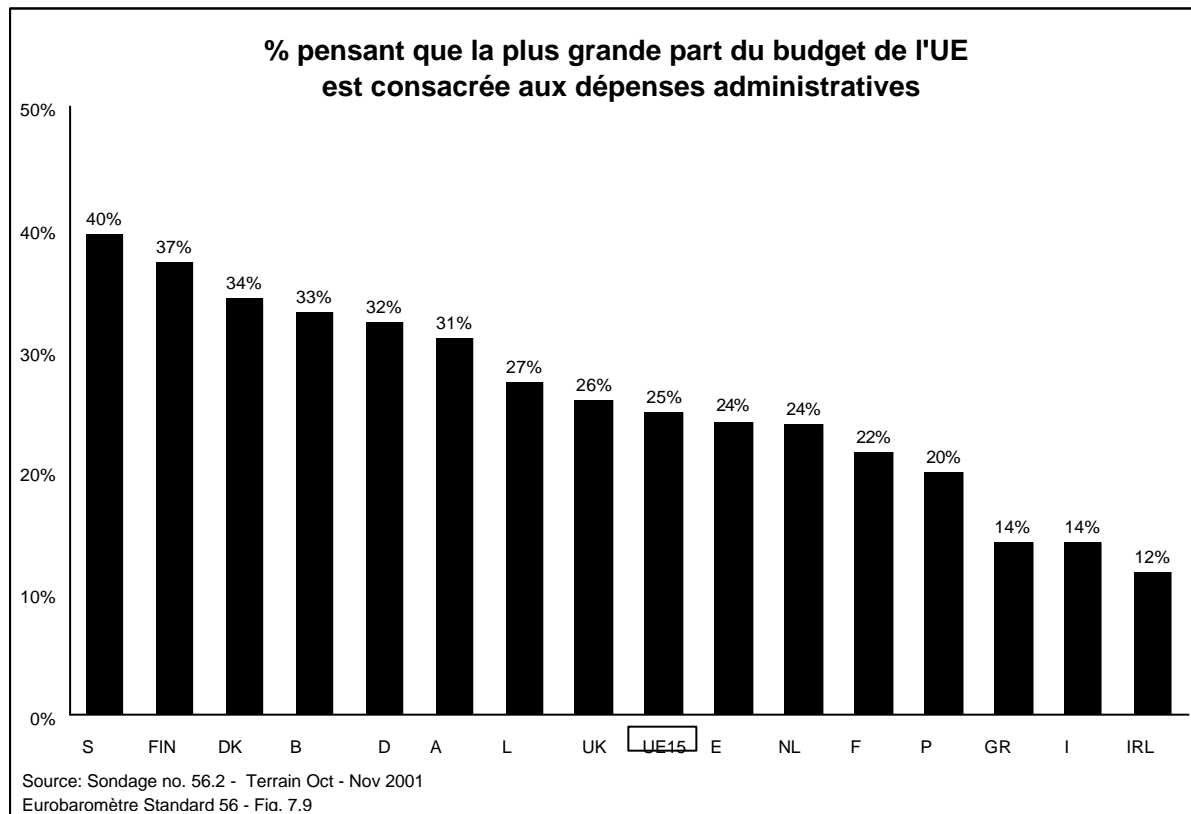
7.4. Connaissances de la manière dont le budget de l'Union européenne est dépensé

Une autre question régulière de l'Eurobaromètre consiste à demander aux sondés comment ils pensent que la majeure partie du budget européen est dépensée. Les derniers résultats montrent une légère amélioration par rapport à l'automne 2000 lorsque la question a été posée précédemment. Toutefois, les réponses des citoyens témoignent toujours d'un important manque de connaissances et de nombreuses idées fausses à ce sujet.

27% des personnes interrogées ne savent pas quelle est le principal poste de dépense de l'UE, avec des réponses « ne sait pas » allant de 6% en Suède à 39% au Portugal. En outre, nous constatons qu'un quart des répondants pensent (à tort) que la majeure partie du budget de l'Union est utilisée pour payer les frais administratifs, le personnel et les bâtiments alors qu'en réalité ceci représente seulement 5% des dépenses totales pour l'UE en 2001. Seulement 14% des répondants sont conscients que la majeure partie du budget de l'Union est dépensée pour la Politique Agricole Commune (PAC). En 2001, les dépenses pour la CAP représentaient 46% des dépenses de l'Union. La seconde part la plus importante du budget est mise de côté pour des opérations structurelles (34%) mais les répondants sous-estiment cette dépense. Seulement 12% des répondants déclarent que le Fonds Social européen représente la plus grande part du budget de l'Union européenne et seulement 8% pensent que le budget est dépensé en aide régionale.



Le graphique suivant montre que la proportion de personnes qui pense que la plupart du budget de l'Union est dépensé en frais administratifs atteint son niveau le plus haut en Suède (40%), en Finlande (37%) et au Danemark (34%) et son niveau le plus bas en Irlande (12%). Cependant, nous constatons que la population est à présent nettement moins susceptible de penser que les frais administratifs représentent la plus importante dépense simple du budget de l'Union européenne qu'à l'automne 2000, lorsque plus de la moitié des Suédois et des Finlandais avaient ce point de vue (Tableau 7.7a).



L'opinion selon laquelle le budget de l'Union européenne est d'abord dépensé en frais administratifs ne dépend pas des groupes socio-démographiques. Les analyses attitudinales montrent également assez peu de variation, bien que les personnes qui soutiennent l'Union européenne soient nettement moins susceptibles de penser que la plus grande part du budget de l'Union est dépensée en frais administratifs que les personnes qui considèrent l'appartenance de leur pays à l'UE comme une mauvaise chose (24% contre 32%). (Tableau 7.7b)

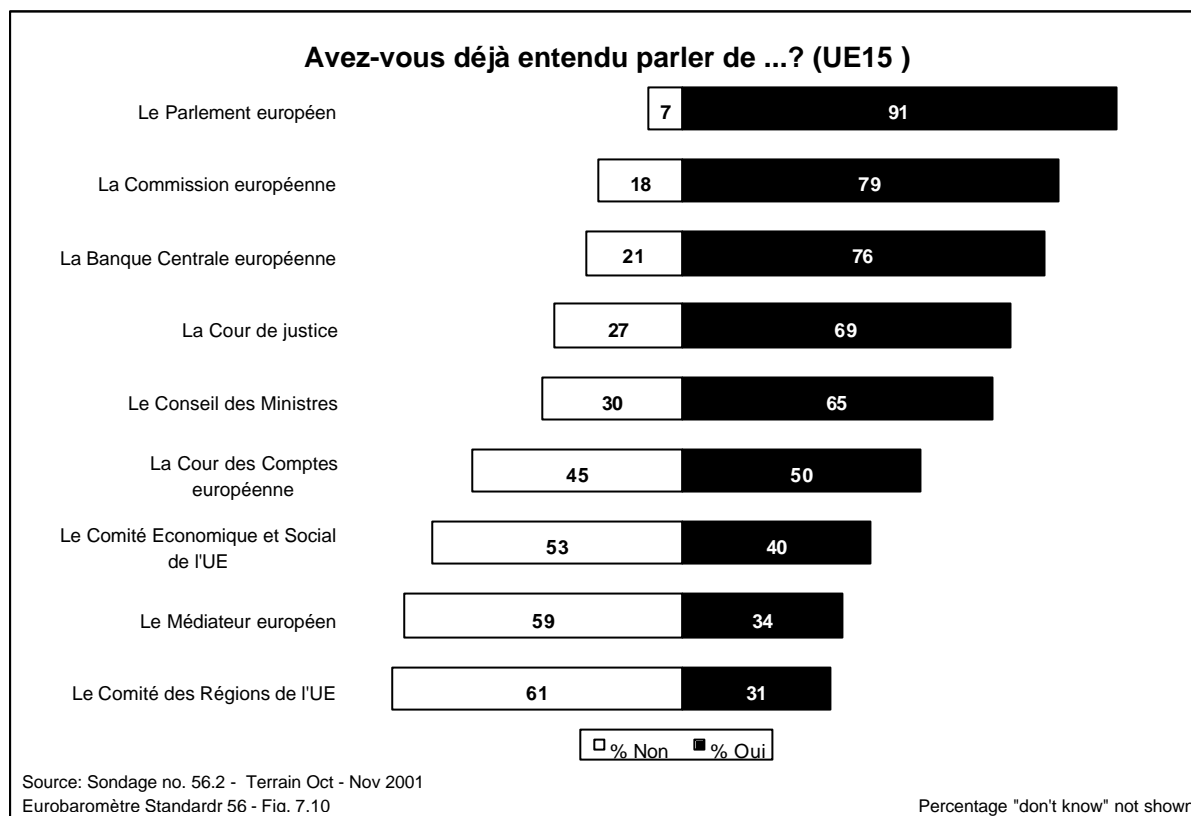
7.5. Notoriété des institutions et organes de l'Union européenne

Pour la sixième fois d'affilée, le sondage mesure la notoriété publique de neuf institutions et organes de l'Union européenne⁴³.

L'institution la plus connue du public est le Parlement européen (91%), suivi par la Commission européenne (79%) et la Banque Centrale européenne (76%). Les institutions les moins connues sont également les plus récentes : le Comité des Régions (31%) et le Comité Economique et Social (40%) - ainsi que le Médiateur européen (34%). Les niveaux de notoriété des neuf institutions et organes sont à présent plus élevés qu'au printemps 2001⁴⁴.

⁴³ La question consistait à demander aux répondants s'ils avaient déjà entendu parler desdites institutions. Le chapitre 3 établit dans quelle mesure la population a confiance envers ces institutions.

⁴⁴ Voir Eurobaromètre n° 55, figure 4.7 et tableau 4.8.



La notoriété du **Parlement européen** varie de 81% en Grèce à 98% au Danemark. La notoriété de la **Commission européenne** s'échelonne de 72% en Allemagne à 95% au Luxembourg. La notoriété de la **Banque Centrale européenne** atteint son niveau le plus élevé au Luxembourg (92%) et le moins élevé en Grèce et au Royaume-Uni (61% chacun). La population du Danemark (96%) est la plus susceptible d'avoir entendu parler de la **Cour de Justice**, tandis que les répondants d'Italie (51%) sont les moins susceptibles de connaître son existence. Les Suédois (91%) sont toujours les plus susceptibles d'avoir entendu parler du **Conseil des Ministres**, tandis que les niveaux de notoriété atteignent leur niveau le plus bas au Royaume-Uni (39%). La notoriété de la **Cour des Comptes européenne** atteint son niveau le plus élevé au Luxembourg (76%) et le moins élevé au Royaume-Uni (13%). Les Luxembourgeois (63%) sont également les plus susceptibles d'avoir entendu parler du **Comité Economique et Social**, tandis que les répondants des Pays-Bas et du Royaume-Uni (28% chacun) sont les moins susceptibles d'en avoir entendu parler. Le **Médiateur européen** (le Finlandais Jacob Söderman) continue à être de loin le plus connu dans son pays (79%). Les pays dans lesquels il est le moins connu sont l'Allemagne et l'Italie (23% chacun). La notoriété du **Comité des Régions** atteint son niveau le plus élevé au Portugal (54%), tandis que la population du Royaume-Uni (15%) est à présent la moins susceptible de connaître l'existence de cette institution (Tableau 7.8).

Afin de donner une impression générale des niveaux de notoriété dans chacun des Etats membres, nous avons calculé une moyenne en additionnant le pourcentage de réponses "Connaît" pour chaque institution/organe et en le divisant par le nombre total d'institutions (9) comprises dans le sondage. Comme le montre le tableau suivant, les Luxembourgeois (qui comptent dans leur pays beaucoup de ces institutions) sont les plus susceptibles d'avoir entendu parler des neuf institutions et organes tandis que le Royaume-Uni est le pays le moins susceptible d'être dans ce cas.

Notoriété des institutions et organes de l'UE	
(niveaux de notoriété moyens pour les 9 institutions/organes, en % par pays)	
Pays	%
Luxembourg	75
Finlande	71
Autriche	70
Danemark	69
Portugal	68
Irlande	67
Allemagne	63
Espagne	63
France	62
Belgique	61
UE15	60
Pays-Bas	60
Suède	59
Grèce	59
Italie	57
Royaume-Uni	47

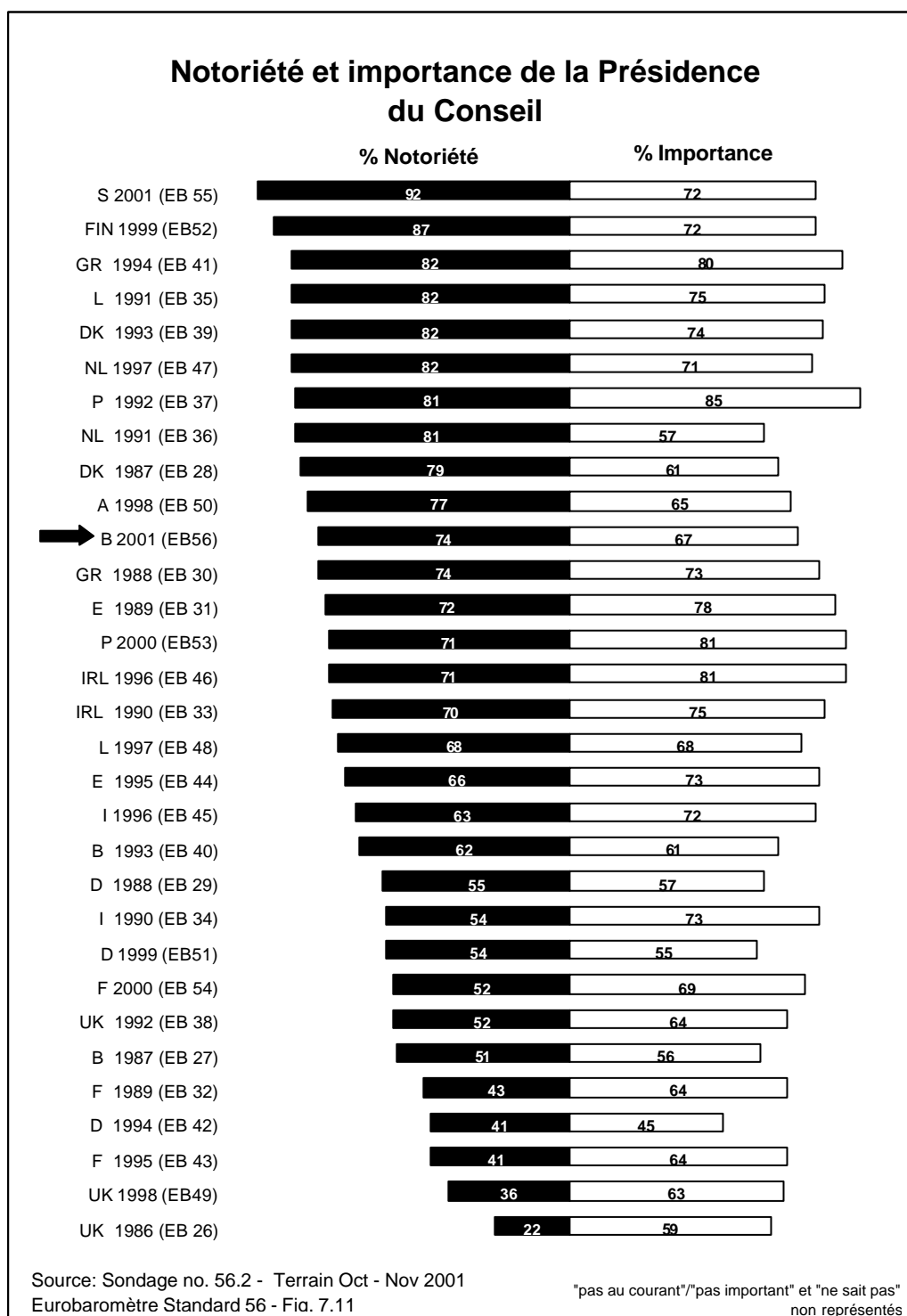
Les niveaux de notoriété ne varient pas uniquement d'un pays à l'autre mais dépendent également du niveau de connaissances de la population vis-à-vis de l'Union européenne. Le tableau suivant montre que plus le public pense en savoir sur l'UE, plus il est susceptible d'avoir entendu parler des institutions de l'UE.

Niveaux de notoriété des institutions/organes de l'UE en fonction de l'auto-évaluation des connaissances de l'Union européenne (en %)			
Institution :	Niveau de connaissances élevé	Niveau de connaissances moyen	Niveau de connaissances faible
Parlement européen	98%	95%	85%
Commission européenne	94%	86%	65%
Banque Centrale européenne	92%	84%	61%
Cour de Justice	88%	77%	52%
Conseil des Ministres	88%	74%	47%
Cour des Comptes	76%	58%	32%
Comité Economique et Social	70%	47%	22%
Comité des Régions	60%	36%	17%
Médiateur européen	54%	38%	23%

7.6. Notoriété et importance de la Présidence du Conseil

Depuis 1986, l'Eurobaromètre étudie la notoriété et l'importance perçue de la Présidence du Conseil des Ministres dans le pays qui préside l'Union au moment du sondage⁴⁵. La Belgique avait la présidence pendant les six derniers mois de l'année 2001.

Comme le montre le graphique suivant, 74% des Belges savaient que leur pays exerçait la Présidence. Ce chiffre est plus élevé que lors des précédentes Présidences belges en 1993 et 1987. 67% des Belges considèrent la Présidence comme un événement important, chiffre également supérieur à ceux de 1993 et 1987.



⁴⁵ Chaque Etat membre de l'Union européenne prend à tour de rôle la Présidence pour une période de six mois.